



## ■ M. Kabila s'arroge les pleins pouvoirs

Laurent-Désiré Kabila devait faire, jeudi 29 mai, sa première apparition publique à Kinshasa, à l'occasion de son « investiture » à la tête de l'Etat congolais. Un décret publié la veille et signé de sa main lui attribue les pleins pouvoirs. p. 4 et notre éditorial p. 15

## ■ Algérie : le FIS prêt au dialogue

L'offre d'un « dialogue franc » faite, mercredi 28 mai, par les dirigeants du FIS au pouvoir n'est, cette fois, assortie d'aucun préalable. p. 4

## ■ Air France bénéficiaire

Pour la première fois depuis 1989, les résultats 1996-1997 de la compagnie font apparaître un bénéfice, symbolique, de 211 millions de francs. p. 18

## ■ Itinéraire de jeunes délinquants

Une étude effectuée en Seine-Saint-Denis montre que les jeunes délinquants récidivistes ne sont pas épargnés par la justice. p. 10

## ■ Rétrospective Fernand Léger



Au-delà des deux cents toiles et dessins du peintre de la modernité, on découvre, au Centre Georges-Pompidou, le chroniqueur et l'épistolier. p. 26 et 27

## ■ Procès des comptes de l'OM

Au terme d'un réquisitoire très violent, le procureur a requis deux ans de prison ferme contre Bernard Tapie. p. 11

## ■ Arte a cinq ans

En raison d'une audience faible, le patron allemand de la chaîne culturelle, Jobst Plog, annonce dans *Le Monde* la modification des programmes de début de soirée outre-Rhin. p. 29

## ■ Le Banyuls sauvé

Une production de qualité et l'arrivée de jeunes viticulteurs ont permis de sauver l'appellation catalane, très menacée dans les années 60. p. 13

## ■ Dortmund surprend la « Juve »

Le Borussia Dortmund a remporté, mercredi 28 mai, la Coupe d'Europe des Champions face à la Juventus de Turin (3-1). p. 22

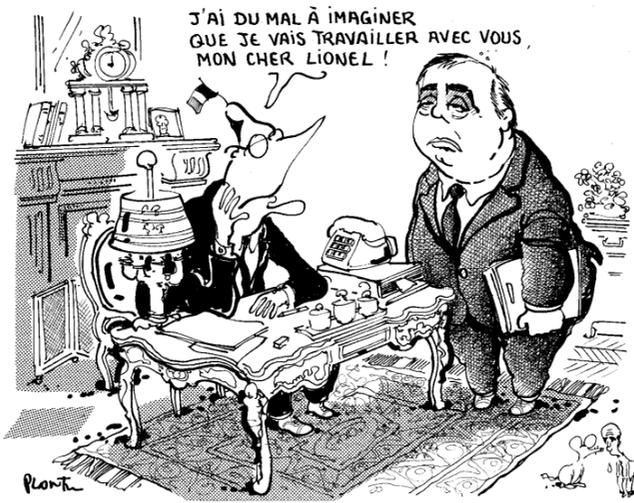
Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

# M. Jospin souligne la « confusion » à droite

● Dans un entretien au « Monde », le premier secrétaire du PS dénonce « l'attelage baroque » Séguin-Madelin ● Il estime que la dynamique du premier tour devrait s'amplifier ● La majorité sortante tente de se ressaisir autour de Philippe Séguin

« RIEN N'EST FAIT », mais la « dynamique » favorable à la gauche au premier tour « ne devrait pas s'inverser », estime Lionel Jospin dans un entretien au *Monde*. Le premier secrétaire du PS ne paraît pas s'inquiéter de l'émergence soudaine dans la campagne du tandem constitué par Philippe Séguin et Alain Madelin qui ont tenu, mercredi 28 mai à Chambéry, une réunion publique commune. « On ne peut pas refaire à la hâte l'attelage baroque de l'élection présidentielle », affirme-t-il. Pour lui, le départ annoncé d'Alain Juppé n'a fait qu'ajouter à la « confusion », voire au « désarroi » de la droite.

Soumis à la pression des Verts sur la semaine de trente-cinq heures et des communistes sur l'augmentation des salaires, M. Jospin déclare : « Ce n'est pas les trente-cinq heures tout de suite. Nous avons une démarche sur trois ans (...) En ce qui concerne les salaires, nous devons viser une montée progressive - une restauration - de la part des salaires dans le revenu national, de-



● Le chef de file du PS explique son projet de gouvernement p. 5  
● Les inquiétudes des marchés boursiers p. 6  
● La droite lance toutes ses forces dans la bataille p. 8 et 9  
● Points de vue et chroniques p. 16, 17, 30 et 32  
● Lionel Jospin et ses fidèles p. 14

venue trop faible ». A Chambéry, Philippe Séguin et Alain Madelin ont défendu leur « complémentarité » en évoquant tous deux les origines de la V<sup>e</sup> République qui avait, selon M. Séguin, « réconcilié la rigueur financière et la générosité sociale ». M. Madelin a vanté l'alliance, comme en 1958, d'une « politique libérale (...) avec un sursaut politique, un sursaut gaulliste qui rénove l'Etat et ses institutions ». Philippe Séguin, qui participera, à la demande de l'Elysée, jeudi en duplex d'Epinal, au meeting du Zénith à Paris - avec Alain Juppé, Edouard Balladur et François Léotard - appelle à retrouver les valeurs défendues par Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle de 1995. François Léotard a refusé, jeudi matin, le manque de « cohérence » entre un « petit bout d'alouette libérale et un gros morceau de cheval socialiste ».

La Bourse de Paris est restée stable, jeudi à l'ouverture, après avoir perdu 6,5 points depuis le début de la semaine.

## Barclays aide les riches à supporter leur triste condition

AVEC SA NOUVELLE publicité, visible sur les bus parisiens depuis mardi 27 mai, la banque britannique Barclays jongle avec la fracture sociale. En pleine semaine électorale et alors que le sujet, polémique, de la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), voulue par le président de la République, est toujours en suspens, Barclays diffuse, sur un ton corrosif, des messages publicitaires vantant ses capacités d'expertise dans « l'optimisation de la gestion du patrimoine ». Thème de la campagne : « SOS ISF », ou « La difficulté d'être riche ».

Le visage d'un quadragénaire cravaté laisse échapper une larme en noir et blanc. A la radio (BFM, Radio Classique et Europe 1), une voix égrène un message à tonalité humanitaire : « Chaque année, en France, dans l'indifférence générale, ils sont des centaines à payer l'ISF. C'est pourquoi, à la Barclays, nous avons décidé de nous mobiliser en mettant dès aujourd'hui à la disposition des personnes touchées, la ligne SOS ISF ». Affiches, spots radio et annonces de presse concluent par le numéro vert mis à disposition par Barclays, à

composer d'urgence pour qui veut être sauvé. Ce ton provocateur n'effraie pas les équipes de l'établissement financier. « Notre direction générale assume ce positionnement, explique Marie-Françoise Laget-Martinez, directrice de la communication et du marketing de Barclays France. Avec ces campagnes percutantes, on est plus efficace avec moins d'investissement. » Au risque de choquer les revenus modestes.

Avec un budget publicitaire voisin de 3,5 millions de francs, Barclays veut attirer les assujettis à l'ISF (125 000 personnes), et aussi les 4 à 5 millions de personnes susceptibles, un jour, de le devenir.

Cette campagne, conçue par l'agence Euro RSCG Grégoire, Blachère, Huard et Roussel (Havas Advertising) fait suite à celles, déjà polémiques, conçues par les agences Australie (1992-1993) et Opéra (1993-1996). On y a vu une femme dont le maquillage dégoûtait, des enfants qui fabriquaient des avions avec des billets de 500 francs ou encore un banquier - concurrent -, exploser après avoir avalé, avec avidité, l'argent de ses clients.

Barclays et la publicité, c'est une histoire qui se construit, avec constance, aux limites de la provocation. En 1992, la publicité fut utilisée pour faire connaître la banque via son produit d'appel (le compte-chèques rémunéré). Elle tentait d'attirer une clientèle fortunée en se présentant comme « la banque qui vous rend le plus d'argent sur votre argent », et a convaincu 40 000 nouveaux clients en trois ans. Aujourd'hui, 99 % des Français connaissent Barclays, perçue comme une entreprise dynamique, innovante et élitiste. Seul l'indicateur intitulé « envie de devenir client » plafonne. Il est vrai qu'il faut en avoir vraiment envie, ou les moyens. 50 000 francs sont nécessaires à l'ouverture d'un compte.

Anticipant les réactions à sa nouvelle campagne sur les malheureux contributeurs de l'ISF, l'état-major de la banque a diffusé dans ses agences un argumentaire pour répondre à ceux « qui ne liront pas le message au deuxième degré ».

Florence Amalou

## La greffe écolo sur l'arbre socialiste

RAVALEMENT de façade ou renouvellement programmatique ? Coup d'image ou coup de jeune ? Lionel Jospin n'omet en tout cas jamais de faire référence au concept de « développement durable », comme si le socialiste qu'il est, orphelin du « changer la vie » révolutionnaire et rimbaldeen, avait trouvé là un nouveau

paradigme à offrir à l'espérance de l'humanité. Concrètement, le PS place l'environnement parmi les cinq priorités de son programme et ses candidats ne manquent pas de l'évoquer comme un des moteurs du changement.

La politique est faite de symboles. Si le verdict des urnes était

favorable à la gauche, dimanche 1<sup>er</sup> juin, il faudrait s'attendre à ce que les deux premières mesures signalétiques prises par le nouveau gouvernement concernent justement deux sujets éminemment écologiques : l'abandon du projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône et l'arrêt du surgénérateur Superphénix de Creys-Mal-

ville. François Mitterrand, immédiatement après son élection de 1981, n'avait-il pas envoyé deux signaux du même type en arrêtant la construction de la centrale nucléaire de Plogoff et l'extension du camp militaire du Larzac ?

Sur le plan électoral, la greffe écolo sur l'arbre socialiste a incontestablement porté ses fruits. Et les deux parties peuvent à juste titre s'en féliciter. A l'heure du bilan, cela permet aux Verts d'échapper à un score global relativement médiocre et au tropisme de la dispersion groupusculaire. Pour la première fois, ils sont présents au second tour dans une vingtaine de circonscriptions et en position de l'emporter dans nombre d'entre elles. Ils touchent là les dividendes du compromis historique passé avec le PS, une stratégie qui repose sur le pari que leur entrée dans le jeu institutionnel leur permettra de peser plus fort dans la société.

De son côté, le parti socialiste a toute raison de ne pas regretter son union de raison avec les amis de Dominique Voynet. Les scores des candidats communs incarnés par des Verts sont, en général, nettement supérieurs au total des voix du PS, des Verts et de Génération écologie du scrutin de 1993.

Jean-Paul Besset

Lire la suite page 15

## Euro : épreuve de force entre Helmut Kohl et la Bundesbank

LA BUNDESBANK s'est attaquée mercredi 28 mai, au projet du gouvernement fédéral de réévaluer le stock d'or de la banque centrale, afin de réduire les déficits publics et de remplir les critères fixés par le traité de Maastricht pour l'adoption de la monnaie unique. Ce plan est « un danger pour l'euro » et pour « l'indépendance des banques centrales », estime la Bundesbank dans un communiqué. Ce conflit s'ajoutant aux incertitudes relatives aux élections législatives en France, renforce l'inquiétude des marchés quant au respect du calendrier de l'euro. Le marché des devises européennes a enregistré, mercredi, d'importantes turbulences. La devise française a glissé, dans l'après-midi, jusqu'à 3,3850 francs pour 1 mark, soit son cours le plus bas depuis la mi-décembre 1996.

Lire page 2

## L'iode 129 de La Hague

LES REJETS radioactifs du centre de retraitement des combustibles nucléaires de La Hague (Manche) ont diminué globalement depuis 1986 mais la quantité de l'un d'entre eux, l'iode 129, a été multipliée par 11,8 après le démarrage de deux nouvelles unités.

Une étude commandée par Greenpeace confirme cette pollution maritime déjà constatée par certains services officiels. Le laboratoire indépendant de la Ccri-Rad montre que la dilution de l'iode 129 dans l'eau et sa reconcentration dans les poissons, crustacés et végétaux sont sous-estimées. L'iode 129 n'est pas pris en compte dans les autorisations de rejets accordées à l'usine de la Cogema.

Lire page 24

## L'Europe de Danone



FRANCK RIBOUD

LE GROUPE Danone, leader français de l'industrie agroalimentaire dirigé par Franck Riboud, s'engage à consulter les représentants syndicaux dans toutes ses implantations mondiales lors de la mise en place de plans de restructurations. Cette démarche inédite vers l'Europe sociale oblige l'entreprise à traiter les problèmes d'emplois en amont.

Lire page 19



International.....	2	Aujourd'hui.....	22
France.....	5	Jeux.....	25
Société.....	10	Météorologie.....	25
Carnet.....	12	Culture.....	26
Régions.....	13	Communication.....	29
Horizons.....	14	Abonnements.....	30
Entreprises.....	18	Radio-Télévision.....	30
Finances/marchés ..	20	Kiosque.....	31

**UNION EUROPÉENNE** Le marché des devises européennes a connu, mercredi 28 mai, d'importantes turbulences. La polémique qui oppose en Allemagne la Bundesbank

et le gouvernement à propos de la réévaluation du stock d'or de la banque centrale, et l'incertitude qui prévaut en France à quelques jours du deuxième tour des élections législa-

tives, semblent avoir semé le doute sur les marchés quant à la poursuite de la construction monétaire européenne. ● LA DÉCLARATION COMMUNE publiée mercredi par Li-

nel Jospin et le chef des sociaux-démocrates allemands Oskar Lafontaine, qui, tout en « préconisant » la mise en œuvre de la monnaie unique au 1<sup>er</sup> janvier 1999, appellent à la mise en

œuvre d'« un pacte pour l'emploi » accroît l'incertitude. ● BONN redoute de devoir gérer, quelle que soit la majorité gagnante, une coopération beaucoup plus imprévisible avec Paris.

# Les incertitudes politiques à Bonn et à Paris sèment le doute sur les marchés

Des turbulences monétaires ont été provoquées à la fois par le conflit qui a éclaté entre la Bundesbank et la chancellerie et par les inquiétudes suscitées par les élections françaises sur le calendrier de l'euro

**EST-CE LE DÉBUT** d'une nouvelle crise monétaire en Europe, capable de remettre en cause le lancement de la monnaie unique ? D'une grande stabilité depuis plus de deux ans, le marché des devises européennes a connu, mercredi 28 mai, d'importantes turbulences, déstabilisé par la perspective d'une victoire de la coalition de gauche aux élections législatives françaises d'une part, et par le conflit entre la Bundesbank et le gouvernement allemand à propos de la réévaluation du stock d'or de la banque centrale d'autre part. La devise française a glissé, dans l'après-midi, jusqu'à 3,3850 francs pour 1 mark, soit son cours le plus bas depuis la mi-décembre 1996.

La Banque de France serait intervenue de façon régulière et massive pour empêcher le franc de baisser davantage. Le repli de la devise française s'est accompagné d'un recul des devises européennes réputées faibles. La peseta espagnole, la lire italienne et la couronne suédoise ont faibli au point d'obliger les banques centrales de ces trois pays à vendre des deutschmarks. Jeudi matin, lors des premières transactions entre banques, les tensions persistaient.

Elles traduisent les doutes des opérateurs de marché pour la construction monétaire euro-

péenne. Ils s'interrogent en particulier sur les suites que pourrait avoir le différend entre la Bundesbank et le gouvernement allemand.

## « DANGER POUR L'EURO »

Dans un communiqué publié mercredi en début de soirée, la banque centrale allemande a qualifié le plan de Bonn de réévaluation du stock d'or de « danger pour l'euro » et pour l'« indépendance des banques centrales ». Cette mesure, annoncée il y a dix jours par le ministre des finances Theo Waigel (*Le Monde* du 17 mai), aurait pour effet d'augmenter, d'environ 15 milliards de marks (50 milliards de francs), le montant des bénéfices annuels de la Bundesbank reversés à l'Etat fédéral. Elle permettrait ainsi à Bonn de réduire ses déficits publics et d'aider l'Allemagne à respecter les critères fixés par le traité de Maastricht.

La banque centrale allemande a dénoncé le « danger de perte de confiance dans la stabilité de la future monnaie européenne » et d'« empiètement de la politique monétaire de la Bundesbank ». Elle a affirmé que cette mesure « va à l'encontre tout aussi bien de la tradition allemande que des positions du traité de Maastricht sur l'indépendance des banques centrales ». Le « concept du ministère des finances

ne correspond pas aux règles prévues par le système européen de banques centrales », a souligné la Bundesbank.

Le chef économiste de l'institut d'émission, Otmar Issing, est même allé jusqu'à déclarer qu'il s'agissait d'« une astuce comptable » d'un gouvernement « en situation désespérée ». Fidèles à leur orthodoxie monétaire et budgétaire, les membres de la Bundesbank condamnent aujourd'hui ce « tour de passe-passe », comme ils avaient rejeté, il y a quelques mois, la reprise de la soultte de France Télécom par l'Etat français ou l'euro-taxe décidée par le gouvernement italien.

Répondant immédiatement aux critiques formulées par la Bundesbank, les partis de la coalition au pouvoir ont expliqué qu'ils entendaient maintenir le plan gouvernemental. « La coalition fera tout son possible pour inclure la réévaluation des réserves dans le processus législatif en cours », ont affirmé dans un communiqué les présidents des groupes parlementaires chrétiens-démocrates (CDU/CSU) du chancelier Kohl et celui des libéraux du FDP.

La prise de position de la Bundesbank, qui bénéficie d'une confiance totale de l'opinion publique allemande pour défendre la



stabilité de la monnaie et le pouvoir d'achat, pourrait être de nature à accroître la défiance outre-Rhin à l'égard de l'euro. Elle pourrait aussi - c'est la crainte principale des marchés financiers - conduire l'institut d'émission allemand à prendre des mesures de rétorsion. A la suite de la décision du chancelier allemand Helmut Kohl d'imposer, au printemps de l'année

1990, une parité de conversion de un pour un entre le mark de l'Est et le mark de l'Ouest, une mesure qu'elle avait publiquement condamnée, la Bundesbank avait choisi de mener une politique monétaire très restrictive pour lutter contre la surchauffe de l'économie et les tensions inflationnistes. Dans un contexte de reprise économique hésitante en Europe, une hausse

des taux directeurs allemands pourrait déstabiliser l'ensemble des marchés financiers européens mais surtout provoquer la colère des milieux industriels et des gouvernements du Vieux Continent.

La polémique allemande survient à un moment très délicat de la construction européenne, où partisans d'une Europe monétaire et ceux d'une Europe sociale s'affrontent violemment. Dans une déclaration commune, le premier secrétaire du Parti socialiste français, Lionel Jospin, et le chef des sociaux-démocrates allemands, Oskar Lafontaine, ont appelé mercredi à la mise en œuvre d'« un pacte pour l'emploi » et ont demandé au Conseil européen d'inclure dans le traité de Maastricht une clause spécifique à ce sujet.

Cette proposition, de nature à augmenter l'hostilité de la Bundesbank à l'égard de la forme que prend l'Union monétaire mais aussi à irriter le chancelier allemand Helmut Kohl contre M. Jospin, a accru la défiance des milieux financiers internationaux. Ces derniers y ont accordé d'autant plus d'attention qu'ils parient désormais sur une victoire de la coalition de gauche lors des élections législatives françaises.

Pierre-Antoine Delhommais

## Le franc sous pression



Le conflit entre la Bundesbank et le gouvernement allemand et la perspective d'une victoire de la gauche en France provoquent des remous sur le marché des devises européennes.

# Le SPD et le Parti socialiste français réclament « un pacte européen pour l'emploi »

**LES RELATIONS** entre le Parti socialiste français et le SPD allemand n'ont jamais été faciles, notamment à l'époque de François Mitterrand. Les socialistes français n'en attachent que plus de prix à la déclaration commune SPD-PS, publiée mercredi 28 mai, quatre jours avant le second tour des élections législatives en France. Ce texte résulte du travail en commun, effectué depuis près d'un an, au sein d'un groupe de travail économique SPD-PS, animé côté français par Pierre Guidoni et Pierre Moscovici, et doit être présenté lors du congrès du Parti socialiste européen, présidé par l'Allemand Rudolph Scharping, les 5 et 6 juin à Malmö (Suède).

Cette convergence entre les deux partis était d'autant moins évidente que le SPD, dirigé par Oskar Lafontaine, toujours en proie à des divisions internes, compte dans ses rangs de nom-

breux euro-sceptiques. « Il faut encore beaucoup d'efforts dans les Etats membres de l'Union européenne pour convaincre les citoyens de la nécessité de l'euro », souligne la déclaration. « Quiconque brandit l'Union économique et monétaire comme prétexte pour remettre en question les acquis sociaux et pour œuvrer à une redistribution de la richesse au détriment des salariés (...) rend un mauvais service à l'idée de l'Europe », poursuit le texte.

## CONTRE LE « DUMPING FISCAL »

Le PS, qui ne veut renégocier ni les critères de convergence ni le traité de Maastricht, met en avant quatre conditions au passage à l'euro qui ne sont pas reprises en tant que telles dans le texte. Celui-ci évoque pas les adhésions à l'euro de l'Italie et de l'Espagne, jugées « nécessaires et possibles » par Lionel Jospin, ou du Royaume-Uni « s'il le souhaite ». Il

préconise l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'Union monétaire, présentée comme « une chance historique », au 1<sup>er</sup> janvier 1999, « dans les conditions prévues par le traité ». Sans employer l'expression de « gouvernement économique » européen souhaité par le PS face à la banque centrale, il demande que l'article 103

du traité de Maastricht, qui y ouvre la voie selon Jacques Delors, soit « scrupuleusement appliqué », et il prône « une concertation intensive, en matière de politique économique et financière » entre les Etats, sous la forme d'un « pacte européen pour l'emploi ».

Ce pacte pour l'emploi, qui s'ap-

parente au pacte de solidarité et de croissance que le PS veut substituer au pacte de stabilité adopté à Dublin en septembre 1996, réclame « une meilleure coordination des Etats membres afin de stimuler la croissance et la reprise de la conjoncture intérieure ». Le conseil des affaires économiques et des finances devrait avoir l'emploi comme « référence prioritaire ».

Le texte prône, dans le cadre de la conférence intergouvernementale, l'intégration « d'un chapitre social réservé à l'emploi dans le traité de l'Union européenne » et une action résolue contre le « dumping fiscal » en Europe. Les deux partis défendent « une meilleure coopération internationale » sur la base d'un « cadre réglementaire » s'appuyant sur « les principes de l'économie de marché sociale et écologique ».

Michel Noblecourt

## « L'Europe sociale » à l'Elysée

Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), accompagné par Nicole Notat (CFDT), Marc Blondel (FO) et Alain Deleu (CFTEC), dont les organisations sont membres de la CES a été reçu, mercredi 28 mai, par Jacques Chirac, dans le cadre d'une journée d'action pour « l'emploi et l'Europe sociale ». Pendant une audience de plus d'une heure et demie, M. Gabaglio a exposé au chef de l'Etat, les « revendications fondamentales » de son organisation « par rapport à la révision du traité de Maastricht ». M. Chirac a rappelé que la France avait déposé en 1996 un mémorandum sur le modèle social européen et a assuré la CES de son soutien quant à leur revendication, en faveur d'un « rééquilibrage de la construction européenne dans le sens du social ».

# L'Allemagne redoute un gouvernement français plus imprévisible

**LES MURS** de la chancellerie allemande n'ont pas livré leurs états d'âme. Mais le pari perdu par Jacques Chirac d'obtenir de l'électorat français un blanc-seing pour

## ANALYSE

La nouvelle équipe pourrait rouvrir les discussions autour de l'euro

les prochaines échéances européennes, et plus particulièrement le passage à la monnaie unique, n'arrange pas les affaires d'Helmut Kohl. Non seulement parce qu'il va l'obliger à composer avec une nouvelle équipe gouvernementale française, qui, quelle que soit sa couleur politique, risque fort de lui compliquer la tâche en demandant de rouvrir les discussions sur les mesures d'accompagnements de l'euro. Mais aussi parce que l'opposition allemande entend bien profiter des difficultés qui pourraient en résulter pour le chancelier, écartelé entre les orthodoxes de la Bundesbank et les pressions de Paris ; elle ne manquera pas l'occasion de relancer ses attaques contre la politique économique du gouvernement fédéral, accusée d'être responsable des taux de chômage record actuellement en-

registrés outre-Rhin. A un an et demi des futures élections législatives allemandes, les élections françaises, survenant après la victoire de Tony Blair en Grande-Bretagne, pèsent sur le débat allemand.

Le temps n'est plus où l'aile néolibérale du gouvernement, sûre d'elle-même, triomphait pour imposer à l'Allemagne et à l'Europe entière sa vision d'une gestion stricte des finances publiques à la Thatcher, uniquement préoccupée de la réduction des dépenses de l'Etat et des équilibres monétaires. Les difficultés que l'Allemagne elle-même éprouve à équilibrer ses finances, la montée du chômage ont obligé les dirigeants de Bonn à mettre de l'eau dans leur vin et à reconnaître eux-mêmes, à demi mot, que les critères de Maastricht ne pouvaient être isolés du contexte et qu'il y aurait une marge d'interprétation à condition que la tendance à long terme soit la bonne.

La publication par le Parti socialiste et le Parti social-démocrate allemand, mardi à Bonn, d'une déclaration commune affirmant l'importance de tenir les délais de la monnaie unique, mais aussi la nécessité de compléter le dispositif prévu par un pacte pour la croissance et l'emploi, témoigne que la question soulevée en France de la

coordination des politiques économiques et monétaires de la zone euro ne relève plus seulement du fantasme étatiste français. Le débat est désormais ouvert en Allemagne et en Europe, comme en témoignent les discussions qui ont lieu, dans le cadre de la conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme des institutions euro-

suscitée en d'autres temps. Les quatre conditions posées par le Parti socialiste pour leur acceptation de l'Union monétaire, notamment que l'Italie en soit et que soit rediscuté le pacte de stabilité imposé par les Allemands au sommet de Dublin, en décembre dernier, ont été critiquées, notamment dans la presse libérale. Le Frank-

les discussions sur le pacte de stabilité monétaire, affirmant qu'il n'en voyait aucunement les raisons.

Mais les nombreux contacts que les socialistes ont eus ces dernières semaines, aussi bien avec les dirigeants de l'opposition qu'avec ceux au pouvoir, font espérer dans les milieux proches de la chancellerie que Lionel Jospin, vainqueur, ne remettrait pas fondamentalement en cause les bases du compromis de l'année dernière sur les disciplines budgétaires nécessaires au bon fonctionnement de la zone euro. L'engagement pris mardi par le leader socialiste, lors d'une interview télévisée, de ne pas augmenter les dépenses de l'Etat, a été jugé encourageante à Bonn, où Jacques Delors, qui continue de bénéficier outre-Rhin de beaucoup de sympathies, était allé il y a deux semaines rassurer les milieux politiques.

Une victoire de la gauche aux élections ferait surtout craindre un affaiblissement de la capacité de la France à prendre des initiatives, pour continuer, avec l'Allemagne, à donner les impulsions nécessaires à la construction européennes. On s'interroge en effet à Bonn sur le fonctionnement d'une cohabitation entre un président de droite et une majorité parlementaire où les socialistes devraient

## La cohabitation : un rôle plus fort pour la France

Interrogé sur les conséquences d'une éventuelle victoire de la gauche en France, le secrétaire d'Etat italien aux affaires européennes, Piero Fassino (PDS, ex-communiste), a déclaré à *La Stampa* du mardi 27 mai qu'une cohabitation Chirac-Jospin « permettrait à la France de jouer un rôle encore plus fort en Europe et d'y avoir une voix plus autorisée sur les thèmes fondamentaux ». Parmi ceux-ci, Piero Fassino cite la monnaie unique : « Il n'y a pas une seule façon de réaliser les critères de Maastricht, a-t-il déclaré au quotidien de Turin. Nous, par exemple, en Italie, nous le faisons avec une politique économique sévère mais qui cherche la concertation avec les partenaires sociaux. Et pas la confrontation comme en France. »

pennes, sur l'introduction dans le traité de Maastricht d'un chapitre sur l'emploi, qui a suscité au départ de sérieuses réserves du gouvernement allemand.

Dans ce contexte, l'hypothèse d'un changement ou non de majorité en France à l'issue du deuxième tour de l'élection législative de dimanche n'a pas provoqué outre-Rhin l'émotion qu'elle aurait

furter *Allgemeine Zeitung* estimait en début de semaine que ces conditions accroîtraient la méfiance à l'égard de la stabilité de la future monnaie européenne. Lors de la visite qu'il a rendue au président Chirac, à Paris, à la veille du premier tour de l'élection française, le chancelier Kohl s'était irrité devant la presse de la demande faite par les socialistes de rouvrir

compter sur l'appoint des voix communistes. « Ce ne serait pas un bon point de départ pour gouverner avec sagesse un pays difficile dont l'opinion publique commence seulement à prendre conscience des problèmes de l'avenir », écrivait mardi l'un des meilleurs commentateurs allemands, Günther Nonnenmacher.

Cette crainte toutefois n'est pas pire que l'inconnue que représente outre-Rhin l'éventualité de l'arrivée à la tête du gouvernement d'un Philippe Séguin. Ses promesses de respecter un traité de Maastricht auquel il s'était opposé font espérer que le pragmatisme l'emporterait une fois encore sur d'autres considérations, comme cela a finalement été le cas pour Jacques Chirac une fois arrivé à l'Elysée. Les Allemands ont cependant toutes les raisons d'être perplexes sur un personnage qui ne passe pas pour nourrir à leur égard de grands sentiments de sympathie. La présence aux côtés de Jacques Chirac, à Matignon, d'Alain Juppé, dont les convictions européennes étaient appréciées, était rassurante. On se prépare à Bonn, dans le cas de figure d'une arrivée de Philippe Séguin au pouvoir, à une coopération beaucoup plus imprévisible.

Henri de Bresson

# Le sommet américano-européen de La Haye a élué les contentieux commerciaux

Le président des Etats-Unis a réaffirmé son soutien à la construction européenne

Le « sommet » biennuel entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) a réuni mercredi 28 mai à La Haye, en marge de la commémora-

tion du 50<sup>e</sup> anniversaire du plan Marshall, le président Bill Clinton, Wim Kok, premier ministre des Pays-Bas et président en exercice du Conseil

européen, ainsi que Jacques Santer, président de la Commission européenne. Les contentieux commerciaux n'ont pas été évoqués.

## LA HAYE

de notre envoyé spécial

Le côté « sommet » apparaît ultra convenu, entre le Café du commerce et le patronage. En moins de deux heures, les protagonistes ont effectué un tour du monde politique et économique : l'Iran, la Turquie, Cuba et la loi Helms-Burton, l'état du processus de paix au Proche-Orient, la lutte contre la drogue, le terrorisme, le travail des enfants, etc. Faute de temps, deux sujets inscrits à l'ordre du jour – la monnaie unique et l'élargissement de l'UE aux pays d'Europe centrale – sont passés à la trappe ! Les vrais problèmes euro-américains ne sont pas abordés, comme si les Etats-Unis n'étaient pas sûrs de la représentativité des envoyés des institutions communautaires. Bill Clinton a réaffirmé, mardi, le soutien de son pays à la construction européenne, à l'élargissement de l'Union, mais c'est en bilatéral, avec Helmut Kohl, Jacques Chirac ou Tony Blair, qu'il parle de la Palestine et de la Bosnie, c'est à l'OTAN que l'on débat du « pilier européen de défense ».

Même les contentieux commerciaux, existants ou potentiels, n'ont pas ou peu été traités. « Il n'y a pas eu un mot, pas le moindre chuchotement sur le dossier Boeing », a indiqué Klaus van der Pas, le porte-parole de la Commission. Celle-ci enquête sur la compatibilité de la fusion entre Boeing et McDonnell Douglas et les règles de concurrence communautaires. Stuart Eizenstadt, le sous-secrétaire américain au commerce, insistait pour que cette affaire soit examinée d'un point de vue strictement juridique. Soit. Mais on aurait pu imaginer que les Européens indiquent à leur interlocuteur leur détermination à ne pas laisser étouffer Airbus. Ou l'alertent sur le mauvais effet sur l'opinion des efforts des lobbies pour imposer aux Européens leur viande aux hormones. Cela ne s'est pas passé, car aborder l'essentiel n'est définitivement pas le style de ces sommets où le dialogue politique est absent.

Exception à la règle, quelques instants ont été consacrés au conflit portant sur la banane : l'Or-

ganisation mondiale du commerce (OMC) a récemment condamné le régime préférentiel dont bénéficient les producteurs de l'UE (notamment les DOM français) ainsi que ceux des pays associés des Caraïbes. M. Santer a insisté sur la nécessité de trouver un compromis prenant en compte l'aspect politique et social du dossier : ces pays ont des économies fragiles qui seraient mises en péril s'ils étaient privés du débouché européen.

## LUTTE CONTRE LA DROGUE

Le sommet transatlantique n'est en fait que la face visible du processus de coopération politique et économique revitalisé en 1995 à Madrid (dénommé New Transatlantic Agenda ou NTA) et apparemment fécond. A La Haye, Américains et Européens ont signé deux accords concernant la lutte contre la drogue : l'un vise l'échange d'informations sur les matières premières utilisées pour la fabrication de drogues de synthèse ; l'autre, la coopération douanière aux Caraïbes.

Un troisième accord portant sur la reconnaissance mutuelle des normes industrielles (dit MRA) est pratiquement prêt. Il a été négocié jusqu'à la dernière minute par les experts du groupe à haut niveau (Senior Level Group). Celui-ci, qui constitue l'élément opérationnel de la coopération euro-américaine, est animé, du côté européen, par Sir Leon Brittan, le vice-président de la commission chargée de la politique commerciale.

L'accord sur les normes, qui sera prochainement soumis à l'approbation des Quinze, porte sur cinq secteurs : les produits pharmaceutiques, les technologies de l'information, les équipements médicaux, les télécommunications, certains équipements de loisirs, soit au total un marché d'environ 50 milliards de dollars (280 milliards de francs). Il devrait permettre aux entreprises exportatrices des deux côtés de l'Atlantique de limiter les tests d'homologation, et donc de réduire leurs coûts.

Philippe Lemaître

## Bill Clinton subit une offensive de la minorité de son parti

### WASHINGTON

de notre correspondant

Richard Gephardt, le chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, a pris ouvertement le contrepied des positions défendues par la Maison Blanche sur deux questions essentielles : l'accord avec les républicains sur l'équilibre budgétaire et le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée (MFN) accordée à la Chine. Ces réticences très anciennes laissent à penser qu'il ne s'agit pas d'une simple manifestation d'opportunisme politique. Mais le calcul n'est pas absent des démarches de M. Gephardt : affirmant ses distances avec Bill Clinton, il prend date avec le vice-président Al Gore, candidat officieux du Parti démocrate pour le scrutin de 2000.

En appelant le Congrès à s'opposer à la décision du chef de la Maison Blanche de renouveler pour un an à la Chine les facilités de la MFN (loin d'être un traitement de faveur, celle-ci est une pratique commune en matière de tarifs douaniers), M. Gephardt complique sérieusement la tâche de l'administration. Si la Chambre des représentants et le Sénat adoptent une résolution refusant à la Chine les avantages de la MFN, le président opposera son veto.

Pour passer outre, les parlementaires doivent réunir une majorité des deux tiers. Sachant que l'hostilité à l'égard de la Chine s'est renforcée

au Congrès, la Maison Blanche n'a pas pris à la légère les critiques de « Dick » Gephardt. Refuser à la Chine des « relations commerciales normales », a souligné le porte-parole de la présidence, Mike McCurry, reviendrait à lancer à Pékin une « déclaration de guerre économique » et aboutirait à accroître son isolement au sein de la communauté internationale. Pour sa part, M. Gephardt estime que la politique de l'administration « a échoué sur le plan moral comme sur le plan économique ». Cette condamnation vise indirectement Al Gore, dont l'attitude plus qu'accommodante envers les dirigeants chinois, à l'occasion d'un voyage à Pékin, avait été vertement critiquée.

## PRÉCOCE PRÉ-CAMPAGNE

La fronde de M. Gephardt est d'autant plus significative qu'elle concerne tous les sujets. La semaine dernière, le leader du parti présidentiel à la Chambre des représentants avait pris la tête des opposants au projet de loi formalisant le compromis sur l'équilibre budgétaire. L'accord est foncièrement injuste, avait-il expliqué, dans la mesure où il demande des sacrifices aux catégories les plus défavorisées, tout en offrant des « cadeaux fiscaux » aux plus riches. Le représentant démocrate se déclare également hostile à l'adoption du *fast track* (procédure qui permet au président de conclure des accords commerciaux sans que le Congrès puisse les amender),

tant que les dispositions « anti-syndicales » de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) n'auront pas été corrigées.

Se posant volontiers en avocat des retraités, M. Gephardt était également opposé à une modification de l'indice des prix à la consommation (CPI), et il s'est élevé contre la « certification », le 1<sup>er</sup> mars, du Mexique en matière de lutte contre la drogue. Jusqu'où cette démarche d'opposant de plus en plus solitaire le conduira-t-elle ? S'il entend être le champion de la base traditionnelle du Parti démocrate, qui regroupe les syndicats, les personnes âgées, les minorités et les petits salariés, il souhaite surtout couper l'herbe sous le pied d'Al Gore, et lui faire endosser la responsabilité du virage conservateur effectué par M. Clinton en 1996.

Le vice-président traverse, pour la première fois de sa carrière politique, une mauvaise passe. La presse l'a mis directement en cause dans le scandale sur les douteux financements électoraux du Parti démocrate, et sa prestation à Pékin n'a pas convaincu. Cette vulnérabilité a brouillé l'image si lisse du « successeur naturel » de Bill Clinton. Mais, à l'inverse de Richard Gephardt, Al Gore ne veut pas prendre le risque de s'user trop vite dans une pré-campagne présidentielle qui commence... plus de trois ans avant l'échéance.

Laurent Zecchini

## Le premier ministre tchèque justifie la dévaluation et promet de réparer ses erreurs

### PRAGUE

de notre correspondant

« L'abandon du cours surévalué de la couronne, qui ne correspondait pas à l'efficacité réelle de notre économie, est la facture des nombreuses erreurs de la politique gouvernementale. Face à la crise monétaire actuelle, nous sommes obligés d'en définir clairement les causes et de chercher les solutions. Le chemin de la transformation sera plus long que prévu et souhaité. » Le premier ministre tchèque Vaclav Klaus a pris, mercredi 28 mai, le parti de « dire la vérité sur la situation actuelle » pour sortir le pays d'une crise politico-financière.

Après une semaine de négociations avec ses partenaires de la coalition de centre droit, et au lendemain d'une dévaluation de 10 % de la couronne tchèque, M. Klaus a annoncé de nouvelles mesures d'austérité. Elles s'ajoutent à celles que le gouvernement avait votées à la mi-avril. Le premier ministre est aussi parvenu à colmater les brèches ouvertes dans son équipe par le départ de trois ministres tenus pour responsables des principaux problèmes du moment : le déséquilibre du commerce extérieur, le déficit budgétaire et la criminalité économique.

Mais, contrairement au souhait du président Vaclav Havel de voir de « nouveaux visages » et des « spécialistes », un seul remplaçant a le mérite d'être inconnu du grand public. L'Alliance démocratique civique (ODA), dirigée par Michaël Zantovsky, ex-ambassadeur à Washington, a proposé au

portefeuille de l'industrie et du commerce un autre diplomate, Karel Kuhn, actuel représentant de Prague à Londres, néophyte dans la politique pragoise.

## DES EFFETS « DOULOUREUX »

Le ministère de l'intérieur devrait revenir à Petr Necas, jeune loup du Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus, qui présidait jusqu'à présent la commission de défense et sécurité à la Chambre des députés. Le troisième nouveau venu est Jiri Grusa, écrivain tchèque émigré sous le communisme en Allemagne, où il est, depuis 1992, officiellement ambassadeur de son pays natal. Il devrait remplacer au ministère de l'éducation Ivan Pilip, un fidèle de M. Klaus, qui prendrait le ministère des finances. Le chef de l'Etat devrait très rapidement confirmer les attributions, à moins qu'il ne considère ce mini-remaniement comme relevant d'un « replâtrage cosmétique » auquel, avait-il dit, il ne comptait pas apporter son soutien.

Mais les volontaires ont été rares pour « faire avaler à nos concitoyens l'amère pilule » que constitue le nouveau « programme de stabilisation et de convalescence du gouvernement tchèque ». Ses effets seront « douloureux », a prévenu M. Klaus : les coupes dans le budget toucheront l'administration, les investissements et les transferts sociaux ; le cabinet soutiendrait la politique restrictive de la banque centrale pour limiter l'inflation ; l'enveloppe salariale

dans la fonction publique sera gelée au niveau de 1996 ; des négociations avec les partenaires sociaux seront engagées pour revoir à la baisse les augmentations de salaires prévues en 1997.

Les conséquences de ces mesures devraient être tout aussi radicales : une croissance négative cette année, une baisse des salaires réels et une hausse du chô-

mage. « Il est désormais évident que le gouvernement nous a menti. Mais qui nous dira qu'il nous dira la vérité demain ? », a aussitôt déclaré le chef de la puissante confédération syndicale de Bohême-Moravie, Richard Falbr, traduisant un sentiment partagé par de nombreux Tchèques.

Martin Plichta

## Afghanistan : sérieux revers militaire pour les talibans

MAZAR-I-CHARIF. De nombreux cadavres de combattants talibans jonchaient les rues de Mazar-i-Charif, mercredi 28 mai, après une nuit de violents combats. L'alliance entre milices intégristes et soldats de l'ancien gouvernement qui avait rallié en fin de semaine la cause taleb n'aura pas duré plus de quelques jours. L'affrontement entre talibans et combattants du parti chiite wahadate appuyés par des guerriers d'un général félon de l'ex-pouvoir du seigneur de guerre ouzbek, le général Dostom, a tourné à l'avantage de ces derniers et les « étudiants en religion » ont dû évacuer la ville. C'est le revers militaire le plus sérieux que les hommes de ce mouvement intégriste aient jamais essuyé depuis le début de leur irrésistible ascension sur la scène afghane, il y a presque trois ans. – (AFP, Reuter, AP)

## L'avortement a été déclaré

### « inconstitutionnel » en Pologne

VARSOVIE. Le tribunal constitutionnel a jugé, mercredi 28 mai à Varsovie, que la législation relative à l'avortement, justifié pour des « raisons de difficultés matérielles ou personnelles », était inconstitutionnelle. Cette décision a été favorablement accueillie dans les milieux catholiques, à trois jours de l'arrivée du pape pour sa sixième visite en Pologne (31 mai-10 juin). Mais le parti social-démocrate (ex-communiste) au pouvoir a répliqué en souhaitant l'organisation d'un référendum, qui pourrait avoir lieu en même temps que les élections législatives en septembre. Les sondages montrent que la majorité des Polonais (environ 55 %) sont favorables à l'IVG. – (AFP)

## Les otages occidentaux

### du Cachemire auraient été exécutés

SRINAGAR. Les otages occidentaux enlevés au Cachemire, il y a près de deux ans, auraient été tués par leurs ravisseurs en janvier 1996, selon un « commandant » de l'organisation séparatiste musulmane Harkat-ul-Ansar arrêté la semaine dernière. C'est la première fois qu'une version précise de la thèse de l'assassinat de ces otages est donnée. Deux Britanniques, un Américain et un Allemand ont été capturés en juillet 1995. Les enlèvements ont été revendiqués par le groupe séparatiste Al Faran, prêtre-nom du Harkat-ul-Ansar selon les autorités, mais cette organisation a toujours nié toute implication dans cette affaire. Depuis près de huit ans, l'insurrection séparatiste musulmane au Cachemire a fait quelque 20 000 morts. – (AFP)

## DÉPÊCHES

■ **BRÉSIL : deux prêtres français emprisonnés sous la dictature**, Aristide Camio et François Gouriou, viennent d'exiger une réparation morale du gouvernement. En 1981, ils avaient été condamnés à quinze et dix ans de détention pour avoir incité des « sans terre » à envahir des terres dans le sud du Para (Amazonie). Ils avaient été libérés après deux ans et trois mois de prison. – (AFP)

■ **COLOMBIE : l'ex-ministre de l'intérieur** colombien, Horacio Serpa Uribe, a annoncé officiellement, mercredi 28 mai, sa candidature à la présidence de la République. Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 31 mai 1998. – (Corresp.)

■ **CAMBODGE : le copremier ministre cambodgien Hun Sen** a échappé, mercredi 28 mai au soir, à un attentat, a annoncé l'un de ses proches à Phnom Penh. Des inconnus auraient fait feu sur sa voiture sans le toucher mais en faisant un blessé parmi ses gardes du corps. Cet attentat a eu lieu à un moment où règne une grande tension entre le parti de M. Hun Sen et celui de son homologue, fils du roi Sihanouk. – (AFP)

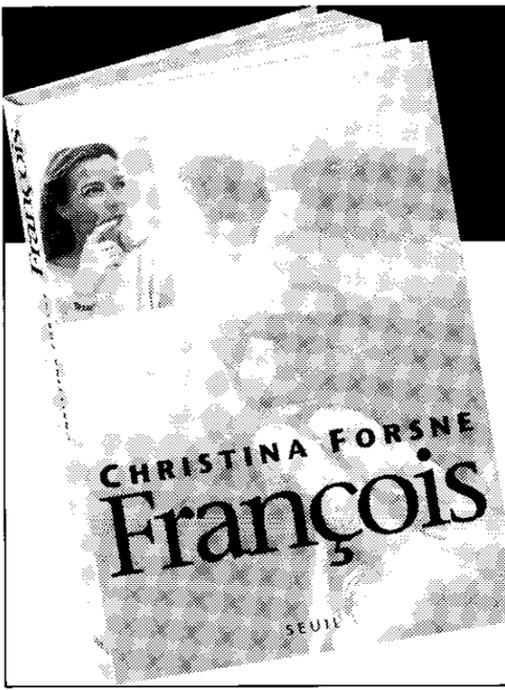
■ **SUISSE : le président du Congrès juif mondial**, Edgar M. Bronfman, a été nommé septième membre de la direction du Fonds suisse en faveur des victimes de l'Holocauste, a annoncé, mercredi 28 mai à Berne, le ministère suisse des affaires étrangères. – (AFP)

■ **YÉMEN : l'organisation de défense de la liberté de la presse**, Reporters sans frontières (RSF), a « protesté », mercredi 28 mai, auprès du président yéménite, Ali Abdallah Saleh, après la condamnation pour diffamation à quatre-vingts coups de fouet de deux journalistes. – (AFP)

## Accords sur le partage de la flotte de la mer Noire

MOSCOU. Les premiers ministres de la Russie et de l'Ukraine ont signé, mercredi 28 mai à Kiev, trois accords sur les modalités de partage des bâtiments et des installations de l'ancienne flotte soviétique de la Mer noire. Ces documents doivent permettre la signature d'un accord général de coopération et d'amitié entre les deux pays, à l'occasion de la prochaine visite du président russe Boris Eltsine à Kiev. Kiev devrait louer à la Russie environ 80 % des installations portuaires de Sébastopol, port d'attache de la flotte, pour une période de dix à vingt ans, selon un projet d'accord révélé la semaine dernière. D'autre part, l'Ukraine et l'OTAN ont conclu une « charte » sur un partenariat spécial. – (AFP)

# QUINZE ANS AVEC MITTERRAND



Un témoignage qui comptera. Bernard Pivot/Bouillon de culture

Christina Forsne raconte la Cour et ses cruautés, le bal des courtisans, les rares amitiés, les processions, les disgrâces... Pierre Georges/Le Monde

Un ton de liberté et de vérité. Jacques Amalric/Libération

Direct et pourtant plein de tact. Patrick Besson/Le Figaro magazine

SEUIL

Editions du Seuil

# L'armée réprime une nouvelle manifestation à Kinshasa

Le président autoproclamé de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, s'est arrogé tous les pouvoirs. Un défilé des partisans de l'ancien premier ministre, M. Tshisekedi, a été dispersé par les soldats de l'Alliance

A la veille de son investiture, jeudi 29 mai, Laurent-Désiré Kabila s'est pratiquement attribué tous les pouvoirs. Un décret-loi en quinze points signé de sa main, lu dans la soirée de mercredi à la télévision nationale, lui

confère l'autorité législative, exécutive et militaire qu'il détenait de fait depuis le 17 mai. Mercredi, plusieurs milliers de partisans de l'ancien premier ministre, Etienne Tshisekedi, ont demandé la démission du chef de l'Etat,

l'accusant « d'avoir vendu le pays aux étrangers », Rwandais et Ougandais notamment. La manifestation a été brutalement dispersée par l'armée. Dans la soirée, à New York, les ambassadeurs de plus de vingt Etats

membres des Nations unies ont adressé une pétition au nouveau président pour lui faire connaître leur inquiétude concernant la situation des droits de l'homme dans son pays (lire aussi notre éditorial page 15).

## KINSHASA

de notre envoyé spécial

Le « marché aux voleurs » s'éveille. Les vendeurs déploient leur camelote. La bimbeloterie pour touristes côtoie de splendides objets traditionnels, des masques, des armes anciennes, des peintures aux tons chatoyants. Au centre de la place, une centaine de jeunes se chauffent la voix. Ils crient, chantent et dansent, face à un soldat en treillis vert olive. Béret vert sur les sourcils, il est petit de taille et prend des postures guerrières, qu'il imagine avantageuses. Il gesticule avec son arme et tape rageusement du pied sur le bitume.

Ses mines n'impressionnent pas les étudiants qui le moquent et bientôt le bousculent. Ils s'élancent sur le boulevard du 30-Juin, l'artère centrale de Kinshasa, sous les vivats d'une foule disparate. Bureaux et commerces sont vides. Les employés sont sur les trottoirs. Ils font le « V » de la victoire en direction des jeunes. Les militaires, pris de court, se ressaisissent. Après tout, les manifestations sont interdites, comme les rassemblements publics et toutes les activités politiques. La

jeunesse kinoise brave les nouvelles autorités, mais le cortège n'ira pas vers la place Royale comme prévu. Des soldats dévient le flot grossissant vers l'avenue Kasavubu, en direction des quartiers périphériques où vit la grande majorité de la population.

La circulation n'est pas interrompue, mais la lutte est inégale. Le cortège s'impose. Les voitures s'égaillent dans les rues adjacentes. La chaussée défoncée se rétrécit. Au carrefour de la « zone mère de Kinshasa », des dizaines de sympathisants sont groupés au pied de panneaux publicitaires. Un coq géant picore un savon : « *Savon Le Coq, vraiment incomparable* ». Des canettes ruissellent de gouttelettes rafraîchissantes : « *Fanta, pour toutes les soifs* ». Ceux-là ne manifestent pas. Ils n'ont pas le temps. Mais ils sont de tout cœur avec les marcheurs qui passent en chantant : « *Kabila, assassin du Congo ! Il a vendu le pays chez les Rwandais. Nous demandons sa démission, sans condition !* » Depuis vendredi, et les premières manifestations spontanées, ce refrain aux rimes improbables est dans bien des têtes.

Les calicots de l'Union démocratique pour le progrès social (UDPS) flirtent avec la bannière indigo des Forces novatrices pour l'union et la solidarité (Fonus). L'UDPS d'Etienne Tshisekedi et les Fonus de Joseph Olenghankoy ont paralysé Kinshasa au cours de mémorables journées « ville morte ». Leurs partisans ont affrontés les soldats du maréchal Mobutu sur tous les boulevards de la ville. Les irrédutibles sont réunis. Ils n'acceptent pas le diktat de Laurent-Désiré Kabila.

## COUPS DE FEU

Le tombeur du maréchal Mobutu, accueilli en libérateur, n'a pas su gérer son capital-sympathie. L'état de grâce a duré quatre jours. Juste le temps d'interdire les partis politiques, de reporter les élections générales à deux ans, de former un gouvernement de parti unique, sans tenir compte de la popularité d'Etienne Tshisekedi, élu premier ministre de la transition par « le peuple zaïrois réuni en Conférence nationale souveraine » en 1992... « *Il refuse de se mettre d'accord avec Tshi-tshi et il amène des Rwandais*

pour gouverner le pays. C'est trop grave, explique un frigidiste. Les Rwandais doivent rentrer chez eux. Nous bâtissons le Congo, notre pays. »

Le corps de la manifestation gonfle au fil des kilomètres. « *Kabila, tu marches comme un boiteux* », crient les jeunes impertinents en imitant, déhanchés, la démarche hésitante du président. Au rond-point de Matonge, embouteillé comme à l'accoutumée, le serpent s'engage à gauche : direction Limete, le fief de « Papa Etienne ». Ils sont au moins trois mille en arrivant au carrefour Kauka. Un endroit stratégique, propice aux belles images. Caméras de télévision et appareils photo de la presse étrangère immortalisent la marche.

Soudain, le cortège se scinde. Comme une volée de moineaux, des centaines de manifestants se volatilisent dans les ruelles et dans les terrains vagues. Ceux qui étaient en tête reviennent. Un camion militaire passe au ralenti. La panique s'estompe. La forfanterie reprend le dessus : « *Il a fui, il a fui !* » Tout à leur liesse, les jeunes, goguenards, n'ont pas vu de l'autre côté du carrefour quatre camions bourrés de

soldats qui s'arrêtent discrètement devant une station-service. Une centaine de militaires giclent sur le bitume et se précipitent au pas de charge sur les jeunes qui se débattent illico. A coups de crosse, de ceinturon, de bâton et de planche, ils tapent et tapent encore sur les manifestants, mais aussi sur les habitants du quartier.

Quelques coups de feu, une courte rafale, plusieurs dizaines de manifestants sont arrêtés. Ils seront conduits en camion vers le camp militaire Colonel-Kokolo. Une douzaine de journalistes sont interpellés. Les cassettes des caméras et les films des appareils photo sont confisqués. La récréation est terminée. Les militaires, Tutsis pour la plupart, ne plaisantent pas. Très tôt dans la matinée, ils ont bloqué les campus, pour empêcher les étudiants de se rendre au centre-ville. Dans la soirée, le ministre de l'information, Raphaël Ghenda, a estimé que cette manifestation était un échec. « *Nous sommes des démocrates qui veulent de l'ordre* », a-t-il dit.

Frédéric Fritscher

## « L'organisation et l'exécution du pouvoir relèvent du chef de l'Etat »

Le président autoproclamé de la République démocratique du Congo (RDC), Laurent-Désiré Kabila, s'est attribué les pleins pouvoirs (exécutif, législatif et militaire) jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution, a annoncé, mercredi 28 mai dans la soirée, la télévision nationale. Celle-ci a donné lecture d'un décret-loi en quinze points « relatif à l'organisation et à l'exécution des pouvoirs dans la RDC », signé par le chef de l'Etat le 28 mai. « *Jusqu'à l'adoption de la Constitution par l'Assemblée constituante, l'organisation et l'exécution du pouvoir relèvent du chef de l'Etat* », stipule l'article premier de ce décret, qui précise que « *les institutions de la République sont le président de la République, le gouvernement et les cours et tribunaux* ». Seul le pouvoir judiciaire semble échapper à la coupe présidentielle, l'article 12 soulignant que la « *mission de dire le droit revient aux magistrats* » et que ceux-ci sont « *indépendants* ». Toutefois, le décret souligne que « *le président a le pouvoir de révoquer sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature les magistrats du siège et du parquet* ». Laurent-Désiré Kabila devait prêter serment jeudi à Kinshasa « devant le peuple » et en présence de plusieurs chefs d'Etat des pays voisins. - (AFP)

## Combats et massacres s'intensifient au Burundi

Le HAUT-COMMISSARIAT des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a demandé, mardi 27 mai, aux pays de la région de ne plus rapatrier de réfugiés au Burundi, en raison de nouveaux massacres, notamment dans les centres de regroupement où se trouvent plusieurs centaines de milliers de personnes, en majorité des Hutus. La guerre civile a fait au moins 150 000 morts, dans ce pays, en trois ans et demi, principalement des civils.

Les combats entre l'armée burundaise et la rébellion hutue semblent s'être intensifiés ces dernières semaines. Ils se sont rapprochés de la capitale, tandis que des massacres

de civils sont fréquemment signalés. Ces violences surviennent alors que les deux principaux belligérants - le gouvernement du major Pierre Buyoya et le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) - ont engagé à Rome, depuis plusieurs semaines, des discussions en vue d'un cessez-le-feu.

Mardi 27 mai, des combats à l'arme lourde ont opposé la rébellion à l'armée (dominée par la minorité tutsie), au sud de Bujumbura, sur les collines de la commune de Muhuta, dans la province de Bujumbura-rural. Selon un porte-parole de l'armée, quarante rebelles ont été tués et des armes ont été saisies. « *Ne soyez pas surpris si [les*

combats] continuent aujourd'hui. Nous voulons qu'ils [les rebelles hutus] soient tous détruits. Nous voulons assurer la sécurité de la population », a déclaré mercredi un conseiller du ministère de la défense, le lieutenant-colonel Longi Minani.

Selon des sources militaires, des rebelles chassés de Bururi et Makamba, provinces du sud du pays, en proie à de violents combats en avril, se sont repliés sur Bujumbura-rural. « *Nous sommes depuis deux ans dans les montagnes qui surplombent Bujumbura, d'où l'armée n'a jamais réussi à nous déloger* », a répliqué Innocent Nimpagaritse, porte-parole à Nairobi. - (AFP, Reuter.)

## Les dirigeants du FIS proposent un « dialogue » au pouvoir algérien

A QUELQUES JOURS des élections législatives (prévues le 5 juin), le Front islamique du salut (FIS) a proposé, mercredi 28 mai, « un compromis » pour « sortir du cycle de la violence ». Intitulé *Pour une stratégie de sortie de crise en Algérie*, le document de cinq feuillets, rédigé dans un style distancé, appelle à « un dialogue bilatéral franc, transparent et sérieux entre les véritables détenteurs du pouvoir, à savoir les généraux, et les dirigeants légitimes du Front islamique du salut ». Et le texte d'ajouter : le FIS « est prêt et disposé à toute rencontre sur le terrain national ou à l'étranger pour contribuer [...] au retour de la paix civile et participer au règlement du conflit qui n'a que trop duré ».

A différentes reprises déjà, les responsables du parti dissous en mars 1992 par le pouvoir, alors qu'il constituait la principale force politique du pays, avaient préconisé une issue politique à une guerre civile larvée qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts. Leur offre, cette fois, n'est assortie d'aucun préalable. En

particulier, les responsables de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, installée en Allemagne, ne réclament pas la libération des dirigeants du Front emprisonnés - dont Abassi Madani, Ali Benhadj et Abdelkader Hachani, maintenus en détention sans jugement depuis près de cinq ans.

## POUR UNE MÉDIATION EUROPÉENNE

Dans un deuxième temps, le FIS propose de prolonger le dialogue FIS-armée par « une conférence nationale » à qui reviendrait la tâche d'organiser la transition et de garantir le respect des engagements pris par le pouvoir et le Front islamique du salut dans le cadre de leurs discussions bilatérales. L'approche multilatérale, résume le document, a pour objectif d'instaurer « une paix globale, juste et permanente ».

Mener à bien ce processus dans un climat de « crise de confiance sans précédent entre les Algériens » suppose de faire appel à « une média-

tion internationale », poursuit le FIS. La Ligue arabe, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), les Nations unies, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) sont, pour des raisons spécifiques, dans l'incapacité de mener cette tâche de « bons offices », jugent les responsables du Front, qui invitent donc « les puissances européennes intéressées par la paix dans cette région à proposer une démarche susceptible de mettre fin au conflit ». Bien que n'étant pas citée nommément, la France fait partie des pays sollicités pour ce qui doit être une mission de « médiation » et non « une ingérence ». « *Le refus de vendre des armes et des munitions à l'Algérie [...] inciterait les protagonistes à favoriser le dialogue pour instaurer un climat de paix, d'entente et de concorde* », ajoute le document.

Aux yeux du FIS, les prochaines élections législatives en Algérie « ne régleront rien » faute de participation du FIS au scrutin. Sa réintégration dans le champ politique est « une né-

cessité politique si l'on cherche sincèrement à reconstruire un pays réconcilié avec lui-même ». Mais les auteurs du document doutent que les militaires algériens veuillent d'une solution politique.

Après avoir rappelé que « le pouvoir [avait] rejeté toutes les tentatives de paix proposées par l'opposition, en particulier le "Contrat social" mis au point à Rome », les responsables du Front estiment que la stratégie des dirigeants est « d'isoler, de discréditer » les islamistes aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser les massacres de civils que « personne ne peut accepter et tolérer ». « *Leurs auteurs et leur commanditaires savent que les actes odieux médiatisés desservent la cause au nom de laquelle ils sont commis* ». C'est dire qu'aux yeux du FIS les responsables sont à rechercher du côté du pouvoir.

J.-P. T.

## En Indonésie, les guérilleros du Timor frappent la veille des élections

### DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Le Timor-Oriental s'est appelé au souvenir des Indonésiens à un moment peu opportun pour le président Suharto : dans la soirée précédant les élections législatives du jeudi 29 mai, des indépendantistes timorais ont mené plusieurs actions de commando, y compris à Dili, la capitale de l'ancien territoire portugais annexé par l'Indonésie en 1976. Selon la police, cinq assaillants et neuf civils auraient été tués et plusieurs dizaines de personnes blessées. La presse affirme que deux policiers ont trouvé la mort dans une embuscade avec les rebelles. L'agence américaine AP parle d'un bilan de 22 morts, dont 16 soldats. Plusieurs bureaux de vote ont été incendiés à Dili, à Baucau, à Ermera et à Los Palos.

Occupé par l'armée dès 1975, le Timor-Oriental est considéré par Djakarta comme la vingt-septième province de la République d'Indonésie et compte aujourd'hui un

peu plus d'un demi-million d'électeurs. En 1992, lors des dernières élections générales, le territoire avait élu quatre députés, trois sièges allant au Golkar (parti gouvernemental) et le quatrième au PDI (Parti démocratique indonésien). La campagne électorale, du 27 avril au 23 mai, s'y est déroulée, cette année, dans le calme et l'indifférence.

### NÉGOCIATION AU POINT MORT

Ces opérations de commando ont créé la surprise, les effectifs de la guérilla du Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental (Fretilin) étant généralement estimés à deux cents ou trois cents hommes sous-équipés. Le colonel Yusuf Muharam, chef de la police provinciale, a déclaré jeudi que des assaillants avaient « tenté de s'emparer d'armes » dans un dépôt de la banlieue de Dili. Quatre d'entre eux ont été tués et quatre autres faits prisonniers alors que la police comptait

sept blessés dans ses rangs, a-t-il affirmé.

La négociation internationale de la question du Timor-Oriental - dont l'annexion par l'Indonésie n'a jamais été reconnue par l'ONU -, est au point mort, notamment depuis que le prix Nobel de la paix a été attribué, en 1996, à Mgr Xavier Jimenez Belo, évêque de Dili, actuellement en visite aux Etats-Unis, et à José Ramos Horta, représentant à l'étranger du mouvement indépendantiste. Jusqu'ici, Djakarta a refusé toute possibilité d'accorder un « statut spécial » au territoire, solution qui pourrait peut-être permettre d'aboutir à un compromis.

Entre-temps, à l'issue de la campagne électorale la plus violente de ces vingt dernières années, de premiers rapports, jeudi en fin de matinée, indiquaient que le scrutin s'était déroulé dans le calme. Cent vingt-cinq millions d'Indonésiens, sur 200 millions, élisent 425 députés sur les 500 membres du Parle-

ment, les 75 derniers étant désignés par l'armée. Le Golkar a affirmé obtenir 70,02 % des suffrages, et est assuré, comme tous les cinq ans, d'une large majorité.

Megawati Sukarnoputri, fille de feu l'ancien président Sukarno et figure de proue de l'opposition, qui n'a pas été autorisée à se présenter, a annoncé qu'elle s'abstiendrait sans toutefois appeler au boycottage. A ce jour, le système n'admet pas la notion d'opposition et les deux autres partis autorisés, le PDI (d'obédience nationaliste et chrétienne) et le PPP (Parti du développement uni, d'origine musulmane) doivent s'accommoder de la doctrine du « consensus » prônée par les autorités. Les 500 membres du Parlement et 500 autres personnalités désignées par le pouvoir formeront le Congrès, chargé, en 1998, de réélire le président Suharto, au cas où ce dernier brigerait un septième mandat consécutif.

Jean-Claude Pomonti

## Les putschistes sierra-léonais menacés d'une intervention nigériane

### ABIDJAN

de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Un millier de soldats nigériens se sont déployés, mercredi 28 mai, à Freetown, la capitale de la Sierra Leone, trois jours après le coup d'Etat qui a renversé le président Ahmad Tejan Kabbah. Ces troupes sont venues par bateau et par avion du Liberia voisin, où elles sont stationnées sous l'égide de l'Ecomog, la force d'interposition ouest-africaine placée sous commandement nigérien. Le Nigeria est par ailleurs lié par un accord de défense à la Sierra Leone et y maintient, depuis 1991, un contingent qui a appuyé l'armée de Freetown dans sa lutte contre la rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF).

Alors que, dimanche, les putschistes ont échangé des tirs avec les soldats nigériens qui protégeaient la fuite du président Kabbah, aucun affrontement n'avait eu lieu jeudi entre les renforts et les militaires sierra-léonais. Le chef de l'Etat autoproclamé, le commandant Johnny Paul Koroma, a demandé aux troupes de l'Ecomog de « ne pas intervenir dans une affaire intérieure » sierra-léonaise. A Lagos et à Monrovia, les autorités militaires nigériennes se sont refusées à définir précisément la mission des troupes envoyées à Freetown, se contentant de dire qu'elles resteraient jusqu'au « retour à la normale ». On ne sait s'il s'agit simplement de l'arrêt des pillages ou du rétablissement du régime constitutionnel.

### FORTE RÉPROBATION

A Conakry, où le président Kabbah a trouvé refuge, on affirme qu'il a obtenu du chef de l'Etat nigérien, le général Sani Abacha, l'assurance d'être restauré dans ses fonctions. Dans ce cas, le régime militaire d'Abuja, qui a pris un retard considérable dans son calendrier de restitution du pouvoir aux civils, tenterait de reprendre, grâce à sa politique extérieure, le terrain perdu à cause de sa politique intérieure ultrarépulsive. Après avoir mené à marche forcée le processus électoral au Nigeria, le général Abacha pourrait se prévaloir d'avoir rétabli un président démocratiquement élu, là où les organisations internationales, Nations unies, Commonwealth ou Organisation de l'unité africaine (OUA) n'ont pu que protester.

S'il se lance dans cette entreprise, le régime nigérien sera aidé par la forte réprobation qu'a suscitée le putsch à l'intérieur de la Sierra Leone. De nombreuses organisations (ordre des médecins, associations féminines, barreau...) ont condamné le régime militaire. L'un des chefs de la milice des Kamajors - issue d'une société initiale de chasseurs, et qui avait appuyé l'armée contre le RUF - a déclaré à la BBC que la milice était prête à marcher sur Freetown.

Pour l'instant, le seul ralliement qu'ait enregistré la junte est celui de Foday Sankoh, le chef du RUF. S'exprimant à la radio sierra-léonaise depuis Abuja, la capitale fédérale nigériane, celui-ci a appelé ses hommes à soutenir le régime militaire, mais Foday Sankoh est de fait en résidence surveillée depuis deux mois, ce qu'il a publiquement admis au téléphone pour la première fois depuis son arrivée au Nigeria.

Thomas Sotinel

**RAFAL**

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

**GRANDS ou FORTS**

15, place du Havre  
Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 01-43-87-34-64

NICE  
18, av. J.-Médecin  
C.C. CAP 3000

LYON ROURY  
80, rue E.-Herriot

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Recommandé par Paris pas Cher, Paris Combines...  
Prix communiqués par téléphone

**MATELAS & SOMMIERS**  
Toutes dimensions - Fixes ou relevables  
SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS  
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...

**CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC**  
Cuir ou tissu  
Steiner - Coulon - Burov - Suffren - Etc...  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France

**MOBECO**  
247, rue de Belleville PARIS 19<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Télégraphe  
50, avenue d'Italie PARIS 13<sup>e</sup> M<sup>o</sup> P<sup>l</sup> d'Italie  
**01.42.08.71.00 - 7j/7**

**GAUCHE** Dans un entretien au *Monde*, Lionel Jospin explique que la dynamique en faveur de la gauche, au premier tour des élections législatives, ne lui paraît pas

pouvoir s'inverser le 1<sup>er</sup> juin, mais il souligne que « rien n'est fait ». A ses yeux, la droite est aujourd'hui dans une situation comparable à celle de la gauche en 1978 : majori-

taire, mais « cassée ». ● L'ÉMERGENCE DE PHILIPPE SÉGUIN, allié avec Alain Madelin, comme possible premier ministre en cas de victoire de la majorité sortante ne paraît

pas, au premier secrétaire du PS, de nature à convaincre les électeurs, qui « ont fait l'expérience [des] choix politiques » de la droite depuis 1995. ● L'ALLIANCE DES

FORCES DE GAUCHE se ferait, si elles l'emportent, dans la « construction politique (...) dont les contours et les proportions auront été fixés par le vote des Français ».

## Lionel Jospin dénonce « l'attelage baroque » Séguin-Madelin

Le premier secrétaire du Parti socialiste estime que « rien n'est fait » avant le second tour des élections législatives, mais que la campagne de la droite est « marquée par la confusion, voire le désarroi ». Il précise le contenu de son « pacte de changement »

« Comment jugez-vous le tour pris par la campagne de la droite avec l'annonce de son prochain départ par Alain Juppé, lundi, et l'intervention de Jacques Chirac, le lendemain ?

– En organisant le retrait d'Alain Juppé, on a voulu soustraire au jugement des Français un premier ministre réputé impopulaire ; mais, en même temps, cette décision a accru, dans l'esprit des Français, l'impression que la campagne de la coalition RPR-UDF était marquée par la confusion, voire le désarroi. A mon sens, le pouvoir n'a pas gagné à cette décision.

» En ce qui concerne l'intervention du président de la République, nous n'en contestons pas le principe. Je ne pense pas qu'elle pèsera lourdement. En tout état de cause, ce qui m'anime, avant ce second tour, c'est la conviction que rien n'est fait. Les Français ont indiqué, au premier tour, une direction, mais c'est au second tour qu'ils dictent leur choix. Nous ne voulons pas nous laisser arrêter par des mouvements accessoires de la campagne, mais revenir sur les enjeux véritables de l'élection, sur nos propositions pour le pays, afin que la dynamique exprimée au premier tour se poursuive et s'amplifie.

– Craignez-vous une mobilisation des électeurs de droite au second tour, comme lors des élections législatives de 1978 ?

– Je n'exclus rien, parce qu'il s'agit d'une élection à deux tours. Je ne crois pas que la dynamique devrait s'inverser, mais rien n'est fait. Le contexte n'a rien à voir avec 1978. En 1978, on avait affaire à une gauche forte, mais cassée, et qui s'était livrée trop tard à une cérémonie d'unité pour sauvegarder ce qui pouvait l'être. Aujourd'hui, ces tentatives sont du côté de la droite : ce sont donc des situations différentes, qui ne peuvent être comparées.

– Les Français pourraient se montrer sensibles aux signes donnés par Philippe Séguin et Alain Madelin...

– On ne peut pas refaire en hâte l'attelage baroque de l'élection présidentielle. Ces rencontres de tribune sont des simulacres, des constructions superficielles, qui soulignent les contradictions internes de la droite. Je ne pense pas que les Français s'en contentent ni qu'ils y trouvent une signification. La droite au pouvoir reprend mécaniquement des techniques de communication qu'elle a utilisées en 1995, sans comprendre que, depuis, les Français ont fait

l'expérience de ses choix politiques. Ils n'ont pas oublié que M. Madelin a été écarté du gouvernement au bout de trois mois. Ils savent que M. Séguin est à son opposé. Ce duo improbable ajoute au théâtre des confusions, et je pense que les Français le ressentiront comme tel.

– En s'engageant dans la campagne, Jacques Chirac est-il toujours « cohabitable » ?

– Le président de la République est bien sûr concerné par cette élection. Il peut même en être affecté, mais il n'est en rien la cible. Le problème de la cohabitation n'est pas posé.

– Vous avez proposé, au soir du premier tour, un « pacte de changement ». Concrètement, comment se déclinerait-il ?

– Il y a une parole de vérité des responsables, qui doit s'accompagner de changements de textes, mais aussi de comportements. Nous pensons au cumul des mandats, à l'impartialité de l'Etat, à l'indépendance de la justice, à un gouvernement ramassé, à la capacité à dialoguer. Les juges pourront instruire librement. Un tel pacte se traduirait aussi par des changements dans la vie quotidienne comme sur la politique économique, en particulier dans l'action que nous mènerions en faveur de l'emploi.

– Le premier tour a-t-il été un vote-sanction contre la droite ? Ou est-ce que les électeurs ont

« La droite au pouvoir reprend mécaniquement des techniques de communication qu'elle a utilisées en 1995, sans comprendre que, depuis, les Français ont fait l'expérience de ses choix politiques »

approuvé cette alchimie étrange de femmes socialistes, de candidats Verts inattendus, de communistes en voie de « mutation », mais en se prononçant du même coup en faveur d'un renouvellement de la gauche et de son personnel politique ?

– Cette notion d'une force de changement plurielle est une réalité. Elle résulte d'un travail d'échange et de dialogue, conduit depuis deux ou trois ans dans le respect de chacun, de manière publique, qui a débouché sur des plages d'accord très larges. Des différences subsistent, mais elles ont été exprimées publiquement. Il y a eu là une démarche de respect à



LIONEL JOSPIN

l'égard des Français. Il y a aussi une diversité de la gauche – Verts compris – qui s'exprime. C'est pourquoi les caricatures sur la coalition socialo-communiste n'ont plus lieu d'être. Nous ne sommes plus dans la même période historique.

» Je ne crois donc pas que ce vote ait été seulement un vote-sanction. On ne peut pas opposer le refus et le désir. Si l'alchimie, pour reprendre votre terme, s'est nouée, c'est aussi parce qu'un certain nombre de femmes et de nouveaux candidats ont contribué à transformer du plomb en or. Il y a eu un effet de rénovation. C'est, pour moi, un sujet de fierté de savoir que beaucoup de ces femmes, peu connues ou inconnues, se sont imposées. Je pense que nous faisons faire là un grand pas à la démocratie.

« La droite au pouvoir reprend mécaniquement des techniques de communication qu'elle a utilisées en 1995, sans comprendre que, depuis, les Français ont fait l'expérience de ses choix politiques »

– Quels signes allez-vous donner à votre électorat pour montrer que, dans votre façon de gouverner, vous allez rompre avec ce que vous appelez vous-même « les dérives du passé », que 1997 ne serait pas 1981 ?

– J'ai bien entendu l'argument de fin de campagne développé par la droite : les socialistes, disent-ils, ce sont les idées d'hier. Je pense d'abord qu'un certain nombre d'idées d'hier n'étaient pas si mauvaises : la décentralisation, les grandes mesures sociales, la rénovation culturelle, les progrès dans l'éducation... Elles ne sont pas mises en cause.

» Par rapport aux dérives – qui ne se sont d'ailleurs pas pro-

duites en 1981, mais plus tard –, le regard critique que nous exerçons sur le passé est déjà une garantie. Un certain nombre de décisions que nous prendrions seraient aussi des signes forts : sur l'indépendance de la justice, sur l'impartialité de l'Etat, sur le cumul des mandats. Mais je pense aussi que la République, ce n'est pas seulement légiférer. La République se vit et, sur un certain nombre de pratiques et de comportements, nous en ferons la démonstration.

– Vous ne semblez pas être sur le même tempo que certains de vos partenaires. Les Verts veulent les trente-cinq heures « tout de suite », en se basant sur votre accord. Les communistes se fondent sur la déclaration commune PS-PCF pour demander une augmentation des salaires dès juillet...

– Entre ce qui a été dit par les socialistes dans la campagne et les textes que nous avons signés avec les Verts, les communistes, et les radicaux-socialistes, je ne vois pas de contradiction sur les orientations. Sur le tempo, j'ai toujours dit que je voulais agir sur la durée. Je ne veux pas de flambée qu'il faudrait ensuite éteindre à l'eau froide du réalisme et de la désillusion.

» Sur les trente-cinq heures, ce n'est pas les trente-cinq heures tout de suite. Il faut être très clair. Nous avons une démarche sur trois ans, avec d'abord une loi-cadre, puis l'ouverture de négociations entre les partenaires sociaux. En ce qui concerne les salaires, nous devons viser une montée progressive – une restauration – de la part de salaires dans le revenu national, devenue trop faible.

» De la même manière, nous sommes pour la monnaie unique, depuis le début. On peut être contre la monnaie unique, c'est une position respectable, mais ce ne serait pas celle du gouvernement. Nous sommes pour la monnaie unique, mais nous posons un certain nombre de conditions. J'ai d'ailleurs eu l'impression, au cours de la campagne, que c'est un des points sur lesquels la position du PS a un peu ramené tout le monde à elle. Même M. Séguin, qui, il est vrai, dit une chose et son contraire tous les huit jours.

– Michel Rocard a déclaré que « les communistes ne seront au gouvernement que s'ils changent d'avis sur l'Europe ».

– Je crois savoir que cette phrase a été prononcée à Rome. Ce n'est pas ce qui se dit à Paris.

– Est-ce que vous excluez, en cas de victoire de la gauche, la

formule d'un « contrat de gouvernement » réclamée par Robert Hue ?

– Depuis des années, le Parti communiste répète qu'il ne veut pas refaire le programme commun. On a donc considéré qu'on n'avait pas à explorer une telle démarche. Je vois mal pourquoi, alors qu'on n'a pas voulu faire un programme commun de gouvernement quand on en avait le temps, on en ferait un quand on ne l'a plus.

» Dans l'hypothèse d'une majorité de changement – qui, je le répète, n'est pas acquise –, les choses iraient très vite. Après le

rait une majorité, eh bien, on s'appuie sur elles ! Je n'ai pas en tête une quelconque recombinaison politique. Il faut cesser de faire compliqué quand on doit faire simple.

– Est-ce que le score élevé du Front national va vous conduire à modifier votre stratégie contre l'extrême droite ?

– Dans l'hypothèse où nous serions aux responsabilités, ce serait par l'action – sur les problèmes des Français – que nous serions en capacité, et en tout cas en devoir, de faire reculer le Front national. Ce serait un autre défi.

« Les trente-cinq heures, ce n'est pas les trente-cinq heures tout de suite. Il faut être très clair. Nous avons une démarche sur trois ans, avec d'abord une loi-cadre, puis l'ouverture de négociations entre les partenaires sociaux »

1<sup>er</sup> juin, il faudrait alors mener des discussions rapides. Dans les textes que nous avons signés, nous avons dégagé des « plages » d'accords, d'objectifs, nous avons des valeurs communes. Sur les points qui restent à éclaircir, comme l'euro, cela devra être fait très vite.

» Il est souhaitable de rassembler toutes ces forces plurielles. Elles ont toutes vocation à participer au gouvernement, quels que soient les scores. Chacune a le droit de déterminer librement sa position. Elle peut décider de participer ou non, mais aucune ne peut dire : je participe à un gouvernement, mais voilà mes conditions. Non. On peut poser des conditions à sa propre participation, mais on ne peut pas poser des conditions à celle des autres. Il n'y a qu'une seule position dans un gouvernement. Cette exigence de la cohérence est un minimum et elle devra habiter tout le monde.

– Ce ne serait donc ni un programme commun façon 1972, ni une « ouverture » façon 1988, mais l'émergence d'une nouvelle majorité de gauche peut-elle déboucher sur une recombinaison politique ?

– Pour moi, il s'agit d'une majorité plurielle pour le changement. Je n'imagine aucune autre construction politique que celle dont les contours et les proportions auront été fixés par le vote des Français. A partir du moment où la diversité de ces forces au-

– Dans les années 70, le PS était le relais des aspirations populaires en même temps que celui des intellectuels. Aujourd'hui, n'avez-vous pas l'impression d'être coupés des deux ?

– En 1995, lors de l'élection présidentielle, de grands intellectuels – pas forcément les plus médiatiques – m'ont fait l'honneur d'engager leur nom dans mon comité de soutien. Mais les choses ne se passeront plus avec les intellectuels comme dans le passé. Il n'y aura plus d'engagements sentimentaux, ni de passions idéologiques. Cela relèvera plutôt du doute raisonné.

» Ce que je souhaite, ce n'est pas tellement que les intellectuels apportent leur soutien aux hommes politiques. C'est qu'ils contribuent par leur savoir à éclairer les débats publics et qu'ils nous aident à rendre le futur moins obscur. Je ne souhaite pas opposer les intellectuels aux couches populaires. Je n'entre pas non plus dans les analyses sociologiques sur la question : est-ce que le Parti socialiste doit être le parti des classes moyennes ou des milieux populaires ?, telle qu'elle a pu être posée lors des manifestations pour les sans-papiers. Je ne veux ni renoncer à mes valeurs ni regarder le peuple de haut. »

Propos recueillis par Ariane Chemin et Michel Noblecourt



En certains lieux, tout s'agite en été. Pas en Inde. Venez plutôt vous y relaxer, en apprécier la chaleur. Voyez comme l'été intensifie le bleu turquoise des eaux. Comme il transforme en luxe un authentique thé glacé. Comme il rend encore plus majestueux nos hôtels. Soyez un brin romantique, venez passer l'été avec nous.

### Redécouvrez la romance de l'été

Veillez s.v.p. me faire parvenir une documentation complète

Office National Indien de Tourisme  
13, Boulevard Haussmann, 75009 Paris  
Tél. 01 45 23 30 45 • Fax 01 45 23 33 45  
Minitel 3615 INDE

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

**India**

UN ACCUEIL TOUJOURS RENOUVELÉ

# La Bourse de Paris s'inquiète d'une possible victoire de la gauche

Le CAC 40 a perdu 6,5 % en trois jours

LA REPRISE enregistrée le 27 mai à la Bourse de Paris aura été de courte durée. Les valeurs françaises ont de nouveau lourdement chuté, mercredi 28 mai, repassant sous le seuil des 2 600 points de l'indice CAC 40. L'indice a terminé sur un recul de 3,63 % à 2 583,17 points après être descendu à 2 561,23 points (-4,4 %) au plus fort de la tempête. A la différence de la séance de lundi, où le baromètre des valeurs françaises avait perdu 3,91 % avec quelque 8 milliards de francs échangés, les volumes de transactions ont été très étoffés : environ 12,5 milliards de francs ont été échangés. Depuis le début de la semaine et la surprise des résultats du premier tour des élections législatives, la Bourse de Paris a perdu 6,5 %.

Le recul brutal et soudain des valeurs françaises, mercredi, trouve son origine dans la multiplication, dans les salles de marché, de rumeurs de sondages donnant les partis de gauche très largement gagnants au soir du second tour des élections législatives. En outre, les boursiers ont été plutôt déçus par l'intervention télévisée du chef de l'Etat, le 27 mai. Ils estiment que le discours du président de la République n'a pas été « suffisamment mobilisateur » pour les partis de droite et a laissé la porte ouverte à une cohabitation.

## « LAS DE LA FRANCE »

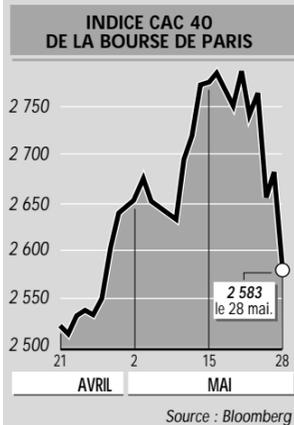
« On assiste à une poursuite de la chute de lundi. Il faut dire que les investisseurs ont fait preuve de beaucoup de complaisance en refusant d'envisager une défaite de la droite jusqu'à présent », relevait, mercredi soir, David Bowers, stratège pour l'Europe du courtier américain Merrill Lynch. Les analystes soulignent même qu'en dépit d'une lassitude et d'une inquiétude croissantes les investisseurs anglo-saxons, qui détiennent environ 35 % des valeurs cotées sur la place parisienne, parient toujours sur une victoire de la droite. Selon les intervenants, il n'y a pas eu, mercredi, d'investisseurs étrangers qui aient sorti de « grosses lignes ».

Pourtant, le sentiment change : même si la droite reprenait l'avantage, les investisseurs pensent que la politique menée, notamment avec Philippe Séguin comme premier ministre, ne correspondra plus à leurs souhaits - ne sera pas très libérale - et que, dans ces conditions, le rebond de la Bourse, au lendemain du deuxième tour, sera limité. Par ailleurs, les investisseurs étrangers commencent à être « las de la France », qu'ils ont du mal à comprendre.

Pour une majorité d'analystes, une victoire de la gauche retirerait à la place de Paris, et pour un moment, bon nombre de ses attraits. Que va-t-il advenir du programme de privatisations ? Ces dernières étaient censées apporter un montant non négligeable de transactions. Les investisseurs craignent aussi que la vague de restructuration en cours dans le secteur bancaire, dans celui de la distribution et dans l'agro-alimentaire ne tourne court. Ils redoutent qu'une victoire de la gauche ne mette un frein aux réductions d'effectifs, à la baisse du coût du travail et, par voie de conséquence, à l'amélioration de la rentabilité des entreprises. La remise en cause des fonds de pension contribuerait également à limiter les capitaux venant s'investir en Bourse.

Enfin, les investisseurs commencent à s'interroger sur les

## La chute du CAC 40



La Bourse de Paris craint une victoire de la gauche aux élections législatives. Depuis le début de la semaine, le CAC 40 a perdu 6,5%.

conséquences du scrutin français sur l'Union monétaire européenne. Un sondage effectué par un courtier américain auprès de ses clients, le 8 mai, révélait que 89 % d'entre eux estimaient que l'Union se ferait dans les délais et que seulement 6 % pensaient le contraire. Avec une victoire de la gauche, ce courtier estime aujourd'hui que ses clients « convaincus » ne seraient plus que 60 %. Ce même courtier - qui conseille à ses clients d'alléger leur position sur les valeurs françaises - pense, au vu des attaques, mercredi, contre le franc et les monnaies européennes dites « fragiles » (lire page 2), que ce que l'on croyait être des élections franco-françaises pourrait avoir des répercussions sur l'Europe.

Le marché parisien est revenu à peu de choses près à ses niveaux d'avant l'annonce de la dissolution. A ce stade, de nombreux géants estiment que la Bourse de Paris a d'ores et déjà intégré dans les cours une victoire de la gauche. Si le deuxième tour des élections confirmait cette hypothèse, les boursiers verraient l'indice CAC 40 tomber au alentours des 2 450-2 500 points, pas plus bas.

François Bostnavaron

## L'écologiste Noël Mamère seul contre tous à Bègles

### BORDEAUX

de notre correspondant

Noël Mamère a gagné la première partie de son pari. Au soir du premier tour, le maire de Bègles s'est retrouvé en ballottage favorable face à Jean-Claude Barran, député sortant RPR, minoritaire dans son propre canton bordelais, et il a évité la triangulaire qui aurait pu l'opposer au candidat communiste, principal contradicteur au sein de son propre conseil municipal. Il reste à l'ancien journaliste, écologiste solitaire, passé par Génération écologie et le Parti radical de Bernard Tapie avant de fonder sa propre formation (Convergences écologie solidarité), à transformer l'essai, comme on dit sur ces terres de rugby. Rien n'est moins acquis, cependant.

Grâce aux accords nationaux Verts-PS, le maire de Bègles a « officiellement » bénéficié, au premier tour, du soutien du mouvement de Dominique Voynet et de celui des socialistes. Mais chacun, à l'évidence, ne le soutient que du bout des lèvres. Les Verts n'ont pas oublié sa participation au comité de soutien à Lionel Jospin en 1995, son origine « Génération écologie », les implantations d'une usine d'incinération et d'un hypermarché sur sa commune, ou encore les 150 candidats présentés en France par son parti.

Les responsables locaux du PS, et notamment Alain Anziani, premier secrétaire départemental, ne sont guère plus enthousiastes. S'ils ont accepté, bon gré mal gré, la candidature de M. Mamère, imposée par

Pour l'entre-deux-tours, le Parti socialiste a décidé d'envoyer des « mousquetaires », tous favorisés pour le second tour, sillonner la France

### TOULON

de notre envoyée spéciale

C'était dimanche, au soir du premier tour. De Lille, où viennent de tomber les résultats, Martine Aubry appelle sa fille. « Il y a bon espoir », a déclaré, quelques minutes plus tôt, l'ancien ministre du travail à la télévision. « Bon espoir ? Comment peux-tu dire une chose pareille alors que le FN a fait 18 % dans ta circonscription ! », l'interpelle, furieuse, la demoiselle, « séchant » littéralement sa mère. Cet échange, Martine Aubry, y a songé, mercredi 28 mai, alors que sa feuille de route de « mousquetaire » l'emmenait, après Orléans, soutenir les candidats socialistes à Orange, puis à Toulon.

Un rappel à l'ordre parmi d'autres. La journée est à peine entamée. sur ce marché au pied d'une cité d'Orléans. Jean-Pierre Sueur, le maire rocardien de la ville, rayonne. Martine Aubry s'engouffre dans une première allée. On l'interpelle. « Vous parlez toujours du chômage des jeunes. Et celui des 35-50 ans ? » Deuxième allée. Une autre dame, un peu plus âgée. L'interrogation est la même. Pour le premier adjoint au maire de Lille, c'est bon signe. « Avec nous, les Français sont extrêmement exigeants. Ils sont en train de se laver d'une certaine façon de faire de la politique. Depuis que nous avons

rendu public notre programme, on sent un mouvement. Les gens descendent de leurs immeubles, nous posent des questions », explique-t-elle à plusieurs reprises. Avant de déclarer ne pas « comprendre les commentateurs qui disent que les gens ne s'intéressent pas à la campagne ».

### « C'EST UN BISTROT FACHO ! »

Depuis deux jours, une équipe d'« Envoyé Spécial » la suit dans ses moindres mouvements. France 2 prépare en effet un portrait qui sera croisé avec celui de Philippe Séguin. Deux anciens ministres du travail en campagne. Philippe Séguin l'agace un brin. Sur le fond et sur la forme : « Je me demande comment on peut faire confiance à quelqu'un qui est détesté par tous ses collaborateurs », lâche-t-elle dans l'avion.

Arrivée à Orange. Elisabeth Guigou l'accueille à l'aéroport. On s'embrasse. On s'échange des nouvelles. La veille, Jacques Delors tenait un meeting en Avignon. « Il y a eu une ambiance formidable. Toute la gauche était là. On n'avait pas vu cela depuis 1981 », s'enthousiasme Mme Guigou. Une grosse centaine de militants attendent devant la permanence du candidat socialiste, Jean-Pierre Lambertin, qui affronte, au second tour, le député RPR sortant Thierry Mariani et le

## Visite mouvementée de Laurent Fabius dans les Yvelines

### VERSAILLES

de notre correspondant

Deux anciens premiers ministres de François Mitterrand, Laurent Fabius et Edouard Balladur, avaient fait le déplacement, mercredi 28 mai, dans le département des Yvelines, pour soutenir les candidats de leur camp. Ils y ont connu des fortunes diverses.

Pour Laurent Fabius, les choses avaient bien commencé, vers 14 heures, au péage de Buchelay, où la candidate socialiste dans la 8<sup>e</sup> circonscription, Annette Peulvast-Bergeal, l'attendait. Les choses se sont gâtées un peu plus tard. M. Fabius avait rendez-vous à la radio associative Radio-Droit de cité, installée dans l'un des collèges du quartier sensible de Mantes-la-Jolie. Première déconvenue pour le président du groupe socialiste de l'Assemblée sortante : une trentaine de manifestants, habillés de blouses blanches et portant des masques de chirurgien, appartenant plus probablement au clan des

partisans du député sortant Pierre Bédier (RPR) qu'au monde médical, l'attendaient à l'entrée, brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Du sang neuf pour la France, non à la politique contaminée ! »

### LA TOURNÉE D'EDOUARD BALLADUR

Une fois dans le bâtiment, M. Fabius a écouté les explications des responsables de cette radio qui fêtera prochainement ses dix ans d'existence et fonctionne grâce à des jeunes du quartier. Nouveau contre-temps : l'ancien premier ministre n'allait pas pouvoir intervenir sur les ondes lors d'un débat, comme prévu à son programme, le seul et unique studio étant occupé par M. Bédier, qui s'exprimait en direct. Visiblement agacé, M. Fabius décidait de poursuivre sa visite en se rendant à la permanence de la candidate socialiste, en plein centre de Mantes. Pour éviter tout contact avec les manifestants, les policiers ont fait sortir la délégation par les

28 mai, Martine Aubry, premier adjoint au maire de Lille, avait Orléans, Orange, et enfin Toulon, sur sa feuille de route.

mairie FN d'Orange, Jacques Bompard. On se bouscule. Les applaudissements sont nourris. Le patron du MDC local joue des coudes : « Laissez-moi passer. Je me suis quand même désisté ! » Une dizaine de mètres plus loin, presque face-à-face, devant l'entrée du siège de campagne de M. Bompard, deux jeunes frontistes surveillent l'atroupement du coin de l'œil.

A deux pas de l'hôtel de ville, M. Lambertin prend longuement la parole. « Eh ! On est venu pour écouter Martine », proteste une militante. « Encore heureux qu'il a cité les Verts, sinon j'aurais hurlé », ajoute-t-elle. Le « patron » des communistes d'Orange annonce un désistement « sans réticence ». Un soupir d'aise parcourt l'assemblée. « Cela fait deux ans que je ne reconnaissais plus Orange », déclare Mme Aubry. Aujourd'hui, je retrouve Orange comme on l'aime. » Ravie, la petite troupe entame un tour du centre-ville. Reprend possession de la rue. Pour la première fois, en deux ans, on fait le tour des commerçants. Pas encore totalement assurés. « Ici ça vaut mieux pas, c'est un bistrot fachos ».

Il est 17 h. Il faut repartir pour Toulon. Cette fois, il s'agit d'un meeting, au Palais Neptune. La police municipale de Jean-Marie Le Chevallier, maire FN de la ville,

a décidé de faire du zèle. Elle interdit l'accès en voiture au parvis du Palais des congrès malgré l'autorisation qui avait été demandée. C'est le seul incident de la journée.

### « STRATÉGIE DÉBILE »

A l'intérieur, la salle de mille places, aux deux tiers remplie, exulte. « On va gagner ! On va gagner ! », trépigne l'assistance à l'arrivée de Mme Aubry, venue soutenir « Odette et Robert » - Odette Casanova et Robert Gaïa, candidats dans les première et deuxième circonscriptions du Var, à Toulon. « Ici, c'est plus qu'un soutien normal à deux candidats de gauche. Ici, il s'agit de mettre un genou bas au Front national », souligne la responsable socialiste. « Pour le second tour, j'attendais des paroles de tous les républicains du Var. Je n'ai pas entendu la voix de François Léotard, je l'attends toujours », lance-t-elle. Un vieux militant grimace : « Il ne faut pas attaquer la droite. Dimanche, on aura peut-être besoin de quelques unes de leur voix. Mauroy sent ce genre de choses. Il n'aurait pas fait cela. » Un plus jeune l'engueule. « C'est une stratégie débile de dire ce que vous dites. » C'est l'heure du départ. Dans l'avion, Martine Aubry repense à sa fille.

Caroline Monnot

## Une candidate « de témoignage » qui pourrait gagner

AU LENDEMAIN de la dissolution, elle distribuait modestement ses tracts, presque seule, au bas de la rue Mouffettard. A cinq jours du second tour, elle est interrompue

### PORTRAIT

Lyne Cohen-Solal (PS) espérait seulement mettre Jean Tiberi en ballottage...

dans la lecture d'un article du *New York Times*, qui lui est consacré, par un proche de Lionel Jospin : le premier secrétaire du PS, peut-être futur premier ministre, lui propose une visite de soutien, le lendemain, vers midi, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement. Elle en est ravie, mais s'inquiète. « Plutôt 12 h 15-12 h 30, si c'est possible », fait-elle répondre ; Pierre Mauroy, un des prédécesseurs de M. Jospin à la tête du PS, vient lui aussi à 11 h 30. « C'est mieux de ne pas les avoir en même temps, ça ferait grosse cavalerie », plaisante-t-elle.

Lyne Cohen-Solal, quarante-huit ans, est la surprise parisienne de ces législatives. Pour tout le monde... sauf pour elle, son mari, sa mère, son frère et sa sœur. Habitante du 5<sup>e</sup> arrondissement depuis vingt ans (son mari est un inconnu du Quartier latin), elle subodorait l'affaiblissement de Jean Tiberi. « Une intuition. » La politique est une passion dans cette famille rentrée d'Algérie en 1962. En sortant de Sciences-Po, en 1975, M<sup>me</sup> Cohen-Solal crée au *Nouvel Economiste* une rubrique politique. Elle y traite notamment de la ville de Paris, dont Jacques Chirac est le maire depuis

1977. L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République la propulse auprès de Pierre Mauroy, par le hasard d'une rencontre journalistique. Elle écrit pour lui une ébauche de discours pour la Journée des femmes, le 8 mars 1982. Embauchée à Matignon, elle adhère au PS et vit plusieurs mois de « boulot intense ».

Une parenthèse de six mois aux Etats-Unis lui permet d'obtenir un diplôme en communication. A son retour, elle retrouve Pierre Mauroy, qui, remplacé par Laurent Fabius à Matignon, a gardé une antenne parisienne. « Malgré tous les conseils, je suis restée en politique au lieu de retourner au journalisme », dit-elle. En 1988, elle fait la campagne présidentielle de François Mitterrand et, toujours dans le sillage de M. Mauroy, prend en main le journal du PS, *Vendredi*.

### « LA GAUCHE EST AUDIBLE »

Sous les directions successives de M. Fabius, de Michel Rocard et d'Henri Emmanuelli, elle concilie journalisme et engagement politique. L'histoire ne se termine pas bien : le journal perd de l'argent ; son licenciement se double d'un règlement de comptes politiques, qu'elle répugne aujourd'hui à évoquer, mais qui l'a meurtrie. Henri Emmanuelli la pousse dehors, Lionel Jospin, dont elle a fait la campagne présidentielle, ne la prend pas pour autant dans sa nouvelle équipe. « Licenciée, au chômage, j'ai eu le temps de réfléchir. » Présidente des parents d'élève FCPE du lycée Henri-IV, au contact des habitants du 5<sup>e</sup>, elle est convaincue que « la gauche est audible, contrairement aux idées reçues ».

L'idée de faire campagne pour elle-même germe durant l'été 1996. « Avant, je faisais de la politique tout en m'en protégeant, par procuration », confie-t-elle. Quand le PS décide de réserver la circonscription à une femme, elle saute sur l'occasion et surclasse la féministe Antoinette Fouques dans le vote des militants. Le 2 février, la fédération entérine sa candidature, la gratifiant de « boutades bienveillantes » et de « sourires entendus ». « C'était une candidature de témoignage, dit-elle. Mon ambition était de mettre M. Tiberi en ballottage. »

Aujourd'hui, elle a envie de le battre. « Pas pour être député, pas parce qu'il m'insupporte, je le trouve même parfois pathétique... Parce que je veux démontrer que sa conception de la politique ne correspond plus aux aspirations des Parisiens », déclare-t-elle. Frustrée par la dissolution, qui, pensait-elle il y a un mois, la privait d'une campagne qu'elle commençait à imaginer, elle s'en félicite aujourd'hui. « La dynamique est pour nous ; si le vent ne tourne pas dans les trois jours à venir, je peux être élue. » Une des leçons tirées des campagnes faites pour d'autres est qu'une élection est « un mouvement, une multiplication », et pas une simple addition de voix.

Même M. Mauroy, qui lui a enseigné cette règle, est « bluffé » par la détermination de celle qui, il y a quelques mois, était une sorte de candidate par défaut... Aucun des poids lourds du PS n'avait eu l'idée - ou le courage - d'affronter M. Tiberi, réputé indéboulonnable. Aujourd'hui, le maire de Paris est aux abois.

Pascale Sauvage

CHEMISES SUR MESURE : 450 F

LEGRAND Tailleur sur mesure

Hommes et Dames  
3 000 belles draperies  
prix agréables

27, rue du 4 Septembre, PARIS 2<sup>e</sup>  
Tél : 01.47.42.70.61

## Affrontement à Grasse entre un écologiste indépendant et le FN

Éliminée, la droite ne donne pas de consigne de vote

NICE

de notre correspondant

La désunion à droite et la forte poussée de la gauche ont conduit, dans la 9<sup>e</sup> circonscription des Alpes-Maritimes (Grasse), à un duel inédit entre le candidat du Front national, Dominique Vidal, conseiller municipal de Peymeinade, et celui des Verts, soutenu par le PS et le PC, André Aschieri, maire de Mouans-Sartoux, arrivé en tête.

Aucun des deux acteurs du second tour n'était préparé à cet impromptu, car la circonscription est réputée pour son attachement au RPR. Le parti néo-gaulliste a brouillé ses cartes : il n'a pas donné l'investiture à son propre député sortant, Pierre Bachelet, lui préférant Michèle Tabarot, UDF-PR, qui lui avait ravi la mairie du Cannet aux élections municipales en 1995. Les deux rivaux se sont affrontés dans une primaire sauvage compliquée par la présence d'un villiérisse, Jean-Pierre Leleux, maire de Grasse. Au soir du premier tour, ces trois candidats se sont retrouvés éliminés.

DISCOURS ATYPIQUE

La première place de la gauche, devant le Front national, qui n'a gagné que 1,7 %, fait sensation sur la Côte d'Azur si ancrée à droite. Elle doit sa progression – près de 19 points par rapport à 1993 –, à la personnalité d'André Aschieri. Réélu maire de Mouans-Sartoux en 1995 sans aucune opposition, résistant à l'emprise du médocisme comme à celle des états-majors politiques, il a fait de cette commune de 8 000 habitants celle des irréductibles citoyens, pour qui le maire a aménagé un droit d'interpellation en conseil municipal. M. Aschieri ne cache pas sa sensibilité d'écologiste de gauche. Mais il n'appartient à aucun parti. Sa candidature a été proposée par les

Verts et soutenue par le Parti socialiste. Sa notoriété a grandi grâce à son inflexible opposition au tracé de l'autoroute A 58, qui mécontente la majorité des maires.

Volontiers humaniste, M. Aschieri tient un discours atypique, qui séduit des électeurs découragés par des élus azuréens trop installés. « Il faut remettre l'homme au centre de nos décisions, restaurer le débat républicain », plaide-t-il. Pour sa première candidature aux législatives, André Aschieri voulait juste ouvrir un débat d'idées. Les urnes lui collent le rôle inattendu de rempart contre le Front national. L'enjeu ne le trouble pas : « Le Front national ?, interroge-t-il. Il n'est que le miroir de nos défauts. Il ne faut pas casser le miroir mais améliorer notre société en apportant des réponses aux problèmes sur lesquels le Front se nourrit. »

La situation inattendue d'un Vert contre un Front national rend hasardeux les calculs de reports de voix. Toutefois, la réserve est plus importante à droite. Pour la capter, Dominique Vidal adapte son discours au duel qu'il n'avait pas prévu. Avocat, il présente une face polie du parti de Jean-Marie Le Pen. « Nous ne sommes pas racistes, mais francophiles », dit-il, en s'insurgeant contre la diabolisation du FN. Opposant au RPR et à l'UDF hier, il tente d'entrer dans le rôle de seul représentant de la droite face à la gauche. Les critiques envers la majorité sont mises en sourdine, les attaques visent la gestion socialiste et le traité de Maastricht. « Mon adversaire se drape dans un manteau de verdure mais il est socialiste et cette circonscription n'est pas socialiste », déclare-t-il. Le sort du scrutin est d'autant plus imprévisible qu'aucun des candidats de droite éliminés n'a donné de consignes de vote.

Jean-Pierre Laborde

## Dans le Finistère, un nouveau duel oppose Kofi Yamgnane au député sortant UDF

L'ancien secrétaire d'Etat à l'intégration pourrait ravir le siège du « suzerain » centriste

La 6<sup>e</sup> circonscription du Finistère voit s'affronter pour la deuxième fois le député sortant, Jean-Yves Cozan (UDF-FD), et l'ancien secrétaire

d'Etat socialiste Kofi Yamgnane, conseiller général, maire de Saint-Coulitz, arrivé en tête au premier tour (36,66 % des voix, contre 35,10 % à

M. Cozan). L'élu d'origine togolaise espère répondre, cette année, au désir de changement des électeurs de Châteaulin et Crozon.

CROZON (Finistère)

de notre correspondante régionale

Le Breton noir contre l'homme à l'écharpe blanche. Avec une telle allure et une hostilité mutuelle aussi manifeste, il est facile d'imaginer Kofi Yamgnane (PS) et Jean-Yves Cozan (UDF) comme deux rescapés d'un éternel tournoi. Ils n'en sont pourtant qu'à leur deuxième confrontation directe. La première, aux législatives de 1993, avait vu la victoire de l'élu centriste d'Ouessant, vice-président du conseil général du Finistère et puissant président d'une trentaine d'associations et commissions diverses, selon son rival. Cette élection-ci semble sourire au maire de Saint-Coulitz, devenu, contre toute attente, conseiller général de Châteaulin en 1994.

Mercredi 28 mai, l'accueil lui est favorable sur le marché de Crozon. Non loin de là, à Camaret, les pêcheurs ne se remettent pas de la fin de l'exploitation de la langouste au large de la Mauritanie. Dans la presqu'île, de nombreux retraités de la marine rêvent d'un « pouvoir

fort », comme l'explique l'un d'eux. Le Front national y fait l'un des meilleurs scores de Bretagne.

« C'est dans le regard des gens que j'ai vu quelque chose changer », sourit M. Yamgnane en offrant à la ronde des fraises, forcément de Plougastel. La campagne n'a plus rien de « poussif », selon lui. Les premiers touristes allemands ont fait leur apparition en short. « Mais revenez nous voir en hiver pour voir comme c'est triste ! », lance un vendeur de musique bretonne. Les jeunes, obligés de quitter le Finistère où les emplois sont rares, les agriculteurs, confrontés à de nombreux problèmes : tout le monde semble vouloir prendre la parole, comme pour sortir de la torpeur du premier tour.

En fin de journée, à Daoulas, environ deux cents personnes se pressent pour écouter les Forces de progrès du Finistère, un mouvement né au lendemain du 25 mai, comprenant le PS, le PCF, renouveau ou non, l'Union démocratique bretonne, des radicaux-socialistes, les Verts et quelques écologistes.

Ce soir-là, le candidat Yamgnane, qui n'est pas un tribun hors pair, laisse une large place à son suppléant, André Le Gac, un ancien communiste, maire de Plougastel.

CONTOURS DIFFICILES

Cette belle union, soldant quelques dissensions passées, semble laisser M. Cozan de marbre. Sur ce même marché de Crozon, il grignote imperturbablement du lard grillé, en homme qui n'a pas pour habitude de perdre. « Je suis un UDF aux fesses larges », proclame l'imposant personnage, de fait assez inclassable même s'il affiche sa fidélité à Jacques Chirac. Ses adversaires le qualifient d'« ambigu » et font campagne pour l'arrivée d'« hommes neufs » et, surtout, aux pratiques bien « nettes ». Ils lui reprochent de se conduire en suzerain. Ici, on aime raconter que lorsque M. Cozan réside à Ouessant, un de ses fiefs, les liens se chargent de hisser le drapeau breton.

Avec sa faconde et une bonne dose d'humour sarcastique, l'an-

cienn secrétaire d'André Colin, figure de la démocratie chrétienne dans le Finistère, s'est implanté dans une circonscription aux contours difficiles. S'adossant à la base de sous-marins de l'Île-Longue, elle s'enfonce en Centre-Bretagne, où la fibre régionaliste et écologiste résonne de façon particulièrement aiguë.

« J'attends le vote de la première génération de bacheliers Diwan, que j'ai aidés à pouvoir étudier en breton. Je suis le seul élu à défendre activement la langue et la culture bretonnes », lance-t-il, en enchaînant sur son engagement en faveur de l'environnement. La lutte s'annonce serrée et devrait se jouer sur ces voix-là. M. Cozan le sait. Alors, il aligne son bilan : le parc régional d'Armorique, c'est lui ; le centre culturel de l'abbaye de Daoulas, c'est encore lui. Cumule-t-il trop de pouvoirs ou est-il simplement victime du revirement des électeurs ? M. Cozan a perdu onze points au premier tour par rapport à 1993.

Martine Valo



## Michel Hannoun, « bête noire » de l'extrême droite dans l'Isère

GRENOBLE

de notre correspondant régional

Depuis dix ans, Michel Hannoun (RPR), député de la 9<sup>e</sup> circonscription de l'Isère, maire de Voreppe et président délégué du conseil général depuis huit mois, est la « bête noire » du Front national et sa cible privilégiée à chaque scrutin. Les amis de Jean-Marie Le Pen lui reprochent, entre autres, le contenu du rapport sur « Le racisme et les discriminations en France » qu'il avait remis au gouvernement de Jacques Chirac au mois de novembre 1987. Dans ce document, il suggérait un renforcement de la législation antiraciste et la création d'un Haut Conseil de l'immigration. « La France n'est pas raciste, mais il y a des racistes en France », avait indiqué le rapporteur, qui proposait cinquante-trois mesures pouvant être résumées en trois mots : éduquer, sanctionner, intégrer.

Le contenu de ce rapport, honni par le FN, avait coûté son siège à M. Hannoun lors des élections législatives de 1988. « Non, non, non, pas une voix du Front national, insulté injustement, calomnié stupidement, ne doit aller à Michel Hannoun (...), auteur d'un rapport qui, s'il devait être mis en application, détruirait l'identité même de notre nation », avait alors déclaré entre les deux tours l'ancien secrétaire départemental du FN, Michel d'Ornano.

Bis repetita. Aussitôt après le premier tour de scrutin, dimanche 25 mai, où le candidat du FN a obtenu près de 17 % des suffrages exprimés, les dirigeants nationaux et départementaux de son parti ont remis en route leur stratégie destinée à faire battre, coûte que coûte, le député sortant. Ainsi, lundi 26, Jean-Claude Martinez, membre du bureau politique du FN, participait à un meeting dans la circonscription au cours duquel des consignes très claires ont été données aux électeurs du FN.

« Tous ceux qui sont contre le fanatisme et l'hypocrisie sauront se rassembler sur ma candidature », a répondu, mardi, Michel Hannoun, qui a regretté que son « rapport contre l'immigration » n'ait pas été « mieux lu et appliqué ». Il a ajouté : « J'ai voté les lois Debré et Pasqua. Le Front national propose de voter pour un candidat qui propose de les abroger. Il y a quelque chose de contradictoire. »

RATTRAPÉ PAR LES « AFFAIRES »

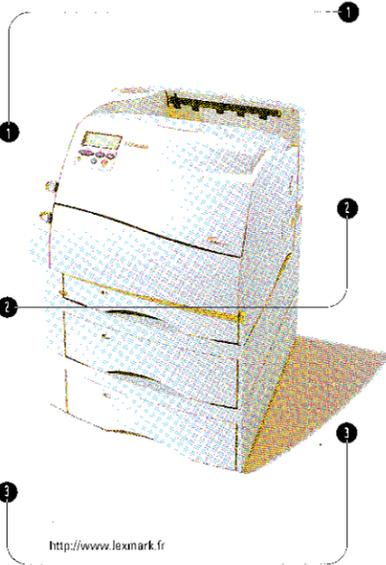
L'élection, le 20 septembre 1996, de M. Hannoun à la tête du conseil général de l'Isère – en lieu et place d'Alain Carignon, président en titre de cette assemblée, mais emprisonné – aurait dû renforcer sa position dans le département. Mais il a été, quelques jours après son succès, rattrapé par ses propres « affaires » : le juge d'instruction de Nanterre, Patrick Desmure, l'a mis en examen le 27 septembre. Il lui est reproché d'avoir perçu entre 1988 et 1993 – période pendant laquelle il n'était plus député – environ 1 million de francs pour plusieurs rapports présumés fictifs. Cet argent proviendrait d'une société qui alimentait, de façon occulte, les comptes de plusieurs partis politiques.

Son adversaire, André Vallini, premier secrétaire de la Fédération socialiste, qui se bat sous la bannière « Avec moi, c'est clair, c'est net », mène campagne sur le thème de la moralité publique. « On n'a que ce mot à la bouche. Dans ce département du Carrefour du développement, dans lequel des valises ont été portées, il faut balayer devant sa porte », lui a répondu, mardi 27, Michel Hannoun au cours d'une réunion publique. Le député sortant faisait ainsi allusion au rôle de conseiller auprès du ministre de la coopération, Christian Nucci, qu'exerça André Vallini de 1984 à 1986.

Claude Francillon

### Imprimantes Lexmark™.

### Pas question de s'en séparer.



1 Imaginez une gamme d'imprimantes laser qui s'adapte à vos besoins, économique, performante, d'une **qualité d'impression inégalée** et résolution tournée vers l'avenir. Imaginez donc ce qui n'existe pas encore et que Lexmark™ vient de créer avec les **nouvelles Optra S**.

2 Jugez plutôt : • une résolution d'impression de 1200 dpi • une vitesse d'impression de 12, 16 ou 24 pages par minute selon les modèles • un logiciel de supervision avancée MarkVision • un mode « économie d'encre et d'énergie » • une modularité exemplaire et inégalée grâce aux nombreuses options disponibles.

3 Essayer une Optra S, c'est prendre le risque de ne plus pouvoir s'en séparer. Prendrez-vous le risque de résister à la tentation ? Pour plus d'informations, appelez-nous au 01 46 67 40 00 et vous n'en reviendrez pas.

PRINT  
LEXMARK™

http://www.lexmark.fr

\*Imprimez Lexmark.

DERNIERS JOURS AVANT LE SECOND TOUR

# Alain Juppé remercie Jacques Chirac pour son « soutien indéfectible »

Quand les membres du gouvernement analysent leurs défaites annoncées autour du café et des croissants qui précèdent le conseil des ministres

ILS NE S'ÉTAIENT PAS RÉUNIS depuis le « grand coup sur la tête » de dimanche. Alors forcément, autour du café et des croissants qui précèdent le conseil des ministres, ils comparent leurs situations personnelles, justifient leurs dégringolades électorales, tentent de trouver des explications. Encore groggys, Pierre-André Périssol (logement) et Jean-Jacques de Peretti (outre-Mer) prévoient leurs défaites. Et puis, comme chaque mercredi, l'huissier annonce le président de la République. Jacques Chirac fait son entrée, serre rapidement les mains qui se trouvent sur son parcours, entre la porte et son siège.

Comme s'il avait la tête à cela, c'est M. de Peretti qui démarre. Bien entendu, personne n'écoute son exposé sur un projet de loi relatif à l'aménagement du territoire et le désenclavement des DOM. On bavarde ; comme chaque mercredi, les petits mots circulent autour de la table. Après la communication, « plus substantielle », d'Hervé de Charette sur l'Acte fondateur OTAN-Russie, Alain Juppé fait remarquer qu'en temps normal, on aurait accordé davantage d'attention à cet événement « extraordinaire », qui ouvre « l'ère post-Yalta ». Le président relève que cet accord a été rendu possible grâce à l'action de M. Juppé, ministre des affaires étrangères des années 1993-1995.

Puis François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche, se lance dans un exposé parfaitement hermétique sur les maladies infectieuses. « C'était hors du temps », « surréaliste », racontent des participants. Enfin M. Juppé prend la parole. Un « silence absolu » s'abat sur l'assistance. Le premier ministre démissionnaire parle sans notes. Il a la « gorge nouée ». Certains croient voir des larmes dans ses yeux. Le chef du gouvernement s'adresse d'abord au chef

de l'Etat. Le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure, rapportera ses propos : « J'ai été très sensible à votre soutien indéfectible dans la difficulté (...). Chaque fois que je pensais devoir rester ferme, sur une idée qui n'était pas la vôtre au départ, vous m'avez toujours soutenu de manière inébranlable. » « C'était dense et tout à fait émouvant » raconte Yves Galland (commerce extérieur). Puis M. Juppé s'adresse aux membres du gouvernement : « A ma manière, qui est ce qu'elle est, j'ai essayé d'aider chacun d'entre vous. Je voudrais que demeurent entre nous des liens d'amitié au sein de ce qui fut une vraie équipe. »

## FOIRE D'EMPOIGNE

M. Chirac prend la parole à son tour. Lui, il lit son papier. « Je souhaite remercier le gouvernement pour ce qu'il a fait depuis deux ans et qui était à la fois inéluctable dans l'immédiat et conforme à l'intérêt à terme des Français », dit-il. « Je veux dire ma confiance et ma reconnaissance à Alain Juppé, qui a conduit dans cet esprit une action courageuse qui nous permet d'aborder une nouvelle étape dans de bonnes conditions. » Le président de la République n'oublie pas qu'il lui reste trois jours pour reconquérir une majorité : il met en garde contre « un changement de direction qui conduirait inévitablement à la confusion dans l'action de redressement et à l'affaiblissement de notre pays ». Et il fait cette recommandation à ceux qui l'entourent : « Pendant cette fin de campagne, vous devez expliquer aux Français que notre situation intérieure et notre environnement international exigent, pour les cinq années qui viennent, une France conduite de façon moderne, avec cohérence et détermination, ce qui n'est jamais facile dans notre pays. »

En sortant le premier du conseil

des ministres, sourire aux lèvres, Jean-Claude Gaudin a donné le signal de la ruée. Une véritable foire d'empoigne s'est engagée aux marches du perron, dans la cour de l'Élysée : caméras de télévision, perches pour le son, appareils photos et micros radio ont formé un indescriptible magma duquel les ministres, les uns après les autres, ont tenté de s'extirper. Eric Raoult, mal en point dans sa circonscription de Seine-Saint-Denis, affiche une fausse décontraction. Il assure que les membres du gouvernement se sont dit « au revoir » et non pas « adieu ». Bernard Pons, élu, lui, au premier tour, explique que le président à la volonté de « changer les hommes, la méthode et appliquer la politique pour laquelle il a été élu ». Jean-Pierre Raffarin observe qu'avec les modestes moyens de son ministère, « il faudrait deux siècles de son budget pour boucher le trou du Crédit lyonnais ».

Quand M. Juppé paraît sur le perron, la presse audiovisuelle prend les marches d'assaut. Un photographe est jeté à bas de son escabeau, les fragiles barrières de protection roulent à terre, des coups de caméras et des noms



d'oiseau sont échangés. Avant de monter dans sa voiture pour regagner Matignon, le premier ministre se fraye un chemin au milieu de la cohue : « Je n'ai pas besoin d'être protégé, je ne crois pas qu'ils nourrissent à mon égard une inimitié », lance-t-il à ses gardes du corps, avant d'ajouter à l'intention des preneurs de son : « Ne me donnez pas des coups de perche, laissez-moi passer ! ».

## EXPÉRIENCE DE LABORATOIRE

Quelques heures plus tard, M. Juppé arrive à Bordeaux. Sous les tilleuls du jardin de l'hôtel de ville, quelques chaises et une table de fer ont été disposées. L'accueil est plus chaleureux que d'habitude. Trois cents ou quatre cents personnes étaient réunies dans la cour du Palais Rohan : une haie d'honneur avec tous les notables et les principaux élus, leurs

épouses et peut-être même quelques domestiques. M. Juppé dira qu'il a trouvé cela très émouvant.

Dans son bureau, au premier étage du palais de l'Élysée, Dominique de Villepin est sans doute encore abasourdi de la précipitation des événements. Jusqu'au bout, le secrétaire général de la présidence de la République, comme le directeur du cabinet du chef du gouvernement, Maurice Gourdauld-Montagne, n'ont pas douté que les résultats du premier tour seraient favorables à la majorité. Sûrs de leur coup, les deux « stratèges » de la dissolution de l'Assemblée nationale, pensaient surtout à l'après-second tour. Ils le préparaient même. Comme une expérience de laboratoire. Une de leurs principales préoccupations a été la rédaction de la déclaration de politique générale que devait faire, devant la « majorité ressour-

cée », à la mi-juin, le nouveau premier ministre... M. Juppé. Pour ce faire, M. Gourdauld-Montagne, flanqué de son adjoint, chargé des affaires économiques, Gérard Raméix, et de Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de l'Élysée, s'est attelé à la mise en forme de ce discours qui devait consacrer une « nouvelle étape » de l'action gouvernementale. Effectué à Matignon, l'exercice a occupé une partie non négligeable de l'agenda des trois hommes, la semaine précédant le 25 mai. De l'Élysée, M. de Villepin fixait les grandes orientations et se tenait régulièrement informé de l'avancée des travaux.

## EN DUPLEX D'EPINAL

Aujourd'hui, les états-majors préparent la réunion du Zénith, jeudi 29 mai. Pour ce meeting de la dernière chance, la majorité, au grand complet, doit incarner « l'union dans la diversité ». Fini le duo Juppé-Léotard : désormais, c'est le couple Séguin-Madelin qui fait fureur. En imaginant l'arrivée du « ticket » Séguin-Madelin aux affaires – « la carpe jacobine et le lapin libéral » – en cas d'une victoire de la droite, Nicolas Sarkozy redoute le choc des deux caractères. Il assure : « Les balladuriers seront le Thalys de l'électorat de la majorité. »

Le « shadow » premier ministre, M. Séguin devait apparaître sur un écran géant, en duplex d'Epinal, où il devait réunir ses partisans, en présence de René Monory. Sur les conseils de l'Élysée, Charles Pasqua sera lui aussi de la partie, à Paris. A l'UDF, on redoute que les autocars du RPR ne déversent leur habituel contingent de « militants à drapau, hurlant "Juppé président !" » François Léotard raconte que, lors du meeting de la majorité sortante à Lyon, le 22 mai, les militants de la confédération n'avaient pu accéder aux premiers rangs qu'en dissimulant leurs affichettes UDF dans des journaux. Le président de l'UDF redoute l'effet produit par cette image du « parti unique » sur l'électorat modéré.

Laurent Mauduit

Récit du service France

## Un projet de démantèlement du ministère des finances

EN CAS DE VICTOIRE de la droite, y aura-t-il un démantèlement du ministère des finances ? C'est un serpent de mer qui resurgit à chaque changement de gouvernement. On prête alors souvent l'intention au nouveau premier ministre de vouloir asseoir son pouvoir en restreignant celui du ministère des finances. Accédant à Matignon, Edith Cresson avait ainsi songé – avant d'y renoncer – à une vaste réorganisation de Bercy. Alors que Jacques Chirac, durant la campagne présidentielle, avait critiqué les hauts fonctionnaires « conservateurs » de la direction du Trésor et de celle du budget, le projet avait, de nouveau, été évoqué au printemps 1995, mais, devenant ministre des finances, Alain Madelin avait, lui aussi, jeté l'éponge.

A première vue, rien ne justifiait que le projet soit de nouveau d'actualité, notamment parce que la préparation de l'euro exige que les administrations économiques, financières et budgétaires travaillent en étroite synergie. Pourtant, il a été récemment ressorti des cartons. Jusqu'à la veille du premier tour des élections législatives, l'Élysée et Matignon ont secrètement travaillé sur un schéma visant à démanteler le ministère des finances. A l'initiative de Dominique de Villepin, secrétaire général de la présidence de la République, et de Maurice Gourdauld-Montagne, directeur du cabinet du premier ministre, un groupe de conseillers du gouvernement a réfléchi au montage suivant : il s'agissait de découper le ministère des finances en deux ; un ministère de l'économie et des entreprises devait ainsi voir le jour, regroupant les fonctions actuelles du ministère de l'industrie et une partie de celles de Bercy ; un ministère des finances

et du budget, rattaché à Matignon, devait être créé.

La réforme, copiée sur le modèle allemand, revenait à faire éclater certaines grandes directions actuelles de Bercy. La direction du Trésor devait être démantelée, une partie – celle qui supervise les entreprises publiques – étant rattachée au ministère de l'économie, tandis qu'une autre partie – celle qui gère par exemple la dette de l'Etat – passait sous la coupe du budget. Le ministère des finances a été tenu à l'écart de ces réflexions, et l'on y a très mal pris l'affaire quand on l'a connue, le projet étant jugé farfelu et irréaliste.

Pourquoi a-t-il été envisagé ? On avance, à Bercy, plusieurs explications. D'abord, cela aurait permis à Alain Juppé, dans l'hypothèse de son maintien à Matignon, d'avoir plus directement la haute main sur le budget. On n'exclut pas, non plus, que les promoteurs du projet, MM. Gourdauld-Montagne et de Villepin, tous les deux issus du Quai d'Orsay et tenant en peu d'estime les hauts fonctionnaires de Bercy, aient trouvé quelque satisfaction à organiser cette partition.

A Bercy, on a été très surpris que, à la veille du premier tour des élections, un tel projet mobilise autant d'énergies dans les sommets du pouvoir. Maintenant que le projet est tombé à l'eau – en même temps que s'est envolé pour M. Juppé l'espoir d'une reconduction à Matignon –, c'est d'ailleurs l'enseignement essentiel de cet épisode : à la veille du scrutin, on avait visiblement tout prévu, à Matignon. Tout... sauf un revers électoral !

## Un conseiller de M. Juppé à la direction de l'Assistance publique

LE POSTE lui avait été discrètement réservé au cas où le baïl d'Alain Juppé à Matignon ne serait pas renouvelé. C'est donc sans surprise qu'Antoine Durrleman, conseiller social du premier ministre depuis mai 1995, a été nommé directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), mercredi 28 mai, par le conseil des ministres. Il remplace Alain Cordier, qui avait démissionné le 21 mars pour prendre la présidence du directoire du groupe Bayard-Presses (Le Monde du 22 mars). Cette nomination a été immédiatement dénoncée par le délégué national du PS aux professions de santé, Claude Pigeant, et par le syndicat SUD-CRC, qui y voit une « provocation dans le contexte actuel » de l'entre-

deux-tours. A quarante-six ans, M. Durrleman, conseiller référendaire à la Cour des comptes, par ailleurs normalien et agrégé de lettres classiques, prend la tête du premier groupe hospitalier français : cinquante hôpitaux, quatre-vingt-six mille salariés, 28,7 milliards de francs de budget de fonctionnement. La direction de l'AP-HP est un poste sur mesure pour cet expert discret que Jacques Chirac consulte fréquemment sur les questions médico-sociales. En mai 1995, le chef de l'Etat nouvellement élu souhaitait d'ailleurs le prendre comme conseiller social à

l'Élysée, mais il avait vite compris que M. Durrleman serait plus opérationnel à Matignon.

Ancien chargé de mission auprès de M. Chirac sur les dossiers de la protection sociale (1986-1988), délégué général aux affaires sanitaires et sociales de la Ville de Paris (1991-1995), M. Durrleman a été la véritable cheville ouvrière du « plan Juppé » sur la Sécurité sociale, depuis sa discrète élaboration, au cours de l'été et de l'automne 1995, jusqu'à sa mise en œuvre (Le Monde du 17 mai). Il va désormais devoir en appliquer un volet important, puisque la réforme hospitalière a fait l'objet d'une ordonnance spécifique, prise le 24 avril 1996.

L'AP-HP, qui absorbe 10 % des

crédits hospitaliers et reste la vitrine la plus prestigieuse de la médecine française, a besoin de stabilité. Depuis 1986, cette institution a, en effet, connu trois directeurs successifs : Jean Choussat (1986-1989), François Stasse (1989-1991) et Alain Cordier (1991-1997), qui ont tous démissionné pour des raisons différentes. De plus, certains choix des gouvernements successifs ont été malheureux, comme la décision de construire l'Hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP) dans une zone – le sud-ouest de la capitale – qui souffre déjà d'un excès d'établissements, alors que la grande couronne parisienne en manque.

L'une des premières tâches de

## Lettre ouverte du RPR aux professionnels de santé

Dans une « lettre ouverte aux professionnels de santé », publiée mardi 27 mai, le secrétaire national RPR à la santé reconnaît n'avoir pas su leur « faire comprendre que certaines mesures, si elles étaient indispensables, n'en restaient pas moins transitoires ». Le docteur Bernard Accoyer estime que « nous avons vocation à travailler ensemble pour améliorer les dispositions contenues dans la réforme » de la Sécurité sociale, « les adapter, le cas échéant les amender ». Député sortant de Haute-Savoie, il « regrette les incompréhensions que nous n'avons pas su lever ». Si la majorité est reconduite, annonce-t-il, « une mission d'information parlementaire, auditionnant tous les intervenants sur les conditions et les conséquences de la mise en place de la réforme, préparera un débat au Parlement » sur la prochaine loi de financement de la Sécurité sociale. Le même jour, Alain Juppé avait lancé un appel aux médecins. Jugant la réforme « inévitable », il avait ajouté qu'elle peut « évoluer ».

M. Durrleman sera de faire passer la rigueur budgétaire qu'il a lui-même imposée aux hôpitaux, et notamment à l'Assistance publique, qui dispose cette année d'un budget en recul de 0,80 % par rapport à 1996. Dans le cadre des restructurations (fermetures, regroupements, reconversions d'hôpitaux et de cliniques) qui s'imposent à l'Île-de-France, la région la plus médicalisée de France (environ 10 000 lits en trop), il devra surtout montrer que l'AP-HP ne bénéficie pas de rentes de situation, comme le lui reprochent, souvent à juste titre, les établissements « non AP-HP » de la région.

Il lui faudra donc s'entendre avec Dominique Coudreau, directeur de l'agence régionale d'hospitalisation, qui a la charge de mener à bien ces restructurations dans les années à venir. Toutefois, contrairement aux autres CHU français, dont les dotations sont arrêtées par leur agence régionale respective, l'AP-HP dépend directement, à travers un « conseil de tutelle », des ministères des affaires sociales, des finances et de l'intérieur. Le risque est donc grand de voir s'installer, entre l'AP-HP et l'agence régionale, une forme de dyarchie préjudiciable à la restructuration du tissu hospitalier de la « région-capitale ».

Jean-Michel Bezat



## VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL. : 01.46.40.26.13 - FAX. : 01.46.40.70.66

## LA VILLE DE PARIS vend LIBRES

sauf local commercial à PARIS (1er)

en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria  
**LE MARDI 10 JUIN 1997 à 15 heures**

**1, RUE SAINT-ELEUTHERE** à PARIS (18ème)

1 APPARTEMENT de 2 PIECES (36 m²)

**82/84, BD DES BATIGNOLLES** à PARIS (17ème)

2 PIECES réunies en une seule (13 m²)

**58, RUE DES BERGERS** à PARIS (15ème)

2 LOGEMENTS de 1 PIECE (18 et 20 m²)

**15, RUE DES GOBELINS** à PARIS (13ème)

1 APPARTEMENT de 2 PIECES (25 m²)

**16, RUE VISCONTI** à PARIS (6ème)

1 APPARTEMENT de 2 PIECES (31 m²)

1 LOGEMENT de 1 PIECE (16 m²) - 1 PIECE (14 m²)

**6, RUE DE SEINE** à PARIS (6ème)

1 APPARTEMENT de 3 PIECES (138 m²) et TERRASSE

9 CHAMBRES (surface totale : 74 m²)

**24, RUE SAINT-SEVERIN** à PARIS (5ème)

1 APPARTEMENT de 2 PIECES (24 m²)

**59, RUE SAINT-DENIS** à PARIS (1er)

1 LOCAL COMMERCIAL occupé (84 m²)

5 STUDIOS (4 de 11 m² chacun et 1 de 23 m²)

**62, RUE DE TURENNE** à PARIS (3ème)

1 APPARTEMENT de 3 PIECES (64 m²)

**15/17, RUE DES LOMBARDS** à PARIS (4ème)

1 CHAMBRE (18 m²)

**45/47, RUE SAINT-PAUL** à PARIS (4ème)

3 APPARTEMENTS de 3 PIECES (87,50 m² chacun)

2 STUDIOS (28 et 32,50 m²)

**17, RUE FREDERIC SAUTON** à PARIS (5ème)

1 CHAMBRE (18 m²)

**11, RUE TRONCHET** à PARIS (8ème)

2 PIECES à usage d'ENTREPOT (28 m²)

**4/6, RUE RACINE** à PARIS (6ème)

2 APPART. de 3 P. (45 et 69 m²) - 1 APPART. de 2 P. (41 m²)

**2, RUE DES BEAUX-ARTS** à PARIS (6ème)

1 APPART. de 6 P. (152,30 m²) - 2 STUDIOS (20,90 - 21,80 m²)

**23, RUE JACOB** à PARIS (6ème)

1 APPARTEMENT de 6 P. (123 m²) - 1 STUDIO (30 m²)

Pour visites et renseignements s'adresser à :

**Maitre BELLARGENT**, Notaire associé à PARIS (75001)

14, rue des Pyramides - Tél. : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71

**Maitre BOURGES**, Notaire associé à PARIS (75008)

77, boulevard Malesherbes - Tél. : 01.44.90.14.14

# Philippe Séguin croit possible la victoire d'une droite « unie, clarifiée, libérée »

Le président de l'Assemblée sortante fait équipe avec Alain Madelin

Encouragé par Jacques Chirac, Philippe Séguin a entrepris de traiter le vote du premier tour comme un « message » auquel pourrait répondre une majorité

## CHAMBÉRY

de notre envoyée spéciale

Le téléphone de Philippe Séguin n'arrête pas de sonner. Dans sa mairie d'Épinal, dans sa voiture et jusqu'au salon de transit dans lequel, mercredi 28 mai, à l'aéroport du Bourget, il s'est arrêté quelques instants. A l'autre bout du fil, Jacques Chirac. Les deux hommes s'étaient déjà parlé dans l'après-midi et l'avaient tous deux fait savoir. L'Élysée, laissant entendre, prenait ainsi la peine d'encourager fortement le tandem Séguin-Madelin, avant sa première réapparition publique. Cette fois, le sujet était différent. La petite histoire retiendra peut-être que c'est dans les toilettes de l'aéroport du Bourget que se sont réglés les derniers détails du meeting de la majorité au Zénith, jeudi soir, à Paris.

Au long de ces quelques heures de mercredi, le visage du président de l'Assemblée nationale offre un précipité d'émotions contradictoires. Il apparaît, d'abord, sombre et tendu, fatigué. Concentré surtout, comme s'il avait peur de son bonheur. Jamais sans doute il n'en a été aussi près. Jamais il n'a autant craint de le voir bêtement lui échapper, de quelques voix, un soir de juin. Bien sûr, il y a ces téléphones de l'Élysée, ces ministres qui se découvrent brutalement des affinités avec lui. Et puis, il n'y a plus Juppé : la condition était « nécessaire », sera-t-elle « suffisante » ?

## François Léotard et le pâté d'alouette

Il y a « un besoin de cohérence et de certitudes dans les convictions », a affirmé François Léotard, jeudi 29 mai, sur RMC, ajoutant qu'il « serait mieux » de choisir avant le second tour des législatives. Interrogé sur le « ticket » constitué par Alain Madelin et Philippe Séguin qui mènent campagne ensemble, le président de l'UDF a déclaré : « On ne peut pas être un petit bout d'alouette libérale et un gros morceau de cheval socialiste, ça ne marche pas, il faut faire attention à cette présentation des choses, qui prend à chacun un petit morceau du pâté. » Selon l'ancien ministre d'Édouard Balladur, « c'est peut-être parce qu'on n'a pas choisi depuis deux ans que nous sommes dans cette situation ». M. Léotard, enfin, a qualifié « le désir de cohabitation de forme de schizophrénie ».

Son visage s'éclaircit un peu quand il évoque cette « mayonnaise qui commence à prendre » dans l'opinion et ces témoignages reçus dans la rue : « Au premier tour, on a voulu dire des choses. Au second, on va voter pour vous. » Et si la majorité gagne, le 1<sup>er</sup> juin, ce sera son tour. Cette fois, il y croit. L'opinion le croit aussi, pense-t-il, « le message est passé, même si d'autres s'obstinent encore à le brouiller ». Alors, il se bat, avec un mélange d'angoisse et de jouissance. Le 26 mai, au lendemain du premier tour, il a lancé ses invitations : à Alain Madelin, à René Monory.

Mercredi, lorsque son avion s'est posé au Bourget, celui de M. Madelin était déjà arrivé. Avec son plein de journalistes, comme le sien. Le baromètre est un peu primaire, mais toujours symbolique. Michel Barnier, ministre des affaires européennes, Hervé Gayraud, secrétaire d'État à la santé, ainsi que tous les députés savoyards de la majorité et des départements voisins, sont là. M. Barnier sourit beaucoup et affirme, bien haut, que « depuis le début de cette campagne il n'y en a qu'un qui a vraiment parlé de l'Europe, c'est Philippe ». Philippe aussi sourit.

Mille cinq cents personnes l'attendent à quelques kilomètres de là. Cette réunion publique, il faut la réussir. M. Madelin est en forme. Dans l'avion, il a confié aux journalistes qui l'accompagnaient qu'il possédait le discours de politique

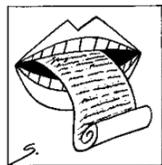
générale qu'Alain Juppé avait fait préparer et, même, la liste des quinze ministères qu'il envisageait de mettre en place. Le président d'Idées-Action voit, lui, son avenir en rose et a accepté de parler beaucoup de l'État, dans son discours de Chambéry, et de se découvrir une parenté gaulliste. Le numéro d'équilibre entre les deux hommes a été parfaitement rôdé. M. Séguin enchaîne sur la « complémentarité » qui le lie à M. Madelin. Ce sera le mot de la soirée. En ce moment, tout le monde est « complémentaire » du président de l'Assemblée nationale, même les centristes.

## VRAI PETIT BONHEUR

La victoire est encore possible si l'on retrouve l'esprit et les principes de 1995. La leçon est claire : depuis deux ans, au pis, on a trompé, au mieux, on n'a rien fait. Le premier ministre ne sera évoqué qu'implicitement : « Le premier tour a soldé les comptes. Au prix fort, certes, mais la majorité est aujourd'hui unie, clarifiée, libérée. » La phrase ensuite, a été ciselée : « Il est une vieille loi en politique (...) : les gouvernements ne peuvent se maintenir que par le principe qui leur a donné naissance. » Puis, pour la première fois, M. Séguin égrène ce qui ressemble furieusement aux grandes lignes d'un programme de gouvernement. Pour la première fois, il ose le « je ». Et il le place là où le sujet est le plus sensible :

## « Pour les valeurs que nous avons défendues en 1995 »

PHILIPPE SÉGUIN a d'abord défendu, mercredi 28 mai, à Chambéry, sa « complémentarité » avec Alain Madelin. « Nous avons pris tous deux notre part à la



### VERBATIM

victoire de 1995, a-t-il dit. Bien sûr, nous sommes différents (...). Pourtant, nous n'avons jamais eu le sentiment d'être vraiment en contradiction. » Evoquant l'action du général de Gaulle qui, dès 1958, « avait concilié la rigueur financière et la générosité sociale, la dignité de l'État et la confiance dans l'esprit d'entreprise des Français », M. Séguin a défendu sa conception d'un « libéralisme équilibré » : « Entre nos deux traditions politiques, ce n'est donc pas le plus pe-

tit commun dénominateur qu'il faut s'obstiner à chercher. C'est le plus grand commun multiplicateur. »

Le président de l'Assemblée sortante a appelé la majorité à se « ressourcer » en réaffirmant les principes de 1995. « Nous devons convaincre à nouveau de la légitimité de notre combat. Et en convaincre les Français. (...) Depuis les Romains, il est une vieille loi, en politique, que nous ne devons jamais perdre de vue : les gouvernements ne peuvent se maintenir que par le principe qui leur a donné naissance. »

### « POURSUIVRE LE BON COMBAT »

« Nous devons montrer que nous n'avons rien oublié, ni renié. Ni notre serment de rétablir le pacte républicain. Ni notre volonté de voir la France jouer un rôle moteur en Europe et dans le monde. Ni

notre souci de promouvoir un modèle de société conforme à nos valeurs. Ni notre volonté de rénover la démocratie. (...) Ce qu'il nous faut, c'est un nouvel élan. Pour les valeurs que nous avons défendues et fait triompher en 1995. Pour ma part, a ajouté M. Séguin, je suis résolu à poursuivre avec vous le bon combat, sans rien renier de mes convictions, de mes idéaux. »

Auparavant, Alain Madelin avait déclaré : « Pour gagner (...), il nous faut aujourd'hui un sursaut. Comme à d'autres périodes de l'histoire, comme en 1958, où nous avons su alors retrouver la voie d'un redressement nécessaire par un sursaut populaire, par l'alliance d'une politique libérale, d'une politique qui libère les énergies avec un sursaut politique, un sursaut gaulliste qui renove l'État et ses institutions. »

Le président d'Idées-Actions a ajouté qu'il faut désormais « construire cette démocratie moderne et inventer cette nouvelle méthode de gouvernement » dont le président de la République a « ouvert la voie » dans son allocution télévisée du 27 mai. « Restaurer la confiance des Français dans la politique », a déclaré M. Madelin, c'est mener une politique qui, tout simplement, fait confiance aux Français. »

Pascale Robert-Diard

## M. Pasqua invite les électeurs du FN à ne pas se tromper

CHARLES PASQUA A APPELÉ, mercredi 28 mai, à Tours, les électeurs du Front national à ne pas se tromper dans leur vote, en expliquant que « voter pour les socialistes, c'est voter pour l'abrogation des lois sur l'immigration ». A ce sujet, l'ancien ministre de l'intérieur a déclaré qu'il faudra « aller plus loin, instaurer une politique de quotas, recevoir des gens avec des contrats à durée déterminée, si nous en avons besoin, et suspendre le regroupement familial ». Auparavant, à Dijon, il avait regretté que la droite, lors de son retour au pouvoir en 1993, n'ait pas fait le bilan de la gestion socialiste, en rappelant qu'« à l'époque, on a dit que ce ne serait pas convenable parce que M. Bérégozov s'était donné la mort ». « Oui, c'est vrai, cela fait un socialiste... mais il en reste pas mal tout de même », a-t-il ajouté, sous les applaudissements.

## M. Juppé estime que « la victoire est à portée de main »

ALAIN JUPPÉ A ESTIMÉ, jeudi 29 mai, sur Europe 1, que « la gauche peut gagner » au second tour des élections législatives, tout en affirmant que « la victoire est à portée de main » pour la majorité sortante. Le premier ministre a ajouté que Philippe Séguin et Alain Madelin constituent un « bon ticket parce qu'ils sont unis sur l'essentiel ». Parlant des deux hommes qui sont présentés comme pouvant constituer l'armature du gouvernement, en cas de victoire de la droite, M. Juppé a déclaré : « Alain Madelin a plutôt une sensibilité libérale. Philippe Séguin se dit porteur d'un projet plus social. Ces deux tonalités sont complémentaires. » Dans l'hypothèse d'un succès de la gauche, le chef du gouvernement a prédit une cohabitation « extrêmement conflictuelle ». « Tous ces leaders socialistes que nous entendons se montreront beaucoup moins policés que nous dans la cohabitation », a-t-il affirmé, accusant Lionel Jospin d'être « un homme sectaire ».

## DÉPÊCHES

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : l'ancien ministre socialiste Dominique Strauss-Kahn a affirmé qu'en cas de victoire de la gauche, « la privatisation de France Télécom sera arrêtée » et que l'opérateur téléphonique a davantage « besoin d'émulation et de mise en concurrence » que de privatisation. Mercredi 28 mai, près d'une centaine de militants de SUD-PTT ont occupé pendant deux heures le parvis de la Bourse à Paris, déployant des banderoles hostiles à la privatisation.

■ **CAMPAGNE** : Laurent Fabius, venu soutenir la candidate socialiste Annette Peulvast-Bergeal, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), s'est heurté, mercredi 28 mai, à une trentaine de manifestants habillés de blouses blanches, portant des masques et brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « du sang neuf pour la France, non à la politique contaminée ». Ces manifestants, plus proches des partisans du candidat RPR, Pierre Bédier, que du monde médical, ont contraint par deux fois l'ancien premier ministre à s'échapper discrètement. — (Corresp.)

■ **FRONT NATIONAL** : Jean-Marie Le Pen qui était l'invité de RMC, jeudi 29 mai, a relancé le slogan « sortez les sortants » et a insisté sur le fait que « si la droite a peur de Jospin », elle a un moyen de s'opposer à lui en appelant à « voter pour le FN ». Mais si la droite « estime que nous ne sommes pas fréquentables, nous ne sommes pas fréquentables non plus pour lui apporter nos voix », a-t-il ajouté, en lançant « ce sont des stupides ».

■ **CRIF** : Henri Hajdenberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, a lancé un appel à la mobilisation contre le Front national, mercredi 28 mai à Toulon. « Il est inacceptable qu'on puisse voter pour un parti antisémite, raciste et fasciste », a affirmé le président du CRIF, qui devait renouveler cet appel, jeudi, à Marseille, Marignane et Montpellier.

■ **CGT** : les résultats du premier tour des élections législatives sont « une sanction pour le gouvernement d'Alain Juppé », a déclaré, mercredi 28 mai, la CGT en affirmant que « les électeurs ont exprimé une volonté de réel changement politique ». Les préoccupations des électeurs, « notamment en matière d'emploi, de formation et d'éducation, d'inégalités et de protection sociale », « au cœur du mouvement de décembre 1995 », « constituent une donne incontournable quelle que soit la majorité qui sera issue de ce scrutin et le gouvernement qui sera mis en place ».

■ **COHABITATION** : Claude Allègre, proche conseiller de Lionel Jospin, a affirmé, jeudi 29 mai, sur Radio J, qu'en cas de victoire de la gauche, « ce sera une cohabitation dans laquelle chacun respectera l'autre. Nous appliquerons les règles de la République ».

■ **PARIS** : Jean Tiberi souligne, dans un entretien publié par Le Parisien du 29 mai, qu'il a « eu tort de ne pas répondre immédiatement, fortement, en rendant coup pour coup » à ses adversaires. Le maire de Paris met en cause quelques personnalités de gauche qui auraient été logées autrefois dans le domaine privé ou social de la ville.

■ **RADIO-TÉLÉVISION** : les formations politiques programmées, jeudi 29 mai, dans le cadre de la campagne officielle à la radio et à la télévision, devaient être la LCR, le PCF, le PS, les Verts, le Mouvement des réformateurs, Génération écologie, l'UDF, le RPR, le MPF et le CNIP. Vendredi, les vingt et une formations qui présentaient au moins soixante-quinze candidats au premier tour des législatives auront droit à une minute d'antenne.

## L'UDF craint de voir Lyon lui échapper

### LYON

de notre correspondant régional

Qu'importe le député, pourvu qu'il soit RPR ! C'est ainsi que la rue de Lille gère l'issue de la « primaire » entre Marc Fraysse et Henry Chabert dans la deuxième circonscription du Rhône. M. Fraysse, secrétaire départemental du mouvement, ancien député de Villeurbanne, avait été investi officiellement. Avant le premier tour, il n'a pas manqué de soutiens : une escouade de ministres, dont le premier, sont venus expliquer aux électeurs le bon choix : M. Chabert n'était qu'un « pigeon-voyageur », obnubilé par sa « carrière personnelle », s'est ainsi emporté Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur.

M. Chabert a distancé M. Fraysse d'un rien, moins de cinq cents voix. Aussi, dès le 26 mai, Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a envoyé une lettre au « cher compagnon », lui souhaitant « un plein et entier succès ». Oubliés, les arguments tant développés quelques jours auparavant sur l'instabilité politique de M. Chabert, tour à tour gaulliste, puis noriste, puis centriste, puis de nouveau RPR ! Effacées, les affiches anonymes qui soutenaient que « Noir = Chabert = affaires » !

M. Fraysse a conçu quelque amertume de sa courte défaite et du retournement aussi rapide de

son parti. Néanmoins, comme il convient en pareil cas, il a quand même rédigé un communiqué, aux mots pesés, dans lequel il dénonce la « campagne de dénigrement systématique s'apparentant à un « contrat » dont il a été l'objet. Dans un premier jet, pour qualifier le comportement de son adversaire, il avait utilisé l'adjectif « maffieux », puis s'est ravisé et lui a préféré « calomnieux ». M. Fraysse affirme encore vouloir poursuivre son travail dans « un esprit de probité » et estime, en conclusion, que « les Lyonnais voteront selon leur conscience ». S'il demande à ses électeurs de donner à Jacques Chirac « une majorité », jamais dans ce texte M. Fraysse ne cite le nom de M. Chabert.

On a connu appel au désistement plus franc. Du côté de l'UDF, aussi, certains n'hésitent à appuyer M. Chabert et laissent entendre, en privé, que Gilles Buna, candidat des Verts soutenu par l'ensemble de la gauche, ne serait pas « un mauvais député ». Car l'UDF craint d'être bientôt reléguée au rôle de figurant politique, notamment au conseil municipal : l'alliance probable du groupe Chabert avec celui du RPR va réduire l'espace des centristes, qui savent que le parti d'Alain Juppé veut conquérir la ville en 2001.

L'UDF se retrouve fort dépourvue dans une ville pourtant d'habitude réputée d'obédience « démo-

crate chrétienne ». A l'évidence, la confédération a perdu de son influence.

Bernadette Isaac-Sibille, député (UDF-FD) sortant de la première circonscription, est en ballottage relativement inconfortable face au socialiste Gérard Collomb. Et même Raymond Barre, le maire (apparenté UDF) de la ville, élu, depuis 1978, député de la quatrième circonscription au premier tour, doit subir l'affront d'un second dimanche de scrutin. Lui aussi, il s'était clairement et fermement engagé derrière M. Fraysse. Le 27 mai, tout en s'étonnant de la position du RPR, il a apporté son soutien « à celui qui est arrivé en tête » de la droite dans la deuxième circonscription, avec 20 % des suffrages, M. Chabert, qui est aussi son adjoint à l'urbanisme.

Si la deuxième circonscription penche plutôt à droite, la rude bataille que se sont livrée M. Fraysse et M. Chabert laissera des traces. C'est l'espoir de M. Buna, arrivé en première position au premier tour avec 26 % des voix. Il a déjà été élu maire du premier arrondissement et conseiller général sur fond de divisions de la droite. Le candidat de la gauche a appelé « les électeurs écœurés par ces pratiques et attachés aux valeurs républicaines » à se reporter sur son nom.

Bruno Caussé

# VOLLS

DEPART DE PARIS

LA CORSE	870F
PORTO	980F
PALERME	990F
ROME	995F
PALMA	1020F
ISTANBUL	1100F
ATHENES	1130F
TUNIS	1190F
MARRAKECH	1330F
DAKAR	2090F
*LES ANTILLES	2460F
LES COMORES	4400F
NOUMEA	5500F

**ALLER RETOUR**

A CERTAINES DATES  
HORS TAXES AERIENNES  
\* DEPART DE LYON, MARSEILLE, TOULOUSE,  
BORDEAUX, NANTES : 2 860F  
180 AGENCES EN FRANCE  
0 803 33 33 33 (1,49F LA MINUTE)  
3615 NF (1,29F LA MINUTE)  
<http://www.nouvelles-frontieres.com>

**NOUVELLES FRONTIERES**  
distributeur d'énergie

**BANLIEUE** Une étude inédite de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (Ihesi) passe au crible les itinéraires judiciaires de cent trente-neuf jeunes délinquants

récidivistes de Seine-Saint-Denis, entre 1990 et 1995. Cette recherche, réalisée dans quatre communes comptant des quartiers difficiles, remet en cause le sentiment d'im-

puissance des policiers qui dénoncent fréquemment le manque de suivi des procédures par la justice. ● MINEURS ET MAJEURS confondus, le taux de condamna-

tion s'élève à environ 37 %. Plus l'auteur du délit est âgé et plus il a commis d'infractions, plus la peine prononcée est sévère. ● LE RAPPORT de l'Ihesi, en suivant les par-

cours de trois « piliers » d'un réseau d'adolescents délinquants, met en évidence la diversité des histoires personnelles qui conduisent les jeunes devant les tribunaux.

# La justice n'offre pas d'impunité aux jeunes délinquants récidivistes

Menée en Seine-Saint-Denis, l'étude d'une population de délinquants de moins de vingt-cinq ans relativise le sentiment d'impuissance affiché par les policiers. Plus l'auteur du délit est âgé et plus il a déjà commis d'infractions, plus la peine prononcée est sévère

**LES ITINÉRAIRES** judiciaires de 139 jeunes délinquants récidivistes de Seine-Saint-Denis ont été passés au crible d'une recherche inédite de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (Ihesi). Mineurs ou âgés de moins de vingt-cinq ans, résidant dans quatre communes comptant des quartiers difficiles - Epinay, La Courneuve, Saint-Denis et Stains -, ces délinquants « réitérants » ont été sélectionnés pour avoir été visés, comme auteurs de délits, dans au moins trois procédures de police judiciaire transmises au parquet de Bobigny en 1992 et 1993.

Centrée sur les commissariats des quatre communes, l'enquête a d'abord montré « le sentiment d'impuissance qui anime les policiers face à la délinquance persistante et la démotivation qui en découle ». La plainte est classée : « Le fonctionnement de la justice est mis en cause par les fonctionnaires de police, qui esti-

ment que les procédures manquent de suivi » et que les délinquants juvéniles sont trop vite remis en liberté, après leur interpellation, par des magistrats complaisants. Mais cette rengaine policière a été nettement modulée par une seconde phase de la recherche, qui a observé le suivi judiciaire des délinquants les plus endurcis passés par ces mêmes commissariats. Ce qui a notamment permis de mesurer l'écart entre les faits et la perception des policiers qui, par exemple, avaient déclaré « un nombre de procédures établies à l'encontre de certains de ces jeunes beaucoup plus important que le nombre réel ».

Un total de 665 procédures de police judiciaire ont été établies, en 1992 et 1993, à l'encontre du groupe des 139 délinquants concernés. Au sein de cette population de récidivistes, uniquement composée d'hommes, près des trois quarts des jeunes avaient moins de vingt et un ans, à la fin de

1993, près d'un quart ayant moins de dix-huit ans. La majorité des procédures ouvertes concernaient des délits de nature « acquisitive », des vols pour l'essentiel.

Du côté des mineurs, trois voies principales de traitement judiciaire ont été suivies. Près d'un tiers des procédures ont été jugées par le tribunal pour enfants, saisi en priorité dans le cas des délits les plus fréquents pour cette tranche d'âge : les vols, le recel, les coups et blessures volontaires (CBV) et les destructions. Devant cette juridiction spécialisée, chargée d'examiner les affaires les plus graves commises par des mineurs, 58 % des délits ont été sanctionnés par une peine pénale (8 cas de prison ferme, 28 cas de prison avec sursis, 4 cas de prison avec sursis partiel, et 21 cas d'amendes ou de travail d'intérêt général) ; les autres procédures jugées ont abouti à une relaxe ou à un non-lieu, ou étaient toujours en cours pendant la re-

cherche. S'agissant des 14 % d'infractions considérées comme moins graves, qui sont examinées par le juge des enfants en chambre du conseil, 37 admonestations et 4 remises aux parents ont été recensées. Enfin, 38 % des affaires ont été classées, souvent à l'issue d'une convocation devant le procureur.

## COMPARUTION IMMÉDIATE

Du côté des majeurs, trois autres cas de figures se sont dessinés. Un tiers des procédures ont été jugées en comparution immédiate (des vols et des CBV, en particulier) ; 86 % des prévenus ont alors été condamnés à une peine pénale - prison ferme pour 28 % d'entre eux, prison avec sursis pour 47,5 %. Près d'un quart des autres majeurs mis en cause ont été l'objet d'une convocation par un officier de police judiciaire (91 % ont alors été condamnés à une peine pénale, dont 20 % à la prison ferme et 52 %

à une peine de prison avec sursis). Enfin, un quart des procédures ont fait l'objet d'un classement.

Au total, le rapport constate un taux de condamnation d'environ 37 %. « Plus l'auteur du délit est âgé et plus il a commis d'infractions, plus la peine prononcée est sévère », relève le rapport. S'agissant des mineurs, 28 % des affaires ont conduit à une peine ou à une mesure éducative. S'agissant des majeurs, « plus l'âge augmente, plus la peine est sévère ». Sauf pour les jeunes réitérants qui viennent d'avoir dix-huit ans : ils sont davantage condamnés à des peines de prison ferme et avec sursis que les 19-20 ans, ce qui correspond « sans doute à la sévérité qui s'applique aux jeunes réitérants lorsqu'ils atteignent l'âge de la majorité ».

Tous âges confondus, le taux de classement est finalement « assez bas » (38 % pour les mineurs et 25 % pour les majeurs). « Le senti-

ment d'impunité exprimé par les policiers semble découler d'un manque de retour d'information », ces derniers étant insuffisamment tenus au courant des suites judiciaires réservées aux délinquants qu'ils ont interpellés. « Cette large étude sur les jeunes délinquants nous a permis de suivre le traitement de la délinquance depuis le commissariat jusqu'à la fin de la chaîne pénale, conclut le rapport. Le principal intérêt d'une telle observation est de mettre en évidence la prise en charge en justice de ces jeunes, qui ne présente pas le caractère catastrophique dont rendait compte le discours de policiers. »

**Erich Inciyan**

★ « Suivi des trajectoires judiciaires d'une population de jeunes délinquants réitérants », de Patricia Fiacre, Institut des hautes études de la sécurité intérieure, 19 rue Péclot, 75015 Paris.

## Les itinéraires divergents de trois « piliers » d'un réseau d'adolescents en Seine-Saint-Denis

**CE SONT** les reflets judiciaires des parcours délinquants suivis par les membres les plus actifs d'un « réseau » d'une quinzaine de jeunes récidivistes de Seine-Saint-Denis. Saisies par le fichier du tribunal de grande instance de Bobigny, par les dossiers d'assistance éducative, par les archives des associations et des éducateurs spécialisés, ces trajectoires retracent la diversité d'histoires individuelles émaillées d'infractions et de jugements devant la justice. On en retiendra les itinéraires divergents de trois « piliers » de ce réseau d'adolescents habitués à la délinquance de groupe.

Le premier, baptisé « A », a aujourd'hui vingt ans. Dès l'âge de

treize ans, son cas a été signalé à un juge des enfants pour un vol avec effraction commis avec d'autres mineurs, dont son frère aîné. Quelques mois plus tard, « A » est mis en cause pour un autre vol, qui ne lui attirera aucune sanction judiciaire. A quatorze ans, deux nouvelles procédures - l'une pour coups et blessures volontaires, l'autre pour des dégradations - sont encore laissées sans suite par la justice. Mais la troisième, pour dégradations, l'envoie devant le tribunal pour enfants, qui le condamne à une amende avec sursis et à un an de liberté surveillée (dans sa famille et sous la vigilance d'un éducateur). A quinze ans, l'engagement est en marche. Cinq délits

supplémentaires lui valent : un mois de prison avec sursis pour une dégradation ; une amende de 500 francs pour un outrage ; un mois de prison avec sursis pour une destruction ; trois mois de prison avec sursis pour un vol à la roulotte ; 40 heures de travail d'intérêt général pour une dégradation.

## L'ESCALADE

A seize ans, l'escalade continue. « A » est mis en cause pour des coups et blessures volontaires ayant provoqué une interruption de travail de trois mois, dont la victime est... son avocat. A la suite de violences volontaires sous la menace d'une arme, commises en compagnie de son frère, il est placé

sous contrôle judiciaire. Ces deux dernières affaires sont en phase de traitement judiciaire. A dix-sept et dix-huit ans, « A » est encore mis en cause, cinq puis trois fois, pour des coups et blessures volontaires, des dégradations, des vols, du recel. Une procédure pour délit de fuite a donné lieu à une enquête, toujours en cours.

« B », son frère aîné, a aujourd'hui vingt et un ans. Avec trente-sept procédures pénales à son encontre, il détient le record du genre chez les jeunes réitérants de Seine-Saint-Denis. A quatorze ans, il connaît cinq procédures pour vol à l'étalage, pour recel et pour vols avec effraction. Les archives judiciaires en ont seulement gardé la

trace d'une admonestation et de la saisine de juges des enfants. A quinze ans, il est mis en cause dans une affaire plus importante comportant huit infractions différentes qui, jugée deux ans et demi plus tard, lui vaudra six mois de prison dont trois avec sursis. Entre-temps, signalé en danger, « B » est placé dans un centre technique éducatif en province, d'où il fugue aussitôt. Placé peu après dans un foyer d'accueil d'urgence en province, il fugue encore et encore. Les procédures continuent de s'accumuler. A seize ans, il est placé quelques mois en détention par un juge d'instruction. Suivent de nouvelles condamnations, dont trois mois de prison ferme pour des violences volontaires et, à dix-huit ans, six mois d'emprisonnement pour vol. En 1995 et 1996, il est écroué durant sept mois, pour deux affaires différentes.

Troisième figure emblématique du « réseau », avec dix-neuf procédures à son actif, dont treize commises en groupe, « C » est de ceux qui permettent aux magistrats et aux éducateurs spécialisés de ne pas désespérer. En 1991, il était visiblement le membre le plus actif du groupe. Depuis 1993, il n'a plus été mis en cause dans aucun acte de délinquance. De sa propre initiative, il a suivi une formation professionnelle pour adultes en province, qui lui a permis de décrocher un CAP. Il cherche actuellement un travail.

Même si elles illustrent la diversité des parcours judiciaires de jeunes délinquants œuvrant au sein d'un même réseau, les treize autres histoires individuelles retracées par l'étude de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (Ihesi) ressemblent davantage à celles des deux frères qu'à celle,

atypique, de « C ». A eux tous, ces seize récidivistes ont formé le « noyau dur » d'un groupe actif en Seine-Saint-Denis de 1990 à 1995. Tous mineurs en 1991, ils ont agi de concert pour la moitié de l'ensemble des affaires judiciaires qui les ont impliqués. A ce noyau quasi permanent se sont épisodiquement agrégés trente et un délinquants « occasionnels », dont quelques femmes. Aucun adulte n'est apparu dans ce réseau d'adolescents d'une même génération. Pour les plus jeunes, les premières procédures ont eu lieu à partir de douze ans.

## DÉLITS CONTRE DES BIENS

Sur les six années observées, les infractions commises en groupe par ces jeunes sont en majorité des délits contre des biens. Sur un total de 69 infractions commises en groupe par ces jeunes de 1990 à 1995, 52 sont dirigées contre des biens et 10 contre des personnes. Près de la moitié relèvent toutefois de la délinquance aggravée : outre les infractions visant des personnes, les délits les plus graves concernent des vols avec effraction, des vols et recels de voitures. A partir de 1993, le réseau a cependant connu une baisse de régime. Il ne comptait plus que dix délinquants réitérants. Pour la plupart de ceux qui avaient alors quitté la bande, le rapport de l'Ihesi retient diverses hypothèses - le passage à une délinquance individuelle et moins « visible » ; des changements de département ; des sorties de délinquance -, sans pouvoir trancher. Pour quelques autres « anciens », devenus majeurs en 1992, l'explication est plus évidente : plusieurs d'entre eux ont passé l'année de leur majorité en prison.

**Erich Inciyan**

## Au collège Evariste-Galois, la fin d'un mois de grève et une « charte » contre la violence

« **ET MAINTENANT AU TRAVAIL.** » Ainsi se termine le texte remis, mercredi 28 mai, aux élèves du collège Evariste-Galois à Sevran (Seine-Saint-Denis) par les enseignants qui ont, ce même jour, mis fin à leur mouvement de grève entamé le 28 avril pour dénoncer la multiplication des actes de violence au sein de leur établissement. Il aura fallu un mois d'interruption des cours, d'occupation du collège et plusieurs manifestations (*Le Monde* du 24 mai) pour qu'ils obtiennent du ministère de l'éducation nationale la création de deux postes de surveillants, d'un poste de conseiller d'éducation, d'un demi-poste d'assistante sociale et d'un poste d'enseignant supplémentaires.

Ce mercredi matin marquait forcément une rentrée des classes pas comme les autres. « Pour que tous les jeunes entendent la même chose », explique la principale, les 1 250 élèves ont été accueillis par petits groupes - loin des caméras de télévision - pour une séance d'information « sur la signification de cette longue grève ». Les enseignants ont rappelé l'origine de leur mouve-

ment : le 28 avril, un surveillant était frappé à coups de poing par un élève. Cet acte de violence venait s'ajouter à de nombreux incidents.

Puis ils ont expliqué le droit de grève « dont disposent tous les salariés pour manifester fermement contre une dégradation des conditions de travail, la rupture du contrat avec l'Etat et une injustice ». Pour les grévistes, le collège, tributaire d'« effectifs trop lourds », situé « dans un quartier économiquement et socialement défavorisé » n'était plus « un lieu d'études ». C'est pourquoi ils ont voulu, avec le soutien des parents, « protester contre une inégalité face au droit à l'éducation », souligne le texte remis aux élèves.

## LES RÈGLES DE BASE

Au-delà des moyens obtenus, les enseignants continueront à réclamer le classement en « établissement sensible ». En attendant, ils ont surtout rappelé aux élèves les règles de base de la vie scolaire : « Respecter tous les adultes quels qu'ils soient ; se respecter entre élèves ; respecter le matériel et les biens ; être

assidu et adopter un comportement correct en classe ; répondre à la confiance que [leur] font les professeurs et que celle-ci soit réciproque. »

« On nous a dit qu'on devait donner l'exemple », raconte une jeune fille à la sortie du collège où tous les jeunes repartent avec le texte de la « charte de rentrée » qu'ils devront faire signer à leurs parents. Comme bon nombre de ses camarades, elle s'est « ennuyée » pendant ces longues semaines sans classe et se demande si elle sera prête pour passer son brevet. Afin de rattraper le temps perdu, certains cours de dessin, de musique ou de sports seront remplacés par des heures de mathématiques ou d'histoire-géographie. « Ça a fait râler certains élèves », dit-elle en souriant.

Pour les enseignants, cette grève aura eu le mérite de « développer une solidarité entre tous les personnels et les parents ». Désormais, conclut le texte, « nous comptons sur les élèves pour fournir un effort exceptionnel jusqu'à la fin officielle des cours ».

**Sandrine Blanchard**

## Les témoins virtuels du procès d'un commando de l'ETA devant la cour d'assises de Paris

**LA COUR D'ASSISES** de Paris, spécialement composée de sept magistrats professionnels, juge, depuis le lundi 26 mai, six hommes accusés d'avoir commis, en Espagne, au nom de l'organisation terroriste basque ETA-militaire, vingt-deux attentats, ayant fait au total quarante-huit morts et plus de soixante-dix blessés entre 1978 et 1989.

Il s'agit, selon l'accusation, de membres d'un commando très particulier, dont l'identité et l'objectif étaient inconnus des autres membres de l'ETA, à l'exception du comité exécutif. Pour le commissaire Régis Aribas, c'est ce caractère « atypique » d'un groupe uniquement composé de Français faisant de brèves incursions en Espagne, qui a retardé la découverte du commando Argala, également appelé « commando itinérant ». En

fait, ce serait au cours d'un contrôle de police réalisé à Séville, le 22 avril 1990, que la garde civile aurait arrêté Henri Parot avec 300 kilos d'explosifs dans sa voiture. Lors d'un interrogatoire, ce dernier aurait livré le nom des membres du commando : son frère Jean Parot, Jacques Esnal, Frédéric Harambour, Jean-Vincent Garcia, Philippe Saez et Jean-Pierre Erremudieguy.

Dès l'ouverture du procès, les défenseurs des trois premiers ont exigé la présence à l'audience d'Henri Parot, détenu en Espagne et déjà condamné à 5 145 années de prison. Les avocats ont notamment souligné que l'essentiel de la procédure menée contre leurs clients repose sur les aveux de M. Parot, qui aurait été torturé. Pour sa part, M. Harambour, après une longue déclaration politique, a précisé que,

s'il avait avoué devant la police française, c'était « pour qu'on arrête les tortures » infligées en Espagne à Henri Parot. C'est pourquoi la défense exige également la présence à la barre de Luis Roldan, ancien chef de la garde civile.

## REFUS D'ENTRAIDE JUDICIAIRE

Le débat sur la venue de ces deux témoins a occupé la cour pendant près de deux journées, émaillées de multiples suspensions d'audience. Mercredi 28 mai, la cour a ordonné la traduction à l'audience par un interprète de la réponse des autorités espagnoles à une demande d'entraide judiciaire transmise par le ministère français de la justice. De la traduction des télécopies datées du 26 mai, il ressort que les autorités judiciaires espagnoles refusent de « prêter » Henri Parot en invoquant des raisons de sécurité

et d'ordre public. Elles s'opposent aussi à la venue de Luis Roldan, qui fait l'objet de poursuites judiciaires dans une affaire financière devant être jugée ces jours-ci.

Convaincus par avance d'une telle réponse, Jean Parot, Frédéric Harambour et Jacques Esnal avaient déjà quitté l'audience, refusant de participer aux débats en l'absence de deux témoins indispensables. « On nous oppose la raison de l'Etat espagnol », a protesté le bâtonnier, Jean-François Blanco, défenseur de Jean Parot. « La cour d'assises est une procédure orale et, dans ces conditions, c'est un exercice impossible. Ce n'est pas un procès équitable », a ajouté l'avocat, soulignant que le juge d'instruction avait pu se rendre en Espagne pour interroger Henri Parot, ce qui accentue le déséquilibre entre l'accusation et la défense. Aussi il a de-

mandé que la cour soit rendue un arrêt exigeant la présence des témoins, soit ordonne le renvoi du procès.

« Il n'y a pas de tortures dans ce dossier ! », a affirmé M<sup>e</sup> Georges Holleaux, conseil d'une vingtaine de familles des victimes des attentats. Il a souligné que la procédure espagnole permettait d'avoir aussitôt un avocat commis d'office et qu'Henri Parot avait ensuite réitéré ses aveux devant le juge d'instruction en présence de l'avocat qu'il avait choisi. L'avocat général, Gino Necchi, n'est pas entré dans cette polémique, se bornant à constater que l'Espagne invoquait deux motifs de refus prévus par la convention d'entraide judiciaire. « Il y aura un débat à partir des pièces soumises à la cour ; l'absence d'un témoin ne va pas gommer l'ensemble de la procédure », a soutenu le magistrat.

Après une courte délibération, la cour a considéré qu'elle ne disposait pas encore d'éléments suffisants pour trancher sur un éventuel renvoi du procès et qu'elle se prononcerait donc ultérieurement, à la lumière des débats. L'audience a donc repris devant un box des accusés à moitié vide. Pendant plus d'un mois, au moins jusqu'au 30 juin, on parlera surtout des absents. Jean Parot, Jacques Esnal et Frédéric Harambour suivront l'audience depuis leur prison, au travers d'un bref compte-rendu - uniquement procédural - qui leur sera lu chaque soir par un huissier. Quant à Henri Parot, personnage central et pivot de l'accusation, la lecture de ses déclarations, traduites de l'espagnol, en fera un témoin virtuel.

**Maurice Peyrot**

# Deux ans de prison ferme requis contre M. Tapie dans le procès des comptes de l'OM

Le substitut a dénoncé le « cynisme » et l'art du « mensonge » de l'ancien président du club marseillais

Au terme d'un réquisitoire très dur, le premier substitut du procureur de la République, Evelyne Kitanoff, a demandé au tribunal correctionnel

de Marseille de condamner Bernard Tapie à quatre ans de prison dont deux avec sursis. Il s'agit de la peine la plus lourde jamais deman-

dée contre l'ancien président de l'OM. Plus largement, la représentant du parquet a dénoncé le « comportement lamentable » des prévenus.

## MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Dans la vie judiciaire de Bernard Tapie, l'épisode du mercredi 28 mai 1997 fera sans doute date. En requérant contre lui une peine de quatre années d'emprisonnement, dont deux avec sursis, dans l'affaire des comptes de l'Olympique de Marseille, le premier substitut du procureur, Evelyne Kitanoff, a établi une sorte de record. Jamais, dans la longue chronique de ses déboires, l'ex-président de l'OM n'avait subi pareille charge du parquet. Surtout, M<sup>me</sup> Kitanoff a demandé au tribunal d'écarter toute confusion avec la peine prononcée dans l'affaire du match truqué VAM-OM, qui vaut à M. Tapie d'être détenu. Elle a également requis 2 millions de francs d'amende et la privation des droits civils, civiques et familiaux pour cinq ans.

Dispensé des derniers jours d'audience en raison de son état de santé, M. Tapie n'a pas assisté à cette intervention de M<sup>me</sup> Kitanoff. Celle-ci est longuement revenue sur les détournements de fonds reprochés aux dirigeants marseillais et à divers intermédiaires. Une manière de démontrer qu'étant donné les sommes en jeu (101 millions de francs selon l'accusation) et les méthodes utilisées (fausses factures, honoraires injustifiés, paradis fiscaux, retraits discrets en espèces...), les peines devaient être élevées. Depuis l'ouverture du procès, le 12 mai, M<sup>me</sup> Kitanoff avait pourtant paru fort discrète. Le président Guy Richarté s'était souvent trouvé seul pour relever les contradictions des prévenus.

Mercredi matin, lorsque débute son réquisitoire, la représentante du parquet se montre tout de suite offensive. Parlant très vite, mais sans trébucher sur la complexité comptable du dossier, elle se dit « frappée par l'harmonie et le consensus qui se sont instaurés entre la plupart des prévenus ». Les ac-

cusant d'avoir « fui leurs responsabilités », elle regrette par exemple que toutes les confidences faites à l'instruction sur la corruption de joueurs ou d'arbitres n'aient pas été confirmées à la barre. A l'exception de Jean-Pierre Bernès, l'ancien directeur général du club, les prévenus auraient essayé, d'après elle, de « noyer le poisson ». A commencer par M. Tapie, président de l'OM de 1986 à 1994.

## « LA FIN JUSTIFIAIT LES MOYENS »

Aux yeux de M<sup>me</sup> Kitanoff, ce dernier considérait le club comme le « vecteur de sa stratégie politique ». Elle le décrit comme un homme « autoritaire, voire tyrannique », pour lequel « la fin justifiait absolument tous les moyens », au « mépris de l'éthique et de la morale sportive ». Dénonçant son « cynisme », son « art du mensonge » et sa constante volonté d'égarer les enquêteurs, elle constate qu'il s'est cru « invulnérable, au-dessus des lois de la République ».

Il est vrai que M. Tapie apparaît au détour de chaque facture douteuse, derrière chaque contrat fictif, dans l'ombre de toutes les négociations avec les intermédiaires. M<sup>me</sup> Kitanoff en profite d'ailleurs pour souligner avec gourmandise quelques-unes de ses contradictions les plus flagrantes. Un volet du dossier l'a particulièrement choqué : le match organisé en soutien à la révolution roumaine, en 1990. M. Tapie aurait « profité de cette opération pour faire sa publicité personnelle et établir des fausses factures sans qu'il y ait un quelconque versement à l'enfance roumaine ». Un procédé qu'elle juge « moralement détestable ».

Derrière ce président « omniprésent et omnipotent », s'activait l'armada des dirigeants, complices d'une « délinquance financière particulièrement structurée ». L'un d'eux a été malmené au cours du procès : l'ex-directeur financier,

Alain Laroche. A son tour, M<sup>me</sup> Kitanoff reproche à cet « homme-clé » d'avoir « maquillé les sorties d'argent » et cherché à s'enrichir à titre personnel. Elle requiert contre lui trois ans d'emprisonnement dont dix-huit mois avec sursis, assortis d'une amende de 1,5 million de francs. « M. Laroche ne peut pas toujours se retrancher derrière les autres, en particulier les absents », précise-t-elle, en référence à la stratégie de défense du prévenu.

Les autres dirigeants n'échappent pas aux critiques. Ni M. Bernès (« Les yeux et les oreilles de Bernard Tapie »), ni l'ancien journaliste Jean-Louis Leveau (« L'homme de confiance, au courant de tout »), encore moins Michel Hidalgo. L'ancien sélectionneur de l'équipe de France de football se souvient de la « haute ambition morale » qui, à l'origine, animait les responsables du club, mais son discours teinté d'angélisme a fortement irrité le tribunal.

Du côté des « intermédiaires », chargés aussi bien des tractations avec les joueurs que des interventions en faveur de l'OM, les peines

requis sont à la mesure de leur rôle dans cette mécanique bien huilée. Contre Alain Migliaccio, l'un des principaux « agents » français, M<sup>me</sup> Kitanoff a demandé un an de prison avec sursis et 500 000 francs d'amende. Contre Manuel Barbosa, citoyen portugais spécialisé dans les vedettes brésiliennes, elle a requis dix-huit mois avec sursis et une amende 1,5 million de francs. En cas de condamnation, les deux hommes et leur collègue italien Licio D'Onofrio risquent d'être privés de leurs licences d'agents agréés par les instances du football.

En définitive, ce réquisitoire plutôt sobre est apparu à l'image du procès, aux confins du sport et de la politique, du code pénal et de la morale. Au moment de conclure son propos, Evelyne Kitanoff a affirmé qu'en dehors des jeunes supporters et de leur « rêve brisé », les principales victimes resteraient l'OM et la ville de Marseille, dont l'image a été « ternie » par le « comportement lamentable » des prévenus.

Philippe Broussard

## Information judiciaire dans l'affaire de la « vache folle »

LE PARQUET du tribunal de grande instance de Paris a ouvert, mercredi 28 mai, dans l'affaire de la « vache folle », une information judiciaire « contre X... pour tromperie sur la qualité substantielle d'un produit, falsification et introduction illicite sur le territoire national de bovidés et de produit d'origine animale ». Confiée au juge Edith Boizette, l'instruction visera les importations frauduleuses de bovins et de farines animales britanniques après leur interdiction en 1990 et leurs conséquences éventuelles sur la propagation de l'épizootie en France (Le Monde daté 25-26 mai). L'information judiciaire s'appuie sur quatre plaintes émanant de cinq organisations de consommateurs et de commerçants de viande bovine, déposées entre juin et décembre 1996.

## DÉPÊCHES

■ **PÉDOPHILIE** : quelque 70 personnes ont été mises en examen pour « recel d'images de mineurs de plus ou moins de quinze ans à caractère pornographique, fixées ou enregistrées en vue de leur diffusion », par Sophie Clément-Mazetier, juge d'instruction à Créteil, après l'interpellation de 88 personnes, mardi 27 mai (Le Monde du 29 mai).

■ **INDEMNISATION** : l'Etat devrait verser 10 millions de francs pour indemniser les victimes des affaissements miniers d'Auboué et de Moutiers (Meurthe-et-Moselle). Quelque 1 500 personnes ont manifesté, mercredi 28 mai, devant le siège de Lormines, filiale d'Usinor-Sacilor qui exploitait les mines de fer lorraines, pour protester contre les retards de la procédure d'indemnisation.

■ **POLICE** : la Ligue des droits de l'homme (LDH) a décidé de porter plainte après les « brutalités » commises contre M<sup>e</sup> Dominique Noguères, membre du comité central de la LDH, lors d'un rassemblement de sans-papiers devant la préfecture de police de Paris, lundi 26 mai. Elle dénonce la « multiplication des violences policières » contre les sans-papiers et les militants de Droit au logement (Le Monde daté 25-26 mai). Les présidents du Syndicat de la magistrature et du Syndicat des avocats de France ont écrit, mardi, au ministre de l'intérieur pour réclamer des mesures contre ce qui constitue, selon eux, « une action concertée, en dehors des lois de la République, des forces de police ».

■ **ATTENTAT** : un restaurant McDonald's a été gravement endommagé par une explosion criminelle à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), dans la nuit de mercredi 28 à jeudi 29 mai. L'attentat, commis avec un engin composé d'une bouteille de gaz de 13 kilos, n'a pas été revendiqué mais est attribué par la police aux indépendantistes d'Iparretarrak.

## Les principales autres réquisitions

### ● Anciens dirigeants de l'OM :

- Jean-Pierre Bernès (directeur général) : deux ans de prison dont dix-huit mois avec sursis, 1 million de francs d'amende.
- Claude Ghidalia (responsable de la régie publicitaire officieuse du club) : deux ans dont un avec sursis, 1 million de francs d'amende.
- Elie Fellous (directeur financier du groupe Tapie, trésorier de l'OM) : deux ans dont dix-huit mois avec sursis, 1 million de francs d'amende.
- Michel Hidalgo (manager général) : un an avec sursis, 500 000 francs d'amende.
- Jean-Louis Leveau (vice-président) : deux ans avec sursis, 1 million de francs d'amende.
- **Autres prévenus** :
- Ljubomir Barin (intermédiaire

croate) : dix-huit mois de prison dont douze avec sursis, 500 000 francs d'amende.

- Tomislav Blazevic (ancien entraîneur de Nantes) : 10 mois avec sursis, 250 000 francs d'amende.
- Jean-Louis Haguener (homme d'affaires) : quinze mois avec sursis, 500 000 francs d'amende.
- Enfin, le substitut a demandé que les trois hommes sous le coup d'un mandat d'arrêt international soient condamnés par défaut. Il s'agit de l'avocat britannique Melvyn Stein et de son compatriote expert-comptable Lennard Lazarus (un an d'emprisonnement pour chacun). Le troisième, le Grec Spyros Karageorgis, est un personnage central du dossier. Il est suspecté d'avoir été le faux facturier et l'intermédiaire de l'OM dans plusieurs opérations de corruption. Le substitut a réclamé contre lui deux ans d'emprisonnement et une amende de 2 millions de francs.

## Un décret modifie le fonctionnement du Comité national d'éthique

LE CONSEIL DES MINISTRES du 28 mai a adopté un décret modifiant certains aspects du fonctionnement du Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Ce comité avait été créé par un décret du 25 février 1983 avant d'être consacré par la loi de bioéthique du 29 juillet 1994. S'il ne remet pas en cause les principes, la composition et le fonctionnement de cette structure chargée de donner des avis sur les problèmes éthiques soulevés par les progrès réalisés en biologie et en médecine, le nouveau décret apporte un certain nombre d'aménagements qui, au fil du temps, étaient apparus indispensables.

Le mandat des membres devient d'une durée de quatre ans et n'est plus renouvelable qu'une seule fois. Cette mesure devrait permettre de mettre un terme à des fonctions

qui, pour certains membres, apparaissaient être sans limite dans le temps. « En cas d'absence prolongée d'un membre du comité au cours de son mandat, un collègue [...] peut déclarer le poste vacant », précise le décret. Il s'agit ici d'en finir avec une pratique trop fréquente qui voyait certains membres ne jamais participer aux séances de travail du comité tout en n'hésitant pas à faire état de leur appartenance à cette prestigieuse structure. Plusieurs des membres actifs du comité ne cachaient pas, en privé, leur irritation devant une telle attitude qui pénalisait le fonctionnement d'un comité dont les avis, bien que dépourvus de poids juridique, pèsent de plus en plus lourd dans le développement des recherches scientifiques et médicales.

J.-Y. N.



"MEMOIRES D'IMMIGRES"

EN EXCLUSIVITE SUR CANAL+.  
LA PAROLE EST À CEUX  
QUI NE L'AVAIENT  
JAMAIS PRISE.

UN DOCUMENTAIRE-EVENEMENT LE VENDREDI 30 MAI À 20H30.  
Ce documentaire en trois volets de Yamina Benguigui répond à l'oubli et à l'ignorance d'un passé pourtant proche, pour mieux comprendre la situation actuelle et apprécier son évolution. Un document d'utilité publique qui donne la parole à ceux qui ne l'avaient jamais prise.

Pendant qu'on regarde **CANAL+**  
au moins on n'est pas devant la télé.

## DISPARITION

■ **MAHMOUD TABRIZI-ZADEH**, musicien, est mort vendredi 23 mai à Paris, d'un cancer foudroyant. Il était âgé de quarante-cinq ans. Né en Iran le 23 août 1951, et installé en France, Mahmoud Tabrizi-Zadeh enseignait la musique à la Sorbonne depuis 1980. C'était un spécialiste des musiques perse, turque, arménienne et arabe, qui avait appris le zarb, le violon et le kamantcheh. Il avait commencé à travailler avec Peter Brook en 1984, alors que le metteur en scène préparait le *Mahabharata*, son spectacle-somme, créé à Avignon en 1985. Depuis, Mahmoud Tabrizi-Zadeh avait accompagné de sa musique *La Tempête*, *L'Homme qui et Qui est là*. Il avait par ailleurs collaboré avec Peter Gabriel à la bande originale du film de Martin Scorsese *La Dernière Tentation du Christ*. Il devait interpréter, en juillet, la musique qu'il avait écrite pour *Milarepa*, pièce d'Eric-Emmanuel Schmitt inscrite au programme du Festival d'Avignon.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Décès

— La baronne de Barbot, son épouse,  
Les docteurs Pierre et Patricia Dupont, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Peyre, ses enfants,  
Lorraine, Aline, Flora, Estelle, Maryse, Cédric, Adrien et Nicolas, ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Nicole de Barbot, sa sœur,  
ont la douleur de faire part du décès du

## colonel de BARBOT,

commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 et des TOE, médaille de la Résistance,

survenu le 26 mai 1997, à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 mai, à 11 h 30, en l'église de Salbris (Loir-et-Cher).

Coursangeon, Souesmes, 41300 Salbris.

— Jean et Janine Cau, son frère et sa belle-sœur, Michel et Claude Duval, Jeannette Logeais, Jacques et Yvette Duval, Hervé et Hélène Duval, Alain et Sylvie Duval, ses enfants, Ses petits-enfants Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond DUVAL,  
née Juliette CAU,

survenu le 22 mai 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 27 mai 1997, en l'église de Beslon (Manche), dans l'intimité familiale.

27, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

*Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

## NOMINATIONS

## ASSISTANCE PUBLIQUE

**Antoine Durrleman**, conseiller du premier ministre pour les affaires sociales, a été nommé en conseil des ministres, mercredi 28 mai, directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP). (*Lire aussi page 8.*) Il remplace Alain Cordier, qui a démissionné le 21 mars pour prendre la présidence du directoire de Bayard-Presses.

[Antoine Durrleman, né le 31 juillet 1951, à Lille, est ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm et agrégé de lettres classiques. Ancien élève de l'ENA (1979-1981), auditeur (1981-1985), puis conseiller référendaire à la Cour des comptes (1985), il est chargé de mission pour les questions de Sécurité sociale au cabinet du premier ministre, Jacques Chirac, de 1986 à 1988. Après avoir réintégré pendant trois ans la Cour des comptes, il devient de 1991 à 1995 délégué général aux affaires sanitaires et sociales de la Ville de Paris. Depuis mai 1995, il était conseiller pour les affaires sociales auprès d'Alain Juppé, premier ministre.]

## SANTÉ

**Emmanuel Jaccoulet**, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Martinique, a été nommé, mercredi 28 mai, en conseil des ministres, directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Guyane.

[Né le 26 février 1939, Emmanuel Jaccoulet est licencié en droit et diplômé de l'Ecole nationale de la santé publique de Rennes. Depuis 1968, il a occupé divers postes dans les hôpitaux de métropole (Boulogne, Roubaix) et des départements d'outre-mer (Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Cayenne), avant d'être nommé, en février 1992, directeur de la Ddass (Direction des affaires sanitaires et sociales) de la Martinique.]

**Philippe Garsaud**, médecin au centre hospitalier universitaire de Fort-de-France, a été nommé, mercredi 28 mai, en conseil des ministres, directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Guadeloupe.

[Né le 10 avril 1956 à Bordeaux, Philippe Garsaud est docteur en médecine, titulaire d'un doctorat de droit public et d'un master

in business administration de l'Institut supérieur des affaires. Après avoir notamment travaillé pour des mutuelles (1989), puis comme praticien au CHU de Bordeaux (1990), il était médecin au département d'information médicale au CHU de Fort-de-France.]

**Vincent Le Taillandier de Gabory**, directeur du centre hospitalier du Havre, a été nommé, mercredi 28 mai, en conseil des ministres, directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de la Martinique.

[Né le 15 août 1947 à Virsac (Gironde), Vincent Le Taillandier de Gabory est diplômé de l'IEP de Bordeaux, ancien élève de l'Ecole nationale de la santé publique de Rennes et docteur en droit. En 1974, il est assistant au CHU de Bordeaux, avant d'être nommé directeur du centre hospitalier de Meulan (Yvelines) en 1976, puis à la direction des affaires médicales au CHU de Lyon (1979-1983). En 1983, il est nommé directeur de l'hôpital d'Eaubonne (Val-d'Oise) et, en 1989, directeur de l'hôpital du Havre, le plus grand établissement non universitaire de France.]

## Anniversaires de décès

— Il y a un an disparaissait

Michèle LEIBOWITCH,  
professeur de dermatologie,  
médecin des hôpitaux.

Nous, ses amis, ses élèves, ses collègues, pensons à elle avec tendresse, nostalgie, admiration et respect. Elle est toujours parmi nous.

— Il y a un an, le 30 mai 1996,

Michèle LEIBOWITCH  
nous a quittés.

Sa famille, avec celles et ceux qui l'ont connue et aimée, se souviennent.

— Il y a six ans,

Patrice MALTERRE,  
ingénieur INSET,  
chargé de mission Transcet,  
cofondateur-gérant,  
de Métram-Semaly,  
rénovateur du tramway en France,

quittait les siens.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Son épouse,  
Sa fille,  
Sa tante et marraine,  
Ses cousins.

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 26-mardi 27 mai sont publiés :

● **Chartres** : un arrêté relatif à la mise à l'étude d'une directive de protection et de mise en valeur des paysages destinée à préserver les vues sur la cathédrale de Chartres.

● **Allocation** : un arrêté relatif au montant du plafond de base de l'allocation de rentrée scolaire pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1997 au 30 juin 1998. Il est fixé à 77 182 francs.

● **Santé** : les conventions constitutives des agences régionales de l'hospitalisation de la Guadeloupe et de la Martinique.

Au *Journal officiel* du mercredi 28 mai sont publiés :

● **Détenus** : un arrêté fixant la liste des autorités administratives et judiciaires avec lesquelles les détenus peuvent correspondre sous pli fermé.

## Expositions

— **LEE MILLER, 1944-1945.**

Exposition de 105 photographies en noir et blanc de Lee Miller, photographe et correspondante de guerre de l'armée américaine, réalisées lors de l'avancée des troupes alliées en France et en Allemagne, depuis le débarquement en Normandie jusqu'aux derniers retranchements nazis en Bavière.

Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation.

14, avenue Berthelot,  
Lyon 7<sup>e</sup>.

Renseignements : 04-78-72-23-11.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :  
**01-42-17-29-94**  
Télécopieur : **01-42-17-21-36**

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 105 F  
Abonnés et actionnaires ... 95 F  
Communicat. diverses .... 110 F  
Thèses étudiants ..... 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

## Jeunes diplômés

à la recherche d'une formation professionnelle

## Cadres, ingénieurs, techniciens

à la recherche d'une spécialisation ou d'une reconversion

## Responsables de formation

à la recherche d'une information fiable et pratique

1 000 formations de troisième cycle en formation initiale ou continue  
passées au crible  
de l'évaluation

Sélectivité, partenariat, professionnalisation,  
habilitation : quatre critères  
pour mieux choisir  
Plus toutes les informations pratiques  
pour s'inscrire

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

**BON DE COMMANDE « LES GUIDES ET PALMARÈS » 1997**

A retourner à : Boutique *Le Monde*, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

**Oui**, je souhaite recevoir :

- Les résultats des classes préparatoires  
 Les résultats des IUT et STS  
 Les résultats des lycées au baccalauréat  
 Les troisièmes cycles

Prix unitaire frais de port compris : 34 F.

**TOTAL** :  Montant : ..... FF

Etablissement : .....

Nom : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code postal

**Mode de règlement :**

Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre du *Monde*

Carte bancaire n°

Date et signature obligatoires

Je souhaite recevoir une facture acquittée.

## LÉGISLATIVES 97

RÉSERVEZ  
DÈS AUJOURD'HUI  
LA BROCHURE

*Le Monde*  
LÉGISLATIVES 97

Histoire d'une dissolution,  
récits de six semaines de campagne,  
les enjeux, les candidats, les programmes...  
et les résultats des 577 circonscriptions

Une publication de référence, 150 pages, 45 F  
à réserver chez votre marchand de journaux  
ou par correspondance.

Parution :  
11 juin

Oui, je souhaite recevoir  ex. de la brochure législatives 97  
Prix unitaire : 45 F (frais de port compris).

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code postal :

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire ou postal.

Bon de commande à retourner à : Boutique *Le Monde*,  
21 bis, rue Claude-Bernard - 75242 Paris Cedex 05

— M<sup>me</sup> François Paitre,  
née Tatiana Ploskonny,

En union avec ses quatre enfants et ses neuf petits-enfants,

A la douleur mêlée d'espoir de faire part du retour dans la maison du Père de son mari bien-aimé

**François PAITRE**,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier dans l'ordre national du Mérite,  
croix de guerre 1939-1945,  
capitaine de réserve ABC,  
docteur en droit d'Etat,  
secrétaire général honoraire du PAH.

Elle prie ses amis de l'aider par leur prière ou leur sympathie à vivre jusqu'au moment où Dieu voudra bien les réunir pour continuer ensemble leur chemin vers la vie éternelle.

Elle s'excuse de ne pouvoir répondre individuellement.

58, rue Jean-Boulevard,  
76310 Sainte-Adresse.

— Le groupe de physique théorique de l'Institut de physique nucléaire de Lyon a la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami

**Alain PARTENSKY**,  
chargé de recherche au CNRS,  
chargé de communication  
à l'université Claude-Bernard Lyon-1  
et à l'IN2P3,

survenu le vendredi 23 mai 1997.

— Hélène et Claude Ravilly,  
Sophie et Jean-François Toussaint,  
Christine et Cyril Ravilly,  
Johanne Ravilly,  
ses enfants, petits-enfants  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

**Gabriel RAVILLY**,  
qui s'est éteint dans sa quatre-vingt-septième année, le 26 mai 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Boussey (Eure), le 29 mai 1997.

— M<sup>me</sup> Claire Savy,  
son épouse,  
Ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Toute sa famille  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès du

docteur  
**Bernard-Claude SAVY**,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
ancien député de la Nièvre,  
membre du conseil national  
de l'ordre des médecins,  
président de l'UNAM,  
secrétaire général  
des clubs Avenir et Liberté,

survenu le 28 mai 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le samedi 31 mai, à 10 h 30, au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, à Paris-17<sup>e</sup>.

8, rue Sainte-Marie,  
92400 Courbevoie.

— Paris, Caracas.

M. Antonio Aparicio Herrero,  
son époux,  
M. Antonio Aparicio Vernon,  
son fils,  
M<sup>me</sup> Sol Aparicio-Léger,  
sa belle-fille,  
et toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Maritza VERNON DE APARICIO**

survenu à Caracas, le 26 mai 1997.

## Remerciements

— Françoise, Sylvie et Michèle Brun,  
Simone Brun-Féret.

très touchées par les nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

**Jacques BRUN**,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

**VITICULTURE** Un colloque vient de se tenir à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), avec la participation du Centre international des recherches pour la viticulture de

montagne (Cervim), installé en Italie dans le Val d'Aoste, sur la protection des terroirs viticoles méditerranéens. ● LE VIGNOBLE de Banyuls est classé zone de montagne. Il au-

rait pu disparaître, victime, au milieu des années 60, d'une crise profonde : les vignes s'étaient alors approchées du seuil critique de 1 500 hectares. Aujourd'hui, quelque

1 700 hectares sont plantés. ● LES COLLECTIVITÉS LOCALES, le Conservatoire du littoral et l'Union européenne ont contribué à cette renaissance, qui passait aussi par une

maîtrise des projets immobiliers : l'idée était de ne pas aménager la Côte Vermeille comme le fut celle du Languedoc-Roussillon à l'époque du « tout tourisme ».

## A Banyuls, les jeunes reviennent à la vigne

Menacée de disparition dans les années 60, l'appellation catalane issue d'un vignoble « héroïque » à flanc de coteau, appuyé sur 6 000 kilomètres de murettes, revient de loin. La production d'un vin de qualité a permis de sauvegarder un patrimoine ancestral

**BANYULS-SUR-MER**  
(Pyrénées-Orientales)  
de notre envoyé spécial

« Vous pratiquez une viticulture héroïque. » Elle a bien plu, cette formule lancée par Giorgio Vola, directeur du Centre international des recherches pour la viticulture de montagne (Cervim), dans la vallée d'Aoste, en Italie. Devant ce parterre de vignerons réunis début mai à Banyuls (Pyrénées-Orientales), elle a fait d'autant plus mouche que le groupement inter-producteurs Banyuls-Collioure organisait, avec ses homologues de Port-Vendres et de Cerbère, un colloque autour du même thème fédérateur : la protection des terroirs viticoles méditerranéens.

Menacé, ce vignoble en coteaux classé zone de montagne – 15 kilomètres de long sur 6 de large seulement, sur quatre communes au

sud de Perpignan, regroupant, sur quelque 1 700 hectares, entre Pyrénées et Méditerranée, quelque 1 500 producteurs ? En fait, à l'image de leurs vins élevés lentement en foudres, demi-muids ou barriques, c'est une lente prise de conscience des vignerons sur la valeur de leur patrimoine – trop longtemps négligé – qui a tout déclenché et, par là, sauvé le vignoble. Un terroir, il est vrai, pas tout à fait comme les autres. « Les vignes qui surplombent Banyuls, Collioure et Port-Vendres sont soutenues par 6 000 kilomètres de murettes, soit 1 000 kilomètres de plus que la muraille de Chine ! Elles ont été construites en pierres sèches, selon des techniques très savantes d'assemblage, par des générations de vignerons. S'il fallait les reconstruire aujourd'hui, 1 milliard de francs serait nécessaire, soit le

produit des quatre taxes locales de nos communes pendant soixante-quatre ans », soutient, en homme précis, Pierre Rapidel, président du syndicat du cru de Banyuls.

### BARRAGE ANTI-FEU

D'où l'impérieuse nécessité de préserver ces murettes, sur des pentes dont la déclivité peut atteindre 40 %. « N'oubliez pas que nous sommes en climat méditerranéen. Sans les murettes, avec une pluviométrie qui peut atteindre 100 à 150 millimètres/heure à l'automne, le vignoble serait transformé en oued et très vite en djebel », prévient un vigneron. Autre aspect, très fortement mis en avant : le rôle de coupe-feu naturel joué par les vignes : « Nous avons eu à pâtir encore tout récemment de violents incendies partis d'Espagne. Nombre de ces sinistres qui ont « sauté » les

Albères se sont arrêtés dès les premiers rangs de ceps », démontre-t-on, photos à l'appui. Une évidence sur les hauteurs de Banyuls : « Nous faisons de la prévention en amont. Le maintien et l'entretien du vignoble dont les vendanges se font encore à la main, sans aucune mécanisation, valent mieux que l'achat et l'entretien de ruineuses flottilles de Canadair ! »

De fait, le vignoble revient de loin. Au milieu des années 60, il fut victime d'une crise profonde, attribuée à la mainmise du négoce des spiritueux sur les vins doux naturels. « On vendait nos vins en vrac, se souvient encore, scandalisé, Philippe Albert, viticulteur. La plupart des jeunes ont fui la vigne. Moi-même, j'ai travaillé comme docker à décharger des oranges à Port-Vendres. Dans le même temps, la population viticole a vieilli, les murettes se sont dégradées, le savoir-faire a été à deux doigts de disparaître. » Pire, selon une étude émanant d'un cabinet de consultants, près de 700 hectares du cru ont été abandonnés en une trentaine d'années. Et le passage à un seuil inférieur à 1 500 hectares eût signé la mort du vignoble.

Aujourd'hui, la situation s'est inversée. Les jeunes, devenus pour la plupart pluriactifs, reviennent sur les exploitations. Des stages sont organisés avec des vignerons âgés et volontaires pour réapprendre l'art de construire et d'entretenir une murette. Il existe depuis peu une « vigne-école, la vigne des enfants ». Les fameux « peus de gall » (pieds de coq en catalan), cet ingénieux et ancestral système de rigoles entrecroisées en X permettant l'écoulement des eaux,

### Entre mer et montagne



est amoureusement entretenu. Patiemment, les trois caves coopératives, les vingt-cinq caves particulières, ont repris en main la situation. 90 % environ de la production se vend en bouteilles. « Nous avons porté tous nos efforts sur la qualité du produit – il ne faut surtout pas se battre sur des volumes ! –, organisé un circuit court grâce à un réseau de cent cinquante agents exclusifs. Résultats : nos hauts de gamme auprès d'une clientèle ciblée « marchent » très fort, tandis que les bas de linéaires déclinent », s'enorgueillit Pierre Rapidel, président du syndicat.

### RAJEUNIR L'IMAGE

Pour l'heure, son principal souci commercial est de gommer l'image passiste des vins doux naturels, des « vins de vieilles dames ». Un effort collectif donc, et une prise de conscience volontairement élargis et associant les

prescripteurs économiques : restaurateurs, sommeliers, œnologues, cavistes, écoles hôtelières... Les collectivités locales, le Conservatoire du littoral ont encore contribué à cette renaissance, y compris en maîtrisant la promotion immobilière. Leitmotiv : ne pas « aménager » la Côte Vermeille comme le fut celle du Languedoc-Roussillon à l'époque du « tout tourisme ». Enfin, on s'en félicite ici à haute voix, la Communauté européenne a joué le jeu. Au titre des aides agri-environnementales, pour le rôle protecteur du vignoble sur l'érosion, l'incendie et les inondations, les communes du cru percevront bientôt des primes pouvant s'élever jusqu'à 3 500 francs à l'hectare, et ce pendant cinq ans.

Hors de question pour autant de transformer le cru en vignoble musée. « Nos jeunes ne vivent pas d'esthétique », réaffirme-t-on. Oui, en revanche, à un développement « durable ». « Cela induit un souci permanent de protection des terroirs viticoles contre les agressions. Celles-ci changent de nature », avertit Jacques Maby, du laboratoire de géographie de l'université d'Avignon. Cet homme parle en connaisseur. Il enseigne non loin de Tavel, en vallée du Rhône. De ce vignoble de 900 hectares classé AOC, il subsiste aujourd'hui... 154 hectares. La construction de villas et de l'autoroute, l'élargissement des routes nationales, l'agrandissement des carrières et des entreprises, le TGV et une centrale EDF ont fait leur œuvre. Cela en moins de trente ans.

Jean Menanteau

## Les Italiens, pionniers et fédérateurs

**BANYULS-SUR-MER** (Pyrénées-Orientales)  
de notre envoyé spécial

« Bacchus apertos colles amat » (« Bacchus aime les collines ouvertes »). Au colloque organisé à Banyuls sur la protection des terroirs viticoles, Giorgio Vola, le directeur italien du Centre international des recherches pour la viticulture de montagne (Cervim), s'est souvenu de cette formule. Pour les Anciens, en effet, les meilleurs vins étaient ceux issus des vignes de collines et de montagne. Aujourd'hui, cette viticulture immémoriale, dite de « forte pente », semble être l'objet d'un regain d'intérêt. Au point que l'Unesco songe à classer certains sites.

Cela non seulement du fait qu'ils produisent des vins aux caractéristiques aromatiques remarquables, mais aussi pour le rôle que jouent ces vignobles en matière socio-économique et surtout environnementale : lutte contre la désertification et l'érosion, rôle

de coupe-feu naturel en région méditerranéenne, forte valeur ajoutée touristique... Mais, prévient Giorgio Vola, « ces terroirs marginaux sont gravement menacés en Europe. D'innombrables exploitations ferment leurs portes, pénalisées qu'elles sont par les coûts d'aménagement et de production, le vieillissement des populations. En Italie, le vignoble piémontais perd près de 2 000 hectares par an ».

En créant, en 1987, le Cervim, doublé d'un vignoble expérimental au pied du Mont-Blanc, les Italiens ont été pionniers, eux qui ont réussi à fédérer autour de la viticulture de montagne des pays tels que l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et le Portugal. En se rapprochant des viticulteurs pyrénéens, sans doute estiment-ils pouvoir davantage peser dans la balance communautaire. « Bacchus Bruxelles amat ? »

J. M.

## Aix-les-Bains veut revenir à la hauteur de sa réputation thermale

**CHAMBÉRY**

de notre correspondant

Aix-les-Bains pousse un ouf ! de soulagement. Bloquée depuis de longs mois par des tergiversations administratives, la construction des nouveaux thermes devrait démarrer. Ce chantier d'Etat de 287 millions de francs, subventionné à hauteur de 100 millions par les collectivités territoriales, ne sera pas achevé avant la fin du siècle. Réclamé depuis sept ans par les élus, il est censé donner un nouveau souffle à une commune de 25 000 habitants, longtemps première cité thermale de France mais désormais devancée par Dax : entre 1986 et 1996, le nombre des curistes a chuté de 52 800 à 37 800. « 700 millions de francs de moins en dix ans pour l'économie aixoise », estime Pascal Bourrier, porte-parole du collectif des commerçants, hôteliers et médecins.

Cette chute s'inscrit certes dans un contexte général de baisse du thermalisme (- 8 % sur dix ans). Mais elle résulte pour une bonne part de causes internes. Propriété de l'Etat, les thermes, spécialisés dans la rhumatologie, ont très mal vieilli, alors que la concurrence se faisait plus vive. Leur bâtiment, un « paquebot » de 55 000 mètres carrés datant des années 30 et surélevé en 1970, apparaît aujourd'hui inadapté : les curistes, d'une moyenne d'âge de soixante-cinq ans, errent en peignoirs dans les immenses couloirs d'une structure où les soins sont dispersés sur six étages desservis par dix-neuf ascenseurs...

Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Aix vit au rythme des saisons de cure. Premier employeur, les thermes comptent 650 personnes dont 400 permanents, font vivre plus d'une centaine de médecins et quelque 400 commerçants. Ils génèrent un chiffre d'affaires annuel proche des 570 millions de francs. Certes, le temps est loin où ses baignades attiraient des têtes couronnées du monde entier. Transformés en copropriétés, les palaces du début du siècle, cachés sur les hauteurs, témoignent de ce passé

glorieux, dont Aix garde une telle nostalgie que le sujet est tabou. « Ici, on appelle ça le syndrome de la reine Victoria », commente en souriant Geneviève Frieh, passionnée d'histoire locale et chargée de mission au conseil général.

### LA FIN DES PROBLÈMES D'HYGIÈNE

Après la guerre, Aix a fait contre mauvaise fortune bon cœur, lorsque le thermalisme social a remplacé les aristocrates : le nombre des curistes ne cessait d'augmenter. C'est à partir des années 80 que de multiples difficultés se sont accumulées avec, surtout, de graves problèmes d'hygiène qui ont terni durablement la réputation des thermes.

En 1995, la Cour des comptes a même suggéré leur fermeture. En 1989-1990, plusieurs curistes victimes de légionelloses (forme aiguë de pneumopathie, parfois mortelle), avaient déposé plainte.

Des rapports avaient confirmé la présence de légionelles – bactéries se développant dans les milieux chauds et humides – ainsi qu'une pollution fécale à la sortie des sources. Due à une forte urbanisation et à un terrain karstique, elle n'a pu être totalement éliminée. Et l'épisode de la légionellose a valu au directeur, Jean-François Bénévisse, d'être condamné en appel, le 28 mai, à une amende de 25 000 francs pour « tromperie sur la qualité substantielle et la composition thermique de l'eau ».

Jean-François Bénévisse – muté depuis à la tête de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Dijon – aura pourtant passé dix ans à tenter de bâtir un avenir : sous son impulsion, 25 millions ont été investis dans de nouveaux forages à plus de 2 000 mètres, apportant chaque jour 4 millions de litres d'eau vierge de toute pollution. Des pro-

grammes de désinfection draconiens ont été mis en œuvre. Il s'est, par ailleurs, battu pour faire admettre par les ministères de la santé et des finances le principe d'une vaste opération de reconstruction-rénovation, estimée à 450 millions, avec un nouvel établissement d'une capacité de 24 000 curistes – dont la construction va démarrer –, puis la rénovation du bâtiment actuel.

Le départ de Jean-François Bénévisse, qualifié de « promoteur du renouveau du thermalisme aixois » par le maire RPR André Grosjean, inquiète les acteurs locaux, qui soupçonnent l'Etat de traîner les pieds. « La période actuelle de perte de clientèle va certainement durer plus de dix ans », estimait, plutôt pessimiste, un rapport réalisé en 1995 par la Fédération des commerçants aixois.

Philippe Révil

## Chaîne humaine contre le projet de centrale EDF sur l'estuaire de la Loire

**NANTES**

de notre correspondant

La fédération antinucléaire de la Loire-Atlantique organise une manifestation sur le site du Carnet, les samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, contre le remblaiement de 51 hectares de zones humides prévu par EDF en vue de l'implantation d'une centrale électrique sur l'estuaire de la Loire. Une chaîne humaine doit se déployer dimanche à la mi-journée sur les 75 kilomètres séparant, sur la rive sud du fleuve, le pont de Saint-Nazaire et le pont de Cheviré, à Nantes. 45 000 personnes sont nécessaires pour atteindre cet objectif.

Le projet d'EDF est sous le coup d'un sursis à exécution décidé par le tribunal administratif de Nantes, en attendant l'examen au

fond de l'arrêté préfectoral qui a autorisé les travaux (Le Monde du 8 mai). Si le tribunal administratif annule cet arrêté, EDF devra recommencer l'enquête publique préalable au remblaiement. Il lui faudra alors faire vite, car la déclaration d'utilité publique autorisant la construction d'une centrale nucléaire sur le site expire en mars 1998. Signée en 1987 par Jacques Chirac, elle avait été renouvelée en 1993 par Pierre Bérégovoy et ne pourra pas être prolongée une seconde fois. Au-delà de mars 1998, toute la procédure serait alors à reprendre. Lors de la campagne des législatives, Lionel Jospin a promis à Nantes qu'en cas de victoire de la gauche « il n'y aura pas de centrale nucléaire au Carnet ».

Adrien Favreau

**CULTURE**  
Publicités  
EN  
RÉGIONS

**THÉÂTRE**  
2 AU 16 JUIN  
LYON 97

**vue sur les docs**  
8<sup>ème</sup> festival international du film documentaire marseillais  
palais du pharo, du 16 au 21 juin 1997

**El naufrago**  
texte et mise en scène Bruno Boëglin  
Du mardi 10 juin au samedi 14 juin à 21 h 30  
au bord du lac Sainte Hélène  
près de Montmélan (CHAMBÉRY)  
Espace Malraux 04.79.85.55.43  
Coproduction de Novothéâtre SARL  
Parc de la Villette - Paris  
Odéon Théâtre de l'Europe  
Espace Malraux, Scène Nationale de Chambéry et de la Savoie.

Pour passer vos annonces dans cette rubrique contactez le  
01.42.17.39.65  
(Fax : 01.42.17.39.24)

**vue sur les docs**  
tél. + 33 (0)4 91 84 40 17  
fax + 33 (0)4 91 84 38 34  
e-mail : vue.sur.docs@hol.fr  
http://www.film-fest-marseilles.com

**CALVITIE**

Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE  
Tél. : 01 53 83 79 79 - Fax : 01 53 83 79 70 - 3617 INFO CHAUVÉ  
Centre Médico-Chirurgical Franklin Roosevelt  
49, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris

# Jospin et ses fidèles

On disait de lui, à droite, que c'était « un moteur Diesel » et que la décision de provoquer des élections législatives anticipées le laisserait évidemment en panne sèche. Les stratèges de la majorité sortante avaient oublié que Lionel Jospin, décrit souvent comme solitaire et taciturne – il n'est ni l'un ni l'autre –, est aussi un lutteur. Pour cette première campagne sans l'ombre du « père », François Mitterrand, et sans la surveillance pointilleuse des « éléphants » du Parti socialiste, le conseiller général du canton de Cintegabelle (Haute-Garonne) n'a pas eu besoin, cette fois, de deux mois, comme en 1995, pour « fendre l'armure ». Il s'est jeté dans la bataille, avec des atouts trop négligés par ses adversaires : une équipe en bon état de marche et la remise au goût du jour, dans un parti encore insuffisamment rénové, du travail collectif.

Pendant cette campagne courte et très personnalisée, où il est apparu comme l'homme-orchestre du PS – du moins jusqu'à l'entrée en lice dans l'entre-deux-tours des « mousquetaires » Martine Aubry, Catherine Trautmann, Ségolène Royal, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Marc Ayrault, Jack Lang et Bernard Kouchner –, Lionel Jospin a pu transformer son image. A le voir débarquer de l'avion avec une équipe de quatre personnes, dans les nombreux déplacements au cours desquels il est allé « passer le témoin » aux candidats, de Tours à Quimper, de Metz à Clermont-Ferrand, de Montpellier à Toulouse, de Poitiers à Villeurbanne, tout en essayant de reconquérir son propre mandat en Haute-Garonne, on aurait pu de nouveau le croire seul aux commandes. « Il a toujours fonctionné en collectif, mais il déteste donner l'image qu'il pourrait avoir une espèce de « bande » autour de lui », explique Dominique Merchez, son attaché de presse. Lionel Jospin n'est pas un homme de réseaux. Il fait travailler plusieurs cercles, plus ou moins formels, dont il aime « croiser » les avis.

Le premier cercle, celui des fidèles, réunit un groupe plutôt hétérogène – où des énarques côtoient des scientifiques – cimenté par un attachement presque sans faille. Ce sont ceux qui ont travaillé avec lui au ministère de l'éducation nationale ou lors de son premier « septennat » à la tête du PS, qui sont restés proches, tout en se reclassant par leurs propres moyens, quand il a failli, en 1992, abandonner la politique – ce que ses détracteurs appellent « sa traversée du bac à sable » –, qui l'ont rejoint lorsqu'il s'est porté candidat à la présidence de la République, qui l'ont suivi lorsqu'il a été plébiscité, en octobre 1995, comme premier secrétaire du PS, qui ont embrayé dès que la dissolution est devenue une évidence.

Daniel Vaillant, le seul dans le parti à qui, dit-on, Lionel Jospin fait totalement confiance, est le premier d'entre eux. Celui qui peut lui conseiller, au lendemain du premier tour, de valoriser les bons résultats des candidates socialistes ou de ne pas se laisser « piéger » par la droite sur l'immigration, en étant à peu près sûr d'être écouté. En marge du PS, Claude Allègre, l'ami de presque quarante ans, est l'autre homme de confiance. Son renvoi de la présidence du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a opportunément ramené l'ancien conseiller spécial du ministre de l'éducation dans l'équipe nationale de campagne. Boîte à idées et cheville ouvrière.

C'est dans ce cercle de fidèles que Lionel Jospin a bâti, non pas son cabinet en bonne et due forme – il n'a pas suivi ses prédécesseurs sur ce point –, mais son « staff fonctionnel ». Henry Pradeaux, son ancien chef de cabinet au ministère de l'éducation, en est le délégué géné-

ral, Nicole Baldet, son assistante, celle qui « gère son temps », Dominique Merchez, son attaché de presse. S'y croisent aussi Christian Sautter, ancien secrétaire général adjoint de la présidence de la République et ancien préfet de la région Ile-de-France ; Pierre Moscovici, chargé des études au secrétariat national et qui était son « budgétaire » rue de Grenelle ; Jean-Christophe Cambadélis, chargé des relations extérieures ; Bertrand Delanoë, sénateur de Paris ; Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'industrie ; Claude Estier, le président du groupe socialiste au Sénat qui a inscrit son « jospinisme » dans la continuité de son mitterrandisme ; et aussi les amis du mitterrandisme ou du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris (l'ancienne circonscription de Lionel Jospin) : Pierre Schapira, Ahmed Ghayet, Vincent Peillon ou encore Gérard Le Gall, l'expert électoral. « C'est une bande qui ne fonctionne pas en clan », assure un proche. Même si deux sous-groupes – l'un autour de Daniel Vaillant et de Bertrand Delanoë, l'autre autour de Pierre Moscovici et de Jean-Christophe Cambadélis – rivalisent d'influence à fleurets mouchetés.

« J'ai une relation de confiance avec Jospin, mais je ne suis pas courtisan. Je suis un peu plus râpeux », explique Gérard Le Gall, qui passe au crible les sondages et les analyses de circonscriptions, tout en étant devenu « le » spécialiste du Front national au PS, au risque de provoquer de solides inimitiés dans l'entourage du « patron ».

Le deuxième cercle, celui des permanents, est interne au parti et s'efforce de transcender les traditionnels « courants ». On y rencontre aussi des secrétaires nationaux, comme le rocardo-jospiniste Manuel Valls, le fabiusien Alain Claeys, l'ex-deloriste François Hollande, l'ex-chevènementiste Pierre Guidoni, Jean-Marie Le Guen, le « patron » de la fédération de Paris, Jack Lang, Alain Richard, Jean-François Gueullette, Yves Colmou. On y a retrouvé, à la faveur de la campagne, l'ancien chef de file universitaire de Mai 1968, Alain Geismar, qui chaque matin, à 7 h 30, a préparé pour le premier secrétaire une revue de presse en guise de hors-d'œuvre à la réunion quotidienne de la cellule communication pilotée par Manuel Valls.

C'est au sein de ce cercle que deux personnalités se sont révélées durant la campagne. Manuel Valls a pris en main, en liaison étroite avec Lionel Jospin, la communication. C'est lui qui a travaillé sur le slogan de la campagne, « changeons d'avenir » ; sur les affiches ; sur les panneaux des meetings se déclinant sous forme de compte à rebours – « dix jours pour changer de majorité » – jusqu'à ce qu'ils soient transformés, le 22 mai, à Toulouse, en cœurs glissant dans une urne ; sur la présentation du programme, le « petit livret vert », diffusé à onze millions d'exemplaires. Pour réussir, Manuel Valls, éliminé au premier tour dans le Val-d'Oise où il affron-

sympathisent. Aquilino Morelle effectue un court passage au cabinet de Bernard Kouchner. A l'inspection générale des affaires sociales, il se spécialise sur les questions de santé publique. En mars 1996, il rejoint le PS, où il travaille au secrétariat aux études tout en devenant la « plume » de Lionel Jospin. Une plume inhabituelle : il n'écrit pas les discours – que le premier secrétaire rédige lui-même à la main et, généralement, au dernier moment – mais livre des trames ou des notes pour des émissions de télévision. « Il n'aime pas que les choses lui arrivent clefs en mains », raconte Aquilino Morelle, qui a rédigé, avec Claude Allègre, Pierre Moscovici, en campagne dans le Doubs et Dominique Strauss-Kahn, le « petit livret vert ». « Plume à la main, Lionel a repris le texte. Il l'a lu ou moins cinq fois. Rien ne lui a échappé », observe le jeune permanent. Un autre jeune,

« Il a toujours fonctionné en collectif, mais il déteste donner l'image qu'il pourrait avoir une espèce de "bande" autour de lui »

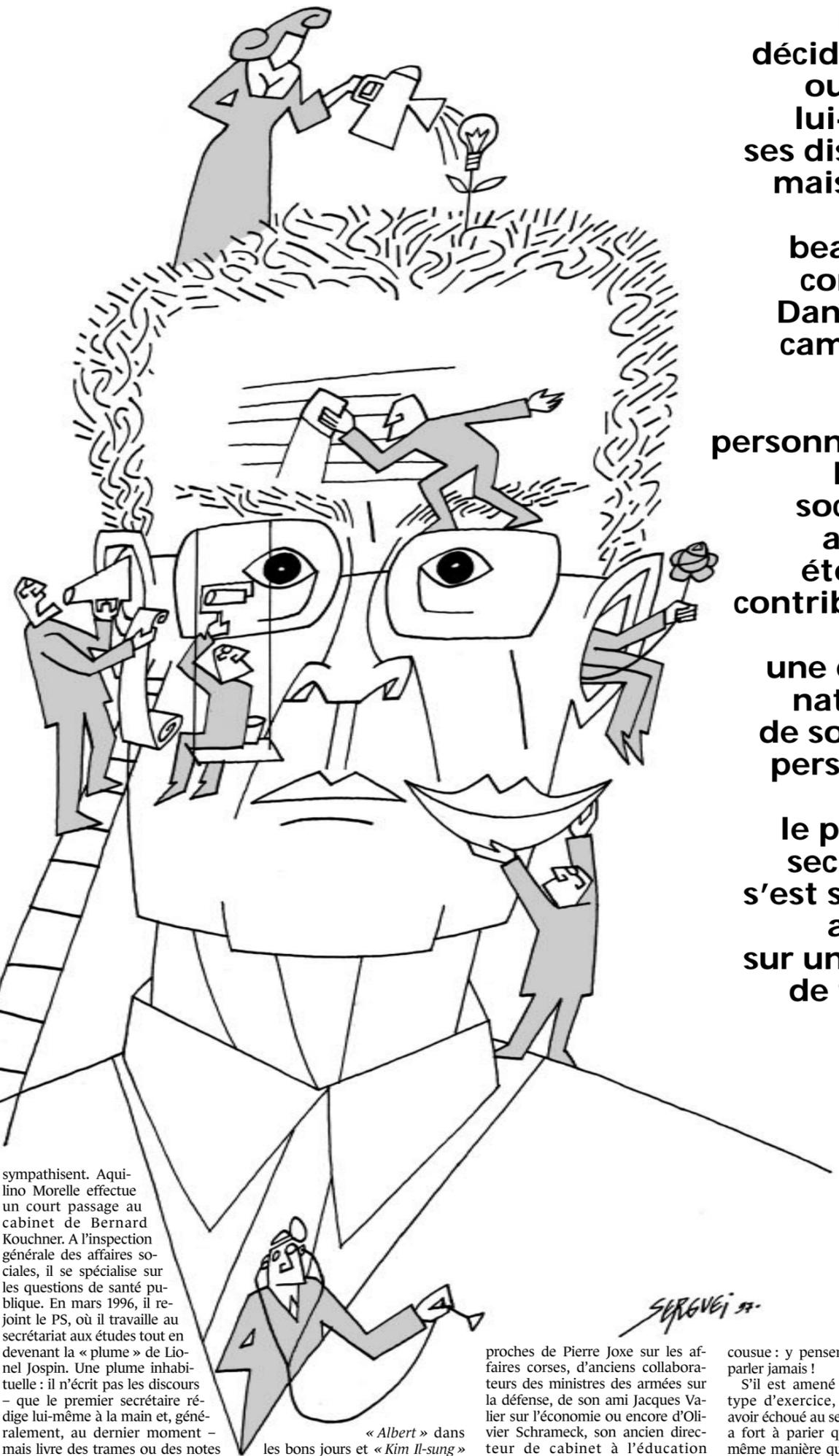
taut... Robert Hue, a assuré la liaison avec les publicitaires comme son ami Stéphane Fouks, Jacques Séguéla, Jean-Pierre Audour, ami du premier secrétaire, et l'homme de télévision Alain Denvers. Il a aussi travaillé avec un « bac+13 » de trente-cinq ans, Aquilino Morelle.

Aquilino Morelle, c'est l'atypique de la « bande », venu au socialisme en rupture avec la « génération Mitterrand ». Interne aux hôpitaux de Paris, il se découvre une soudaine vocation pour Sciences-Po. Il mène les deux de front et atterrit à l'ENA, occasion de rencontrer, au jury qui lui fait subir son concours d'entrée, Pierre Moscovici. Les deux hommes

sympathisent. Aquilino Morelle effectue un court passage au cabinet de Bernard Kouchner. A l'inspection générale des affaires sociales, il se spécialise sur les questions de santé publique. En mars 1996, il rejoint le PS, où il travaille au secrétariat aux études tout en devenant la « plume » de Lionel Jospin. Une plume inhabituelle : il n'écrit pas les discours – que le premier secrétaire rédige lui-même à la main et, généralement, au dernier moment – mais livre des trames ou des notes pour des émissions de télévision. « Il n'aime pas que les choses lui arrivent clefs en mains », raconte Aquilino Morelle, qui a rédigé, avec Claude Allègre, Pierre Moscovici, en campagne dans le Doubs et Dominique Strauss-Kahn, le « petit livret vert ». « Plume à la main, Lionel a repris le texte. Il l'a lu ou moins cinq fois. Rien ne lui a échappé », observe le jeune permanent. Un autre jeune,

le mauroyste Gilles Finchelstein, a assisté le rocardien Alain Bergouinioux, en liaison avec Marc-Antoine Jamet, le très proche collaborateur de Laurent Fabius au groupe de l'Assemblée nationale, pour les « argumentaires » et les « ri-postes » envoyés aux candidats.

Les cercles produisent. Le travail est collectif. Le parti a été largement mis à contribution, à travers ses structures, dans la bataille électorale, avec une équipe nationale de campagne de soixante personnes. Mais tous les membres des équipes Jospin font le même constat que Daniel Vaillant : « Il n'y a qu'un seul chef », Lionel Jospin, surnommé



Il aime décider seul ou écrire lui-même ses discours, mais après avoir beaucoup consulté. Dans cette campagne courte et très personnalisée, le Parti socialiste a certes été mis à contribution, avec une équipe nationale de soixante personnes, mais le premier secrétaire s'est surtout appuyé sur un cercle de fidèles

« Albert » dans les bons jours et « Kim Il-sung » lorsque son autorité se fait trop sentir. Contrairement à François Mitterrand, qui aimait mettre en concurrence ses collaborateurs, Lionel Jospin évite de jouer les uns contre les autres à partir d'une même commande. Il aime toutefois « croiser » les avis. « Il peut, par exemple, raconter un proche qui préfère garder l'anonymat, demander à Sautter une note sur un gouvernement à quinze, à Jean-Paul Huchon une fiche sur le fonctionnement de l'interministériel, à Moscovici une étude sur le rattachement direct du ministère du budget au premier ministre. Il demande des arguments techniques, mais il prend sa décision seul. »

Il décide seul, mais après avoir « utilisé », dans le meilleur sens du terme, ses conseillers. « La » décision apparaît ainsi toujours comme le fruit d'une réflexion collective. Elle résulte aussi des contacts qu'il nourrit, souvent à son domicile, avec le troisième cercle, celui des amis, qui se confond en partie avec le premier. Lionel Jospin aime échanger avec d'anciens hauts responsables de la présidence au temps de François Mitterrand, qu'il s'agisse d'Hubert Védrine ou de Jean-Louis Bianco, chargé d'une mission d'investigation auprès des partis socialistes européens, voire, plus épisodiquement, de Jacques Attali. Il aime aussi prendre l'avis de

proches de Pierre Joxe sur les affaires corses, d'anciens collaborateurs des ministres des armées sur la défense, de son ami Jacques Valier sur l'économie ou encore d'Olivier Schramek, son ancien directeur de cabinet à l'éducation nationale, aujourd'hui secrétaire général du Conseil constitutionnel. Ce dernier n'est pas socialiste et a conservé une totale indépendance, mais le premier secrétaire apprécie « l'éthique » de ce serviteur de l'Etat.

DANS une large mesure, l'équipe Jospin, au sens large, explique la réussite de la campagne socialiste, plus efficace pour laisser apparaître une autre façon de gouverner et une autre conception de la morale publique que pour crédibiliser ses propositions économiques. A trois jours du second tour, elle continue à fonctionner pour la bataille électorale, Lionel Jospin ne cessant de répéter que « l'objectif reste de gagner » et que rien n'est acquis. L'après-1<sup>er</sup> juin fait donc partie du non-dit. Si Lionel Jospin réfléchit à la composition d'un éventuel gouvernement – nécessairement resserré, comme il l'avait promis lors de la campagne présidentielle –, il n'en parle à personne. « Cela se fait, comme disait Montaigne, "en son cabinet" », assure Henry Pradeaux. « On n'en a jamais parlé avec Lionel, renchérit Daniel Vaillant. Si certains disent le contraire, ils se vantent. » « Il y réfléchit, mais seul, ajoute un proche. Il sait qu'il y a beaucoup de gens qui voudraient être sur la photo et il se méfie. » Motus et bouche

cousee : y penser sûrement ; n'en parler jamais !

S'il est amené à procéder à ce type d'exercice, deux ans après avoir échoué au seuil de l'Elysée, il y a fort à parier qu'il le fera de la même manière qu'il avait composé son secrétariat national de dix-huit membres, en octobre 1995. Il s'était bien gardé, alors, de consulter les « courants ». Il avait sollicité individuellement les aspirants et avait soigneusement évité de leur dire avec qui ils se retrouveraient. Illustration de la méthode Jospin. Soucieux de ne pas donner l'impression de « s'y croire déjà », Lionel Jospin ne sourit qu'à demi, soupçonnant des collaborateurs trop bavards quand il voit dans la presse la composition de son futur gouvernement.

Si Matignon lui échoit, c'est aussi dans la structure et le fonctionnement de ce gouvernement qu'il tentera d'imprimer sa marque et sa vision d'une certaine éthique républicaine. « Il évoque toujours en exemple, raconte un acteur de la galaxie jospinienne, l'image des membres du gouvernement israélien qui négociaient, en bras de chemises, avec les Palestiniens alors qu'en France, à l'époque de la guerre du Golfe, même les ministres d'Etat ne savaient pas ce que pensait le chef de l'Etat. » L'équipe Jospin, telle qu'elle a fonctionné durant la campagne et même avant, pourrait alors préfigurer cette « nouvelle méthode de gouvernement » que... Jacques Chirac juge urgent d'« inventer ».

Michel Noblecourt  
Dessin : Sergueï

# Les Etats-Unis, leurs dollars et l'Afrique

**AUX GRAND-MESSES** annuelles franco-africaines toujours empreintes d'un parfum d'allégeance néocoloniale, Washington ambitionne d'opposer des « sommets commerciaux américano-africains » purement pragmatiques. En Afrique, l'Amérique est résolument de retour. Le forcing diplomatique auquel continue de se livrer, dans l'ex-Zaïre, l'ambassadeur américain auprès des Nations unies, Bill Richardson, n'a pas d'autre justification : la stabilisation politique du géant de l'Afrique centrale est l'unique moyen de favoriser la prospérité future de toute la région des Grands Lacs, partant les intérêts commerciaux des Etats-Unis.

On peut discuter de la méthode, des risques pris par l'administration Clinton en favorisant les desseins d'un homme, Laurent-Désiré Kabila, dont l'attachement à la démocratie, aux droits de l'homme et au libre-échange sont, au mieux, sujets à caution, mais l'objectif poursuivi est clair. Face aux enjeux économiques que représente l'ex-Zaïre, les divergences franco-américaines sur la rapidité avec laquelle il était souhaitable que l'ancien président Mobutu abandonne le pouvoir apparaissent aujourd'hui comme des péripéties. En raison de son importance géopolitique et de ses richesses minières, le troisième pays africain par la taille constitue en effet l'une des cibles privilégiées de la stratégie commerciale de Washington sur le continent.

A la fin de la guerre froide, l'Afrique a cessé d'être un terrain de la confrontation Est-Ouest et les Américains demandaient instamment à leur président de s'intéresser d'abord à leurs problèmes domestiques. Cette priorité demeure. Mais, le communisme vaincu, les Etats-Unis sont retournés à leur vocation historique : le commerce. Non que celui-ci ait jamais cessé d'être associé à la diplomatie, mais il l'était par ricochet. Aujourd'hui, il s'agit d'une composante centrale, décomplexée, de la politique étrangère américaine.

Certes, on souligne volontiers à Washington qu'à la différence de la diplomatie purement mercantile de la France, l'Amérique s'intéresse aussi à l'ouverture de nouveaux marchés dans la mesure où cette stratégie est féconde de libertés politiques, de démocratie et de paix, composantes essentielles de la justification toujours un peu « messianique » de l'action extérieure des Etats-Unis. La vraie nouveauté de cette diplomatie du négoce à laquelle Bill Clinton a donné ses lettres de noblesse est de considérer que l'Afrique est une

« cible » comme les autres. Si la partie qui s'est jouée ces dernières semaines au Zaïre était importante, c'est notamment parce que les Américains ont compris tardivement qu'un Kabila tout-puissant à Kinshasa devenait *de facto* un autocrate imprévisible, peut-être même hostile aux visées commerciales de Washington. Les délégations d'investisseurs, notamment américains, qui se sont succédé dans les zones contrôlées par les rebelles avant la chute de la capitale zaïroise, ont un peu atténué les inquiétudes de Washington. M. Richardson se déclare convaincu que Kabila est « *un pragmatique qui devrait apprendre la nécessité d'une économie moderne et ouverte* ». Il reste à l'émissaire américain à persuader le nouveau maître du Congo-Zaïre que l'aide financière internationale sera déboursée à l'aune des progrès accomplis sur le chemin de la démocratie et du libéralisme économique. Soucieux de conforter une « relation privilégiée » naissante, le département d'Etat se contente donc d'« *espérer* » que l'interdiction des libertés politiques sera de « *courte durée* ».

## ECONOMISER ET EXPORTER

Mais c'est devenu une antienne à Washington : la globalisation des échanges fait que les Etats-Unis ne peuvent s'offrir le luxe de négliger un marché inexploité de 600 à 700 millions de consommateurs potentiels. Bill Clinton l'a expliqué sans fard : « *Nos efforts pour aider l'Afrique à se développer créeront davantage d'opportunités pour exporter les biens et services américains, ainsi que davantage d'emplois chez nous. Ces efforts réduiront aussi, à l'avenir, le coût d'une aide humanitaire américaine de grande ampleur.* » Economiser l'aide extérieure, à une période où le dogme est l'équilibre des comptes fédéraux, se prémunir, pour les mêmes raisons, contre les fléaux de la famine et des exodes de réfugiés, éviter, enfin, des opérations de maintien de la paix coûteuses, autant de raisons de participer au « sauvetage » de l'Afrique.

Ces considérations étaient présentes à l'esprit des parlementaires lorsque Charlene Barshefsky, représentante américaine pour le commerce, a récemment exposé au Congrès les grandes lignes d'un projet destiné à « *autoriser une nouvelle politique de commerce et d'investissement pour l'Afrique subsaharienne* », un véritable plan de conquête des marchés africains. Dans le cadre d'un « *partenariat* », les Etats-Unis envisagent la conclusion d'accords de libre-échange avec les pays qui auront pris les mesures adéquates pour

réformer leurs économies et la création d'un « *forum de coopération économique et commerciale* » entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne.

Parallèlement, Washington s'engage à étendre et à assouplir le système de préférences douanières destiné à faciliter l'ouverture des marchés africains. L'Office pour les investissements privés d'outre-mer (OPIC) va créer deux fonds pour aider au financement d'infrastructures. Selon Lawrence Summers, secrétaire adjoint au Trésor, l'administration a reçu un accueil « *extrêmement encourageant* » de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour la mise en place d'une véritable « *stratégie de croissance* » en faveur de pays les plus pauvres. Tout ceci, bien sûr, devra être accompagné d'engagements de la communauté internationale, notamment à l'occasion du « *sommet des Huit* » (G 8) qui se tiendra à Denver, du 20 au 22 juin.

Laurent Zecchini

## Géométrie variable par Leiter



## La greffe écolo sur l'arbre socialiste

Suite de la première page

Le 25 mai, tout s'est passé comme si ces candidats, pour la plupart récents sur la scène politique, avaient provoqué une dynamique locale singulière. Qui aurait pu penser que ces petits nouveaux seraient capables de mettre en ballottage des monuments comme MM. Giscard d'Estaing, Millon ou de Villiers ?

Cette « *génération verte* » a, en particulier, participé fortement à l'impression de renouvellement du personnel politique que le PS voulait donner. Lui-même avait féminisé et rajeuni ses candidats. En introduisant, en sus, une touche d'impertinence écolo, il a pu renvoyer la droite à son syndrome de l'âge des dinosaures.

Il n'y pas là seulement une affaire de dégaine et de frimousse, de femmes en jeans et de boucles aux oreilles des hommes. L'apparence de la classe politique, ses costumes et sa façon de parler qui ne se rencontrent nulle part dans la société, sauf dans les bars des grands hôtels, contribue à élargir la fracture entre le peuple et ses élites. Les écolos sont parmi les rares qui ne sacrifient pas au rituel des poignées de main et des réunions Tupperware le temps seulement d'une élection. Le terrain a toujours été leur biotope ; militantisme de proximité, écoute des autres, prise en compte de la complexité du réel, affirmation collective constituent

leur feuille de route permanente. Ils font, en quelque sorte, de la politique à l'ancienne. Un peu comme le Front national, même si c'est, sur le fond, à l'inverse.

Au-delà du désaveu global du gouvernement Juppé, les bonnes performances des candidats communs Verts-PS s'expliquent aussi par ce type d'investissement local. Les savantes stratégies de « *communication* » froides et lisses des politiques, l'électorat n'a-t-il pas vu dans le comportement de ces nouvelles têtes une préfiguration du « *gouverner autrement* » – toujours promis, jamais appliqué –, c'est-à-dire une façon d'être et d'agir au plus près de la population ? Les scores électoraux de Dominique Voynet, de Michèle Rivasi, de Guy Hascoët, de Danièle Auroi ou d'André Aschieri sont indissociables de leur investissement personnel dans les dossiers qui conditionnent le cadre de vie de leurs électeurs : le canal Rhin-Rhône, la surveillance des effets du nucléaire, la mise en valeur des transports en commun dans les cités du Nord, l'érection d'un « *Giscardoscope* » au cœur des volcans et le doublement de l'autoroute du littoral par l'intérieur du pays niçois.

Les fiançailles du rose et du vert résisteront-elles à l'épreuve d'une union... durable, confrontée aux contraintes du réel et de la culture de gouvernement ? Autrement dit, le programme, sur le fond, rend-il le mariage crédible sur le long terme ?

Verts et PS ont pris ensemble des engagements qu'ils ont consignés, le 28 janvier, dans un document dont on pourrait beaucoup reparler si la gauche l'emportait le 1<sup>er</sup> juin. Ces engagements, loin d'être cosmé-

tiques, se présentent comme « *la base d'une alternative politique* ». Outre les convergences sur la réduction du temps de travail, les conditions mises à la construction européenne, la réorientation de la fiscalité (avec, en particulier, la création d'une taxe à l'énergie) et le renforcement de la citoyenneté – toutes orientations qui sont à la base du programme du PS lui-même –, le texte commun comporte deux mesures spectaculaires qui, si elles sont appliquées, sont grosses de conflits entre le nouveau gouvernement et certains secteurs de la société. Toutes deux se présentent sous la forme d'un moratoire : sur la construction de centrales nucléaires « *jusqu'en 2010* » et sur la continuation du programme autoroutier.

## TESTS REDOUTABLES

En cas de victoire, la gauche devrait donc s'engager dans une réorientation de la politique énergétique française, dépendante du tout-nucléaire. Il s'agit là d'un tournant dont les conséquences financières, écono-

## RECTIFICATIFS

### ELECTIONS LÉGISLATIVES

■ **Isère.** Une inversion de scores s'est glissée dans les résultats du premier tour de l'Isère, publiés dans nos éditions du 27 mai. Brigitte Legal-Robinet, Verts, a obtenu 2 417 voix (5,00 %), et Thierry Lehnebach, Ecologie citoyenne, 593 voix (1,22 %).

■ **Bas-Rhin.** Deux erreurs ont altéré les résultats du Bas-Rhin. Dans la 4<sup>e</sup> circonscription, Jacques Fernique, Verts, a obtenu 2 353 voix (3,73 %) et Karl Goschescheck, Ecologie citoyenne, 155 voix (0,24 %). Dans la 7<sup>e</sup> circonscription, deux

autres résultats ont été inversés : Hugues Stoekel, Verts, a recueilli 4 864 voix (9,76 %), et Michel Jotz, Ecologie citoyenne, 827 voix (1,65 %).

Jean-Paul Besset

miques et sociales sont immenses. Nul doute que cette « *révolution* » provoquera la levée en masse de lobbies puissants. Elle pourrait aussi créer quelques difficultés avec l'autre branche de la nouvelle majorité, les communistes, dont la rénovation n'est pas allée jusqu'à une remise en cause de leur attachement à l'atome.

L'interruption de la construction de milliers de kilomètres d'autoroute supplémentaires ne manquera pas, aussi, de soulever polémiques et agitation. Les secteurs de l'automobile, du transport et des carburants ne s'en laisseront pas sans doute pas compter facilement. Et, au nom de l'emploi, une frange de l'opinion, appuyée par les élus locaux, pourrait se montrer rétive. Si le PS accède au pouvoir, les dossiers du nucléaire et des autoroutes constitueront, sur sa conversion écologiste et, plus largement, sur sa volonté de transformation sociale, des tests redoutables.

Jean-Paul Besset

## PRÉCISION

**FIMALAC** La société-écran Fimalac mentionnée dans notre enquête sur les déboires d'Elf dans l'ex-Allemagne de l'Est (*Le Monde* du 28 mai) n'a strictement rien à voir avec la société financière de droit français du même nom, présidée par Marc Ladreit de la Charrière.

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## L'ordre règne à Kinshasa

**L**AURENT-DÉSIRÉ KABILA a le mérite de la franchise, et de la rapidité. Avant même d'être intronisé, « *devant le peuple* », président de la République démocratique du Congo, l'ancien chef rebelle s'est, en fait, attribué, par décret, tous les pouvoirs. La boucle est ainsi bouclée : après s'être autoproclamé président, avoir interdit tous les partis politiques, repoussé sans fixer aucune échéance l'organisation d'élections, puis formé un gouvernement ne comprenant aucune personnalité de poids de l'opposition, infligeant ainsi un camouflet à Etienne Tshisekedi, l'opposant irréductible à Mobutu, le chef de l'Alliance s'affirme désormais comme seul maître à bord.

Avant même cette proclamation, l'armée avait fait passer le message du nouveau régime. En interdisant le défilé des étudiants favorables à M. Tshisekedi, en brutalisant manifestants et population, en confisquant les images et photos prises par des journalistes étrangers, les militaires faisaient comprendre que l'ordre, désormais, devait régner à Kinshasa.

Un autre ordre, celui de la mort, continue de frapper, dans l'est du pays, les réfugiés rwandais. Les nouvelles autorités de Kinshasa et leurs alliés militaires rwandais interdisent encore aux organisations humanitaires de les approcher ou de leur apporter l'assistance dont ils ont be-

soin. Ils interdisent à la presse internationale et aux représentants de l'ONU d'enquêter. La seule question que semblent se poser les nouveaux maîtres de l'ex-Zaïre est d'une effrayante simplicité : la faim et la maladie suffiront-elles à décimer une population de parias dont personne ne veut, ou faudra-t-il accélérer le mouvement en poursuivant les massacres ?

Les responsables d'organisations humanitaires indiquent tous que la responsabilité de cette « *épuración* » des réfugiés incombe aux officiers tutsis rwandais, qui entourent le nouveau chef de l'Etat. C'est d'ailleurs cette présence d'étrangers au sommet du pouvoir qui devient le plus intolérable aux yeux des habitants de Kinshasa. Si cette tendance se confirmait, si aucun inflexionnement n'était apporté aux dérives actuelles, Laurent-Désiré Kabila deviendrait vite le pantin sanglant d'une armée d'occupation.

Les timides avertissements actuels des puissances occidentales auraient sans doute eu plus de poids si les mêmes pays n'avaient pas soutenu longtemps le régime honni du maréchal Mobutu, qui a ruiné un des pays les plus riches du continent noir. Les errements d'hier ne justifient en aucun cas les lâchetés d'aujourd'hui. Au contraire : il faudrait prendre conscience très vite que le Congo de Laurent-Désiré Kabila risque de ressembler au Zaïre de Mobutu Sese Seko.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomet, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre

Directeur artistique : Dominique Roynet  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».  
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,  
Le Monde Presse, l'ena Presse, Le Monde Prévoyance

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Gilson le médiéviste

**VOILÀ** plus d'un siècle qu'est commencée la réhabilitation du Moyen Age. Sa littérature, son art ont été explorés, on en a découvert les beautés : de cette époque de « *ténèbres* » on fait aujourd'hui une époque de « *lumières* ». Il restait cependant un domaine qui paraissait devoir faire exception : celui de la philosophie ou, pour dire mieux, de la scolastique.

Or, appelé à remplacer à l'Académie française Abel Hermant, qui en a été exclu, M. Etienne Gilson, qui y est reçu cet après-midi en séance publique, prononce, à défaut de l'éloge de son prédécesseur, celui de la scolastique. Mais, au préalable, l'orateur tient à nous faire entendre que le Moyen Age tout entier fut voué à l'intelligence, partant à l'universalité : le Moyen Age, c'est l'époque de la coopération intellectuelle que l'on s'efforce de rétablir aujourd'hui.

Au philosophe et à l'homme de foi qu'est M. Etienne Gilson, c'est M. Pasteur Vallery-Radot, un homme de science et qui confesse son « *ignorance en matière de dogme et d'orthodoxie* », qui répond au nom de l'Académie.

Que M. Gilson soit un médiéviste, nul ne l'ignore. Beaucoup sauront désormais qu'il est aussi lecteur de fabliaux, un homme gai, amateur de bonnes auberges, connaisseur en vins et en fromages. Au moral, il doit à ses origines familiales le bon sens et un certain goût de fantaisie. Voilà l'homme.

Sa vie ? Celle d'un grand universitaire. Humaniste, il se distingue par une vaste compréhension des points de vue différents des nations qu'il exprime « *si loyalement dans [ses] articles du journal Le Monde* ».

(30 mai 1947.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# Pourquoi nous insistons *par le collectif « Nous sommes la gauche »*

La gauche doit gagner les élections. C'est-à-dire que la droite doit les perdre. Il faut attendre le pire de ceux qui parlent de « *Frigidaire* » quand on dit « *hospitalité* », ou qui évoquent la « *mauvaise graisse* » quand on défend le service public. C'est la moindre des raisons. C'est aussi la plus urgente.

Il y a une raison plus positive : la gauche officielle sait à l'occasion sortir de ses gonds, pour peu qu'on l'y oblige. C'était le sens de notre manifestation joyeusement minoritaire du samedi 17 mai. C'était l'objectif du forum qui a suivi, où nous avons interpellé les Verts, le PC, le MDC et le PS sur quelques points qui nous tiennent particulièrement à cœur, cherchés en vain dans leurs programmes. Sous nos questions, les Verts, malgré le refus de leurs alliés électoraux, se sont déclarés favorables à l'abrogation de la loi de 1970 qui criminalise les usagers de drogues.

Le PC, plus habitué à défendre les travailleurs, souhaite la représentation des chômeurs dans les instances administratives et paritaires. Le MDC, théoriquement hostile aux identités infra-républicaines, s'engage à défendre les droits des transsexuels.

Quant au PS, bien qu'ayant voté la loi Joxe, il désire aujourd'hui une « *remise à plat complète des ordonnances de 1945* » relatives à l'immigration.

Les quatre délégués, sans exception, se sont engagés à la création d'un contrat d'union sociale qui permette aux homosexuels la reconnaissance de leurs couples. Pour peu qu'on l'y pousse, la gauche officielle sait donc rompre la politesse des alliances consensuelles et, parfois, tirer le bilan de ses erreurs gouvernementales.

Mais il faut l'y pousser. Il n'y a plus, aujourd'hui, d'imagination ni d'audace propres à la gauche officielle. Il y a, au mieux, un acquiescement tardif et presque honteux aux exigences de la gauche réelle. Si aucun des quatre représentants n'a omis de s'engager à une régularisation des sans-papiers, les critères restent cependant restrictifs, approximatifs et variables : il s'agira des critères des médiateurs de Saint-Bernard, élargis (Verts), amputés (PS) ou renégociés avec ceux

qu'ils excluent (PC) ; la figure du « *clandestin* » – pourtant détruite par les sans-papiers en lutte – rôde encore dans les discours.

La gauche a besoin de nous. Elle le sait sans doute quand elle accepte de nous rencontrer. Mais elle se trompe quand elle croit qu'elle n'aura à répondre qu'aux intérêts sectoriels de ceux qui travaillent sur le terrain social et à ne proposer qu'un catalogue de mesures palliatives. La gauche officielle ne semble jamais vouloir se départir de sa résignation à accepter les « *évolutions en cours* ». Que cette résignation prenne le nom de « *maîtrise* » chez ceux qui ont pour vocation de gouverner ne la rend pas plus acceptable.

La gauche se trompe lorsqu'elle fait siens des principes canoniques qui la maintiennent sur les terres de la droite – obéir à la versatilité des marchés, sacraliser les grands équilibres comptables, précéder la phobie sécuritaire prêtée à l'opinion publique. La gauche se trompe en effet lorsqu'elle nous demande d'intérioriser son réalisme, alors que c'est à elle d'intérioriser nos réalités. C'est cette perspective-là qu'il s'agit de renverser. C'est à cet endroit que, lors des forums, nous avons rencontré les résistances les plus fortes. Or c'est là que se trouvent les verrous à faire sauter pour reconstruire une véritable logique de gauche.

Ce que la réalité exige aujourd'hui, c'est par exemple la dépenalisation de l'usage des drogues. La gauche doit comprendre que la répression de la toxicomanie expose les usagers de drogues aux épidémies de sida et d'hépatite C. Elle doit laisser à la droite le souci emphatique de « *lutter contre la drogue* » et aux psychiatres la certitude que la toxicomanie est une pathologie : le seul résultat concret de cette politique, ce n'est pas l'assèchement des trafics, mais l'emprisonnement des usagers, la clandestinité du *shoot*, la prise de risque forcée ; c'est aussi, lorsqu'on est malade, l'impossibilité d'accéder aux soins indispensables. La gauche a mieux à faire que « *lutter contre la drogue* » ; elle doit abolir la loi du 31 décembre 1970, et reconnaître que la santé et la liberté des gens importent plus que les phobies sé-

curitaires prêtées à l'opinion publique. De même, la gauche n'a pas à « *lutter contre l'immigration clandestine* ». Elle sait que la répression des « *entrées illégales* » n'a d'autres effets que de fabriquer des clandestins et d'autre ambition que d'empêcher l'accès au territoire français et l'installation en France de l'ensemble des étrangers, toutes

voter, d'exister autrement que comme un sous-salarié. Troisième exemple : la gauche officielle, aujourd'hui, annonce qu'elle veut « *lutter contre le chômage* » et s'épuise pathétiquement à chercher les moyens d'un retour à un mytique plein-emploi. Du coup, elle ne sait pas voir la valeur produite en dehors de l'emploi ; qu'il y

Pour peu qu'on l'y pousse, la gauche officielle sait rompre la politesse des alliances consensuelles et, parfois, tirer le bilan de ses erreurs gouvernementales. Mais il faut l'y pousser

catégories confondues. Elle sait que la fermeture des frontières n'est qu'un dogme de droite, une ritournelle policière qui finit toujours mal : dans des camps de rétention, dans la soute d'un charter, contre la porte fracassée d'une église. Elle doit admettre, par réalisme, le principe de liberté de circulation.

Puisqu'elle ne saurait chercher à empêcher l'immigration – c'est impossible et imbécile –, elle doit donner des droits au migrant. Et pas seulement le droit au rabais du travailleur temporaire, ni le droit provisoire de « *l'autorisation de séjour* » : un droit de s'installer, de

a d'autres formes de travail que celle sacralisée par la salariat traditionnel. « *Emploi* » contre « *chômage* » : à s'en tenir à cette vieille alternative, la gauche officielle ne sait que fabriquer des intermittents, des intérimaires, des indépendants, des précaires : toutes ces formes de travail plus floues, fluides, fragiles que l'emploi classique, et pas si éloignées du chômage dont elles seraient la solution.

Ce n'est pas un hasard si, à Paris, 10 000 RMistes se disent actuellement « *artistes* » : les catégories de la pensée économique et de l'aide sociale sont tellement étroites

qu'on doit les subvertir, et en inventer d'autres. Ce qu'il faut inventer, de fait, c'est un revenu garanti et inconditionnel, qui ne soit plus nécessairement lié à un emploi : une garantie sociale qui ouvre la possibilité de refuser la course aux temps partiels imposés, aux boulots précaires et à l'humiliation des demandes d'aide sociale ; un droit sans conditions, parce que nos vies ne sont pas dégressives.

Il ne s'agit là que d'exemples. Tous sont cependant sous-tendus par un principe que la gauche, si elle veut vraiment travailler avec nous, doit faire sien sans attendre : le principe d'inconditionnalité. Parler de droits inconditionnels, ce n'est pas élever des revendications jusqu'au-boutistes, c'est inverser la logique qui voudrait que l'on commence par renoncer, que l'on pose des limites avant même d'avoir affirmé ce que l'on croit être juste. C'est refuser d'être raisonnable, si la raison consiste à prendre ses habitudes et ses vieux tics pour les contraintes définitives du réel. Ne pas s'excuser de ce que l'on veut, au nom de ce qui est, et que l'on peut changer.

Parler de droits inconditionnels, c'est se poster, du coup, auprès de ceux qu'une politique sous conditions, une politique otage de sa propre frilosité, laisse forcément de côté : les quelques pour cents de sans-papiers qui ne correspondent pas aux critères des médiateurs, les malades du sida pour qui les trithé-

rapies ne peuvent rien, ceux qui préfèrent vivre avec le RMI plutôt que de travailler vingt heures par semaine pour 500 francs de plus, les toxicomanes qui n'entendent pas décrocher pour devenir les bons malades qu'on voudrait faire d'eux, etc.

A refuser de prendre la mesure des changements que nous exigeons d'elle, à vouloir nous cantonner dans une « *gauche sociale* » qui n'aurait que des questions à poser (comme l'a fait le 23 mai Jean-Christophe Cambadélis dans sa tribune du *Monde* intitulée « *Nous sommes tous la gauche* »), la gauche officielle a tout à perdre, y compris les élections.

Qu'elle les gagne ou non, nous serons là pour lui poser les mêmes problèmes, formuler les mêmes exigences, et contraindre ainsi citoyens et élus à bâtir ensemble un projet volontariste qui prévoit les catastrophes au lieu de s'épuiser à en limiter partiellement les dégâts. Nous sommes la gauche parce que nous la faisons. Et nous nous permettrons d'insister.

**Le collectif « Nous sommes la gauche », né d'un appel signé par une quarantaine d'associations, rejointes par plusieurs centaines de personnes, se définit comme « un nouveau rapport entre ce qu'il est convenu d'appeler "le mouvement social" et les partis politiques de gauche ».**

AU COURRIER DU « MONDE »

## TECHNOLOGIES OUBLIÉES

Comment ne pas être frappé par l'absence quasi totale des technologies de l'information et de la communication dans le débat des législatives, alors que revient à tous propos l'allusion appuyée à la proximité du XXI<sup>e</sup> siècle. On ne peut que s'interroger sur les raisons, car on peut être contre ces technologies et on a alors des arguments à présenter. Rien de cela, simplement le vide. Tout se passe comme si le sujet n'entraînait pas dans les structures mentales de ceux qui nous dirigent. Ce serait pour eux affaire de techniciens. Et pourtant ils acceptent bien de parler de justice, où il y a des techniciens appelés juges, de bioéthique, où il y a des biologistes et des médecins... Serait-ce que les technologies de l'information et de la communication sont trop jeunes, pas assez culturelles ? Voilà donc un domaine immense, porteur d'avenir, créateur d'emplois, superbement ignoré par celles et ceux qui aspirent à nous gouverner et à nous faire entrer dans le siècle prochain.

**Jacques Baudé, Rueil-Malmaison**

## L'ÉCHEC DE L'ENA

Tomber de Charybde en Scylla est une image éculée qu'on n'ose plus utiliser. Pour éviter qu'elle ne soit remplacée par une nouvelle formule plus actuelle et plus percutante – tomber de Chirac-Balladur-Juppé en Jospin-Rocard-Fabius –, Alain Juppé a préféré attaquer l'ENA, qui ne méritait pas cet honneur. En réalité, ces six vedettes-cibles ne condamnent pas quatre ou cinq mille anciens élèves. Même en ajoutant Giscard, qui est passé de mode, et Séguin, qui reste à l'écart sur son perchoir. Même en mentionnant Calvet, prince de l'automobile, et quelques grands seigneurs de la finance menés par Trichet, les chiffres totaux des grands, des « *énarques extraordinaires* », resteraient très modestes par rapport à une beaucoup plus nombreuse

valetaille. S'il y a eu un échec de l'ENA, ce fut de ne pas avoir résolu le problème des fameux grands corps. Depuis l'origine, la vie de l'école est polluée par la compétition sauvage et acharnée qui donne, à ceux qui ont eu la chance ou l'énergie de sortir parmi les premiers, la perspective d'une carrière brillante et éloignée des réalités.

**Paul Adam, Pérignac (Charente-Maritime)**

## UN ESPRIT SAIN DANS UN CORPS INUTILE

Imaginez qu'après une crise banale votre corps se transforme en une sorte de poupée de chiffon que l'on retrouve comme on l'a laissée. Vous voilà hospitalisé. Vos muscles ne réagissent plus. Vous ne pouvez plus manger ni parler. Toute demande devient un exercice périlleux quand vous réussissez. Heureusement, l'orthophoniste a mis au point un alphabet qui vous permet encore de communiquer avec le monde extérieur s'il le souhaite. Imaginez que vous voyiez votre conjoint et vos jeunes enfants tous les quinze jours comme un divorcé, sauf que, au lieu de les élever, ils vous remettent en place une jambe ou un bras endoloris... Vous vous levez et prenez un café. La journée commence. Était-ce un rêve, un début de scénario d'un épisode d'« *Au-delà du réel* » ou bien une vague cauchemar ? Non, c'est la triste vérité, et je reste coincé dans mon lit. Ma journée commence. Pensez-vous que ce soit une vie ? Je suis ce que le corps médical appelle « *locked-in syndrome* », qui veut dire en français « *un esprit sain dans un corps inutile* ». J'ai pris quelques libertés avec la traduction pour être clair. Personne ne niera que Jean-Dominique Bauby a écrit un hymne à la vie et avait accepté son handicap. Ce n'est pas, pour autant, qu'il représentait une majorité. Je revendique ici même le droit de choisir la mort ou la vie.

**Dominique Toussaint, Berck**

# Politique et imaginaire par Laurent Maruani

UNE politique française qui ferait des questions monétaires européennes l'objet principal de ses conflits et crispations négligerait le loup en craignant la pénombre. S'il est vrai que la monnaie unique cristallise bien les peurs tribales – perte d'identité, d'autonomie et de fierté, soumission aux Prussiens et aux Saxons – et joue en politique le rôle de l'obscurité dans l'imaginaire, son importance est beaucoup plus maîtrisable que celle de l'autre « S. M. E » : le triptyque formé par le Social, le Marché et l'Etat.

Véritable quadrature du cercle pour les partis politiques français de gouvernement, ce S. M. E-là est en passe de devenir... leur triangle des Bermudes, aucun de ces partis n'arrivant à produire une pensée forte qui ne sacrifie pas l'un des trois pôles.

Les partis politiques ayant exercé, de façon quasi oligopolistique, un pouvoir alterné depuis des dizaines d'années, semblent encore penser que des mesures annoncées constituent une offre créatrice. A l'instar de ces grandes entreprises lors de leur privatisation, ils se trouvent en situation à forte composante psychologique étudiée en particulier dans les années 30 par Chamberlin et Robinson : la concurrence monopolistique.

Persuadés qu'ils sont en position de domination sur le marché électoral (le monopole), ils ne perçoivent que très mal que les électeurs leur

échappent et cherchent ailleurs (la concurrence) ce qu'ils ne trouvent pas dans ces grandes structures anciennes et parfois rénovées.

La somme des pourcentages électoraux donnant toujours 100 %, l'interprétation de tout résultat électoral en termes de parts de marchés est biaisée car elle ne pointe pas, tapie dans cette obscurité du chiffre, la concurrence dite fantôme : l'abstention certes, qui est comparable, mais surtout le vote désenchanté ou de pur civisme, un vote qui vise à protéger un droit essentiel de la démocratie plus qu'une expression politique, une hygiène plus qu'une réalisation d'un idéal.

Le marketing politique, méprisé par beaucoup, devrait pourtant amener le monde politique à réviser ses leçons, à revenir aux fondamentaux, et spécialement les désirs partagés que la politique met en forme, en perspectives possibles. Le point de départ de ces désirs est l'enthousiasme. Il a, en apparence, disparu du paysage politique national et s'est réfugié à ses marges, de la plus sympathique à la plus dangereuse.

Ensuite, illustrant cet imaginaire, vient la politique appliquée et s'appuyant sur cet autre « S. M. E ».

D'abord, il faut donc un véritable imaginaire moteur national, objet de débats. Non seulement cet imaginaire est nécessaire à l'action mais, mettant très haute la barre des ambitions, il permet la durée, la confiance, même en cas d'atteinte partielle des objectifs qu'il suppose.

Ce furent, en 1981, les nationalisations, le socialisme. Ce fut, plus tard le libéralisme et l'efficacité économique. Leur conjonction, composée étrangement par une technocratie monoculturelle, a accouché, comme monstrueux imaginaire moteur, de la très inaccessible désinflation compétitive, et a débouché sur l'absence actuelle d'un tel imaginaire, à droite comme à gauche.

Le rejet du rêve actif, au nom d'un réalisme petit bourgeois habillé d'ambitions monétaristes, laisse pratiquement seul le Front national afficher une présence implicite et parfois explicite sur ce terrain mobilisateur, avec la peur et la haine comme dynamique.

Mais derrière cet imaginaire moteur, il faut bien voir que les Français montrent qu'ils veulent aussi trois choses concrètes que les études de marketing et de sociologie montrent bien, la cohérence pour – et non entre – le social, le marché et l'Etat.

D'abord un Etat fort pour qu'il soit protecteur et non envahissant. Les Français veulent, en quelque sorte, une sûreté d'offre publique. En deuxième lieu, ils aspirent à un marché des biens et services efficace, fluide, et qui permette à chacun d'avoir sa chance sur le marché lié de l'emploi.

Enfin ils tiennent à ce que l'aspect social soit partout intégré intelligemment, tant dans le privé que dans le public : la guerre entre la société et l'argent doit être abandonnée, les Français n'acceptent pas que la

Bourse n'ait « rien à cirer » de l'emploi. Pourtant l'offre de gauche, et plus particulièrement socialiste, continue d'avoir des difficultés avec le marché, sans doute par la faute de certains dirigeants socialistes qui, dans des gouvernements de gauche, ont fait de ce marché un credo naïf et ont affiché leur imprécision idéologique, s'appuyant sur l'économique comme s'il était un système de pensée global et suffisant.

L'offre de droite continue de souffrir avec le social et de se déchirer en son sein sur l'Etat, auquel elle tient et qu'elle redoute.

Les cohabitations sont dès lors les seuls signaux que le peuple, votant comme seul un corps nuancé pourrait le faire, peut envoyer. Que cette cohabitation se réalise ou pas, qu'elle soit harmonieuse ou pas, n'est pas l'essentiel. L'important est le message : résoudre vite les fausses contradictions par de vraies constructions politiques.

Le « marché » politique, dans son sens le plus haut, est de ne pas faire de ces vieilles contradictions le terreau du XIX<sup>e</sup> siècle, de ne pas transformer le « S. M. E. » en triangle des Bermudes, et de reconstruire un imaginaire moteur avant qu'il ne soit accaparé par des loups qui rôdent et soufflent.

**Laurent Maruani** est professeur de marketing et d'économie au groupe HEC (Ecole des hautes études commerciales).

## Le dangereux seuil critique du FN

par Serge Galam

SI l'on analyse de manière non linéaire les résultats du premier tour des législatives, on peut mettre en évidence un certain nombre de caractéristiques intrinsèques au fonctionnement de la démocratie à la française, avec son scrutin uninominal, par circonscription, à deux tours.

On constate que le Front national, avec 15 % des voix, est crédité de zéro député, ou presque, tandis que le Parti communiste, avec 10 %, atteindrait la trentaine de députés, et surtout qu'un report de 2 % à 3 % entre les coalitions PS-MDC et RPR-UDF donnerait, à l'une ou à l'autre, la majorité absolue dans la nouvelle Assemblée. Nous allons montrer que si le système actuel maintient le FN hors de l'Assemblée, il pourrait aussi, spontanément et d'un coup, lors d'une prochaine élection, lui donner une majorité absolue, et sans étape intermédiaire.

Si on sait bien que le système actuel a pour but essentiel de donner les moyens de gouverner à la plus grosse minorité, on sait aussi qu'il permet d'éliminer démocratiquement une forte minorité, dès que celle-ci se trouve dépourvue d'accord de désistement réciproque avec une autre minorité. Beaucoup de responsables, de gauche comme de droite, se réjouissent d'ailleurs de cette démocratie qui est ainsi débarrassée spontanément de ses éléments antidémocratiques.

La question n'est pas ici de se prononcer sur un principe moral, mais plutôt d'appréhender les mécanismes objectifs, sous-jacents à cette situation, et surtout de connaître l'ensemble des scénarios qui lui sont attachés.

Il se trouve que la nature est pleine de phénomènes liés à des mécanismes de basculement collectif qui sont rares, mais brutaux et radicaux. C'est particulièrement vrai en physique, où ce genre de situation a été étudié de façon systématique dans le domaine de la physique du désordre et des phénomènes critiques.

Des concepts et des techniques ont été développés pour comprendre ces phénomènes. En particulier, on sait aujourd'hui comment se développe un ordre à grande distance, à partir d'interactions, locales ou à courte distance. On sait également prévoir, lorsque deux types d'organisation de la matière sont possibles, celui qui sera finalement établi.

Depuis quelques années, un certain nombre de physiciens ont d'ailleurs utilisé des concepts de la physique du désordre pour éclairer d'un jour nouveau certains comportements collectifs dans les sociétés humaines. Sur cette base, certaines études ont mis en évidence des aspects totalitaires qui apparaissent démocratiquement par l'utilisation de la règle majoritaire.

Sans rentrer dans une revue technique du problème, il suffit d'énoncer le résultat suivant. Lorsqu'un système fait s'auto-éliminer de façon objective une minorité, ou même une majorité, par une règle démocratique, cela prouve l'existence d'un seuil critique dans le soutien à une formation. Ce seuil critique se caractérise par une renormalisation (un réajustement) des soutiens aux formations, en termes de nombre de députés qui leur sont attachés.

La règle des 12,5 % situe de façon explicite ce seuil au-delà de 12,5 %. En effet, tout candidat qui recueille moins de 12,5 % au premier tour, se retrouve d'emblée avec 0 % au second tour, puisqu'il ne peut se maintenir en lice. Ensuite, c'est la minorité la plus forte, entre les deux ou trois formations présentes au deuxième tour, qui remporte l'élection. D'après les résultats de dimanche, on peut situer ce seuil autour de 32 %. Il pourrait d'ailleurs être calculé exactement.

En schématisant de façon un peu caricaturale, mais en gardant l'essentiel du mécanisme en

jeu, on peut dire qu'au-dessous de 32 %, s'il n'y a pas report de voix, une formation n'obtient aucun représentant. Par contre, au-delà, elle obtient la majorité absolue. Les accords de désistement permettent justement de nuancer cette arithmétique entre deux formations, comme le montrent les accords PS-PC et RPR-UDF.

D'un côté, ce système assure une grande stabilité du pouvoir, puisqu'un changement d'opinion de 15 % n'a aucun effet sur la représentativité en députés, mais seulement tant que l'on est loin du seuil critique. Le Front national garde zéro (ou presque) député avec 2 ou 20 % des voix. Mais si les changements deviennent rares, ils en seront d'autant plus brutaux et massifs, lorsqu'ils arriveront.

Ainsi, après avoir progressé de 10 % à 15 % sans qu'il se passe rien, le FN pourrait passer de 15 % à 20 % sans que, encore, il se passe rien, et ainsi de suite jusqu'au jour où un changement de 2 % propulserait d'un coup M. Le Pen comme premier ministre, avec une majorité absolue au FN.

Si le système actuel maintient le FN hors de l'Assemblée, il pourrait aussi, spontanément et d'un coup, lors d'une prochaine élection, lui donner une majorité absolue, et sans étape intermédiaire

Ce scénario raz-de-marée de basculement soudain, avec tout ou rien, est tout à fait plausible. Il s'en est d'ailleurs réalisé tout récemment dans les pays de l'Est. Il faut en effet se rappeler comment s'y sont effondrés les régimes communistes.

D'un côté, il n'y avait pas eu de « réforme du système » du parti unique pendant des dizaines d'années, et, de l'autre, la « première réforme » a établi sa dissolution. Le cas du parti communiste hongrois est exemplaire de ce phénomène. Son dernier congrès avant la chute avait maintenu et appliqué une ligne dure et orthodoxe, alors que le congrès suivant avait décidé à l'unanimité absolue (ou presque) la dissolution.

L'explication n'était pas, comme on a pu le dire, que tous les délégués avaient retourné leur veste, de façon opportuniste. C'est simplement que le seuil critique du système communiste, à cinq ou six tours (le centralisme démocratique) possède un seuil critique autour de 76 %. Ce qui fait que 75 % d'opposition donnaient 0 % de changement, et cela démocratiquement. Mais, en revanche, 2 % de plus, à 77 %, ont donné 100 % de changement.

Si ce système a assuré la pérennité des systèmes communistes pendant plus de cinquante ans, il en a aussi assuré la destruction totale et irrémédiable en quelques mois. Là encore, il ne s'agit pas de s'en réjouir ou de s'en lamenter, mais bien de connaître les lois qui régissent notre système démocratique, si, évidemment, nous voulons le préserver.

On peut choisir d'interdire le FN. Mais l'interdire par le jeu démocratique du seuil critique pourrait bien, demain, lui donner, tout aussi démocratiquement, les pleins pouvoirs.

**Serge Galam** est physicien (CNRS).

**TRANSPORTS** Air France a gagné de l'argent en 1996-1997. Son dernier bénéfice remontait à 1989. Ce retour à l'équilibre est le résultat d'efforts déployés depuis plus de

trois ans. ● **LA HAUSSE** du prix du carburant a pesé sur les comptes, mais la compagnie est parvenue à accroître son trafic, affichant le coefficient de remplissage record. ● **SES**

**MARGES** restent toutefois symboliques. Ses coûts restent plus élevés que ceux de ses grands concurrents : ils sont supérieurs de 14 % à ceux de British Airways, et de 40 % à ceux

des compagnies américaines. ● **L'EX-AIR INTER**, qui doit fusionner avec Air France en septembre, devrait annoncer une perte d'environ 800 millions de francs pour l'exercice écoulé.

● **L'OBJECTIF** de Christian Blanc, PDG du groupe, est de voir le groupe ainsi constitué afficher un bénéfice de 500 millions de francs cette année, et de 2 milliards au 31 mars 2 000.

## Air France annonce son premier bénéfice depuis 1989

La compagnie aérienne nationale a gagné 211 millions de francs pour l'exercice clos au 31 mars. Son chiffre d'affaires a progressé de plus de 8 %, à 42,4 milliards de francs. Mais l'impact sur les comptes de la fusion avec l'ex-Air Inter, rétroactive au 1<sup>er</sup> avril, reste inconnu

« **ON NE PEUT PAS VIVRE** en gagnant quelques centaines de millions de francs et en se disant qu'au moindre coup dur, on plonge », déclare Patrice Durand, directeur général délégué d'Air France. Sur l'exercice clos au 31 mars 1997, Air France a gagné 211 millions de francs, dont 82 millions constituent un résultat exceptionnel, non récurrent. L'année précédente, la compagnie nationale avait perdu 2,875 milliards de francs, mais ce résultat intégrait une provision pour restructurations d'environ 2 milliards. Ce maigre bénéfice est le premier depuis 1989. En 1993, les comptes avaient même atteint la perte record de 8 milliards de francs. L'endettement approchant les 34 milliards de francs, l'avenir même d'Air France était menacé.

C'est à cette époque que Christian Blanc prend la tête de la compagnie, après la longue grève qui vient de coûter son poste à son prédécesseur, Bernard Attali. Le travail accompli depuis est important. M. Blanc obtient de l'Etat une recapitalisation de 20 milliards de

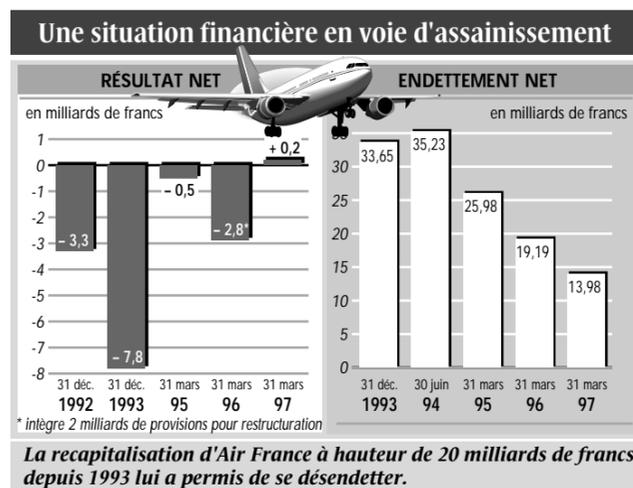
francs pour se désendetter. Les salariés, par référendum, s'engagent à augmenter leur productivité de 30 % en trois ans et approuvent une réduction d'effectifs de 5 000 personnes. Les avions sont réaménagés, et les tarifs revus. En mars 1996, Air France a enfin son « hub » à Roissy, cette plate-forme de correspondances qui doit lui permettre d'accroître son trafic en alimentant ses long courriers avec les passagers de ses court et moyen courriers. A l'automne 1996, Air France complète le dispositif de son redressement : elle conclut une alliance commerciale avec deux compagnies américaines, Delta et Continental.

### L'EFFET « HUB »

Conséquence, le trafic reprend, l'an dernier, le chemin de la croissance. Le chiffre d'affaires aussi : sur l'exercice 1996/97, il s'est accru de 8 % pour atteindre 42,4 milliards de francs. « C'est l'élément essentiel de notre retour à l'équilibre », considère Patrice Durand. L'effet « hub » a joué : le trafic en correspondance a bondi de 30 %,

celui en point à point n'a progressé que de 5 %. Le nombre de passagers ayant augmenté plus vite que l'offre, Air France a affiché l'an dernier un coefficient de remplissage record, de 75,8 %, en hausse de trois points. Par ailleurs, la recette unitaire, véritable indicateur de la rentabilité d'une compagnie, a cessé sa chute infernale. Après avoir baissé de 17 % sur trois ans, elle s'est stabilisée depuis l'automne. « Au second semestre, le marché s'est amélioré », explique le directeur financier. A cette même époque, les compagnies aériennes se sont mises à répercuter partiellement la hausse du carburant dans leurs tarifs. Les marges se sont reconstituées. « Par ailleurs, nous commençons à peine à utiliser nos instruments d'optimisation de la recette », précise M. Durand.

Côté dépenses, en revanche, l'évolution a été moins favorable. Les dépenses d'Air France affectées au carburant se sont accrues de 33 %, soit une hausse de 1,2 milliard de francs, dont 900 millions sont directement imputables à la flambée des prix. Au total, les



achats à l'extérieur se sont accrues de 12,9 %. Les charges de personnel, pour leur part, se sont stabilisées, tout comme les effectifs (36 200 personnes). Compte tenu de ces éléments, le coût unitaire (au kilomètre offert) a peu diminué, de 1,2 %. L'année précédente,

il avait baissé de 7,1 %. « Nous avons à portée de la main une belle histoire pour Air France », estime Patrice Durand. Air France possède, il est vrai, certains avantages d'importance : son marché national est le premier d'Europe, sa base aéroportuaire n'est pas saturée et l'extension de Roissy représente un formidable potentiel de développement.

Certaines inconnues demeurent, qui laissent Air France au milieu de la piste d'envol. A commencer par l'impact sur ses comptes de la fusion avec l'ex-Air Inter. Effective en septembre, celle-ci sera rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier avril. Les comptes de l'exercice en cours seront donc ceux du nouveau groupe. Or, la compagnie intérieure a subi de plein fouet la concurrence de compagnies comme Air Liberté ou AOM : pour l'exercice clos au 31 mars, elle devrait annoncer un déficit de 800 millions de francs. La mise en place des navettes au 1<sup>er</sup> octobre

1996 entre Paris et Toulouse, Nice et Marseille, la fermeture de lignes déficitaires (Toulon, Nantes, Perpignan) et la mise en place d'un plan social (950 personnes) doivent normalement lui permettre de revenir à l'équilibre pour l'exercice 1998/99. La fréquence des grèves et la réticence des pilotes à abaisser leurs coûts pèsent sur son redressement.

Air France va également devoir continuer à faire des économies : son coût unitaire reste supérieur de 14 % à celui de British Airways, de 2 % à celui de Lufthansa, de 21 % à celui de KLM et de 40 % à celui des compagnies américaines. Christian Blanc veut l'abaisser de 15 % dans les trois prochaines années, tandis que les concurrents d'Air France serrent toujours plus leurs coûts.

Enfin, la compagnie nationale va devoir, si elle veut être dans la cour des grands, compléter son réseau d'alliances : il lui faut des partenaires asiatique et européen. Dans ce domaine, elle est encore en retard par rapport à British Airways ou Lufthansa. Christian Blanc a annoncé que ces alliances seraient conclues courant 1997. Le président d'Air France prévoit que toutes ces mesures permettront au groupe de gagner 500 millions de francs pour l'exercice en cours et 2 milliards pour l'exercice clos au 31 mars 2000.

« Air France est une valeur de rendement », conclut Patrice Durand, « si on ne fait pas de bêtises, on peut en quelques années se rapprocher des marges de British Airways », les plus élevées dans le monde du transport aérien. Air France est en campagne pour convaincre le prochain gouvernement de la privatiser.

Virginie Malingre

## Les pilotes menacent de relancer la grève

**LE CONSEIL** d'administration d'Air France, convoqué jeudi 29 mai dans la matinée, devait adopter le projet de nouvelle grille de rémunération des pilotes : les nouvelles recrues seront embauchées à un salaire annuel de 240 000 francs, contre 350 000 francs aujourd'hui. Les stagiaires d'Air France, dont l'embauche était suspendue depuis 1992, verront leur ancienneté reconnue et seront payés 320 000 francs.

C'est pour protester contre ce projet que les pilotes d'Air France se sont mis en grève entre le 20 et le 23 mai, ce qu'il n'avaient pas fait depuis 1993. Après quatre jours d'un conflit qui a modérément perturbé le trafic - 100 % des

long-courriers, 70 % des vols européens et 50 % des vols intérieurs étaient assurés -, les syndicats sont apparus divisés : deux d'entre eux avaient signé l'accord avec la direction.

Mais le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire chez les pilotes d'Air France, n'a rien signé. Ce syndicat, sur lequel Christian Blanc s'est appuyé pendant plus de trois ans, est passé, en quelques semaines, dans l'opposition. Le bureau Air France du SNPL, qui affichait un goût prononcé pour la cogestion, a été renversé fin avril. Contrairement à ce qu'espérait la direction, il a été confirmé par le conseil du SNPL du vendredi 23 mai, de justesse : 16 voix contre 14.

Mercredi 28 mai, le SNPL et Christian Blanc se sont finalement rencontrés. Rien de nouveau ne serait sorti de cette réunion. « Si M. Blanc fait adopter à ses administrateurs son projet de double échelle des salaires, nous reprendrons les armes », n'a-t-on cessé de répéter au SNPL ces derniers jours. Côté direction, on semblait s'attendre à ce que les pilotes déposent un nouveau préavis de grève rapidement. L'issue des élections législatives pèsera lourd : les pilotes se disent prêts à faire des efforts s'ils obtiennent en contrepartie des actions d'une Air France privatisée.

V. Ma.

## Une vague de concentrations redessine le paysage de l'industrie chimique

**ETATS-UNIS**, Suisse, Allemagne, Grande Bretagne : depuis le début de l'année, le monde de la chimie et de la pharmacie est en effervescence. Les opérations d'envergure

### ANALYSE

#### L'un après l'autre, les grands du secteur cherchent leur salut dans la taille mondiale

se multiplient, avec, à chaque fois, pour objectif d'augmenter la taille et de se spécialiser sur certains métiers. La plus spectaculaire a été le rachat, le 26 mai, de l'allemand Boehringer Mannheim par le laboratoire suisse Roche. En y consacrant 11 milliards de dollars (62,4 milliards de francs), le groupe bâlois devient le numéro un mondial du diagnostic (*Le Monde* du 28 mai). Cette acquisition a rendu inaperçus d'autres mouvements importants intervenus en mai dans d'autres domaines des sciences de la vie comme l'agrochimie : reprise des insecticides de l'américain Merck par le suisse Novartis, réorganisation du capital de l'américain Dow-Elanco au profit de Dow Chem-

Cette vague de concentrations touche également la chimie de spécialités, un marché mondial de 400 milliards de francs encore très fractionné comprenant une quarantaine de sociétés. Depuis le début de l'année, le classement n'a cessé de se modifier. Le suisse Clariant, en s'alliant avec l'allemand Hoechst, s'appropriait à ravir la position de leader à Ciba Spécialités chimiques, le 1<sup>er</sup> juillet, date de concrétisation de l'opération. Il vient d'être détrôné, ces derniers jours, par le britannique ICI, qui a repris les activités d'Unilever (adhésifs, arômes-parfums, amidons...).

### SUR LES MARCHÉS RENTABLES

Le but, pour tous ces groupes, est d'acquiescer une taille mondiale sur des marchés très rentables qui, contrairement à la chimie lourde, ne sont pas soumis aux aléas des cycles économiques. Les spécialités (additifs, polymères, pigments...) qui entrent dans la composition de produits finis pour en améliorer les caractéristiques ou optimiser les processus de transformation sont fabriquées en petites séries et dégagent des marges très élevées.

Comme dans la santé, ces acquisitions sont caractérisées par leur aspect de proximité. Les rapproche-

ments s'opèrent souvent entre groupes de même nationalité ou de même sensibilité. Dans la pharmacie, le britannique Glaxo a absorbé son compatriote Wellcome, et les suisses Sandoz et Ciba ont fusionné pour donner naissance à Novartis. Dans les spécialités chimiques, l'allemand Veba est entré la semaine dernière chez Degussa, et Hoechst a apporté sa chimie de spécialités à son voisin suisse Ciba. « Une culture analogue permet de mieux se comprendre et de réagir très rapidement », remarque l'un des dirigeants d'un groupe absorbé. *Cet enracinement ne doit pas masquer le but ultime de la fusion, qui est la taille et une présence internationale accrue.*

Les enjeux sont à l'image des fonds engagés, qui se chiffrent en milliards, voire en dizaines de milliards de francs. Cependant, les approches divergent selon les cultures, comme l'illustrent les deux dernières opérations d'envergure, ICI-Unilever et Veba-Degussa.

« L'opération britannique est l'exemple type d'un sauvetage d'un groupe par le haut grâce au savoir-faire des financiers anglo-saxons », relève un des experts français de la chimie. En 1993, ICI est le premier groupe à décider de se couper en deux sociétés : d'un côté la pharma-

cie, logée chez Zeneca, de l'autre la chimie, chez ICI. Si la santé connaît une croissance rapide, l'autre firme, en revanche, déçoit. Le chimiste est très présent dans les produits de base et reste dépendant de la conjoncture cyclique. Ses résultats n'ont fait que s'éroder.

Pour s'en sortir, ICI a été contraint de modifier sa stratégie en se renforçant dans les spécialités. Le groupe vient donc d'investir 4,9 milliards de livres (46 milliards de francs) pour reprendre les activités

d'Unilever. Pour assurer le financement de cette acquisition, le chimiste britannique s'est considérablement endetté et envisage de céder certaines activités. Logique financière oblige, l'investissement devra être très rapidement rentable pour satisfaire à la fois banquiers et actionnaires. Ce dont doutent ses concurrents.

A l'opposé, l'entrée du quatrième groupe allemand Veba comme premier actionnaire de Degussa se fait quasiment en famille. Le groupe di-

versifié a racheté les 36,4 % détenus par ses compatriotes Henkel, Dresdner Bank et Munich Ré pour 2,9 milliards de DM (8,9 milliards de francs). Il financera cet achat sur ses fonds propres. Cette redistribution interne lui permettra de rapprocher sa chimie de base Huels de celle d'Agomer, filiale de Degussa, et surtout de prendre pied dans le traitement des métaux précieux et la santé. Le rapprochement entre les deux groupes se fera, mais vraisemblablement en douceur.

L'entrée en Bourse de Clariant, en 1995, a fait découvrir aux investisseurs ce secteur jusque-là souvent fondu dans de larges ensembles pharmaco-chimiques. Signe qu'ils y ont pris goût, le titre Ciba Spécialités chimiques a progressé d'environ 30 % depuis sa première cotation voici deux mois. Les deux groupes viennent de publier des résultats trimestriels en forte hausse, révélant une vive progression en Asie, une bonne tenue aux Etats-Unis mais quelques hésitations en Europe. Un argument supplémentaire pour justifier la stratégie des grands chimistes, qui misent sur la poursuite de leur internationalisation et des concentrations.

Dominique Gallois

## La guerre des brevets s'intensifie entre Intel et Digital Equipment

**LE 13 MAI**, le groupe américain d'informatique Digital Equipment décidait de traîner en justice, pour violation de brevets, son compatriote Intel, premier fabricant mondial de semi-conducteurs. La réplique de ce dernier n'a guère tardé et pourrait placer Digital Equipment en position difficile. Mardi 27 mai, Intel a demandé à un tribunal de Californie d'obliger le constructeur d'ordinateurs à lui renvoyer les prototypes du dernier-né de ses microprocesseurs, baptisé du nom de code « Des-

hutes ». Cette puce, qui sera commercialisée dans plusieurs mois, est une version améliorée du Pentium II, le nouveau microprocesseur mis sur le marché par Intel début mai. Intel a l'habitude de fournir à ses clients les prototypes de ses futures « puces » pour que ceux-ci puissent eux-mêmes commencer à concevoir les ordinateurs qui les utiliseront.

Le fabricant de composants, qui demande aussi des dommages-intérêts, estime qu'il ne peut plus « continuer à fournir des informa-

tions confidentielles et des prototypes » de futurs produits à un groupe qui l'« accuse de voler sa technologie ». Intel a, par ailleurs, tenu à rappeler que le contrat d'approvisionnement qui le lie à Digital Equipment - il lui vend pour 250 millions de dollars par an - s'achève fin septembre. Le groupe précise qu'il honorera cet accord, mais que sa reconduction n'est pas automatique.

Le constructeur d'ordinateurs juge « sans fondement » l'action d'Intel. Mais si la justice donnait

raison au fabricant de « puces », Digital Equipment ne pourrait pas intégrer les dernières innovations de son fournisseur en même temps que les autres fabricants.

### EFFET DÉSASTREUX

Pire, si d'ici à septembre les relations entre les deux groupes ne s'amélioraient pas, le constructeur pourrait courir le risque d'être privé de l'ensemble des microprocesseurs d'Intel. L'effet serait désastreux : les machines équipées avec les puces d'Intel représentent 26 %

de ses ventes totales d'ordinateurs.

Nombre d'analystes considèrent que les deux groupes n'iront pas jusqu'à de telles extrémités et qu'ils devraient trouver un terrain d'entente hors des tribunaux. Les tensions entre Intel et Digital Equipment sont avivées par le fait que le second commercialise, depuis 1992, son propre microprocesseur, connu sous le nom d'Alpha, réputé plus puissant que ceux d'Intel.

Si l'objectif de Digital Equip-

ment était de prendre des parts de marché à Intel, il est cependant loin d'avoir été atteint. Alpha n'est utilisé par aucun grand nom de l'informatique. Et, chez Digital Equipment lui-même, les ventes d'ordinateurs équipés avec Alpha sont en repli (-12 % lors du dernier trimestre fiscal). Le poids de ces machines dans le total des ventes d'ordinateurs du constructeur ne dépasse pas celui des machines équipées de puces Intel.

Philippe Le Cœur

# Danone s'engage à consulter les syndicats pour ses restructurations dans le monde entier

Les organisations de salariés se félicitent de cet accord « exemplaire »

Danone a signé, avec l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, un accord sur l'accompagnement social des restructurations qui va

bien au-delà de la plupart des législations existantes. C'est la première fois qu'un groupe s'engage de cette sorte au niveau international. Pour

son PDG, Franck Riboud, cette politique sociale constitue un atout. C'est en partie grâce à elle que l'implantation en Europe centrale a réussi.

## Guinness et Grand Met contestent la position de LVMH

LES GROUPES BRITANNIQUES Guinness et Grand Metropolitan estiment que leur projet de fusion ne constitue pas « une prise de contrôle » de Guinness par son partenaire. Ils contestent la position du groupe de luxe français LVMH qui, le croyant et s'appuyant sur les accords conclus avec Guinness en 1994, dit pouvoir racheter leurs distributeurs communs et reprendre avec une décote les 34 % détenus par Guinness dans Moët-Hennessy. LVMH, actionnaire de 34 % du brasseur Guinness, dénonce la fusion projetée de ce groupe avec Grand Met au motif qu'elle mélange des produits grand public (mais Géant vert) avec les alcools de Guinness. Il propose de regrouper ces derniers avec ceux de Moët-Hennessy. La tournure juridique prise par le conflit et la localisation en France (auprès de la Chambre de commerce internationale de Paris) du lieu de l'arbitrage peuvent inquiéter les actionnaires des groupes britanniques et donner un avantage de négociation à LVMH.

### DÉPÊCHES

■ **IBSA : Jean-Maxime Lévêque, président et fondateur du groupe bancaire IBI** (International Bankers Inc.) et vice-président de sa filiale française IBSA, devait être présent, jeudi 29 mai, au juge d'instruction Eva Joly. Il est en garde à vue depuis mardi. L'ancien directeur général d'IBSA, Raymond Mantelet, a été mis en examen et écroué, dans la nuit de mercredi à jeudi. Il est poursuivi pour « présentation de faux bilans, abus de biens sociaux, et abus de confiance ». Un ancien avocat de la banque, M<sup>r</sup> Christian Pautonnier, a également été mis en examen pour « complicité d'abus de biens sociaux ».

■ **CRÉDIT LYONNAIS : la banque cède sa filiale de gestion d'actifs en Asie du Sud-Est**, Crédit Lyonnais Asset Management Asia (Clam-Asia), au gestionnaire de fonds américain Nicholas-Appelgate avec lequel elle a signé un accord de coopération.

■ **RÉASSURANCE : les groupes français ont dégagé des profits en forte hausse en 1996**, avec un bénéfice net de 2,4 milliards de francs, en hausse de 37,5 % par rapport à 1995, soit un rendement sur fonds propres proche de 10 %, a indiqué l'Association des réassureurs français.

■ **CARTES À PUCE : un consortium regroupant American Express, IBM et les hôtels Hilton** lance une carte à puce aux Etats-Unis. Elle permettra de payer et de régler les formalités d'enregistrement dans les hôtels et certains centres de réservation de billets d'avion.

■ **OLIVETTI : le groupe italien** a démenti toute hypothèse de désengagement d'Omnitel Pronto Italia, deuxième opérateur de téléphone mobile italien.

mesure les possibilités de reclassement dans le groupe des travailleurs affectés par cette décision ». De plus, les syndicats doivent pouvoir « présenter des propositions qui soient une alternative au plan de la direction (aménagement et réduction du temps de travail, réduction des heures supplémentaires, etc.). Les organisations syndicales auront la possibilité de se faire assister pour réaliser ce travail. La direction devra étudier et prendre position sur ces propositions dans un délai raisonnable (qui ne pourra excéder un mois) et augmenter sa décision dans le cadre des instances compétentes ».

Le même chapitre précise que « toutes les autres formes d'emplois (temporaire, intérim, sous-traitance) doivent d'abord être réduites ou supprimées pour assurer l'emploi permanent ». Concernant l'aide au reclassement, le texte prévoit la mise en place d'une structure spécifique pour faciliter la reconversion des salariés mais aussi du bassin d'emploi concerné. Enfin, le chapitre sur le droit syndical prévoit que les organisations représentatives disposeront d'un contingent d'heures pour accomplir leur mission.

Chez Danone, depuis la création du comité de groupe européen dès 1984, quatre avis communs avaient déjà été signés : sur l'égalité professionnelle, l'exercice du droit syndical, la formation qualifiante et l'information économique et sociale à laquelle ont droit les représentants du personnel. Avec cet avis sur la gestion sociale des restructurations, le dialogue social international prend une toute autre dimension. Pour Jean-René Buisson, « il ne s'agit pas d'imposer une politique sociale mondiale à partir de Paris ni de faire du colonialisme mais de bâtir une politique internationale. Nous sommes un groupe jeune qui emploie près de cent mille salariés dont un tiers en France, un tiers dans les autres pays européens et un tiers dans le reste du monde. Il faut nous structurer et nous organiser ».

Ron Oswald, secrétaire général de l'UITA, et Pierre Laurent, son principal représentant chez Danone, jugent cet accord « exemplaire ». Mais, devant la quarantaine de représentants syndicaux venus de toute l'Europe ainsi que d'Asie et d'Afrique, ils ont mis leurs troupes en garde. « Parmi les multinationales de l'alimentation, une seule mène une vraie politique sociale. C'est dangereux pour Danone comme pour nous. Si Danone reste isolée, elle va subir d'énormes pressions pour revenir en arrière. Il faut donc peser sur les autres entreprises pour qu'elles imitent Danone. » Par ailleurs, ils savent que « signer un accord est plus facile que l'appliquer ».

Surtout que la différence est parfois grande entre les discours du siège parisien et la réalité à l'autre bout du monde. En présence de

Franck Riboud, les syndicalistes ont dénoncé le développement de la flexibilité, partout dans le monde, et les pratiques antisociales de certaines entreprises dans lesquelles Danone est actionnaire, voire dans certaines filiales, comme celle du Pakistan.

Répondant à toutes les questions avec une franchise appréciée de l'ensemble des syndicalistes, Franck Riboud a rappelé qu'il restait très attaché au « double projet économique et social » théorisé par son père dans les années 70.

Tout en se disant intéressé par la proposition syndicale d'essayer de définir des « critères de performance sociale », Franck Riboud, qui se « considère comme salarié du groupe Danone », a prévenu : « Ce n'est pas avec des mots qu'on défend le groupe mais uniquement avec la croissance du résultat. Beaucoup me le rappellent. » Mais le groupe est convaincu que sa politique sociale est, à terme, payante. « Dans les pays de l'ancienne Europe de l'Est, où les syndicats sont associés aux politiques de privatisation, c'est grâce à

notre politique sociale que nous avons pu acquérir certaines entreprises en République tchèque ou en Pologne », témoigne Jean-Jacques Doebelin, coordinateur des relations humaines dans cette partie du monde. « Danone supprime des emplois dans son usine de biscuits Bolshevik en Russie mais il oblige les sous-traitants à reprendre du personnel et accorde des aides au départ, ce que personne ne fait en Russie », témoigne un syndicaliste russe, présent à Genève.

Comme le reconnaît Jean-René Buisson, « le groupe supprime entre 1 200 et 2 000 emplois par an en Europe. Cet accord ne va pas résoudre nos problèmes par un coup de baguette magique. Mais nous considérons qu'une restructuration est une forme d'échec. C'est pourquoi nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour résoudre les problèmes en amont et étudier les solutions alternatives. Pour la plupart des sociétés du groupe, c'est une vraie révolution ».

Frédéric Lemaître

Franck Riboud a rappelé qu'il restait très attaché au « double projet économique et social » théorisé par son père

S'il n'apportera pas grand chose aux salariés français, il pourrait bouleverser les relations sociales dans certains pays comme la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Autriche ou les pays d'Europe centrale. Il compte quatre chapitres consacrés à la formation, la consultation, l'aide au reclassement et au droit syndical.

Le premier prévoit que chaque salarié concerné par une modification de ses conditions de travail ou une suppression de poste a droit à une formation. Mais ce sont les autres points qui sont le plus originaux.

En cas de restructuration, la direction s'engage à consulter les organisations syndicales ou les représentants du personnel. Cette consultation doit « intervenir le plus tôt possible, et au minimum trois mois avant la modification prévue lorsque celle-ci affecte un nombre significatif d'emplois ». La direction doit également « envisager avant toute autre

## Les prix du lait sont gelés jusqu'à la fin du mois d'août

A L'ISSUE d'une table ronde organisée au ministère de l'agriculture, mercredi 28 mai, producteurs, transformateurs et distributeurs ont signé un accord visant à geler provisoirement le prix du lait à son niveau du 1<sup>er</sup> mai et jusqu'au 31 août. Les industriels ont renoncé à la baisse de 2 centimes par litre qu'ils souhaitaient obtenir des producteurs. La grande distribution a, elle, réitéré son engagement, pris dès le début du conflit, de répercuter dans ses prix d'achat aux industriels les conséquences de ce maintien du cours du lait.

Cet accord provisoire, dont l'application sera assurée par un « comité de suivi » sous l'égide de l'Office national interprofessionnel du lait (Onilait), est avant tout destiné à calmer la colère des agriculteurs. Les vrais négociations sont encore à venir. L'interprofession laitière s'est engagée, dans son accord, à définir avant le 31 août un nouveau mode de fixation des prix du lait. Il « prendra enfin en compte les éléments économiques qui condi-

tionnent tous les jours la vie des entreprises », se félicite l'association des transformateurs (ATLA). De son côté, le ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, a promis de prendre rapidement des mesures compensatoires concernant le veau de boucherie, dont la chute des prix, à la suite de la crise de la vache folle, est un des éléments de la baisse du revenu des producteurs laitiers.

Le gouvernement français s'efforcera ensuite d'obtenir de la Commission européenne des mesures de soutien, et surtout, à plus long terme, de faire passer ses vues en faveur de l'instauration d'un double quota laitier, avec des prix différenciés selon que le lait est vendu à l'exportation ou sur le marché européen. Une proposition que Philippe Vasseur a formulée devant ses pairs, le 27 mai à Middleburg aux Pays-Bas, lors de l'ouverture des négociations pour la réforme du marché laitier d'ici à l'an 2000.

Pascal Galinier

Dimanche, 577 députés veulent un siège mais rassurez-vous, nous vous gardons le vôtre.

Le Mois des Canapés Composables

JUSQU'AU 2 JUIN  
16 500 F ou 1 000 F\*

DU 1<sup>er</sup> MAI AU 2 JUIN CHEZ ROCHE-BOBOIS, CHAQUE JOUR EST UN JOUR DE FÊTE POUR LES PRIX DES CANAPÉS COMPOSABLES. C'EST LE MOMENT IDÉAL POUR RETROUVER VOTRE ÂME D'ENFANT EN COMBINANT À LOISIR DE MULTIPLES ÉLÉMENTS, POUR MÉLER AU GRÉ DE VOTRE IMAGINATION MATIÈRES ET COULEURS. SUCCOMBEZ AU PLAISIR D'OFFRIR À VOTRE INTÉRIEUR LE CANAPÉ DE VOS RÊVES. COLLECTION LES NOUVEAUX CLASSIQUES. CANAPÉ COMPOSABLE SCÉNARIO. ENTIÈREMENT DÉHOUSABLE. TISSUS DELHI (56% COTON, 44% POLYESTER). NOMBREUX COLORIS. COUSSINS D'ASSISE TRI-DENSITÉ : PARTIE INFÉRIEURE 35 KG/M<sup>3</sup> (P. 2,7 K.PA) ET SUPÉRIEURE 30 KG/M<sup>3</sup> (P. 1,75 K.PA) EN MOUSSE HAUTE RÉSILIENCE BULTEX®, ENROBÉES DE MOUSSE ULTRA SOUPLE 19 KG/M<sup>3</sup>, HOUSSE EN COTON. COUSSINS DE DOSSIER PLUME ET DACRON®. STRUCTURE

ROCHE BOBOIS

BOIS RENFORCÉ PAR PANNEAUX DE PARTICULES, SUSPENSION SANGLES ÉLASTIQUES ENTRECROISÉES. MULTIPLES ÉLÉMENTS COMPOSABLES. \*16 500 F AU COMPTANT OU 1 000 F PAR MOIS EN 13 MENSUALITÉS AVEC UN APPOINT PERSONNEL DE 4 091 F (APRÈS ACCEPTATION DE VOTRE DOSSIER PAR SOPNICO). MONTANT DU CRÉDIT : 12 409 F. ASSURANCE FACULTATIVE INCLUSE. COÛT TOTAL DU CRÉDIT AVEC ASSURANCE 591 F. COÛT TOTAL DE L'ACHAT À CRÉDIT : 17 091 F. TEG HORS ASSURANCE 3,90% (SUSCEPTIBLE DE VARIATION EN FONCTION DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR). PRIX MAXIMUM CONSEILLÉS. JUSQU'AU 2 JUIN, DANS LA LIMITE DES QUANTITÉS DISPONIBLES, CETTE COMPOSITION L. 275 X 200, BÂTARD 2 PLACES + MÉRIDienne, 2 COUSSINS OREILLERS ET 1 COUSSIN POLOCHON NE COÛTE QUE 16 500 F. ENSUITE, ELLE SERA VENDUE 20 410 F.

PARIS 12, 10 à 2, RUE DE LYON 01 51 46 10 20. INDOUVERNE LE JEUDI. PARIS 3, 92/98/05/109, BO DE SÉBASTOPOL 01 42 76 10 50. INDOUVERNE LE JEUDI. PARIS 7, 193/197/207/213, BO ST-GERMAIN 01 49 54 01 70. PARIS 17, 52, AV. DE LA GDE ARNÉE 01 45 74 73 30-6, RUE DUNIS POISSON 01 45 74 45 72. ATHIS-MONS, R.V.7, 37/53/55, ROUTE DE FOIVARVILLEAU C° 65 38 28. CHEVREUSE, 30, RUE PORTE DE PARIS 01 30 52 49 71. LA DÉFENSE, C. CAL 4 TEMPS, NIVEAU 2, 01 47 75 52 22. MONTIGNY LES C. RN 14, 17/21, BO BORDIER 01 34 50 73 16. MONTLIERY, RN 20 (LA VILLE DU BOIS), 01 69 80 70 57. ORGEVAL, RN 3, 01 35 75 45 14. PAVILLONS 5/BOIS, RN 3, 79/796, AV. ARISTIDE BRUNO, C1 48 50 02 07. ST-QUENTIN-EN-YVELINES, C. CAL 4, RUE COLEBERT, C° 30 57 15 34. VERSAILLES, 6, RUE AU PRIN (PLACE DU MARCHE), C° 39 51 51 61. LISTE DES MAGASINS ROCHE-BOBOIS EN FRANCE. N° VERT 0 800 39 51 45

ET DANS TOUTES LES GRANDES VILLES DE FRANCE.

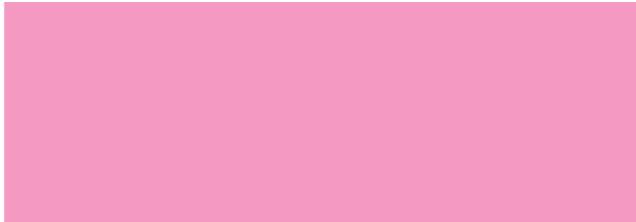
■ LE FRANC a fini par céder du terrain, pénalisé par les rumeurs de victoire de la gauche aux élections législatives. Il s'inscrivait, jeudi matin, à 3,3850 francs pour 1 mark.

■ LE DOLLAR affichait 115,37-39 yens, jeudi matin, sur le marché des changes de Tokyo, en baisse par rapport à son cours de mercredi soir à New York (115,83 yens).

■ OTTMAR ISSING, chef économiste de la Bundesbank, a estimé, mercredi, que la proposition allemande de réévaluer les réserves d'or de la banque centrale relevait d'une « *astuce comptable* ».

■ WALL STREET a reculé mercredi, à l'issue d'une séance dominée par des prises de bénéfice après une succession de records. L'indice Dow Jones a perdu 0,35 %, à 7 357,23.

■ LA BOURSE DE PARIS a dégringolé, mercredi, à la suite de rumeurs donnant la gauche victorieuse aux législatives. L'indice CAC 40 a fini sur une perte de 3,63 %, à 2 583,17 points.



## BNP, valeur du jour

À L'IMAGE des autres valeurs financières, la BNP a particulièrement souffert de la chute de la Bourse de Paris depuis le début de la semaine après l'annonce des résultats du premier tour des élections législatives. L'action BNP a encore perdu 7,1 %, mercredi 28 mai, à 233 francs, dans un volume de transactions d'un million de titres.

Depuis lundi, la valeur a abandonné 11,4 % parce que certains analystes considèrent que la restructuration bancaire en France serait

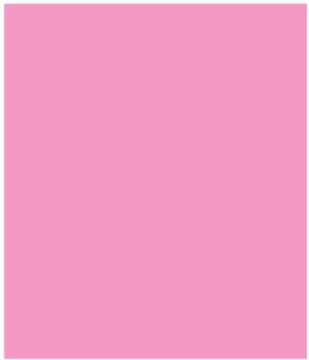
ralentie par un gouvernement de gauche. Depuis le début de l'année, l'action BNP affiche encore une hausse de 16 %.

## Pause à Tokyo et Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a terminé en baisse de 0,19 %, jeudi 29 mai, sous la pression de quelques prises de bénéfice après l'envolée de la veille. L'indice Nikkei a perdu 39,11 points, à 20 312,23 points. Les investisseurs ont préféré encaisser leurs bénéfices en réaction à la baisse du dollar, qui est brièvement passé sous les 116 yens. La fermeté de la devise nipponne inquiète le marché boursier, car elle pourrait limiter les bénéfices des sociétés exportatrices.

Wall Street avait reculé, mercredi, à l'issue d'une séance terne largement dominée par des prises de bénéfice après les records battus lors des dernières séances. L'indice Dow Jones des valeurs vendues avait perdu 26,18 points (-0,35 %) en clôture, à 7 357,23 points. Les coupe-circuits, qui

freinent les transactions informatisées lorsque la variation de l'indicateur atteint les 50 points, ont été déclenchés brièvement un peu moins d'une heure avant la clôture. L'activité a été modérée avec quelque 491 millions d'actions échangées. Les valeurs en hausse ont été plus nombreuses que celles en baisse : 1 309 contre 1 147. 865 titres sont restés inchangés.



## Repli initial du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, jeudi 29 mai. Dès les premières transactions, l'échéance juin du contrat perdait 14 centièmes, à 128,02. La veille, le Matif avait déjà cédé du terrain à la suite de rumeurs sur des sondages donnant la gauche victorieuse aux législatives. Le contrat avait terminé la séance à 128,16, soit une baisse de 28 centièmes. D'autres

rumeurs, démenties officiellement par la Bundesbank, sur une démission de son président Hans Tietmeyer, ont contribué à accroître la volatilité.

Les opérateurs estiment qu'actuellement le principal support du contrat notionnel vient des liquidités dont disposent les investisseurs domestiques sur un marché obligataire où les non-résidents sont très minoritaires (10 % environ).

## Le franc se stabilise

APRÈS AVOIR CONNU d'importantes turbulences mercredi, le marché des changes se calmait un peu jeudi 29 mai dans la matinée. Le franc regagnait un peu de terrain face au deutschemark à 3,3790 francs au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3820 francs mercredi soir. Le dollar était en hausse face au franc, au mark et au yen à 5,7507 francs, 1,7017 mark et à 116,25 yens contre respectivement 5,7320 francs,

1,6932 deutschemark et 115,42 yens, dans les échanges interbancaires de mercredi.

Le marché des devises européennes a été déstabilisé, mercredi 28 mai, par la perspective d'une victoire de la coalition de gauche aux élections législatives françaises et par le conflit entre la Bundesbank et le gouvernement allemand à propos de la réévaluation du stock d'or de la banque centrale.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 29 MAI  
Liquidation : 23 juin  
Taux de report : 3,63  
Cours relevés à 10h15



VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
B.N.P. (T.P.)	990	992	+ 0,20	999
Cr. Lyonnais (T.P.)	900	890	- 1,11	904
Renault (T.P.)	1631	1649	+ 1,10	1656
Rhone Poulenc (T.P.)	2141	2145	0,24	2145
Saint Gobain (T.P.)	1320	1315	- 0,37	1325
Thomson S.A. (T.P.)	1005	1005	0,00	1030
Accor	804	806	+ 0,24	880
AGF-Ass.Gen.France	170	173,80	+ 2,23	194
Air Liquide	892	891	- 0,11	900
Alcatel Alsthom	631	632	+ 0,15	685
Axa	355	358	+ 0,84	375
Axime	648	646	- 0,30	675
Bail Investis.	820	820	0,00	825
Bancaire (Cie)	657	653	- 0,60	700
Bazar Hot. Ville	578	580	+ 0,34	600
Bertrand Faure	272,50	274	+ 0,55	300
BIC	850	887	+ 4,35	885
BIS	490	485	- 1,02	490
B.N.P. Europe	233	235,30	+ 0,98	260
Bollore Techno.	703	703	0,00	720
Bongrain	2200	2200	0,00	2220
Bouygues	503	504	+ 0,19	525
Bouygues Offs.	146,90	147,90	+ 0,68	143
Canal+	996	1008	+ 1,20	1070
Cap Gemini	309,70	312	+ 0,74	330
Carbone Lorraine	1302	1303	+ 0,07	1330
Carrefour	3706	3727	+ 0,56	3800
Casino Guichard	263	263	0,00	275
Casino Guich.ADP	216	214	- 0,92	220
Castorama Dub.(Li.)	787	800	+ 1,65	835
C.C.F.	247,90	248,50	+ 0,24	265
Cegid (Ly.)	578	588	+ 1,73	650
Cerus Europ.Reun.	31,70	31,50	- 0,63	32
Cetelem	627	626	- 0,15	635
CGIP	1670	1670	0,00	1730
Chargeurs Intl.	318	311,10	- 2,16	330
Christian Dalloz	2228	2207	- 0,94	2270
Christian Dior	876	870	- 0,68	895
Ciments Fr.Priv.B.	203	205	+ 0,98	215
Cipe France Ly #	735	732	- 0,40	785
Clarins	695	696	+ 0,14	720
CLF-Dexia France	525	527	+ 0,38	545
Club Méditerranée	405,50	399,30	- 1,52	415
Cofepix	312	317,90	+ 1,89	325
Colas	819	819	0,00	830
Comptoir Entrep.	10,10	10,50	+ 3,96	10,50
Comptoirs Mod.	2760	2750	- 0,36	2760
CPR	450	454	+ 0,88	480

Cred.Fon.France	66	66	0,00	66
Credit Lyonnais Cl	220,10	218,80	- 0,59	225
Credit National	315,20	317	- 0,69	333
CS Signaux(CSEE)	249	247,50	- 0,60	275
Damart	4490	4490	0,00	4690
Danone	870	881	+ 1,26	910
Dassault-Aviation	1077	1085	+ 0,74	1220
Dassault Electro	542	545	+ 0,55	600
Dassault Systemes	355	359,80	+ 1,35	375
De Dietrich	246	247	+ 0,40	265
Degremont	420	421	+ 0,23	435
Deveaux(Ly)#	831	800	- 3,73	865
Dev.R.N.P-Cal Li #	46	45	- 2,17	50
DMC (Dollfus Mi)	122,10	122	- 0,08	128
Dynaction	143	143	0,00	145
Eaux (Gle des)	735	735	0,00	810
Eiffage	305	306	+ 0,32	305
Elf Aquitaine	578	582	+ 0,69	615
Eramet	288,30	289	+ 0,24	300
Eridania Beghin	817	831	+ 1,71	875
Essilor Intl.	1435	1439	+ 0,27	1510
Essor Intl.ADP	1270	1320	+ 3,93	1380
Esso	544	541	- 0,55	545
Eurafrance	2350	2400	+ 2,12	2460
Euro Disney	9,20	9,30	+ 1,08	8,50
Europe 1	1180	1152	- 2,37	1180
Eurotunnel	6,40	6,40	0,00	6,50
Filipacchi Medias	1261	1260	- 0,07	1310
Fimalac SA	539	535	- 0,74	540
Finaxtel	107,60	108	+ 0,37	115
Fives-Lille	429,80	420	- 2,28	465
Fromageries Bel	4370	4360	- 0,22	4320
Galeries Lafayette	2120	2120	0,00	2210
GAN	125	130	+ 4	139
Gascogne (B)	494	490	- 0,80	520
Gaumont #	430	425	- 1,16	445
Gaz et Eaux	2468	2466	- 0,08	2550
Geophysique	470	475	+ 1,06	500
G.F.C.	527	535	+ 1,51	545
Groupe Andre S.A.	500	508	+ 1,60	520
Gr.Zannier (Ly) #	145,90	144,50	- 0,95	153
GTM-Entrepote	300	305	+ 1,66	335
Guilbert	865	865	0,00	905
Guyenne Gascogne	1750	1780	+ 1,71	1900
Havas	402,90	406,80	+ 0,96	425
Havas Advertising	626	628	+ 0,31	660
Imetal	789	780	- 1,14	785
Immeubl.France	362	361	- 0,27	380
Infogames Enter.	743	742	- 0,13	770
Ingenico	119	119	0,00	120
Interbail	229,50	229,40	- 0,04	230
Internechnique	1270	1270	0,00	1320
Jean Lefebvre	332	350	+ 5,42	340
Kleppier	800	810	+ 1,25	805
Labinal	1261	1280	+ 1,50	1350
Lafarge	374,50	372	- 0,66	380
Lagardere	169,80	171,60	+ 1,06	182
Lapeyre	341,50	340	- 0,43	350
Lebon	204	204	0,00	205
Legrand	918	926	+ 0,87	960
Legrand ADP	660	670	+ 1,51	690
Legris indust.	256	255	- 0,39	270
Locindus	850	830	- 2,35	850
L'Oréal	1981	2016	+ 1,76	2130

LVMH Moet Hen.	1389	1406	+ 1,22	1420
Lyonnais Eau.	567	569	+ 0,35	580
Marine Wendel	600	592	- 1,33	630
Metaleurop	65,10	65,50	+ 0,61	64
Metrolgie Inter.	18,50	18,45	- 0,27	18
Michelin	325	324,50	- 0,15	340
Moulinex	132,50	131	- 1,13	138
Nord-Est	131	130	- 0,76	131
Nordon (Ny)	392	390	- 0,51	400
NRJ	849	849	0,00	830
OLIPAR	77,50	76,05	- 1,87	80
Paribas	368	374	+ 1,63	400
Pathe	1337	1330	- 0,52	1380
Pechiney	198	196	- 1,01	210
Pernod-Ricard	284	285,20	+ 0,42	300
Peugeot	593	594	+ 0,16	620
Pinault-Print.Red.	2342	2367	+ 1,06	2500
Plastic-Omn.(Ly)	478	478	0,00	490
Primagaz	532	533	+ 0,18	545
Produmes	1983	1993	+ 0,50	2070
Publicis	520	520	0,00	565
Remy Cointreau	139,60	142,80	+ 2,29	149
Renault	133,10	133,60	+ 0,37	146
Revel	1540	1540	0,00	1610
Rhone Poulenc A.	185,50	185,90	+ 0,21	194
Rochette (La)	24,20	24,50	+ 1,23	25
Rue Imperiale(Ly)	6000	6000	0,00	5910
Sade (Ny)	196	195,10	- 0,45	197
Sagem SA	2950	2862	- 2,98	3050
Saint-Gobain	790	795	+ 0,63	815
Saint-Louis	1322	1343	+ 1,58	1400
Salomon (Ly)	424	424	0,00	425
Salvepar (Ny)	414	420	+ 1,44	435
Sanofi	506	511	+ 0,98	555
Sat	1550	1532	- 1,16	1590
Saupiquet (Ns)	680	681	+ 0,14	700
Schneider SA	283,50	284,40	+ 0,31	310
SCOR	236,50	235,50	- 0,42	245
S.E.B.	990	996	+ 0,60	1000
Sefimeg CA	402	400	- 0,49	430
SEITA	199	198,50	- 0,25	205
Selectibanque	69,80	69,85	+ 0,07	74
SFIM	950	963	+ 1,36	1000
SGE	121	122	+ 0,82	129
Sidel	402,30	409	+ 1,66	415
Silic CA	865	856	- 1,04	895
Simco	500	498,10	- 0,38	505
S.I.T.A.	1011	1025	+ 1,38	1100
Skis Rossignol	127,50	127	- 0,39	131
Societe Generale	613	617	+ 0,65	660
Sodexho Alliance	2656	2690	+ 1,28	2760
Sommer-Allibert	210,20	195	- 7,23	220
Sophia	224,50	225	+ 0,22	230
Spir Communication	460	454	- 1,30	485
Strafor Facom	403,50	405	+ 0,37	445
Suez	296	296,40	+ 0,13	310
Synthelabo	685	684	- 0,14	700
Technip	609	602	- 1,14	630
Thomson-CSF	167	166,40	- 0,35	187
Total	529	533	+ 0,75	560
UFB Locabail	520	520	0,00	540
UIF	436	437	+ 0,22	450
UIS	199,50	197,50	- 1	205
Unibail	565	565	0,00	565

Union Assur.Fdal	700	700	0,00	720
Usinor Sacilor	88,80	88,25	- 0,61	93
Valéo	339	341,50	+ 0,73	365
Vallourec	325,50	327	+ 0,46	355
Via Banque	171,40	167	- 2,56	178
Worms & Cie	330	332	+ 0,60	355
Zodiac ex.dt divid	1371	1381	+ 0,72	1420
Elf Gabon	1690	1695	+ 0,29	1710

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
ABN Amro Hol.#	110	109,20	- 0,72	107
Adecco S.A.	2121	2120	- 0,04	2120
Adidas AG #	645	647	+ 0,31	630
American Express	396	398,50	+ 0,63	390
Anglo American #	325	325	0,00	345
Amgold #	387,20	387,20	0,00	400
Arjo Wiggins App.	17	17	0,00	16,50
A.T.T.#	216,50	214	- 1,15	200
Banco Santander #	513	513	0,00	485
Barrick Gold #	146	145,20	- 0,54	139
B.A.S.F. #	216,80	215	- 0,46	215
Bayer #	229	229,50	+ 0,22	220
Cordiant PLC	11,10	11,05	- 0,45	11
Crown Cork ord.#	329,20	329,20	0,00	325
Crown Cork PF CV#	295	295	0,00	290
Daimler Benz #	457,10	459,20	+ 0,45	450
De Beers #	203	205,50	+ 1,23	205
Deutsche Bank #	331,90	329	- 0,87	330
Dresdner Bank #	209,60	210,20	+ 0,28	210
Driefontein #	49,80	49,50	- 0,61	50
Du Pont Nemours #	640	629	- 1,71	620
Eastman Kodak #	478	479,60	+ 0,33	465
East Rand #	2,25	2,16	- 4	2,17
Echo Bay Mines #	33,60	33,70	+ 0,29	33
Electrolux #	354,90	354,90	0,00	350
Ericsson #	204	205	+ 0,49	210
F.I.P.P.#	218	216,60	- 0,64	210
Freemgold #	37,10	37,90	+ 2,15	38
Gencor Limited #	25,35	25,35	0,00	24
General Elect. #	354,10	352,80	- 0,36	345
General Motors #	335	335	0,00	325
Gle Belgique #	536	536	0,00	535
Grid Metropolitan	56	54	- 3,57	53
Guinness Plc #	53,50	54,05	+ 1,02	53
Hanson PLC reg.	29,50	29,50	0,00	29
Harmony Gold #	39,70	41	+ 3,27	40
Hitachi #	62,20	63,90	+ 2,73	60
Hoechst #	234	230,50	- 1,49	220

I.B.M #	1049	1035	- 1,33	985
I.C.I.#	77,50	74,95	- 3,29	74
Ito Yokado #	332,70	330	- 0,81	330
Matsumoto #	110	110,50	+ 0,45	104
Mc Donald's #	295	293	- 0,67	290
Merck and Co #	531	531	0,00	520
Mitsubishi Corp.#	69,90	68,40	- 2,14	68
Mobil Corporat.#	791	794	+ 0,37	795
Morgan J.P. #	592	599	+ 1,18	595
Nestle S.A Nom. #	7290	7240	- 0,68	7220
Nipp. MeatPacker #	70,40	69	- 1,98	68
Nokia A #	384	390,60	+ 1,71	390
Norsk Hydro #	297	296	- 0,33	295
Petrofina #	2009	2012	+ 0,14	2090
Philip Morris #	256,50	254,90	- 0,62	255
Philips N.V. #	322,10	322,20	+ 0,03	330

**FOOTBALL** Le Borussia de Dortmund (Allemagne) a remporté la Ligue des champions, mercredi 28 mai, à Munich, en battant (3-1) la Juventus de Turin (Italie), tenant du

titre et favori. ● **TROIS BUTS**, tous provoqués par Andreas Möller, ancien joueur de la « Juve », ont assuré ce succès, tandis que les Italiens ont réduit la marque par Alessan-

dro Del Piero. ● **CETTE VICTOIRE** permettra à l'Allemagne d'engager pour la saison 1997-98 trois représentants (Dortmund, vainqueur, le Bayern de Munich, champion natio-

nal, et son dauphin, le Bayer Leverkusen) dans la Ligue des champions. ● **L'ALLEMAGNE**, forte d'un titre de champion d'Europe des Nations acquis en 1996, du Ballon d'or

1996 attribué au libero de Dortmund, Matthias Sammer, et d'une Coupe de l'UEFA 1997 emportée par Schalke 04 face à l'Inter de Milan, montre son excellente santé.

## Dortmund offre à l'Allemagne sa deuxième coupe d'Europe cette saison

En battant (3-1) les favoris italiens de la Juventus, le club de la Ruhr a signé un exploit. Après la victoire en Coupe de l'UEFA de Schalke 04 sur l'Inter de Milan, il vient confirmer les qualités actuelles de la Bundesliga, qui propose à des tribunes pleines des matches de qualité

### MUNICH

de notre envoyé spécial

Belle et féroce, cette finale. Dans la douceur d'une nuit bavaroise, c'est un feu d'artifice somptueux qui clôt ce face-à-face de géants entre le Borussia Dortmund et la Juventus de Turin. Un ciel strié de couleurs vives pour terminer en beauté une soirée de gala ayant tenu ses promesses sur la pelouse du Stade olympique de Munich (Allemagne), mercredi 28 mai. Des buts spectaculaires, d'autres refusés, des tacles terribles, des chocs, des rebondissements, les tifosi de la « Vieille Dame » et les fans de la Ruhr en ont eu pour leurs marks.

Les nouveaux champions d'Europe de Dortmund méritent leur titre. Pourtant, Matthias Sammer et ses amis ne paraissent pas favorisés face à l'équipe de club la plus impressionnante de la planète cette saison. Cette Juve, centenaire au cœur d'athlète, qui avait tout gagné depuis quelques mois, du *scudetto* à la Coupe intercontinentale, débarquait en Bavière avec les certitudes d'une équipe de guerriers.

façonée par le magicien Marcello Lippi et le préparateur physique Gianpiero Ventrone.

### PLIER SANS ROMPRE

Face aux attaques incessantes des Boksic, Vieri et autres Zidane, le Borussia a plié sans rompre. Dominés territorialement, les joueurs d'Ottmar Hitzfeld, l'homme qui sourit un peu moins souvent que Buster Keaton, ont profité d'erreurs défensives inhabituelles chez la Juve pour l'emporter.

Les deux buts inscrits en première période par Karl-Heinz Riedle (29<sup>e</sup> et 34<sup>e</sup>), ancien de la Lazio de Rome et joueur de tête doué, furent des merveilles d'opportuniste. Le lob marqué par Lars Ricken (71<sup>e</sup>), qui venait tout juste d'entrer en jeu en deuxième période, fut lui aussi de toute beauté. A Dortmund, il y a du muscle, ce qu'on savait déjà, mais il y a aussi du talent pur, comme celui du Portugais Paulo Sousa, auteur d'un match époustouflant face à ses anciens coéquipiers.

Quelques jours avant l'affiche munichoise, un autre club italien,

lui aussi favori, s'était fait piéger par une équipe allemande en finale de la Coupe de l'UEFA. Schalke 04, occupant une modeste 13<sup>e</sup> place en Bundesliga, avait rafé le trophée face à l'Inter, 3<sup>e</sup> du calcio. Un avertissement ayant le mérite de rappeler certaines évidences : en dépit d'une médiatisation internationale moindre, la Bundesliga reste un championnat d'un haut niveau. Les buts y sont nombreux, le spectacle de qualité, les tribunes

pleines et l'argent coule à flots grâce notamment à la générosité des chaînes de télévisions, privées et publiques.

Et puis, on l'a oublié un peu vite, mais c'est bien la sélection allemande qui est championne d'Europe en titre, après le succès signé en 1996 à Wembley. C'est bien Matthias Sammer qui a remporté le Ballon d'Or de *France-Football*, trophée récompensant le meilleur joueur européen de l'année. Et c'est bien le Borussia Dortmund

qui s'est successivement offert cette saison la peau du champion d'Espagne (Atletico de Madrid), de France (AJ Auxerre) et d'Angleterre (Manchester United) avant de terrasser les monstres turinois.

Avec quatre anciens joueurs de la Juve dans ses rangs, le Borussia comptait quatre joueurs de talent, surmotivés et capables de déceler rapidement les moments de faiblesse chez leurs rivaux d'un soir. Kohler et Reuter ont été comme d'habitude intraitables en défense. Möller dirigea la manœuvre. Paulo Sousa, enfin, ratissa un nombre incalculable de ballons.

Ajoutez à cela un Matthias Sammer courant peu, mais dont le jeu demeure d'une justesse, d'une propreté et d'une efficacité parfaites, et vous comprendrez mieux comment Dortmund a pu venir à bout des favoris de la Juventus, visiblement au bout du rouleau physiquement après une saison éprouvante. Lorsque l'équipe de Marcello Lippi ne réussit pas à imposer son désormais célèbre pressing, elle devient vulnérable. Or réussir à imposer ce jeu très exi-

geant nécessite de disposer de joueurs en pleine forme. Ce n'était pas le cas à Munich. Et Dortmund en a logiquement profité.

La saison prochaine, grâce à cette victoire et au nouveau règlement en vigueur mis en place par l'UEFA, le football allemand présentera donc trois clubs en Ligue des Champions : le Bayern, vainqueur de la Bundesliga, Leverkusen son dauphin, et Dortmund, tenant du titre. Une performance de choix pour un football en pleine expansion.

Premier club allemand à remporter la plus prestigieuse des Coupes d'Europe depuis 1983 (Hambourg avait battu la Juventus), Dortmund est également devenu en quelques années le symbole parfait de cette nouvelle Bundesliga, avec un stade au confort amélioré, une politique de vente des produits dérivés efficaces et des sponsors solides. Reste maintenant à réussir l'impossible : faire sourire Ottmar Hitzfeld deux fois.

Alain Constant

## Thomas Muster agacé

Les nerfs du champion de Roland-Garros 1995 ont été mis à rude épreuve par Jeff Tarango, qui, faute de pouvoir le battre, le singeait

THOMAS MUSTER est rentré au vestiaire vainqueur (7-5, 1-6, 6-2, 6-1) mais furieux. Pour la première fois de sa carrière, mercredi 28 mai, il a quitté un court sans serrer la main de son adversaire, sous la bronca d'un public de Roland-Garros généralement tout acquis à ses anciens vainqueurs.

Sa victime, Jeff Tarango, jubilait. Malgré son élimination, il s'était follement amusé aux dépens du champion de l'édition 1995. Il avait retourné la foule en sa faveur grâce à un festival de pitièreries sans transgresser les règles. Les bras levés, ovationné comme un vainqueur, il s'est éclipsé en riant sous cape de son vilain tour.

Rien ne paraît extravagant ni exagéré à Tarango. Surtout depuis ce jour de juillet 1995 où, à Wimbledon, l'Américain a endossé le rôle de mauvais garçon du circuit international. Au troisième tour du plus guindé des tournois du grand chelem, alors qu'il jouait un des matches les plus importants de sa carrière, il avait traité d'« arbitre le plus corrompu du circuit », le juge de chaise dont il estimait les décisions orientées.

La brusque désertion du court et le mouvement d'humeur de Jeff n'avaient pas tant choqué que la gifle administrée quelques instants plus tard par sa bouillante épouse Bénédicte, une Française, au dit-arbitre.

Epris d'une justice dont il s'estimait lésé, Jeff a abîmé son tennis dans des nuits d'insomnie à se bâtir une défense sur ordinateur. En vain. Il a dû purger une peine : interdiction de jouer à Wimbledon l'an passé et restitution de ses gains en Grande-Bretagne de l'année précédente. On l'avait cru échaudé. A 28 ans, la naissance prochaine de son premier enfant ne le fera manifestement pas renoncer à l'anticonformisme qu'il se plaît à incarner dans un milieu très policé et souvent atone.

### FORCER LA SYMPATHIE

Trop fin pour s'identifier aux colériques mais brillants John McEnroe ou Jimmy Connors, trop chevaleresque pour « gagner d'horrible manière » comme le préconise Brad Gilbert dans un livre du même nom, l'ancien étudiant de l'Université de Stanford (Californie) a choisi l'humour pince sans rire. « *Écoutez d'abord l'Autriche* », a-t-il lancé pompeusement aux journalistes témoins de son exercice de style sur le court.

« La foule attendait que je sois pris

en défaut, elle a pu constater que je me suis contenté de lutter pour gagner à la régulière », a-t-il expliqué avec une candeur désarmante, ravi d'avoir forcé la sympathie d'une assistance qui lui avait d'abord témoigné son hostilité en scandant le nom de son adversaire. Agacé par les ahènements qui ponctuent le jeu de Muster, et réaliste sur ses chances – « *Je ne crois pas pouvoir le vaincre physiquement, il s'entraîne à l'évidence beaucoup plus que moi* » – Tarango avait pris le parti d'en rire et de faire rire dès la fin du premier set.

Singeant les allures et la démarche qui valent à Muster le surnom de Musclor, imitant les sons qu'il produit à chaque frappe de balle, l'Américain a mis les nerfs des organisateurs à vif. Pour se prémunir d'un nouveau scandale et apaiser les esprits, ils ont dépêché un des superviseurs, Bill Gilmore, au bord du court Suzanne Lenglen.

Cramponné au règlement, Thomas Muster réclamait que le jeu ne soit pas perturbé. L'air de rien, Jeff Tarango continuait son manège. « *Thomas grogne quand, il sert, quand il frappe la balle, quand je lance ma balle de service et quand je tape dans la balle, franchement ça fait beaucoup*, a-t-il feint de s'insurger, et dès que j'émetts le moindre grognement, on annule le point ».

Tendu et attentif, l'arbitre est descendu de sa chaise à 15 reprises pour vérifier la validité des points. Tarango, qui a rarement eu gain de cause, justifiait crânement ses requêtes : « *Moi, je joue près des lignes contrairement à Thomas* ». Muster s'est pressé d'en finir avec l'impudent. Sa colère glaciale et le souvenir d'une saison trop maigre sur terre battue après des prouesses inattendues sur ciment en début d'année l'ont motivé. Sorti exsangue, la veille, d'un premier tour en cinq sets contre l'Allemand Mark Gollner, il cache mal son rêve de reconquête de Paris. « *J'ai sûrement heurté son ego*, minaudait Tarango. *Ce genre de type ne supporte pas qu'on lui vole la vedette* ».

« *J'ai quelque peu perdu ma concentration dans le deuxième set, a marmonné le rigide Autrichien. Je devrai être assez professionnel pour ignorer ce genre de chose* ». Mais les joueurs suffisamment fantasistes ou talentueux pour rire sur un court de tennis sont devenus trop rares. Au point que les méthodes de préparation les mieux rodées ne prévoient pas l'éventualité d'en rencontrer.

Patricia Jolly



Marc Rosset vise Pete Sampras

Marc Rosset, demi-finaliste en 1996, pointe à une 18<sup>e</sup> place mondiale, et son début de saison est hon-

nête sans plus (une victoire à Anvers). Au deuxième tour, il a battu l'Australien Jason Stoltenberg (6-2, 6-3, 6-4). S'il bat le Français Lionel Roux en seizième, la bataille de serveurs annoncée va pouvoir commencer. Contre un certain Pete Sampras.

## Le bluff inutile d'Olivier Delaitre face à Mark Philippoussis

IL A LA GUEULE burinée et la charpente trapue d'un marin, une physionomie toute trouvée pour l'aventure d'aujourd'hui. Sur le court n° 1, Olivier Delaitre essuie une tempête. Mark Philippoussis lui assène des aces et des coups droits de plus en plus violents. L'Australien râle, souffle et tonne, cogne, cogne encore. Olivier Delaitre tient le cap, souque. Il vient peut-être de perdre le premier set mais ne désespère pas d'une accalmie. Elle vient, il s'engouffre, happe un service et s'adapte le deuxième set. Mais le grain sera trop fort, Philippoussis-Poséidon commande aux éléments en furie. Olivier se noie.

Il sort de son match groggy, mais pas déçu : « *Il n'y a pas un moment, dans la partie, où je me suis dit : flûte, je viens encore de me prendre un ace* ».

« *Moi, je suis plutôt un joueur d'il y a vingt ans, reconnaît-il. Mon gabarit n'est pas adapté au tennis d'aujourd'hui. Lui, il a le gabarit de demain, plus vite, plus grand, plus fort* ». Olivier Delaitre a trente ans, il mesure 1,70 m pour 68 kilos, il vient de rencontrer un colosse de 1,94 m pour 92 kg. Confrontation impossible, perdue d'avance ? Hier, face à un grand serveur, Tim Henman, quart de finaliste à Wimbledon en 1996, Olivier Delaitre a objecté son expérience bien française de la terre battue. Tennis malicieux, échanges bien

trop longs pour un attaquant, Henman avait plié.

Alors, face au vingtième joueur mondial, Olivier-Tom Pouce, 150<sup>e</sup> mondial sur la pointe des pieds, y a cru. Sa force encore une fois fut cette patience et cette opiniâtreté à profiter de toutes les balles un rien moins vives. Mais comme dans un jeu électronique, il y a toujours un moment où l'on finit par ne plus pouvoir tenir la cadence imposée par la machine. Mark Philippoussis, beau dans sa brutalité, a donc déjoué le danger en passant à la vitesse supérieure.

Le géant australien a joué et gagné, au premier tour, le premier match en cinq sets de sa carrière. « *Avec moi, avant, c'était tout ou rien* », a-t-il dit. Et là, au fil des jeux, de sa souffrance, son tennis s'est posé et a su patienter, parfois, pour marquer. « *La terre battue est une façon de révéler un caractère, confie le cogneur. Je comprends que l'on puisse s'y sentir bien* ». L'avertissement vaut au-delà de Delaitre qui ne pouvait plus que lancer une interrogation : « *Est-ce que demain, cela suffira de mettre des aces et des coups droits ? Les numéros mondiaux savent tout faire. Pete Sampras a un bon revers et cette intelligence. Philippoussis, moi j'ai essayé de le bluffer* ».

Bénédicte Mathieu

### Résultats du 28 mai

#### SIMPLE MESSIEURS

##### Premier tour

● **Troisième quart du tour**  
F. Fontang (Fr.) b. P. Fredriksson (Sue.) 6-3, 6-7 (7-6) 6-0, 4-6, 6-2.

##### Deuxième tour

● **Premier quart du tour**  
P. Sampras (E-U, n° 1) b. F. Clavet (Esp.) 6-1, 6-2, 6-2 ; L. Roux (Fr.) b. S. Lareau (Can.) 7-5, 6-2, 6-4 ; M. Rosset (Sui.) b. J. Stoltenberg (Aus.) 6-2, 6-3, 6-4 ; A. Portas (Esp.) b. C. Moya (Esp., n° 9) 6-4, 4-6, 7-5, 6-3 ; F. Dewulf (Bel.) b. F. Meligeni (Bré.) 6-4, 6-2, 3-6, 1-6, 6-3 ; T. Champion (Fr.) b. R. Delgado (Par.) 6-2, 6-3, 6-3 ; A. Correja (Esp., n° 8) b. J. Knippschild (All.) 4-6,

6-1, 6-1, 7-6 (8/6).

##### Deuxième quart du tour

Y. Kafelnikov (Rus., n° 3) b. G. Raoux (Fra.) 7-5, 6-3, 6-4 ; C. Pioline (Fr.) b. G. Ellis (Arg.) 2-6, 6-3, 6-3, 7-6 (7/3) ; J. Siemerink (PB) b. S. Navarro (Esp.) 6-1, 6-7 (7/1), 6-1, 6-2 ; M. Philippoussis (Aus.) b. O. Delaitre (Fra.) 6-4, 3-6, 6-1, 6-4 ; A. Medvedev (Ukr.) b. J. A. Viloca (Esp.) 6-4, 6-3, 6-4 ; N. Escudé (Fr.) b. J. Stark (E-U) 6-2, 6-3, 6-3 ; G. Kuerten (Bré.) b. J. Bjorkman (Sue.) 6-4, 6-2, 4-6, 7-5 ; T. Muster (Aut., n° 5) b. J. Tarango (E-U) 7-5, 1-6, 6-2, 6-1.

##### SIMPLE DAMES

##### Deuxième tour

● **Troisième quart du tour**  
L. Davenport (E-U, n° 5) b. E. Makarova (Rus.) 6-1, 6-1 ;

P. Schnyder (Sui.) b. K. Studenikova (Slq.) 6-0, 2-0, ab. ; A. Grossman (E-U) b. L. Neiland (Lit) 6-4, 6-4 ; I. Majoli (Cro., n° 9) b. A. Fusai (Fra.) 6-2, 6-3 ; K. Habsudova (Sloq., n° 15) b. E. Likhovtseva (Rus.) 6-2, 6-2 ; R. Dragomir (Rou.) b. Y. Basuki (Indo.) 7-5, 4-6, 8-6 ; N. Arendt (E-U) b. L. Golarsa (Ita.) 6-2, 6-2 ; J. Novotna (Rép. Tch., n° 4) b. J. Kandarr (All.) 6-4, 6-0.

##### Quatrième quart du tour

C. Martinez (Esp., n° 7) b. C. Rubin (E-U) 6-3, 6-0 ; C. Dhenin (Fr.) b. S. Talaja (Cro.) 6-2, 7-5 ; M. Babel (All.) b. H. Sukova (Rép. Tch.) 4-6, 6-4, 12-10 ; A. Coelzer (RSA, n° 11) b. R. Grande (Ita.) 7-6 (7/5), 6-4 ; I. Spirlea (Rou., n° 13) b. I. Gorotchalegui (Arg.) 6-4, 4-6, 6-2 ; V. Ruano-Pascual (Esp.) b. A. Cocheleux (Fra.) 6-4, 6-2 ; M. Serna (Esp.) b. N. Kijimuta (Jap.) 3-6, 6-4, 6-2 ; S. Graf (All., n° 2) b. A. Mauresmo (Fra.) 6-3, 6-3.

### SUR LES COURTS

● **Carlos Moya, un favori de chute.** Un Espagnol chasse l'autre et pas des moindres : la tête de série n° 9 du tournoi, Carlos Moya, a été sortie mercredi 28 mai par Alberto Portas, un gaillard de 23 ans qui pointe à la 67<sup>e</sup> place du classement ATP (6-4, 4-6, 7-5, 6-3). Alberto Portas, finaliste à Barcelone, en avril, déclare : « *Je sais que les Espagnols n'aiment pas jouer entre eux, mais moi, cela me plaît. Je me sens chez moi. Je sais où je vais* ».

● **Conchita Martinez reprend des forces.** En deux matches, Conchita Martinez est en train de prendre ses marques sur la terre battue, aire de jeu sur laquelle elle n'était pas à l'aise cette année. Demi-finaliste à Roland-Garros lors des trois précédents tournois, elle est cette année tête de série n° 7, avec cette discrétion qu'elle affectionne. En tout cas, contre Chanda Rubin (6-3, 6-0), l'Espagnole passe une petite heure seulement sur le court grâce à son tennis sensible et talentueux, opportunément retrouvé.

● **Lionel Roux toujours en course.** A 24 ans, il dispute Roland-Garros pour la sixième fois et il parvient pour la première fois au troisième tour grâce à une victoire sur le Canadien Sébastien Lareau (7-5, 6-2, 6-4) mercredi 28 mai. Lionel Roux est heureux mais il a le triomphe lucide : « *J'ai eu deux tours assez faciles pour un tournoi du Grand Chelem puisque j'ai joué deux joueurs classés au-delà de la 100<sup>e</sup> place* ». En seizièmes de finale, Lionel Roux doit rencontrer le Suisse Marc Rosset, tête de série n° 15 et demi-finaliste en 1996.

● **Pete Sampras, facile.** Il pensait qu'il aurait deux premiers tours difficiles, il s'en est tiré sans peine. Après Fabrice Santoro, Pete Sampras a battu mercredi 28 mai l'Espagnol Francisco Clavet (6-1, 6-2, 6-2). Une singularité toutefois dans le jeu du numéro un mondial : il va pêcher ses raquettes dans la glacière, sur le bord du court. « *Cela les garde au frais pour que le cordage reste bien tendu. J'ai eu des problèmes, l'an dernier avec la tension, à cause de la chaleur* ».

● **Cédric Pioline dans le vent.** Un début difficile, une fin laborieuse. Cédric Pioline a battu mercredi 28 mai l'Argentin Gaston Etis en quatre manches conclues par un tie-break : 2-6, 6-3, 6-3, 7-6 (7/3). « *A la fin du premier set, je me suis juste dit qu'il fallait que je me bouge si je voulais renverser la tendance du match* », dit le Français. Un match étrange chahuté par les bourrasques. Mais sûrement une bonne préparation pour affronter le tenant du titre, Evgueni Kafelnikov, qui n'a pas trop laissé d'air à Guillaume Raoux (7-5, 6-3, 6-4).

# Pour relancer l'intérêt pour le football, le Japon se convertit au « totocalcio »

Une loi devrait permettre la création d'un système de paris sur les matches de championnat

Le championnat japonais de football ne suscite plus autant d'intérêt que lors de sa création en 1993. La Coupe du monde 2002, partagée entre

le Japon et la Corée du Sud, a poussé les autorités à rechercher une solution pour financer la création d'une équipe nationale susceptible de

bien figurer dans l'épreuve : le « totocalcio » nippon venait de naître. Un bonheur pour un peuple très amateur de jeux d'argent.

# Basket-ball : les Chicago Bulls se qualifient pour la finale NBA

LES BULLS DE CHICAGO se sont qualifiés, mercredi 28 mai, pour la finale du championnat professionnel américain (NBA) – la cinquième en sept ans –, après leur victoire (100-87) face aux Miami Heat en finale de la conférence Est. Sacrés en 1991, 1992, 1993 et 1996, les coéquipiers de Michael Jordan défendent leur titre face au vainqueur de la finale de la conférence Ouest qui oppose au meilleur de sept matches Utah Jazz et Houston Rockets. Actuellement, Utah Jazz mène 3 victoires à 2. – (Reuter)

## DÉPÊCHES

■ **ALPINISME** : Jean-Christophe Lafaille a atteint mercredi 28 mai le sommet du Lothésé (8 516 m) en Himalaya, en compagnie des Italiens Mario et Salvatore Panzeri, réussissant ainsi son cinquième plus de 8 000 m. Ils ont pu atteindre le sommet à la faveur d'une accalmie du mauvais temps qui régnait depuis plusieurs semaines. Lafaille avait déjà gravi en solitaire entre 1993 et 1996 dans l'Himalaya le Cho Oyu (8 201 m), le Shishapangma (8 046 m), et réalisé l'enchaînement des Gasherbrum I et II (8 069 et 8 035 m).

■ **FOOTBALL** : Patrick Proisy, ancien tennisman devenu directeur d'IMG France, filiale du groupe américain de management dirigé par Mark McCormack, est devenu, mercredi 28 mai, président du Racing Club de Strasbourg. Cette élection lui permettra d'avoir les coudees plus franches pour « construire un club conforme à la dimension européenne de la ville de Strasbourg » en attendant que le club passe du statut de Société d'économie mixte (SEM) à celui de Société anonyme à objet sportif (SAOS). Repreneur des 49 % d'actions que la ville détenait dans le capital du club, IMG s'est engagé à investir 150 millions de francs sur cinq ans (Le Monde du 13-14 avril).

■ **Le président du FC Barcelone**, José Luis Nunez, a annoncé, mercredi 28 mai, la rupture définitive des négociations avec les représentants de l'attaquant brésilien Ronaldo et a dit s'attendre à un transfert du joueur à l'Inter de Milan. Ce coup de théâtre intervient 24 heures après l'annonce solennelle par José Luis Nunez que Ronaldo resterait au Barça jusqu'en 2006 contre un salaire de 500 millions de pesetas par saison (20 millions de francs) et une clause libératoire du contrat de 400 millions de francs. Les garanties fiscales exigées par les trois agents du joueur auraient fait avorter les négociations. – (AFP)

■ **Le Comité français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde de football 1998** a signé, mercredi 28 mai, un accord de partenariat avec la compagnie pétrolière Total Raffinage Distribution. Au terme de cet accord, signé par Fernand Sastre et Michel Platini, présidents du CFO, et Jean-Paul Vettier, PDG de Total Raffinage Distribution, Total devient « compagnie pétrolière officielle de la Coupe du monde 1998 ».

■ **LOTO** : les résultats des tirages n° 43 du Loto effectués mercredi 28 mai sont les suivants : premier tirage : 2, 12, 27, 29, 35, 43 ; numéro complémentaire : 48. Les rapports sont de, pour six bons numéros, 8 754 575 F ; pour cinq numéros et le complémentaire, 70 975 F ; pour quatre numéros, 5 395 F ; pour trois numéros, 143 F ; pour deux numéros, 15 F. second tirage : 1, 2, 6, 19, 43, 48 ; numéro complémentaire : 21. Les rapports sont de, pour six bons numéros, 20 099 360 F ; pour cinq numéros et le complémentaire, 94 550 F ; pour quatre numéros, 7 210 F ; pour trois numéros, 140 F ; pour deux numéros, 14 F.

besoin. Mentionné par les plus anciennes chroniques, *Nihon shoki* (VIII<sup>e</sup> siècle), le jeu d'argent sous des formes diverses (dés, cartes, paris sur les combats de coqs ou de sumo) fut une activité que le pouvoir chercha sans succès à enrayer. Et le joueur professionnel (*bakuto*) est une figure légendaire dans l'imaginaire populaire, à l'origine de la sous-culture des *yakuza* (truands).

Le Japon est le pays développé le plus « joueur » du monde. Les courses de chevaux – le montant des paris est quatre fois plus important qu'en France –, de vélos – le *keirin*, pari sur les courses de « pistards », a même inspiré une nouvelle épreuve reconnue par l'Union cycliste internationale –, mais aussi de motos et de hors-bord sont à la

base de jeux légaux. Avec eux, la loterie nationale et bien entendu le *pachinko* – sorte de billard électrique, indirectement jeu d'argent par la revente des produits que l'on y gagne – représentent un chiffre d'affaires de 34 000 milliards de yens (près de 1 500 milliards de francs). Et encore, l'activité des *bookmakers* n'entre pas dans les statistiques officielles.

## HÔTE DU PROCHAIN MONDIAL

Autrefois balbutiant, le football professionnel a connu un engouement avec la création de la J-League en 1993. Le retour en force du baseball, le grand sport nippon, tend à banaliser le phénomène. Seulement voilà, la Coupe du monde de foot de 2002 sera coorganisée par le Japon et la Corée du Sud et les pro-

moteurs de paris n'entendent pas laisser passer l'occasion.

De plus, si la Corée a atteint la phase finale du Mondial 1994, le Japon, lui, fait piètre figure, et est contraint, pour faire vivre son championnat, de débaucher force entraîneurs et joueurs étrangers. Les fonds récoltés grâce au « totocalcio » permettront-ils de former une équipe nationale de bon niveau avant 2002 ?

En tout cas, c'est l'occasion pour le ministère de l'éducation de se tailler un nouveau fief lucratif (les courses relèvent des transports) : il espère tirer de 100 à 200 milliards de yens (entre 5 et 10 milliards de francs), dont 10 à 20 % iront au sport.

Philippe Pons

# Une coalition cycliste tchéco-australienne pour le meilleur et pour le pire

## SAINT-CHÉLY-D'APCHER (Lozère)

de notre envoyé spécial

Drôle d'attelage sur les routes de l'Aubrac. Mais le public de Saint-Chély-d'Apcher (Lozère) ne l'a seulement pas remarqué, à l'arrivée de la deuxième étape du *Midi libre*, mercredi 28 mai. Les huit hommes de ZVVZ-Giant AIS ont franchi la ligne noyés dans le gros du peloton, à plus de 20 minutes du vainqueur, le Suisse Laurent Dufaux. Anonymes, ils ont rejoint leurs véhicules d'assistance et se sont assis en cercle sur les glacières. Ils se sont débarbouillés, puis ont dévoré à pleines dents des sandwiches au jambon sans beurre.

ZVVZ-Giant AIS : un nom codé qui semble sorti d'un roman de John Le Carré. L'équipe est pourtant représentative du cyclisme de l'après-guerre froide. En juin 1996, lors du Tour du Luxembourg, Jiri Zenisek, directeur sportif d'une formation tchèque, rencontrait Heiko Salzwedel, un homologue australien. Leur constat : « Nous ne sommes presque rien dans ce sport. Tout au plus arrivons-

nous à trouver une dizaine de bons coureurs dans chacun des pays. » Et ils lancent l'idée d'une formation commune.

Plusieurs fax plus tard, en février, l'hétéroclite assemblage voit le jour. Il compte quatorze coureurs : huit représentants de l'hémisphère sud, frais émoulus de l'Institut des sports australiens (AIS), cinq citoyens de la nouvelle république européenne et un Allemand, Jens Voigt. Deux commanditaires (Giant et ZVVL) se partagent le financement.

## CHOC CULTUREL

Les débuts sont difficiles, le choc culturel casse. « Un des premiers soirs, nous avions des pâtes au repas, se souvient un Australien. Nous les avons mangées avec de la sauce tomate, mais les Tchèques y ont ajouté du chocolat. Nous nous sommes regardés, ébahis, nous demandant de quelle planète ils pouvaient venir. »

Les Australiens pratiquent l'anglais, les

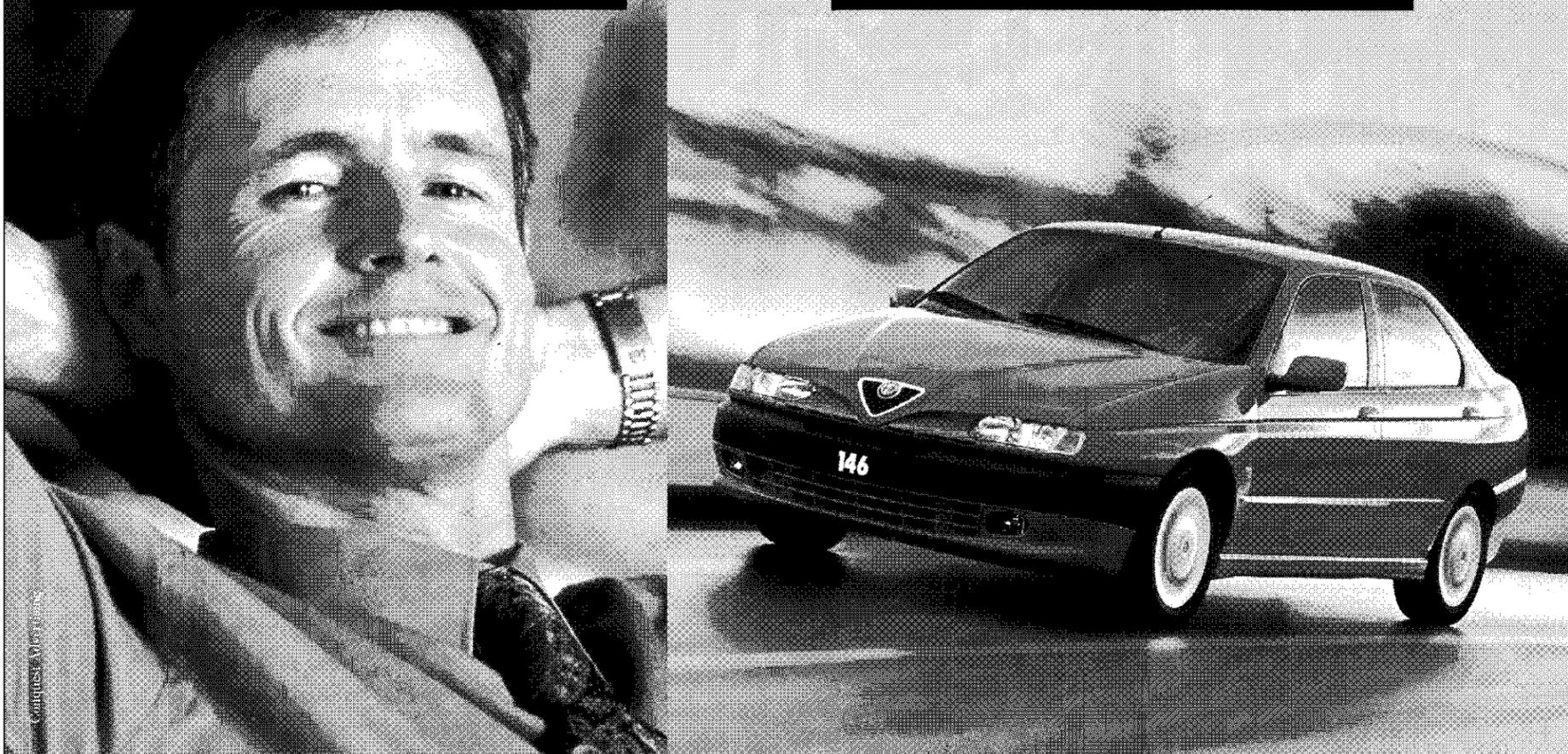
Tchèques l'allemand, Jens Voigt les deux. Le coureur-interprète assure donc, en course et ailleurs, la communication. Sinon, les Tchèques trouvent les Australiens trop dilettantes et les Australiens jugent les Tchèques rigides. Mais Tomas Sedlacek, de Brno, et Peter Rogers, de Canberra, apprécient de pouvoir sortir de leur superbe isolement et de se colleter avec le gratin mondial.

A Prague, à Sydney et à Coblence (Allemagne), où les Australiens ont élu domicile dans une ancienne base de l'US Army, le Tour de France fait rêver mais l'équipe, actuellement classée 29<sup>e</sup> mondiale, ne se fait guère d'illusions. « Nous sommes là pour apprendre mais, qui sait, l'an prochain... », soupire Jiri Zenisek. Alors ils apprennent, sur ces routes du *Midi libre* qui n'ont rien d'une sinécure. A la fin de l'étape, seul le mécanicien australien s'enthousiasmait : « C'est mille fois plus beau que la Tasmanie. »

Benoît Hopquin

900 F PAR MOIS.\*

103 CH PAR PLAISIR.



Coeur Sportif

LA NOUVELLE ALFA 146 EST EQUIPÉE DU MOTEUR TWIN SPARK 16 SOUPAPES. À VOUS LE SILENCE DES 16 SOUPAPES QUI S'ACTIVENT DISCRÈTEMENT. À VOUS LA SOUPLASSE DES LES BAS RÉGIMES DU SYSTÈME EXCLUSIF TWIN SPARK (DEUX BOUGIES PAR CYLINDRE). À VOUS LE PLAISIR DE CHOISIR ENTRE TROIS MOTORISATIONS : 103 CH, 120 CH ET 140 CH\*\*. À VOUS LE PLAISIR DE CONDUIRE UNE ALFA 146. \*OFFRE VALABLE POUR L'ACHAT D'UNE ALFA 146 1.4 TWIN SPARK 16V, NEUVE. PRIX TARIF AU 17.03.97 AM 97 86 500 F. MONTANT FINANCE 43 867 F EN CRÉDIT CLASSIQUE APRÈS VERSEMENT D'UN APPORT DE 42 633 F. TEG 8,50 %. 60 MENSUALITÉS DE 900 F, COÛT TOTAL DE 10 133 F HORS ASSURANCES FACULTATIVES SOUS RÉSERVE D'ACCEPTATION DU CRÉDIT PAR ALFA ROMEO FINANCEMENT. OFFRE VALABLE JUSQU'AU 29.6.97.

**NOUVELLE ALFA 146**  
**TWIN SPARK 16 V. 103 CH.**

\*\*Consommations modèle 103 ch (l/100km) : cycle urbain 10,7 - extra urbain 6,3 - usage mixte 7,9. Modèle présenté : Alfa 146 Twin Spark 16V 1.8L 3.615 Alfa Romeo (1,29 F/minute) INTERNET : <http://www.alfaromeo.com>. Alfa Romeo recommande **SELENIA**

# Greenpeace critique les normes de rejet en mer des effluents radioactifs à la Hague

La Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité confirme la sous-estimation des quantités d'iode 129 émises par le centre de retraitement des déchets nucléaires, et des effets qu'elles produisent sur l'environnement

Une étude réalisée par le laboratoire indépendant CRII-Rad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) montre que les quantités d'iode 129 rejetées en mer par le centre de

retraitement des combustibles nucléaires de la Hague (Manche) ont été multipliées par 11,8 en dix ans. Or ce radionucléide n'est pas pris en compte dans les autorisations de rejet des effluents radioactifs accordés en

1983 à la Cogema, exploitant de l'usine. Des mesures effectuées par la CRII-Rad et des organismes officiels montrent, en outre, que les modèles de calculs utilisés à cette époque sous-estiment gravement la dilu-

tion des éléments radioactifs dans l'eau de mer et leur recontamination dans les tissus des animaux et des végétaux marins. Greenpeace, commanditaire de cette étude, réclame « une révision rapide » des autori-

sations de rejet. L'organisation écologiste et le ministre de l'environnement s'inquiètent, par ailleurs, des travaux de curetage que la Cogema va réaliser sur la conduite de rejet des effluents de son usine.

**LE RÉQUISITOIRE** est sévère. Les doses d'irradiation et de contamination par des éléments radioactifs subies par les riverains du centre de retraitement des combustibles nucléaires de la Hague (Manche) sont évaluées « avec des méthodes de calcul inadaptées ». La dilution des radionucléides (éléments radioactifs) rejetés en mer par l'usine est fortement sous-estimée, ainsi que leur recontamination dans les algues, les poissons, les crustacés et les mollusques. Enfin, les autorisations de rejet ne prennent pas en compte tous les radionucléides produits par l'usine.

Ces accusations sont contenues dans un rapport publié, mercredi 28 mai, par la Commission de recherche et d'information indépen-

dantes sur la radioactivité (CRII-Rad). Réalisée à la demande de l'organisation Greenpeace, cette étude se fonde sur les nombreux travaux publiés par les laboratoires « officiels », complétés par des mesures effectuées par les experts de la CRII-Rad sur des algues à proximité de la conduite d'évacuation des rejets liquides du centre.

La CRII-Rad rappelle que, si les quantités de radionucléides rejetés en mer par la Hague « ont globalement fortement diminué de 1986 à 1995 » (d'un facteur 20 à 60 pour les plus importants), « au moins deux d'entre eux sont en forte progression ».

A la suite de la mise en service des unités UP3 en 1990 et UP2 800 en 1994, les rejets de tritium ont augmenté d'un facteur 3,7 et ceux de l'iode 129 ont été multipliés par 11,8

entre 1986 et 1995. Or les autorisations de rejet de la Hague ne prennent pas en compte l'iode 129. Ces autorisations – obtenues en 1983 – sont, de surcroît, calculées à partir de modèles qui sous-estiment la dilution des effluents par les courants marins et leur recontamination dans les animaux et les végétaux marins d'« un facteur qui est très probablement supérieur à 10 et qui pourrait atteindre 100 ».

#### SORTIR DU BRUIT DE FOND

Les mesures effectuées par les techniciens de la CRII-Rad « montrent qu'en 1997 la radiotoxicité des algues est de 7,86 microSieverts par kilogramme, dont 97 % à cause de l'iode 129 ». Cette valeur, soulignent les rapporteurs, est supérieure aux 7,3 microSieverts de radiotoxicité des algues

calculés, en 1983, par le modèle de la Cogema en cas de rejets effectués au niveau maximal !

Pierre Germain, directeur du laboratoire de radioécologie marine de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) ne conteste pas ces estimations, qui sont fondées, d'ailleurs, en partie, sur les mesures et les études de son organisme. Si les autorisations de 1983 ne tiennent pas compte de l'iode 129, c'est que cet élément, dit-il, est très difficile à détecter en petites quantités. Pendant longtemps, il n'a pas été possible de distinguer sa « signature » du « bruit de fond ». Certaines mesures ont bien été effectuées en 1987, mais elles nécessitaient un matériel très lourd. Les dosages de routine ne sont possibles que depuis quatre ou cinq ans. En rai-

son, bien sûr, des progrès de la technique, « mais, surtout, de l'augmentation des rejets » !.

La sous-estimation des modèles de dilution en mer tiennent aussi aux techniques de l'époque. C'est d'ailleurs, précise Pierre Germain, les mesures de radionucléides effectuées régulièrement dans les années 80 par l'IPSN dans ce milieu qui ont permis aux chercheurs de préciser la carte des courants de la Manche.

Quant à la recontamination, ajoute-t-il, c'est également une donnée extrêmement difficile à préciser. Ce rapport entre la radioactivité des animaux ou des plantes et celle de l'eau de mer avoisinante est très fluctuant. Il peut même varier entre les saisons pour une même quantité de rejets. « Un facteur 2 ou 3 n'est donc pas vrai-

ment significatif et nous parlons, dans ce domaine, en ordre de grandeur plutôt qu'en chiffres précis. »

Ces explications n'enlèvent rien à la force de l'étude menée par la CRII-Rad. Greenpeace s'appuie sur ses conclusions pour estimer que « les modifications substantielles de la quantité et de la composition des rejets des usines de la Hague obligent à réviser rapidement les autorisations (...) accordées à la Cogema ». A cette occasion, ajoute l'organisation écologiste, « une réévaluation complète des doses individuelles et des voies de transfert doit être entreprise. Un tel travail doit pouvoir s'appuyer sur la publication détaillée des rejets de la Cogema et sur un audit de ses modes de calcul ».

Jean-Paul Dufour

## Le détartrage d'une canalisation se fera sous haute surveillance

**LES RÉVÉLATIONS** de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad) en mars dernier sur les taux d'irradiation très élevés au contact de la conduite de rejets liquides radioactifs de l'usine de retraitement de la Hague (Manche) continuent à faire des vagues (*Le Monde* du 25-26 mai).

Lors des grandes marées du printemps, qui ont découvert plus que de coutume le tuyau par lequel s'échappent les rejets de l'usine, le laboratoire indépendant avait relevé des taux anormalement élevés de radioactivité sans que les lieux soient isolés du public.

Avant d'envisager en 1999 la couverture du tuyau afin de mieux l'isoler, la Cogema veut lancer en juillet une opération de détartrage de la canalisation. Pour ce faire, les opérateurs doivent la segmenter en trois tronçons, y introduire un furet hydromécanique à couteaux afin de décoller les dépôts radioactifs accumulés avant de la remonter.

C'est la nature exceptionnelle de ces travaux qui soulève le plus d'inquiétudes du côté des écologistes. Greenpeace s'inquiète des rejets occasionnés par les opérations de segmentation, du curage et du filtrage : « Au moment où ils remettront tout en place, il restera des particules solides chargées notamment de plutonium qui partiront en mer sous la pression de l'eau rejetée », assure Pénélope Komites, présidente de Greenpeace France, qui estime que la matière nucléaire solide n'est pas de même nature que les rejets pour lesquels la Cogema a une autorisation.

#### « ROUTINE » NUCLÉAIRE

La Cogema assure de son côté que les travaux de détartrage sont des « opérations de routine ». Les autorités publiques n'en semblent pas convaincues, qui surveillent de près la procédure. L'Office de protection des rayonnements ionisants (OPRI) va suivre les modalités des travaux, en particulier leurs

effets sur les travailleurs qui opèreront sur le site et sur l'environnement.

« C'est une opération délicate qu'il faut surveiller, car on ne peut pas savoir quels risques sont pris », estime M. Pasquier, directeur de la stratégie scientifique et technique de l'OPRI. Le ministre de l'environnement juge, quant à elle, qu'« il ne faut pas que les travaux envisagés fassent courir un risque ». Corinne Lepage veut donc demander à la Cogema « une étude concernant les effets sur l'environnement ».

Greenpeace continue en tout cas à faire montrer la pression en demandant une réelle étude d'impact, s'appuyant sur le décret du 12 octobre 1977 qui stipule qu'une étude d'impact est nécessaire pour les travaux réalisés sur les installations nucléaires de base. « Si Mme Lepage ne le fait pas, nous le demanderons par voie juridique », affirme ses responsables.

Sylvia Zappi

## Retraitement, stockage et pollution

● **L'usine de la Hague**, exploitée par la Cogema, assure depuis 1967 le retraitement des combustibles usés provenant des réacteurs nucléaires français, européens et japonais. Ses deux unités, UP3 et UP2 800, ont une capacité totale de 1 600 tonnes par an.

● **Le centre de stockage** de la Manche, ouvert en 1969 sur le même site et géré par l'Agence nationale des déchets radioactifs (Andra), contient 525 000 m<sup>3</sup> de résidus faiblement radioactifs. Il est saturé depuis 1994.

Dans l'attente d'une étude de « sécurisation », il n'a pas été définitivement recouvert.

● **Une pollution** du ruisseau de Sainte-Hélène par du tritium a été révélée dans les années 90 par différentes études. Le Grand-Bel, son

affluent, serait lui aussi marqué.

● **Des mesures** effectuées en 1995 par la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (Criirad) ont montré que l'environnement du site de la Hague était « contaminé » par de l'iode 129. Reste le problème des gaz (krypton 85, tritium...) rejetés par l'usine.

Contrairement à Greenpeace, la Cogema estime que ces rejets ne sont pas « préoccupants ».

● **Les dégâts biologiques** infligés à des tissus irradiés se calculent en sieverts (Sv). En France, l'irradiation due à la radioactivité naturelle est en moyenne de 2 millisieverts (mSv). La limite annuelle de dose autorisée est de 5 mSv, et de 50 mSv pour les travailleurs du nucléaire.

## « Tyrannosaurus rex » souffrait de la goutte

**LE ROI** des « lézards tyrans », *Tyrannosaurus rex*, monstre de 13 mètres de long, pesant 6 tonnes, l'un des plus grands et des plus dangereux dinosaures carnivores qui arpentaient les savanes à la fin du crétacé il y a 70 millions d'années, pouvait souffrir d'une maladie bien humaine : la goutte.

C'est ce que viennent de découvrir deux scientifiques américains, Bruce Rothschild (Arthritis Center of Northeast, Ohio) et Ken Carpenter (Museum d'histoire naturelle de Denver), et un chercheur canadien, Darren Tanke (Royal Tyrrell Museum de Drumheller, Alberta).

En étudiant le moulage de l'avant-bras droit d'un tyrannosaure extrait du sol du Dakota du Sud, plus familièrement connu

sous le nom de « Sue », et les os des orteils d'un autre de ces lézards carnivores trouvés dans l'Alberta, au Canada, les scientifiques ont trouvé les lésions caractéristiques de la goutte, qui ne peuvent, selon eux, être confondues avec d'autres maladies osseuses. Ils présentent le résultat de leurs travaux dans la correspondance scientifique de la revue internationale *Nature* du 22 mai.

#### EXCÈS DE VIANDE

La goutte est connue chez l'homme depuis l'Antiquité. Elle est provoquée par un excès d'acide urique dans le sang, dû à un trouble constitutionnel ou aussi, fréquemment, à une alimentation trop riche en viande rouge et en alcool. Cet acide urique se métabolise en cristaux d'urate de

sodium qui vont se loger dans les cavités articulaires des membres, provoquant une réaction inflammatoire et des douleurs très pénibles. A la longue, quand cette inflammation perdure, elle provoque une détérioration des cartilages et des destructions osseuses.

Chez les tyrannosaures, cette affection peut difficilement être liée à l'excès d'alcool... Mais ils faisaient peut-être une consommation excessive de leur mets favori : les hadrosaures, dinosaures à bec de canard, ou les tricératops, à l'allure de rhinocéros.

La découverte de la goutte chez les grands sauroptères n'est pas une surprise totale, puisqu'elle a été observée chez de nombreux reptiles contemporains (lézards, crocodiles, et tortues), et chez les oiseaux. La maladie est dans ce cas provoquée par la déshydratation, ou un dysfonctionnement rénal.

Les paléontologues ont aussi, dans le passé, détecté des traces de maladies osseuses en étudiant les restes des grands reptiles du trias et du crétacé.

Ils savent depuis longtemps que le diplodocus, ce paisible herbivore de 25 mètres de long, pouvait avoir les vertèbres de sa queue soudées par les effets d'une maladie, l'ostéomyélite, qui provoque des excroissances osseuses. Ils ont également constaté chez les dinosaures des séquelles dues à un cancer des os, ou à des fractures causées par des blessures ou des chocs, et ensuite ressoudées.

Christiane Galus

## Cabrioles et science fondamentale en apesanteur artificielle

#### A-300 Zéro G,

de notre envoyé spécial

Nauséux mais stoïque, l'expérimentateur surveille le moniteur d'ordinateur tout en remplissant

#### REPORTAGE

Montagnes russes en Airbus pour annuler la pesanteur quelques secondes

un à un les sachets mis à sa disposition par l'équipage de l'Airbus A-300 Zéro G.

L'appareil, dont la mission est de reproduire fugacement l'état d'apesanteur qui règne dans l'espace, décrit d'étonnantes paraboles : se cabrant à 45 degrés, il amorce une montée vertigineuse, à l'aplomb de la côte atlantique, avant de replonger pour une nouvelle séance de montagnes russes.

Dans l'intervalle, la trajectoire balistique a permis d'annuler, à bord de l'avion, pendant une vingtaine de secondes, les effets de la pesanteur, qui cloue au sol les Terriens. Une quarantaine de ces derniers, scientifiques volontaires, mettent à profit ces quelques instants pour étudier, à un coût moindre que sur la navette américaine ou la station russe Mir, les effets physiologiques, psychomoteurs ou physiques de cette microgravité artificielle.

Douze expériences ont ainsi été embarquées du 27 ou 29 mai, pour la première campagne de l'Airbus,

qui remplace l'antique Caravelle utilisée auparavant à cet effet par le Centre national des études spatiales (*Le Monde* du 2 mars 1995).

Dans l'arche volante, on trouve des rats de laboratoire, mais aussi des cobayes humains, bardés de capteurs, les pieds fixés au sol, cagoule sur la tête, tenus de rester à la verticale afin de livrer les secrets des mécanismes de l'équilibrage. Il y a également une mouche clandestine, non prévue au protocole, dont un biologiste postule néanmoins qu'« elle volera en rond ».

Mieux comprendre et maîtriser le fameux mal de l'espace, qui affecte 50 % à 70 % des équipages spatiaux, voilà l'objectif prioritaire. Est-il dû aux conflits sensoriels entre informations visuelles et sensations proprioceptives (qui associent muscles et squelette) ; à une asymétrie dans l'agencement des minuscules cailloux, les otolithes, contenus dans notre oreille interne ; ou encore au transfert d'un litre de sang des membres inférieurs vers le torse et le cerveau ?

Les cocktails censés prévenir ces désordres – et dont certains contiennent des amphétamines – ne sont en tout cas pas d'une efficacité absolue.

#### EXPÉRIENCES

La matière en principe inanimée est aussi à bord. Ici, c'est la danse d'une flamme que l'on cherche à mettre en équation ; là, la combustion d'une goutte ; ailleurs, la lumière diffusée par des poussières en suspension que l'on caractérise pour la comparer aux phénomènes observés par les astronomes. Quelques boîtes métalliques contiennent un embryon d'horloge atomique qui ne dérivera que d'une seconde par milliard d'années !

Ces équipements laissent suffisamment de place dans l'habitacle, minutieusement capitonné, pour que les passagers flottants se livrent – séquence récréation – à quelques cabrioles roboratives, au risque de compromettre – séquence humiliation – le bon confinement de leur bol alimentaire.

C'est que l'Airbus A-300, qui surpasse en volume le KC-135 de la Nasa et l'Illiouchine-76 des Russes, est aujourd'hui le plus gros avion « parabolique » du monde. N'est-il pas surdimensionné ? Un tiers du plan de charge théorique est assuré pour la fin 1997 et l'année 1998. Outre le CNES, seuls les Japonais, qui ont déjà pu tester le bon déploiement d'antennes satellitaires en microgravité, semblent vraiment intéressés.

#### DÉVELOPPEMENTS

Trente millions de francs ont été investis sur six ans pour adapter l'appareil, construit en 1973, à l'usage qui est aujourd'hui le sien. Novespace (filiale du CNES), son exploitant, la Sogerma (filiale d'Aérospatiale), son propriétaire, et le Centre d'essais en vol de Bordeaux, qui assure les opérations aériennes, brûlent de rentabiliser leur investissement.

Contactée par des publicitaires et des studios de cinéma, la direction de Novespace envisage de prospecter en dehors du secteur spatial. Et même de s'adresser aux directions des ressources humaines lassées des « week-ends cohésion » pour cadres à base de saut à l'élastique ou de marche sur les braises. Mais ses tarifs – plus de 30 000 francs par passager – risquent d'être rédhibitoires.

Hervé Morin

Le Monde  
DOSSIERS DOCUMENTS

## La faim dans le monde

Plus de 840 millions de personnes souffrent encore de malnutrition dans le monde.

Un fléau dont il faut venir à bout, en menant une véritable politique d'éradication des inégalités.

## L'enfance maltraitée

Des millions d'enfants sont victimes de trois fléaux essentiels : le travail, la guerre et l'exploitation sexuelle.

Face à ces maux, la répression ne suffit pas.

Il faut prévenir et aussi redonner espoir aux enfants dont la confiance a été trahie.

UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Roland-Garros 97

Retrouvez les articles du Monde sur  
INTERNET

<http://www.lemonde.fr>

## BOURSE

Les cours des  
entreprises privatisées

3615 LE MONDE

# Grand beau

UN TEMPS très ensoleillé se maintiendra, vendredi, sur la France, agrémenté de températures partout estivales. Seules les Pyrénées pourront voir ce temps chaud tourner à l'orage l'après-midi.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** - Le soleil brillera dans un ciel entièrement dégagé du matin au soir. Sur les côtes, le vent d'est atteindra 50 à 60 km/h en rafales. Les températures seront agréables, avec généralement un maximum compris entre 25 et 27 degrés; elles plafonneront toutefois entre 18 et 21 sur les côtes.

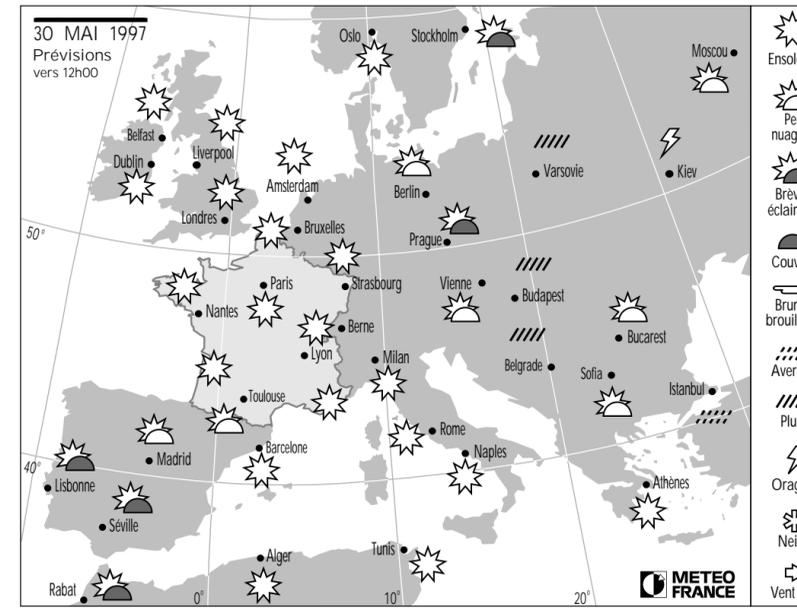
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Le soleil brillera toute la journée. Un petit vent de nord-est tempêrera les ardeurs du soleil. Le mercure grimpera jusqu'à 25 degrés, un peu moins sur les côtes de la Manche.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Grand soleil. Les températures se-

ront agréables avec 22 à 25 degrés. **Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - La journée sera ensoleillée. Toutefois, sur la chaîne pyrénéenne, ce temps estival tournera à l'orage l'après-midi. Les températures resteront élevées avec 30 degrés l'après-midi.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Très belle journée, chaude et largement ensoleillée. Seul le relief des Alpes connaîtra l'après-midi quelques développements nuageux temporaires et sans conséquence. Les températures seront bien agréables, avec des maxima s'échelonnant entre 25 et 28 du nord au sud.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - La journée sera aussi belle que les précédentes, avec des températures analogues : jusqu'à 28 ou 29 dans l'intérieur des terres, 22 à 25 sur le littoral. Seul le ciel du Roussillon pourra l'après-midi être envahi par les débordements nuageux des orages qui se seront développés sur les Pyrénées.



# LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PARIS.** Le 28 mai, à l'aérogare Roissy - Charles-de-Gaulle, 18 vols sur 30 et 1 200 passagers ont été concernés par la fermeture des comptoirs d'enregistrement de British Airways, de 9 h 15 à 17 h 30, durant les heures d'enregistrement des vols d'Air Algérie. Cette situation se répétant chaque jour, les passagers avec bagages à main peuvent se présenter directement dans le satellite de départ. Ceux ayant des bagages de soute sont accueillis par la compagnie britannique dans un hôtel situé près de l'aéroport. Afin d'éviter toute attente, les voyageurs peuvent s'inscrire au 08-02-80-29-02. Le leur sera proposé un horaire de départ décalé sur un autre vol ou une place réservée sur une autre compagnie.

■ **ISRAËL.** Le ministère des transports israélien a annoncé qu'il allait être interdit de fumer sur les vols des compagnies aériennes nationales d'une durée inférieure à cinq heures. - (AP)

## PRÉVISIONS POUR LE 30 MAI 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

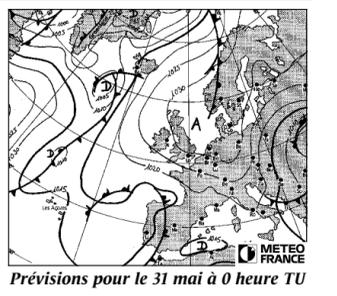
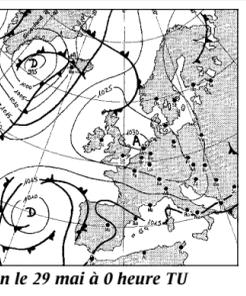
FRANCE métropole	NANCY	8/24 S
AJACCIO	12/24 S	
BIARRITZ	16/28 S	
BORDEAUX	17/30 S	
BOURGES	12/26 S	
BREST	12/22 S	
CAEN	13/21 S	
CHERBOURG	10/20 S	
CLERMONT-F.	12/28 S	
DIJON	11/25 S	
GRENOBLE	12/27 S	
LILLE	9/21 S	
LIMOGES	13/26 S	
LYON	13/27 S	
MARSEILLE	16/27 S	

PAPETE	26/30 P
LISBONNE	25/31 C
ST-DENIS-RE.	21/25 P
EUROPE	
AMSTERDAM	8/17 S
ATHENES	18/24 S
BARCELONE	17/24 S
BELFAST	9/18 S
BELGRADE	9/14 P
BERLIN	7/15 S
BERNE	8/21 S
BRUXELLES	8/20 S
BUCAREST	7/19 S
BUDAPEST	10/14 P
COPENHAGUE	8/16 S
DUBLIN	8/18 S
FRANCFORT	9/20 S
GENEVE	24/28 P
HELSINKI	25/30 P
ISTANBUL	21/24 C

KIEV	9/17 P
LISBONNE	14/23 N
LIVERPOOL	10/21 S
LONDRES	10/22 S
LUXEMBOURG	8/20 S
MADRID	15/23 S
MILAN	15/28 S
MOSCOU	7/14 N
MUNICH	8/16 S
NAPLES	12/24 S
OSLO	10/21 S
PALMA DE M.	18/27 S
PRAGUE	5/13 N
ROME	11/23 S
SEVILLE	19/27 N
SOFFIA	7/11 S
ST-PETERSB.	7/16 P
STOCKHOLM	4/15 N
TENERIFE	14/20 S
VARSOVIE	7/12 P

VENISE	14/22 S
VIENNE	9/15 S
AMERIQUES	
BRASILIA	14/25 S
BUENOS AIR.	12/18 C
CARACAS	26/31 P
CHICAGO	13/21 C
LIMA	21/25 S
LOS ANGELES	19/25 S
MEXICO	12/20 P
MONTREAL	14/24 C
NEW YORK	13/20 C
SAN FRANCIS.	16/21 C
SANTIAGOCHI	7/11 S
TORONTO	11/16 P
WASHINGTON	15/21 P
AFRIQUE	
ALGER	20/28 S
DAKAR	23/27 S
KINSHASA	20/32 S

LE CAIRE	17/32 S
MARRAKECH	17/25 S
NAIROBI	14/21 C
PRETORIA	-1/15 S
RABAT	17/25 N
TUNIS	21/28 S
ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	28/35 C
BOMBAY	27/32 S
DJAKARTA	26/30 C
DUBAI	28/38 S
HANOI	24/32 S
HONGKONG	25/27 P
JERUSALEM	15/27 S
NEW DEHLI	27/37 S
PEKIN	16/26 S
SEOUL	16/21 S
SINGAPOUR	27/33 C
SYDNEY	10/17 S
TOKYO	17/19 P



## VENTES

# Deux études de commissaires-priseurs organisent des enchères à l'étranger

EN FRANCE, seuls les commissaires-priseurs ont le droit de tenir le marteau pour vendre aux enchères. Cette législation est unique en Europe, donc rien ne leur interdit d'aller à l'étranger exercer leur fonction, et ils le font de temps en temps. Ce mois-ci deux études ont organisé des ventes à l'étranger, M<sup>re</sup> Beaussant et Lefèvre en Italie, M<sup>re</sup> Tajan à Vienne.

A Duino, près de Trieste, le prince Della Torre e Tasso réalise tout le contenu du château familial. Située sur un rocher au-dessus de l'Adriatique, ce bâtiment médiéval auquel se sont ajoutées des constructions ultérieures fut, au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, un des lieux de villégiature du gotha et de l'intelligentsia : la duchesse de Berry, le comte de Chambord, l'impératrice Sissi, Frantz Liszt, Johann Strauss séjournèrent à Duino, et le poète allemand Rainer Maria Rilke y composa son chef-d'œuvre, *Élégies de Duino*.

**QUATRE JOURS DURANT**  
Branche cadette de la famille allemande des Thurn und Taxis, les Torre e Tasso ont italianisé leur nom après la première guerre

mondiale, alors que la Vénétie quittait la tutelle de l'Empire austro-hongrois pour intégrer le royaume d'Italie.

Quatre jours de vente seront nécessaires pour adjuger sur place près de 3 000 objets : environ 250 tableaux et dessins anciens, plus de 1 000 meubles et objets d'art, sans oublier les livres, l'archéologie, l'Extrême-Orient, les céramiques, l'argenterie, la vaisselle,

## Calendrier

- **ANTIQUITÉS**  
● **Meyrargues** (Bouches-du-Rhône), salle des fêtes, jusqu'au dimanche 1<sup>er</sup> juin, de 9 à 19 heures, 200 exposants, entrée 15 francs.
- **Le Plessis-Robinson** (Hauts-de-Seine), Moulin Fidèle, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, de 9 h 30 à 19 heures, 40 exposants, entrée 20 F.
- **BROCANTES**  
● **Poezat** (Allier), samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin. Le 31, nocturne jusqu'à 2 heures, 100 exposants.

les tapis, etc., dont l'intérêt est d'être resté dans le château depuis leur acquisition.

Pour les tableaux, la vedette revient au *Portrait de Mathias Hofer* (1520-1587) attribué au peintre Lambert Sustris (1515-1568), dont on attend environ 1 million de francs, et à une toile de Vincentino (Andrea Michiele di Vincentino, 1544-1619) représentant la garesse traversant la place Saint-

- **Locminé** (Morbihan), samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, 30 exposants.
- **Lyon** (Rhône), métro Valmy, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, 50 exposants.
- **Conlie** (Sarthe), place de la Mairie, samedi 31 mai, 75 exposants.
- **Champdeuil** (Seine-et-Marne), samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, 80 exposants.
- **Albi** (Tarn), place du Castelviel, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, 70 exposants.
- **Charenton-le-Pont** (Val-de-Marne), métro Charenton-Ecoles, samedi

Marc entourée de son cortège (650 000 francs).

Un des plus beaux objets est un antiphonaire de l'école de Padoue, vers 1538, manuscrit orné de quatre miniatures et 127 lettrines, conservé dans un état de fraîcheur rare (250 000-300 000 francs).

A Vienne, la vente est consacrée à l'art nouveau et l'art déco, avec des meubles de Josef Hoffmann, Otto Wagner, Thonet, et un rare

ensemble de Carlo Bugatti, dont les créations originales se caractérisent par un décor de style islamique.

- **SCHIELE ET KLIMT**  
Un cabinet de collectionneur gainé de parchemin peint de scènes arabes est annoncé de 40 000 à 60 000 francs, un bureau plat de 30 000 à 40 000 francs, une sellette de 15 000 à 18 000 francs.

- 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, 400 exposants.
- **Choisy-le-Roi** (Val-de-Marne), quartier Saint-Louis, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, 500 exposants.
- **Fontenay-sous-Bois** (Val-de-Marne), autour de la mairie, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, 500 exposants.
- **COLLECTIONS**  
● **Paris**, Foire internationale du livre ancien, Maison de la Mutualité, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, 93 exposants, entrée 50 F.
- **Cognac** (Charente), Foire aux bouquinistes, Palais des

On trouvera également des objets d'art et de verrerie, des sculptures, des tableaux et des dessins. Dans cette dernière catégorie figurent un crayon noir d'Egon Schiele daté 1918 et représentant une jeune fille nue (380 000 à 555 000 francs) et une femme de profil de Gustav Klimt faite au crayon bleu et au crayon rouge vers 1905 (55 000 à 85 000 francs). Cet événement aura lieu au palais Dorotheum, construit au milieu du siècle dernier, dans le centre de Vienne.

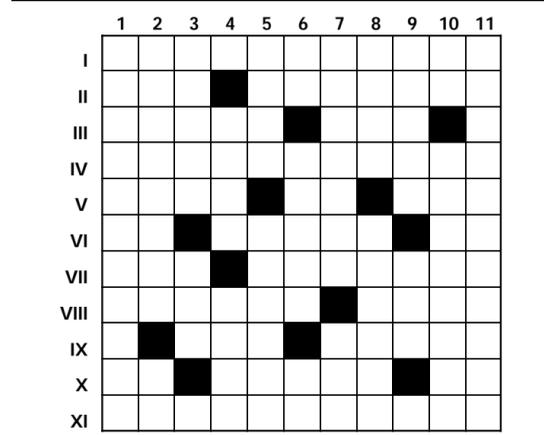
- **Evreux** (Eure), Autos-motos de collection, Pré du Bel-Ebat, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin, 300 exposants.
- **Metz** (Moselle), Salon des minéraux et fossiles, Institut européen d'écologie, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin.
- **Villeurbanne** (Rhône), Foire aux livres anciens, Espace Tête d'Or, boulevard de Stalingrad, samedi 31 mai et dimanche 1<sup>er</sup> juin.
- **Clichy-la-Garenne** (Hauts-de-Seine), Salon de la carte postale, Gymnase Pasteur, samedi 31 mai, 50 exposants.

**Catherine Bedel**  
★ Château de Duino, vente sur place du mercredi 11 au samedi 14 juin, exposition du 7 au 10 juin, de 10 à 18 heures. Etude M<sup>re</sup> Beaussant et Lefèvre, 46, rue de la Victoire 75009 Paris, tél. : 01-40-23-92-12. Maison des ventes Stadion à Trieste, tél. : 00-39-40-31-13-19. Palais Dorotheum, vente 5 juin, exposition sur place du 2 au 4 juin de 10 à 18 heures. Dorotheergasse 17, Wien I. Etude Tajan 37, rue des Mathurins 75008 Paris. Tél. : 01-53-30-30-30.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97110

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

I. Occupe le terrain aux quatre coins du monde. - II. Représente les quatre coins du monde. Grand fournisseur d'essence. - III. Un raccourci pour évoquer le feu. Partie de partie. - IV. En prenant les voies les moins directes. - V. Mis en froid. Une bonne largeur. Un petit filet. - VI. Donne le choix. Mit ses fringues. L'Amérique en VO. - VII. L'invitation au voyage des sixties. Eut pour conséquence. - VIII. Nous soutiennent dans la vie. Fini. - IX. Un morceau de notre histoire. Conjonc-

tion. - X. Assure la liaison. Ennemi public pour le sénat romain. Pièce de moteur. - XI. Littéraire et truculent.

### VERTICALEMENT

1. Etaient dans leurs petits papiers avant de prendre l'air. - 2. Très chère. Personnel. - 3. Toujours derrière la tête. Mises en demeure. - 4. Fait le vide. Fait le plein des voix. - 5. Ouvrier agricole d'un autre monde. Difficile à imaginer. - 6. Drainage la Sibérie. Sommets européens. Sommet

égyptien. - 7. Son deuxième trou devient un gouffre. Trois sur six. - 8. Pour une Ibère. Rarement au pluriel puisqu'il signifie rien. - 9. Pour en jouer, il faut le pincer. Suivis des yeux. - 10. Le tellure. Sport où il ne faut pas avoir peur de se mouiller. - 11. Mise sous tension.

**Philippe Dupuis**

### SOLUTION DU N° 97109

**HORIZONTALEMENT**  
I. Mémoires. - II. Orientée. Et. - III. Rien. Ovoïde. - IV. Té. Orme. Sir. - V. Plie. Blet. - VI. Union. Bravo. - VII. AG. Blémir. - VIII. Refilées. Se. - IX. Feum (fume). Têtu. - X. TVA. Col. Mes. - XI. Sot-l'y-laisse.

### VERTICALEMENT

1. Mort-aux-rats. - 2. Erié. VO. - 3. Mie. Piaffât. - 4. Cénologie. - 5. RN. Rin. Lucy. - 6. Atome. Bémol. - 7. Névê. Blé. La. - 8. Deo. Brest. - 9. Islam. Ems. - 10. Médiévistes. - 11. Stortreuse.

tion. - X. Assure la liaison. Ennemi public pour le sénat romain. Pièce de moteur. - XI. Littéraire et truculent.

## L'ART EN QUESTION N° 17

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

# Du marbre de Carrare



« Cheval de Marly », 1743-1745, Guillaume Coustou (1677-1746), Marbre, Paris, Musée du Louvre.

du Louvre. Les chevaux ont été installés, après leur départ de Marly :

- Place de l'Alma ?
- Place de la Concorde ?
- Place de l'Etoile ?

Réponse dans *Le Monde* du 6 juin

SOLUTION DU JEU N° 16 (*Le Monde* du 23 mai). C'est Emile Zola qui a vu dans le tableau *La Naissance de Vénus*, d'Alexandre de Cabanel, « une délicieuse lo-rette, non pas en chair et en os - cela serait indécent -, mais une sorte de pâte d'amande rose et blanche ».

tion. - X. Assure la liaison. Ennemi public pour le sénat romain. Pièce de moteur. - XI. Littéraire et truculent.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037 Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

**RÉTROSPECTIVE** Depuis 1971, le peintre Fernand Léger (1881-1955) n'avait fait l'objet d'aucune rétrospective en France. Celle que présente le Centre Georges-Pompidou,

en plus de deux cents toiles et dessins, met l'accent sur sa faculté d'invention et de renouvellement de l'artiste. ● LA QUESTION qui domine l'œuvre de Léger est celle de la

modernité : comment peindre le monde contemporain, celui de la première guerre mondiale, de l'industrie, de l'automatisme ? Le peintre, qui a aussi pratiqué le ciné-

ma, cherche à introduire le dynamisme et les objets du quotidien dans des compositions rythmées par la géométrie et la couleur intense. ● IL USE de ces mêmes qualités dans

ses écrits et ses nombreuses correspondances, publiés ou republiés pour l'occasion. On y découvre un chroniqueur et un épistolier de premier ordre.

## Fernand Léger, maître des formes, au Centre Georges-Pompidou

Plus de deux cents toiles, dessins, projets de décors ou d'œuvres monumentales du peintre français sont présentés à Paris. Cet ensemble chronologique montre la faculté d'invention et de renouvellement de cet artiste majeur du XX<sup>e</sup> siècle

**FERNAND LÉGER.** Centre Georges-Pompidou, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 29 septembre. 45 F.

Vous êtes dans l'exposition. La lumière est bonne, assez forte, comme l'exige la peinture de Léger. Vous êtes devant *Le Marinier*, à peu près un carré de 50 centimètres de côté. Vous êtes là et vous regardez cette toile. Il y a, sur les bords, des plans noirs, blancs, jaunes. Il y a des lettres, des majuscules qui sont peut-être les premières lettres d'un mot, mais on ne peut deviner lequel. Au centre, se trouvent des volumes coniques, des disques qui semblent tourner sur leur axe, des cylindres longs et étroits. Des dégradés de ton, de l'écarlate au blanc ou du violet au blanc, suggèrent leur galbe rond et le mouvement tournant des disques.

Entre ces volumes, derrière eux, s'étendent d'autres plans, plus petits, quelques-uns marqués de petites taches noires régulièrement espacées. Sur toute la surface sont répartis des accents chromatiques forts, rythmés par le retour du noir. Après un certain temps d'observation, il se peut que vous assimiliez l'arrangement des cônes violets et blancs à la stature d'un personnage qui serait le marinier du titre et aurait pour visage un ovale plat divisé en deux moitiés noire et blanche. Cette identification n'a pas d'importance, pas plus que n'en a la lecture des lettres, qui font peut-être allusion aux immatriculations des remorqueurs.

Vous êtes donc devant cette œuvre incroyablement vive, séduisante jusqu'à l'irrésistible, composée par un peintre qui ne craint pas la difficulté, pas plus que de déconcerter. La question est : comment a-t-elle été possible ? Comment Léger a-t-il trouvé tout cela, ces formes ajustées, ces harmonies, cette sonorité ? *Le Marinier* date de 1918. Sans doute est-il possible – et même nécessaire – d'examiner comment les relations de la



« Le Marinier », 1918.

couleur et du volume ont été traitées jusque-là par le peintre. Sans doute est-il possible de réduire un peu la surprise, mais pas de l'effacer. A un moment donné, dans son atelier, un peintre de trente-sept ans qui revenait de la guerre a découvert cela : cette nouvelle manière de construire et de colorer, d'introduire des allusions figuratives tout en les maintenant indéfinies, ce jeu supérieur avec la réalité et les pouvoirs de la peinture. Il n'y avait alors, ni dans son œuvre ni dans celles de ses contemporains aucun précédent, pas même du côté de Delaunay, pas même de celui de Picasso. Léger a fait le travail tout seul et réglé, à sa manière, la question. Cela s'appelle un pas dans l'inconnu, de l'audace, un moment de grâce. Or, de tels mo-

ments de grâce, l'exposition de Léger est prodige. Elle semble même conçue avec la volonté arrêtée de ne montrer qu'eux, ou presque. D'une œuvre très prolifique, elle ne montre qu'un peu plus de deux cents peintures et dessins, ainsi que quelques projets de décors et d'œuvres monumentales.

### EFFETS MAJESTUEUX

Anthologique, il ne lui manque guère de toiles-clés, si ce n'est *La Femme et l'Enfant* de 1922, que le Musée de Bâle s'est refusé à prêter. L'accrochage, assez au large, accentue l'effet majestueux, la beauté sereine de l'ensemble, tout en respectant l'ordre chronologique. Mais, en épurant le parcours, il accentue aussi à l'inverse les rup-

tures, les renouvellements peu prévisibles, la dynamique qui fait que Léger, à aucun moment, quoi qu'il vienne d'inventer, ne s'en satisfait pas longtemps et ne se complaît pas dans la sérénité.

Cubiste cézannien en 1909, il ne l'est plus en 1912, parce que la fragmentation des corps et des objets selon le système des plans et des arêtes que pratiquent Picasso et Braque les incite à se passer de la couleur, à ne plus user que du gris, de l'ocre et du blanc. Peinture faite avec « des toiles d'araignée », décide Léger. Il doit réintroduire les couleurs au risque de briser le cubisme analytique – qu'il brise en effet. Il lui faut alors trouver comment peindre : deuxième phase expérimentale et première invention. Les formes sont figurées par le dessin qui trace les lignes directrices des cylindres et des cônes et par la couleur, l'alternance de bandes rouges et blanches, ou bleues et blanches qui tournent autour du volume. Ces formes s'agrègent tantôt en architectures mécaniques – il appelle dans ce cas la toile *Contraste de formes* –, tantôt en figure allusive, dénommée *Femme couchée* ou *L'Escalier*, dont l'exposition réunit plusieurs versions de 1913 et 1914. On serait en peine de désigner la plus réussie. Commencant là-dessus, la rétrospective place ainsi dès l'entrée Léger à la place qui lui revient dans le siècle, très haut.

La deuxième révolution

commence en 1917 avec *Les Joueurs de cartes* et se poursuit avec *Le Marinier*. On n'y reviendra pas, quoiqu'elle suscite les plus belles séries de variations abstracto-figuratives sur des thèmes modernes, le remorqueur, les hélices, le cirque, le typographe. Elle culmine dans *La Ville*, grande composition de 1919 qui réfute une fois pour toutes la fallacieuse opposition de l'abstrait et du figuratif en démontrant par l'exemple ce que peut leur alliance en matière d'expression de l'époque et de puissance poétique. Elle vérifie les propos de Léger : « Mon ambition, dit-il alors, est d'arriver au maximum de rendement pictural par tous les moyens plastiques contrastés. Tant pis pour la tenue, le goût, le style connu ; s'il y en a dans mes tableaux, on le verra plus tard, tout de suite, je fais dans la vie. »

### INVENTAIRES ET RÉPERTOIRES

Tout de suite : urgence en effet. Urgence d'introduire dans la peinture, cet art ancien, les objets d'aujourd'hui, les mœurs et la vitesse de la vie moderne. Tout y passe, car Léger ne déteste pas procéder par inventaires et répertoires. Tout : les engrenages, les rouages, les poutrelles, les pédaliers, les projecteurs, les ouvriers à casquette, les architectures métalliques, les stars de cinéma, les natures mortes quotidiennes, les intérieurs aux papiers peints en losanges et aux tapis à damiers. La géométrie gouverne le tableau parce qu'elle gouverne la mode, l'ameublement, les bâtiments. La couleur éclate, parce qu'elle est couleur des robes, des affiches, des dansings, des automobiles.

Vers 1921, peintre de la vie moderne, il parvient à assimiler la di-

versité de ce qu'il voit autour de lui et à la suggérer sur la toile sans l'affadir, ni l'harmoniser. Il ne craint pas les incongruités qui prémunissent contre la répétition trop réglée du style. *Le Siphon* reprend une image littérale venue de la réclame, alors que tel *Éléphant mécanique* peint la même année – 1924 – pousse la transposition jusqu'à la disparition des repères figuratifs, vers un équilibre d'obliques et de rectangles. Il faudrait choisir ? Il faudrait se ranger dans le camp du retour à l'imitation ou dans celui de l'abstraction définitive et du néoplasticisme ? Léger n'a que faire de telles alternatives. Il ne choisit pas : il additionne et synthétise. Seul Picasso, qu'il n'aimait pas et qui ne l'aimait pas, et, plus tard, Hélicon, qui fut son ami, ont pris ce risque.

Encore ce mot ? Pas moyen de l'éviter. Il eût été facile pour Léger de faire du Léger. La célébrité venue – moins en France évidemment qu'aux États-Unis, en Allemagne et en Scandinavie –, il aurait été confortable de produire encore d'autres éléments mécaniques, encore d'autres compositions exactement découpées. A rebours, vers 1930, le peintre dérange l'ordre qui est en train de s'établir. Il injecte dans la peinture des doses violentes de réalité crue, à partir de dessins d'après nature. Ralliement au réalisme ? Nullement. Ces études de feuilles de houx, de silex, de souches, de vieux gants et de serrure relançant la machine à peindre et à réfléchir. Regarder de très près, agrandir comme le peuvent la photographie et le cinéma, c'est, dit-il en 1934, découvrir « une nouvelle réalité. Naturellement l'art s'est emparé de cette objectivité nouvelle, rapidement ; et cela peut déconcerter par les effets obtenus, si contraires et si différents des autres. Les rapports du vrai et du beau sont constants et étroitement liés l'un à l'autre ».

Ces phrases s'appliquent aux quinze dernières années de son œuvre, exil américain durant la guerre et retour en France. La préoccupation dangereuse du beau se glisse parfois à l'intérieur des toiles. Trop faciles, trop décoratives, trop répétitives, dit-on d'elles d'ordinaire. Ces critiques ne sont pas toutes sans fondement. Il y a chez Léger, de plus en plus sensible au fil du temps, une tendance à obtenir des harmonies riches et stables, des tableaux parfaits et menacés par l'inertie. Mais ces reproches sont démentis par l'ensemble des *Plongeurs* et par *Les Trois Musiciens* de 1944. Jusque dans les derniers tableaux, il ne renonce ni aux incongruités ni aux inventions apparemment déplacées. Jusqu'à la fin, il défend sa liberté.

Philippe Dagen



« Le Profil à la corde », étude des « Constructeurs », 1951.

### Sur papier, la part méconnue de l'œuvre

En quatre salles réparties au long du parcours, la rétrospective rappelle – à moins qu'elle ne le révèle – que Léger fut l'un des grands dessinateurs de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Crayon, encre et rehauts de gouache blanche, aquarelle quelquefois, ces techniques légères lui permettent de s'approcher au plus près du motif et de le comprendre. Qu'il procède par la géométrie, comme au temps des *Contrastes de formes* et durant la Grande Guerre, ou qu'il s'impose un relevé scrupuleux, presque acharné, des détails, la volonté de tirer les choses au clair, de ne rien négliger, de rendre visibles à la fois la structure et les apparences l'emporte sur toute autre considération de goût et de beau métier.

Il est rare que Fernand Léger cherche à achever un dessin, à en faire un morceau de bravoure et de virtuosité. L'exigence de compréhension et d'expression compte seule. Peut-être est-ce la raison pour laquelle ces dessins sont demeurés la part méconnue de son œuvre.

physique, endurance, égoïsme, tout cela a été tellement, surchauffé que le petit cercle est devenu grand : on l'a élargi violemment, tellement que la convulsion dure encore, durera longtemps, car on a perdu son équilibre. »

### DES MAINS DÉCHIRÉES

Léger n'a que faire des systèmes éternels. Ne l'intéressent que l'histoire et le présent tel que l'histoire l'a fait, effroyable. La guerre n'a pas été seulement pour lui une interruption et la découverte de l'horreur. Il a su y reconnaître l'apothéose de la modernité industrielle et inhumaine. Il a su qu'aucun art, pas même la peinture, ne subsisterait s'il se refusait de tirer les conséquences de cette épreuve. Peu d'artistes et d'écrivains ont mesuré comme lui à quel point ils entraînaient dans une civilisation autre, une civilisation où peut-être la peinture – et certaines manières d'écrire – cesse-

rait d'être efficace et juste. En 1916, sur le champ de bataille de Verdun, qu'il parcourt le lendemain d'une offensive, Léger regarde les cadavres et leurs mains déchirées. Il faudrait, écrit-il, les photographier. En 1916 encore, en permission à Paris, il entraîne Apollinaire au cinéma et lui révèle Charlot. En 1919, il collabore avec Blaise Cendrars le temps d'un livre, *La Fin du monde filmé par l'ange Notre-Dame*, où il cherche à obtenir un dynamisme de montage cinématographique. Il illustre la *Chapliniade*, d'Yvan Goll. En 1921, il assiste au tournage de *La Roue*, d'Abel Gance. En 1923, il conçoit des décors pour *L'Inhumaine*, de Marcel L'Herbier. Il a raconté plus tard qu'il était alors « tellement pris par le cinéma qu'il a failli lâcher la peinture ».

En 1924, il saute le pas et réalise le *Ballet mécanique*, qui est projeté dans la rétrospective, à sa date et non point à part – ce qui est une

bonne idée. Le *Ballet mécanique* est une suite d'images sèchement rythmées, où se succèdent, quand ils ne se superposent pas, des éléments mécaniques en mouvement, des objets, des fragments de visages.

Fernand Léger cadre de près, comme il dessine. Il compose par juxtapositions, comme il peint. Il ne raconte pas. Il montre, c'est-à-dire qu'il force l'œil à regarder. « Grâce à la caméra, j'ai fait alors bouger des objets qui ne bougent jamais et j'ai vu qu'ils prenaient un sens objectif, mais c'était une objectivité en mouvement à la différence de l'objectivité immobile de la peinture qui s'impose par contraste. »

Il serait trop simple de faire l'apologie de Léger peintre de la vie moderne comme si cette activité avait été pour lui la seule digne d'être pratiquée et les toiles les seules images dignes d'intérêt. Comme si peindre allait de soi au XX<sup>e</sup> siècle. Comme s'il n'était pas

plus urgent de faire autre chose, des films, par exemple. « J'ai fait du cinéma pour montrer les objets tout crus », dit Léger. Des réflexions de ce genre et son *Ballet mécanique* font de lui une exception parmi ses confrères.

### OBSTINATION HÉROÏQUE

Il ne semble pas que Matisse ait douté de la nécessité de son art. Picasso en a douté quelquefois, mais sa puissance de création ne lui laissait guère le temps de douter longtemps. Derain a connu ce vertige, pour y céder, chute agrémentée d'acrobaties, mais chute cependant. Duchamp l'a cultivé et inoculé à ses descendants. Léger a réagi en mesurant la gravité du problème, en passant derrière la caméra, en tentant l'expérience par lui-même.

Pour autant, il ne s'est pas converti. Tout en professant respect et admiration pour les cinéastes, il n'a pas quitté son ate-

lier. Il s'est roidi. Avec une obstination héroïque, il a entrepris de démontrer que, malgré tout, malgré les temps modernes, la technique, les images mécaniques, la peinture pouvait encore servir. Qu'elle pouvait se tenir face à l'histoire et lui répondre sans pour autant la représenter telle quelle.

Une anecdote racontée par Léger pour finir : « Avant la guerre de 14, je suis allé voir le Salon de l'aviation avec Marcel Duchamp et Brancusi. Marcel, qui était un type sec avec quelque chose d'insaisissable en lui, se promenait au milieu des moteurs, des hélices, sans dire un mot. Puis, tout à coup, il s'adresse à Brancusi : « C'est fini la peinture. Qui fera mieux que cette hélice ? Dis, tu peux faire ça ? » Il était très porté vers ces choses précises. Nous l'étions aussi, mais pas d'une manière aussi absolue que lui. »

Ph. D.

# Le chœur de chambre Accentus se prête à un travail pédagogique sur le chant choral

Eric Ericson a donné une semaine de cours à cinq jeunes chefs français, à la Cité de la musique

Le Suédois Eric Ericson, âgé de soixante-dix-neuf ans, est considéré aujourd'hui comme le grand spécialiste de la direction de chœur. A ce titre, la

Cité de la musique, à Paris, l'a invité à donner, devant un public qui comptait de nombreux professionnels du chant choral, une semaine de

cours d'interprétation. Le Chœur Accentus, dirigé par sa disciple Laurence Equilbey, servait de « matériau expérimental » aux chefs stagiaires.

ERIC ERICSON, à l'aube de ses quatre-vingts ans (il est né en 1918), demeure un infatigable pédagogue. Sa stature, sa carrière, notamment à la tête du chœur qu'il a créé en 1945 et qui porte son nom, lui ont valu d'être apprécié de ses pairs ainsi que des compositeurs nordiques, qui lui ont confié nombre de premières auditions.

Ericson est parvenu à créer un son à la fois voluptueux et clair, « symphonique », mais précis, convenant aux œuvres baroques (Hamoncourt fera très vite appel à lui) comme aux « touffeurs » romantiques. Il a surtout donné à cette pratique, dominée par l'amateurisme, une réputation et un statut professionnels comparables à ceux des meilleurs orchestres. On continue de l'inviter partout afin de savoir quel est son « secret »... Après avoir convié Pierre Boulez à donner des cours de direction d'orchestre, la Cité de la musique à Paris a demandé à Eric Ericson de réaliser le même type de travail avec cinq jeunes chefs de chœur français choisis sur dossier.

Si, au sortir de la guerre, la situation des chœurs britanniques (liés à une tradition ininterrompue et représentée depuis 1924 par les BBC Singers, composé de vingt-huit chanteurs professionnels) et des pays du Nord (le RIAS Kammerchor est fondé en 1948) était satisfaisante, la France demeurait en retrait. La rupture de la pratique maïtrisienne d'avant la Révolution, l'individualisme des chanteurs, l'absence d'un répertoire français moderne pour chœur ont freiné le développement de structures professionnelles de haut niveau, capables, en quelques répétitions, de monter *Figure humaine*, de Poulenc (d'ailleurs créée par les BBC Singers...), pour ne citer que ce difficile fleuron du répertoire choral au XX<sup>e</sup> siècle. L'Ensemble vocal Marcel Couraud, fondé en 1945, combla ce vide. Pour cet ensemble de solistes, un corpus de pièces de douze à seize voix est conçu, allant des *5 Rechants* de Messiaen aux *Nuits* de Iannis Xenakis, en passant

par *l'Épithalame* de Jolivet ou *Le Cantique des Cantiques* de Daniel Lesur. Le Groupe vocal de France, créé en 1976 (et que d'aucuns surnommèrent vite le « Vocal Group of France », en référence aux nombreux artistes et chefs britanniques qui s'y associeront jusqu'à sa dissolution, en 1994) poursuivra ce travail, sans jamais vraiment convaincre : les meilleurs quitteront l'ensemble pour une carrière soliste, les autres demeureront de remarquables solfégistes, mais incapables d'assurer la moindre cohésion sonore.

Dans le même temps, la relève s'organise, dominée, au début des années 80, par les ensembles spécialisés dans la musique ancienne : tandis que l'Ensemble vocal Michel Piquet mène une carrière discrète consacrée aux romantiques, Philippe Herreweghe développe un travail profondément novateur, qu'il applique d'ailleurs vite à Mendelssohn, Brahms, Bruckner. Les Arts florissants de William Christie créent rapidement un ensemble choral, qui devient, après la production légendaire d'*Alys*, de Lully, en 1986, une formation essentiellement lyrique (se substituant même aux chœurs de l'Opéra de Paris pour la production d'*Hippolyte et Aricie*, de Rameau, en 1996, ce qui est dire l'inadaptation des formations chorales institutionnelles).

## COMMENTAIRE

### CERCLE VICIEUX

Une semaine de cours luxueux, quelques minutes passées devant un excellent ensemble peuvent-elles changer la destinée d'un jeune chef de chœur ? Les meilleurs d'entre eux auront pu perfectionner leur technique ou débiter quelque secret d'interprétation, mais quel sera leur avenir ? Diriger des chœurs amateurs ? Ils ne fructifieront alors pas leur acquis. Enseigner ?

**Renaud Machart**

Les formations professionnelles ne se présentant pas à eux, elles ne s'offriront donc pas à leurs élèves.

Pour sortir de cette impasse, il faudrait que l'Etat mette quelques moyens au service du chant choral : donner du travail à de bons chanteurs, des subventions aux meilleurs ensembles. Il serait alors possible de sortir du cercle vicieux des bons chefs sans ensembles à diriger et des ensembles de qualité sans bons musiciens à leur tête...

**R. Ma.**

★ *Quatre motets pour le temps de Noël ; Litanies à la Vierge noire ; Quatre petites prières de Saint-François d'Assise ; Ave Verum Corpus ; Messe en sol majeur ; Salve Regina ; Exultate Deo ; Quatre motets pour un temps de pénitence.* Par le Chœur de chambre Accentus, Laurence Equilbey (direction) : CD Accord 205 892.



« La Grande Julie », 1945.

## Un engouement éditorial

L'ANNONCE d'une rétrospective Léger a suscité l'engouement des éditeurs et la multiplication, désormais rituelle, des ouvrages d'accompagnement. Il est vrai que, jusqu'alors, Fernand Léger avait été négligé et qu'il existait peu d'ouvrages de référence, en dehors des quatre volumes parus jusqu'ici du *Catalogue raisonné de l'œuvre peint* compilés par Georges Bauquier pour Maeght Editeurs et de la version française du catalogue de l'exposition qui s'était tenue à Bâle en 1994, *Fernand Léger, le rythme de la vie moderne*.

Au premier rang des publications, les petits livres. Qu'ils soient bon marché n'interdit ni la qualité de l'information ni la prolifération des images – mais il est difficile de concilier ces deux qualités. Le texte très clair, précis et proche de l'artiste d'Arnauld Pierre souffre des mauvaises habitudes de maquette de la collection « Découvertes » Gallimard, où l'on semble prendre plaisir à morceler et juxtaposer les clichés, au mépris des formats et de la lisibilité des œuvres. Elles sont mieux traitées dans l'« ABCdaire » Flammarion, mais, peut-être en raison du trop grand nombre d'auteurs, le livre a peine à trouver une unité de ton et de perspective.

### ARTICLES ET CONFÉRENCES

Autrement cohérente, la monographie d'Hélène Lassalle construit élément après élément un portrait de l'artiste dans son siècle, portrait en pied, portrait dans le genre classique, qui rend justice au peintre et ajoute utilement un chapitre sur la fortune posthume de l'œuvre. D'une construction plus saccadée, plus rythmée, nourri du souvenir d'anciennes rencontres avec Léger, le livre de Pierre Descargues se veut moins scientifique que personnel, quitte à avancer de temps en temps des jugements sans nuance. Mais ce « beau livre » ne bénéficie pas toujours d'une qualité de reproduction à la hauteur de ses ambitions, alternant belles images et noir et blanc médiocres.

L'essentiel demeure les textes de Fernand Léger. Une nouvelle édition de *Fonctions de la peinture* reprend, annotés, classés dans l'ordre chronologique, les articles et conférences dans lesquels, de 1913 à 1955, il n'a cessé de donner son sentiment sur l'évolution des arts, la société moderne, la politique. C'est ici le volume absolu-

ment nécessaire, d'une lecture aussi instructive que plaisante parce que Léger écrit en force et librement. Il convient d'y ajouter trois correspondances, les lettres de guerre adressées à l'ami d'enfance Louis Poughon, les lettres d'affaires et d'idées échangées avec le marchand Léonce Rosenberg dans les années 20, les lettres d'amour et de voyages pour Simone Herman, qui fut la muse du peintre dans les années 30.

### Bibliographie

- *Fernand Léger, 1911-1924, le rythme de la vie moderne*, sous la direction de Dorothy Kosinsky, Flammarion, 1994, 256 p., 190 ill., 250 F.
- *Fernand Léger, peindre la vie moderne*, d'Arnauld Pierre, Découvertes Gallimard, 128 p., 73 F.
- *L'ABCdaire de Léger*, Flammarion, 120 p., 59 F.
- *Fernand Léger*, d'Hélène Lassalle, Flammarion, « Tout l'art », 160 p., 90 ill., 98 F.
- *Fernand Léger*, de Pierre Descargues, Cercle d'Art, 176 p., 137 ill., 290 F jusqu'au 30 juin, 360 F ensuite.
- *Fonctions de la peinture*, de Fernand Léger, édition établie par Sylvie Forestier, Gallimard, « Folio », 382 p., 49 F.
- *Fernand Léger, une correspondance d'affaires*, Cahiers du MNAM, 304 p., 47 ill., 200 F.
- *Fernand Léger, une correspondance poste restante*, Cahiers du MNAM, 206 p., 32 ill., 150 F.
- *Fernand Léger, une correspondance de guerre*, Cahiers du MNAM, 110 p., 110 F.
- *Fernand Léger*, catalogue sous la direction de Christian Derouet, éditions du Centre Georges-Pompidou, 360 p., 270 ill., 320 F.
- « Fernand Léger », numéro spécial de la revue *Europe*, juin-juillet 1997, 272 p., 110 F.
- *Fernand Léger, les motifs d'une vie*, vidéo d'Alain Bergala, 52 mn, Centre Georges-Pompidou/Réunion des musées nationaux, 139 F.

Elles sont toutes trois, dans des genres fort différents, d'un intérêt remarquable. Grâce au travail de Christian Derouet, qui les a rassemblées, éditées et annotées, Léger épistolaire et chroniqueur resuscite et impose son ton et l'acuité de ses observations. Christian Derouet a également dirigé le catalogue de la rétrospective, qui replace l'œuvre dans l'histoire en faisant appel à des auteurs tels que Marc Augé et André Kaspi.

Autre exercice réussi, celui auquel se livre la revue *Europe* dans un numéro spécial Léger, où voisinent historiens et historiens des arts et des lettres, parmi lesquels Derouet – décidément très présent –, Stéphane Audouin-Rouzeau, Patrick de Haas, Jean-Philippe Chimot, Michel Décaudin et Etienne-Alain Hubert. Guerre, Russie, Cendrars, Apollinaire, Reverdy, le cinéma, l'Amérique : rien ne manque à ce volume, plus même le script inédit d'une conférence de Léger à la Sorbonne en 1946.

Après avoir lu, on peut allumer sa télévision, pour regarder *Fernand Léger, les motifs d'une vie*, une vidéo d'Alain Bergala, habile variation visuelle sur des thèmes chers au peintre, l'arbre, l'hélice, le vélo. Des images en mouvement pour le peintre du dynamisme.

**Ph. D.**

## La nouvelle Bibliothèque nationale allemande a ouvert dans la discrétion

### BONN

de notre correspondant

« Être plutôt que paraître » : tel a été l'esprit qui a guidé la construction de la nouvelle Bibliothèque nationale allemande, qui vient d'ouvrir ses portes à Francfort-sur-le-Main. A l'opposé d'une « Très Grande Bibliothèque » à la française, les Allemands, qui souhaitent se doter d'un nouveau site en raison de la saturation des capacités d'un bâtiment construit en 1959, ont fait un choix très neutre. Les architectes (Arat, Kaiser & Kaiser, de Stuttgart) ont évité toute idée de prestige, si bien que leur bâtiment a été comparé, par certains critiques allemands, à « une grande piscine municipale ». « Honnête et élégant » : ce qualificatif plus clément est de Klaus Dieter Lehmann, le directeur de la Deutsche Bibliothek.

### CONNEXIONS EUROPÉENNES

Ce refus du grandiose explique en grande partie des coûts modestes comparés à ceux de la Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand : 250 millions de deutschemarks (850 millions de francs), avec un budget annuel de 60 millions de deutschemarks (près de 200 millions de francs). L'établissement parisien aura coûté 7,8 milliards de francs et sera doté, en vitesse de croisière, d'un budget de fonctionnement de plus de 1 milliard de francs.

Les lieux ont été conçus pour conserver, en sous-sol, jusqu'à dix-huit millions de livres ainsi que d'autres unités documentaires multimédias (CD-ROM, publications en ligne, disques, cassettes...). Pour l'instant, les caves de la Deutsche Bibliothek contiennent sept millions de livres. L'espace disponible permettra de « tenir » jusqu'en 2030, une extension étant déjà prévue. « Nous possédons, en sous-sol, l'équivalent de

trois fois le stade olympique de Munich », selon Klaus Dieter Lehmann, qui indique que ce stockage en profondeur est sans doute l'un des caractères qui différencie le plus les nouvelles bibliothèques nationales de France et d'Allemagne.

S'il n'y a que trois cent cinquante places, le visiteur dispose à Francfort d'un confort certain grâce à un équipement de pointe (cent trente terminaux d'ordinateur). Les catalogues sont entièrement informatisés. Les lieux sont connectés avec trente-cinq autres bibliothèques européennes, au premier rang desquelles la British Library et la Bibliothèque nationale de France.

Tout ce qui a été publié en langue allemande depuis 1945 est appelé à trouver sa place à Francfort. Mais il ne faut pas oublier Leipzig, où sont rassemblés les livres publiés entre 1913 et 1945, et Berlin, où reposent les archives musicales (le Deutsches Musikarchiv). Les trois sites sont regroupés sous le même toit, celui de la Deutsche Bibliothek, sous la responsabilité de l'Etat fédéral. Aucun document privé ou manuscrit original n'a vocation à être conservé dans la Bibliothèque nationale allemande, puisque seuls les livres tirés à plus de vingt exemplaires doivent, d'après la loi, être déposés auprès de Francfort. Traditionnellement très proche des éditeurs, puisqu'elle a été fondée par eux, la Bibliothèque nationale allemande en tire un grand profit aujourd'hui dans la mesure où elle a réussi à obtenir qu'un exemplaire de chaque publication sur support multimédia lui soit adressé alors qu'aucun texte de loi n'a encore été adopté sur ce sujet.

L'idée de doter le pays d'une bibliothèque nationale remonte à 1848, quand les députés de l'époque révolutionnaire, réunis à l'église Saint-Paul de Francfort, ont décidé de créer une institution

centralisée et ouverte à tous. Le projet en resta là, emporté avec l'échec de la révolution bourgeoise. Ce n'est qu'en 1912 que les éditeurs allemands réunis à Leipzig ont pu mettre cette idée en œuvre. Le bâtiment de Leipzig fut achevé en 1916. Après la seconde guerre mondiale, Leipzig continua à mener son existence en RDA, alors que la RFA se dotait, à Francfort, d'une bibliothèque nationale plus complète, où étaient aussi stockés les livres publiés en Allemagne de l'Est.

« Dans l'Allemagne d'après-guerre, la fondation de la Deutsche Bibliothek a été un signe permettant de démontrer le maintien d'une

seule et unique « nation culturelle » (Kulturnation) », a déclaré le chancelier Kohl, qui présidait à l'inauguration, le 14 mai, en ajoutant que « les bibliothèques ont toujours été des points d'ancrage de l'identité nationale ». Grand lecteur lui-même, le chancelier a ensuite cité un dicton d'après lequel « avoir un livre sur soi, c'est comme avoir un jardin dans sa poche ».

**Lucas Delattre**

★ Accès aux catalogues des bibliothèques européennes : <<http://www.dbb.de:80/gabriel/de/welcome.html>>



**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques au : 01-48-00-20-17  
ou sur Minitel, 36-17 Drouot  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11h à 18h. \*Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 136, avenue Charles de Gaulle,  
92523 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX. 01-46-40-26-09.

### LUNDI 2 JUIN

S.2- Bijoux, objets de vitrine, argenterie. M<sup>me</sup> GROS, DELETTREZ  
S.5 et 6 Importants tblx anc. Arts de la Chine et du Japon. Objets d'art et de bel ameublement 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> siècles. M<sup>me</sup> LOUDMER

### MERCREDI 4 JUIN

S.4- Livres anciens et modernes. PIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS  
S.5 et 6 Mobilier de château de L. Collection de la comtesse Hubert de Chambure M<sup>me</sup> de RICQLES

### VENDREDI 6 JUIN

S.2 - Tableaux, bibelots, meubles. M<sup>me</sup> LOUDMER  
S.5 et 6 Objets d'art et très bel ameublement. PIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS. Experts : Cabinet DILLEE-Mr J.P. FABRE

GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009) 01.47.70.83.04  
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 01.44.79.50.50  
PIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS, 5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10  
de RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009) 01.48.74.38.93

SAISON MUSICALE 97/98

01 44 84 44 72

abonnement

ensemble INTERCONTEMPORAIN  
IRCAM Centre Georges Pompidou

# Le retour de Peter Sellars à Bobigny

Le metteur en scène américain réunit Bach, Weill et Brecht

**GÉNÉRALEMENT** rejeté par les aficionados du lyrique, Peter Sellars est l'un des seuls metteurs en scène qui sachent s'emparer d'un chef-d'œuvre du répertoire et lui restituer la force novatrice qui marqua ses premiers auditeurs. Déroutés par la transposition d'une époque à une autre, ses détracteurs ne voient pas le théâtre irriguer le plateau, inspirer chanteurs et musiciens, donner un sens à des intrigues et des situations cent fois vues par des générations de spécialistes de la mise en scène – mise en place, plutôt – lyrique. A l'automne 1996, Sellars mettait le

## UNE SOIRÉE À PARIS

**L'Opéra des champs, par les Epis noirs** Chansons de matelots, plaintes rurales, bourrées endiablées, la trêve musicale des Epis noirs rappelle la santé d'un Bobby Lapointe, avec la touche de poésie absurde et absconse des surréalistes. Voici un spectacle ébouriffant, faussement naïf et soigneusement corrosif. Un rendez-vous unique. *Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris 20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Fargeau. 20 h 30, le 29. Tél. : 01-43-64-80-80. 75 F et 110 F.*
**Quintette Erard** Erard a inventé le piano moderne... et la harpe moderne, ce qui est moins connu. Le quintette qui porte le nom de cette grande famille de facteurs rend hommage à des musiciens qui ont mis ses inventions en musique.

Ropartz : *Prélude, marine et chanson*. Jongen : *Concert à cinq*. Saint-Saëns : *Fantaisie pour violon et harpe op. 124*. Godfried : *Etude de concert*. Hasselmann : *La Source*. Roussel : *Sérénade op. 30*. *Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Solferino. 18 h 45, le 29. Tél. : 01-40-49-47-17. 70 F.*

**Cheik Tidiane Seck** L'ancien clavier du Rail Band de Bamako d'où émergèrent Mory Kanté et Salif Keita, le maître d'œuvre de *Sarala*

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

#### L'ASSOCIÉ

Film américain de Donald Petrie, avec Whoopi Goldberg, Dianne Wiest, Eli Wallach, Tim Daly, Bebe Neuwirth (1 h 55).

**VO** : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra I, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40) (+) ; UGC Danton, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (+) ; UGC Triomphe, dolby, 8<sup>e</sup>.

**EMMA L'ENTREMETTEUSE** Film américain de Douglas McGrath, avec Toni Collette, Alan Cumming, Jeremy Northam, Ewan McGregor, Greta Scacchi (1 h 55).

**VO** : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (+) ; UGC Rotonde, dolby, 6<sup>e</sup> ; UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08) (+) ; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup> ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (+).

#### LE GUERRIER D'ACIER

Film américain de Norberto Barba, avec Mario Van Peebles, Barry Corbin, William Sadler, Jaime Gomez, Damian Bechir, Seidy Lopez (1 h 33).

**VO** : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (+) ; UGC George-V, 8<sup>e</sup>.

#### HAMLET

Film britannique de Kenneth Branagh, avec Kenneth Branagh, Julie Christie, Billy Crystal, Gérard Depardieu, Charlton Heston, Derek Jacobi (2 h 05), version courte.

**VO** : L'Arlequin, dolby, 6<sup>e</sup> (01-45-44-28-80) (+) ; La Pagode, dolby, 7<sup>e</sup> (+) ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-57-90-81) (+) ; Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (01-42-24-46-24) (+).

#### MA VIE EN ROSE

Film français d'Alain Berliner, avec Michèle Laroque, Jean-Philippe Ecoffey, Hélène Vincent, Georges du Fresne, Daniel Hanssens, Laurence Bibot (1 h 28).

### TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

### 3615 LEMONDE

ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)



feu au Châtelet avec un stupéfiant *Rake's Progress*, d'Igor Stravinsky. Dynamitant cette œuvre, il en faisait le spectacle d'un jeune homme (qu'il est) fait pour un public jeune. Que fera-t-il de Bach – *Dialogue Between Fear and Hope after Death* – et de la première œuvre écrite à quatre mains par Weill et Brecht, *Mahagonny Songspiel*?

**★ Bobigny (93). Maison de la culture, 1, boulevard Lénine. M<sup>e</sup> Bobigny-Pablo-Picasso. 15 h 30, le 31 ; 20 h 30, le 31 mai et les 3, 4, 6 et 7 juin. Tél. : 01-48-13-06-07. 170 F.**

(Verve/Polygram). Le Hot Brass lui donne carte blanche pour provoquer des rencontres qui valent le détour. Cette semaine, deux batteurs, Paco Sery et Marque Gilmore, ainsi que le Malien Basekou Kouyaté, habile joueur de n'goni.

*Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 heures, le 29. Tél. :*

*01-42-00-14-14. 60 F.*

#### Abed Azrié

Chanteur érudit originaire d'Alep, en Syrie, il redonne vie, chaleur et sensualité aux œuvres précieuses des grands poètes arabes (CD *Lapis Lazuli*/Sony Music), notamment les sulfureuses *Roubā'iyāt* de Omar Khayyam, immortalisées par Oum Kalsoum ou *Le Fou de Layla*, écrit par Qays au VII<sup>e</sup> siècle et dont s'inspira Aragon.

*Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue Montmartre. 20 h 30, les 29 et 30. Tél. : 01-42-46-84-47. 130 F.*

#### Marilyn Manson

Alors que la surenchère est grande, peu de groupes américains ont poussé aussi loin que Marilyn Manson l'utilisation des phantasmes sataniques, l'art du maquillage morbide, des performances sado-maso et des riffs glam-metal. *Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Voltaire. 20 heures, le 29. Tél. : 01-47-00-55-22. 146 F.*

## ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

#### VERNISSAGES

**Alighiero e Boetti**

*Galerie Liliane & Michel Durand-Desert, 28, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 31 mai au 31 juillet. Entrée libre.*

**Manuel Amorim**

*Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Tuileries. Tél. : 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 3 juin au 18 juillet. Entrée libre.*

**Werner Büchler**

*Galerie Médiart, 109, rue Quincampoix, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-42-78-44-93. De 14 heures à 19 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 3 juin au 21 juin. Entrée libre.*

**La Dame aux pensées**

*Musée du Louvre, aile Richelieu, salle 17, entrée par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal, Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Nocturnes lundi et mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé mardi. Du 4 juin au 30 juin. 45 F.*

**DIAL H-I-S-T-O-R-Y de Johan Grimonprez**

*Centre Georges-Pompidou, espace vidéo, 3<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Du 4 juin au 29 septembre. 35 F.*

**Fernand Léger (1881-1955)**

*Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Du 29 mai au 29 septembre. 45 F.*

**Les Maisons de Bethléem** *Institut du monde arabe, hall du rez-de-chaussée, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Jussieu. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 2 juin au 30 juin. Entrée libre.*

**Chris Marker** *Centre Georges-Pompidou, 3<sup>e</sup> étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedis, dimanches et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Du 4 juin au 29 septembre. 35 F.*

**Nicolas d'Olce** *Espace Communes, 17, rue Commines, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-77-53-26. De 12 heures à 20 heures ; nocturne jeudi 12 juin jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 15 juin. Entrée libre.*

*(01-48-28-42-27) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (+).*
**L'AUTRE CÔTÉ DE LA MER** de Dominique Cabrera, avec Claude Brasseur, Roschdy Zem, Marthe Villalonga, Agoumi, Catherine Hiegel, Marilynne Cantot. Français (1 h 30).

**UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Opéra I, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40) (+) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G, de Beaugregard, 6<sup>e</sup> (01-42-22-87-23) (+) ; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-60) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-87-35-43) (+) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (01-43-07-48-60) ; Escorial, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-28-04) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-27-84-50) (+) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (+) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) (+).**

**LE BAISER DU SERPENT** de Philippe Rousselot, avec Ewan McGregor, Greta Scacchi, Pete Postlethwaite, Richard E. Grant, Carmen Chaplin, Donal McCann. Franco-allemand-britannique (1 h 44).

**VO** : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) (+) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-04-67) (+) ; Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-47-00-02-48) (+) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79) (+) ; Le Cinéma des cinéastes, 17<sup>e</sup> (01-53-42-40-20) (+).

#### BIG NIGHT

de Campbell Scott et Stanley Tucci, avec Stanley Tucci, Tony Shalhoub, Isabella Rossellini, Minnie Driver, Ian Holm, Caroline Aaron. **VO** : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Opéra I, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40) (+) ; Bretagne, dolby, 6<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-19-08) (+) ; Publicis Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (01-47-20-76-23) (+) ; Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-47-00-02-48)

#### Portes ouvertes

*Fondation d'art contemporain Daniel et Florence Guerlain, 5, rue de la Vallée, 78 Les Mesnuls. Tél. : 01-34-86-19-19. Samedi et dimanche de 14 heures à 19 heures. Du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin. Entrée libre.*

**Gérard Le Roux**

*Jardins du Luxembourg, orangerie, 19, rue de Vaugirard, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Placide. Tél. : 01-42-34-33-99. De 10 heures à 20 heures. Du 2 juin au 19 juin. Entrée libre.*

**Antonio Saura**

*Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 4 juin au 25 juillet. Entrée libre.*

**Amadou Seck, Philippe Sène**

*Musée de Saint-Maur-des-Fossés, villa Médicis, 5, rue Saint-Hilaire, 94 La Verrenne-Saint-Hilaire. Tél. : 01-48-86-33-28. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 31 mai au 7 septembre. Entrée libre.*

#### EXPOSITIONS PARIS

**Années 30 en Europe, 1929-1939**

*Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 8 juin. 50 F.*

**Arts rituels d'Océanie : la Nouvelle-Irlande**

*Mona Bismarck Foundation, 34, avenue de New-York, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trocadéro, Alma-Marceau. Tél. : 01-47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanches, lundis et fêtes. Jusqu'au 28 juin. Entrée libre.*

**Jean-Michel Basquiat** *Musée Maillol-Fondation Dina-Vierny, 61, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. Jusqu'au 29 septembre. 40 F.*

**Bellmer graveur**

*Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanches et fêtes. Jusqu'au 14 juin. 25 F.*

**Jean-Sylvain Bieth** *Galerie Gabrielle Maubrie, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-03-97. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 12 juillet. Entrée libre.*

**Philippe Cognée** *Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures ; le matin sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 juillet. Entrée libre.*

**Costa Coulentianos** *Covent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél. : 01-43-29-39-64. De 11 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 18 juin. Entrée libre.*

**De Pont-Aven à Montmartre** *Musée de Montmartre, 12, rue Cortot, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Jules-Joffrin. Tél. : 01-46-06-61-11. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 28 septembre. 25 F. 20 F.*

#### Des mécènes par milliers

*Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Tél. : 01-40-20-51-51. De 10 heures à 21 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 21 juillet. 20 F.*

**Raoul Dufy, les années 30**

*Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sèvres-Babylone. Tél. : 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundis et fêtes. Jusqu'au 13 juillet. 20 F.*

**Les Francs, précurseurs de l'Europe**

*Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 01-42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40 ; nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 22 juin. 40 F.*

**Made in France : 1947-1997, cinquante ans de création en France**

*Centre Georges-Pompidou, Musée, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 35 F.*

**Le Mai du livre d'art**

*Centre Georges-Pompidou, galerie de la BPI, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedis, dimanches et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 23 juin. Entrée libre.*

**Le Miroir noir, Picasso, sources photographiques 1900-1928**

*Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-71-25-21. De 9 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 9 juin. 38 F.*

**Jean-Luc Moulène, Jörg Sasse, Koo Jeong-A**

*Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 22 juin. 27 F.*

**La Palestine des créateurs** *Institut du monde arabe, le hall, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Jussieu. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin. Entrée libre.*
**Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris** *Grand Palais, galeries nationales, place Georges-Clemenceau, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 juillet. 50 F.*

**Pascal** *Bibliothèque nationale de France, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal et Bourse. Tél. : 01-47-03-81-26. De 12 heures à 18 heures. Fermé dimanches et fêtes. Jusqu'au 14 juin. Entrée libre.*

**Poliakoff, Pincemin** *Galerie Jacques Elbaz, 1, rue d'Alger, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Tuileries. Tél. : 01-40-20-98-07. De 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 14 juin. Entrée libre.*

**NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI** d'Anne-Marie Miéville, avec Aurore Clément, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard. Franco-suisse (1 h 20).

**LA PLANTE HUMAINE** de Pierre Hébert, dessin animé canadien (1 h 15).

**LES PLAINS POUVOIRS**

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Ed Harris, Laura Linney, Scott Glenn, Dennis Haysbert. Américain (2 h 01).

**VO** : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (+) ; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup> ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> ; La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (01-45-75-79-79) (+) ; UGC Maillot, 17<sup>e</sup> ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19<sup>e</sup> (+).

**REPRISE** d'Hervé Le Roux, Français (3 h 12).

**Saint-André-des-Arts I, 6<sup>e</sup> (01-43-26-48-18).**

**LE SORT DE L'AMÉRIQUE**

de Jacques Godbout, avec René-Daniel Dubois, Philippe Farleau, Jacques Godbout. Québécois (1 h 30).

**Latina, 4<sup>e</sup> (01-42-78-47-86).**

**UN INSTANT D'INNOCENCE** de Mohsen Makhmalbaf, avec Mirhadi Tayebi, Ali Bakshsi, Ammar Tarfi, Marjam Mohamadamimi. Franco-iranien (1 h 18).

**VO** : 14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (01-43-26-58-00) (+).

**LA VÉRITÉ SI JE MENS !**

de Thomas Gilou, avec Richard Anconina, Vincent Elbaz,

**AUDIOVISUEL** La chaîne franco-allemande de télévision Arte fête, samedi 30 mai, ses cinq années d'existence. ● LA FUSION en France entre La Cinquième et La Sept/Arte,

dont le processus progresse malgré la dissolution de l'Assemblée nationale et les élections législatives, ne remet pas en question la coopération franco-allemande, estime Jobst

Plog, le patron allemand d'Arte, dans un entretien au Monde. ● LA GRILLE du début de soirée sera remaniée prochainement pour permettre de fidéliser davantage de

spectateurs en Allemagne, où la chaîne recueille une audience quatre à six fois moindre qu'en France. ● M. PLOG plaide pour une modification des structures d'Arte

et de l'ARD outre-Rhin, tout en critiquant les Länder, seuls en Europe à s'opposer à une obligation de retransmission télévisée des grands événements sportifs.

## Arte doit refondre sa grille pour séduire les téléspectateurs allemands

Dans un entretien au « Monde », Jobst Plog, le patron de la chaîne outre-Rhin, attribue la faiblesse de son audience à l'hostilité ou à l'indifférence que les forces culturelles et intellectuelles vouent à la télévision outre-Rhin. Il évoque les hypothèses actuellement à l'étude pour y remédier

A L'OCCLUSION des cinq ans d'Arte, Jobst Plog, président de l'assemblée générale d'Arte et intendant du Norddeutscher Rundfunk (NDR), la deuxième des onze entités de radio-télévision régionales constitutives de l'ARD, évoque les problèmes de la chaîne.

« Que pensez-vous de la fusion Arte-La Cinquième en France, retardée avec le report de la loi sur l'audiovisuel ?

– D'après les informations que nous avons obtenues du gouvernement français et après la lecture du projet de loi, cette fusion s'effectuera sans toucher aux intérêts d'Arte ni à l'esprit de coopération franco-allemande de la chaîne. Le fait que Jérôme Clément soit président de cette nouvelle entité a rassuré le pôle allemand. Il sera le mieux placé pour assurer la fusion avec La Cinquième.

» En Allemagne, où le seuil de la redevance est arrêté pour des périodes de quatre ans, il est beaucoup plus simple de prévoir des budgets. En France, tout est beaucoup plus politique : la redevance est fixée chaque année, ce qui crée des incertitudes énormes. De plus, un temps infini est perdu à l'Assemblée nationale pour défendre le budget des chaînes.

– Est-il exact que l'audience d'Arte en Allemagne est 4,4 fois plus faible qu'en France et jusqu'à 6,6 fois moins élevée entre 19 heures et 20 h 45 ? Qu'en est-il du réaménagement de la grille prévu dans cette tranche horaire ?

– Ces ratios sont exacts, mais la situation en France n'est pas comparable à celle d'outre-Rhin, où Arte est l'une des 34 chaînes du câble, reçu par plus de 60 % de la population. En France, Arte est l'une des cinq chaînes hertziennes non cryptées, elle a été bien acceptée dès son démarrage et a su fédérer les soutiens des intellectuels, des artistes et des élites. En Allemagne, nous avons eu à nous

même moment des deux côtés du Rhin : il est à 20 h 45 en France et à 20 h 15 en Allemagne. Nous avons mis en place un groupe de travail pour modifier les programmes. Deux hypothèses sont à l'étude : soit une séparation pure et simple des antennes française et allemande entre 20 heures et 21 heures – ce qui risque à terme de se traduire par une césure encore plus franche –, soit un réamé-

**ZDF qui constituent le pôle allemand d'Arte ?**

– Je ne crois pas vraiment au succès rapide du numérique en Allemagne, vu l'importance de l'offre existant sur le câble. Leo Kirch en a fait les frais avec son bouquet DFI, qui marche très mal. Dans la mesure où les chaînes publiques sont financées par la redevance, le service public ne devrait pas s'impliquer fortement dans ces projets.

– Au même titre qu'Arte partage son canal en France avec La Cinquième, une chaîne publique, KinderKanal est diffusée sur le câble, jusqu'à 19 heures, avant vos programmes. Allez-vous fusionner avec cette chaîne pour enfants ?

– Non, ce n'est absolument pas prévu. C'est un hasard que KinderKanal soit placée là, parce qu'il n'y avait plus assez de place sur le câble et le satellite.

– Alors que la présidence d'Arte devait être tournante, entre Français et Allemands, Jérôme Clément occupe toujours cette fonction. Serez-vous candidat à sa succession ?

– Arte a tout mon soutien et toute mon affection, mais je ne suis pas candidat à la succession de Jérôme Clément. D'autant que mon mandat à la tête du NDR, l'un des principaux postes dans l'audiovisuel en Allemagne, a été prolongé pour six ans, ce qui était mon souhait le plus cher.

» La question de la nationalité du président n'est pas la plus importante. La solution de la re-

conduite de Jérôme Clément, que j'avais proposée, a été entérinée par tous les intendants des stations de l'ARD et de la ZDF. En Allemagne, le jeu est un peu différent. Si le président d'Arte était allemand, il ne serait pas pour autant président d'Arte Deutschland (le pôle allemand de la chaîne). De plus, il pourrait avoir du mal à s'imposer en France. Il faudrait changer les structures d'Arte en Al-

lemagne pour que le président soit davantage respecté. Un groupe de travail que je préside a été mis en place pour envisager ces modifications.

« Le véritable problème tient au fait que les prime-times ne se situent pas au même moment des deux côtés du Rhin »

– Où en sont les réformes prévues au sein de l'ARD ?

– Parmi les onze stations qui composent l'ARD, certaines arrosent de tout petits bassins de population ; c'est le cas de Brême, par exemple. L'idée est de rationaliser

et de regrouper certaines stations, notamment pour réaliser des économies d'échelle.

– Quelles sont les principales évolutions du paysage audiovisuel allemand ?

– Je ne pense pas qu'il y aura de grands changements dans les trois ans à venir. J'espère que les Länder vont accepter que les événements sportifs les plus importants ne soient pas réservés à la télévision payante – sans quoi on arrivera en Europe à un système de télévision à deux vitesses, comme aux Etats-Unis. Jusqu'à présent, l'Allemagne est le seul pays à avoir refusé de signer la proposition européenne visant à permettre à tous d'accéder aux grandes retransmissions sportives à la télévision.

» Par ailleurs, je ne suis pas du tout sûr que le numérique permette de créer beaucoup d'emplois, comme certains le prétendent. Enfin, je crois que, dans les médias plus qu'ailleurs, il faut préserver une identité nationale, ce qui favorisera la production audiovisuelle et cinématographique en Europe. C'est la condition *sine qua non* pour assister à un renouveau du cinéma en Allemagne. Aujourd'hui, tout le monde achète des films américains en Europe alors qu'il est impossible aux Européens de diffuser des films outre-Atlantique. Les Américains, eux, ne diffusent que des produits nationaux. »

Propos recueillis par Nicole Vulser

## Le câble et la parabole s'unissent pour conquérir l'habitat collectif

CÂBLE ET SATELLITE, éternels frères ennemis, vont s'associer pour pourvoir, de concert, à la distribution de chaînes de télévision. L'initiative en revient à Bernard Touraine, directeur général de Vidéopole, les réseaux câblés contrôlés par EDF-GDF. Dès septembre, ce câble-opérateur mettra en place « des offres couplées câble et satellite ».

En clair, le raccordement au câble des HLM et des immeubles sera complété par l'installation de paraboles collectives. Vidéopole « est déjà en négociations avec des syndicats de copropriété et des offices d'HLM », annonce Bernard Touraine. Selon lui, l'intérêt de cette offre « est de trouver une réponse personnalisée aux besoins des locataires ». Le câble acheminera les chaînes conventionnées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Le satellite aura pour tâche de distribuer les programmes réclamés par les locataires mais encore dépourvus du label du CSA.

### Première transmission par satellite sur Internet

Un accord conclu entre le consortium européen de télécommunication par satellite Eutelsat et COM. Net, filiale de Nuova Telespazio (groupe Stet/Telecom Italia), devrait permettre de lancer avant cet été le premier système de transmission Internet via satellite. Ce système sera commercialisé par Telecom Italia et sera composé, pour la partie réception d'une carte numérique à installer dans le PC et d'une antenne parabolique de 60 centimètres de diamètre. Cette antenne pourra être utilisée pour la télévision. Du côté de la transmission, ce système nécessite un modem ordinaire raccordé à une ligne téléphonique. Le système ainsi mis au point fonctionnera à une vitesse pouvant aller jusqu'à 40 mégabits/seconde, en utilisant la norme de télévision numérique européenne DVB.

Guy Dutheil

battre beaucoup parce que les forces culturelles et intellectuelles étaient en général plutôt hostiles ou indifférentes à la télévision. Aujourd'hui, on peut dire qu'en Allemagne Arte est beaucoup plus respectée que regardée.

» Quant à la modification de la grille des programmes entre 19 heures et 20 h 45, le véritable problème tient au fait que les prime-time ne se situent pas au

nagement des programmes avec des divertissements, de l'information placée plus tôt dans la grille, et des documentaires. En tout cas, il faudra prendre une décision avant la fin de l'année pour séduire davantage de spectateurs en Allemagne.

– Où en sont les projets de diversification dans la télévision numérique d'Arte, mais aussi des chaînes publiques ARD et

## Pathé et Canal Plus s'associent pour distribuer des films en Europe

C'EST à une entité de taille inédite dans le cinéma européen que vient de donner naissance l'accord signé à Cannes, le 16 mai, par Jérôme Seydoux, président de Pathé, et Pierre Lescure, président de Canal Plus, et rendu public mercredi 28 mai. Il vise en effet à la mise en réseau de cinq des principaux distributeurs opérant dans cinq pays d'Europe (la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne), qui représentent ensemble 80 % du marché européen.

Cet accord a deux objectifs. D'une part, une circulation accrue des films produits sous l'égide de chacune des sociétés signataires : AMLF en France, Tobis en Allemagne, Pathé Guild en Grande-Bretagne (trois sociétés contrôlées par Pathé), Sogepaq (dont Canal Plus est actionnaire) en Espagne et un partenaire italien (dont le nom n'est pas encore rendu public) auront un accès privilégié aux films des filiales des deux groupes signataires « dans la mesure où ces films paraîtront disposer d'un potentiel international », selon Michel Crépon, directeur général adjoint de Pathé. L'un de ses

effets devrait être de permettre un meilleur accès aux écrans, en particulier dans des pays (l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne) où la grande majorité des salles sont trustées par les productions hollywoodiennes. Cette commercialisation vise prioritairement le marché salle et pay-TV, mais pourra concerner tous les droits.

### STRUCTURE D'ACQUISITION COMMUNE

Cette mise en réseau pourrait également faciliter le financement de productions européennes ambitieuses, de la part des filiales françaises de production des deux groupes (Renn production, la société fondée par Claude Berri, pour Pathé, le Studio Canal Plus et ses « satellites », tels que les Films Alain Sarde, qui produisent notamment Téchiné ou Tavernier, ou Lazennec producteur de Kassovitz ou des *Randomeurs*). Mais aussi les sociétés de production étrangères des deux groupes, notamment Pathé Pictures, société britannique qui vient d'obtenir l'accès au financement par la loterie nationale pour mettre en œuvre six

films par an (et dans laquelle Canal Plus possède des parts).

Mais l'accord entre Pathé et Canal Plus entraîne aussi la création d'une structure d'acquisition commune de droits pour l'ensemble des cinq pays, pour les films non européens à fort potentiel commercial (essentiellement les films américains). « Nous devenons des interlocuteurs privilégiés pour les indépendants, mais aussi pour des majors qui chercheraient un partenariat financier en Europe », dit Vincent Grimont, directeur général de Canal Plus chargé des filiales. Cette structure d'acquisition – « une minuscule cellule commune » – envisage d'acheter ainsi dans un premier temps environ quatre films par an, « pour un montant compris entre 10 et 30 millions de dollars ». Soit un potentiel d'achat exceptionnel pour une société européenne, mais aussi un nouveau biais – et l'un des plus puissants jamais conçus – pour que l'argent européen contribue au financement de Hollywood.

Jean-Michel Frodon

### DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : Les *Nouvelles françaises*, mensuel bilingue français et russe paru mardi 27 mai, seront, selon leur directeur, l'écrivain Marek Halter, « le premier journal français distribué sur tout le territoire de la Russie depuis la Révolution de 1917 ». Avec 28 pages en quadrichromie (15 F), ce journal offre au public et aux décideurs russes et français des informations culturelles, universitaires et économiques sur la France et sur la Russie d'aujourd'hui.

■ **Quatre formations politiques (RPR, PS, PCF et Verts)** se sont engagées à consulter les syndicats de journalistes avant modification de leur statut et de leur abattement fiscal, à la suite de la demande du Syndicat national des journalistes (SNJ), autonome) et du SNJ-CGT. Le RPR reste attaché à une compensation. Le PS veut « éclaircir les mécanismes » de ce fonds de compensation. Les Verts sont favorables à la « neutralisation » de l'impact financier de la suppression de l'abattement. Le PCF juge cette suppression « inacceptable ».

■ **TÉLÉVISION** : Jean-Marc Morandini, le présentateur de « Tout est possible », sur TF 1, depuis septembre 1993, et d'une émission matinale sur Chérie FM, a été nommé directeur de l'antenne de cette station du groupe NRJ.

■ **Preston Padden**, ex-président d'American Sky Broadcasting (ASKYB) (groupe de Rupert Murdoch), a été nommé président d'ABC Television, l'un des quatre principaux réseaux de télévision américain.

■ **Le groupe Kirch** modifie sa stratégie dans la télévision numérique pour tenter de faire décoller son bouquet DFI. Selon le *Wall Street Journal* du 29 mai, le groupe allemand compte désormais louer ses décodeurs, précédemment vendus aux téléspectateurs.

■ **PUBLICITÉ** : le **Pari mutuel urbain (PMU)** a confié son budget publicitaire (environ 60 millions de francs) à l'agence FCA ! BMZ, filiale du groupe Publicis. La nouvelle communication valorisera autant les courses hippiques que les paris.

■ **INTERNET** : l'**Institut Médiamétrie** va commercialiser en juillet un service permettant de certifier l'audience d'Internet, prenant en compte plusieurs indicateurs d'audience des services en ligne (page vue, visite, clic sur un bandeau publicitaire, etc.). Médiamétrie souhaite que ce système devienne un standard européen.

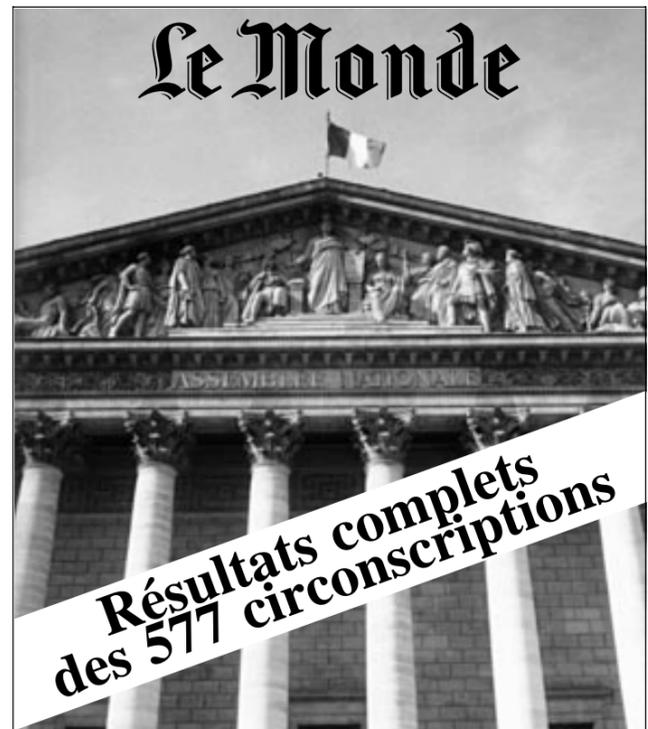


Photo : P. Fleury

Spécial élections

A lire dans *Le Monde* du lundi 2 daté 3 juin



# Lionel Jospin à gauche de la « gauche américaine »

La presse anglo-saxonne considère sans aménité les élections en France. Du « Financial Times » au « Wall Street Journal », elle estime que le PS incarne les « thèmes traditionnels de la gauche » plutôt que le « renouveau » de M. Blair ou M. Clinton

« LA GAUCHE AMÉRICAINE » était naguère une expression péjorative que les orthodoxes du Parti socialiste lançaient aux rocardiens pour dénoncer leurs faiblesses pour le libéralisme d'outre-Atlantique. Aujourd'hui la gauche américaine, la vraie, celle des Etats-Unis, ne sait plus très bien où elle en est depuis que son héros, Bill Clinton, a viré au centre, sinon à droite, pour obtenir un second mandat.

C'est aussi en sa qualité de représentant de cette gauche que le président américain vient de passer par Londres pour rendre visite au nouveau premier ministre britannique. Beaucoup de liens unissent Bill Clinton et Tony Blair, et d'abord leur fréquentation commune, bien qu'à quelques années d'intervalle, de la célèbre uni-

versité d'Oxford. Le *Financial Times* rappelle que le leader travailliste et son équipe ont soigneusement étudié l'expérience Clinton avant de sonner la charge contre le gouvernement conservateur. Conseil d'un des proches du président américain au Labour : « Faites tout de même attention que votre campagne ne paraisse pas trop creuse ! »

On ne saurait dire si Tony Blair a vraiment respecté la consigne mais le quotidien londonien est en tous cas certain que le « nouveau Labour » voit les clés des performances américaines dans « une politique monétaire stable, un environnement fiscal favorable, un marché du travail flexible et la liberté du commerce ».

Quel rapport avec les élections



françaises ? Pour le *Wall Street Journal*, il est évident : « D'abord vint Bill Clinton. Ensuite Tony Blair. Et maintenant ? », se demande le quotidien financier américain qui croit venu le tour de Lionel Jospin. Mais le chef du PS français a beau se référer à Tony Blair, « son programme reprend plutôt les thèmes traditionnels de la gauche ». Le fait

qu'il ait été salué par l'Allemand Oskar Lafontaine amène des politologues cités par le *Wall Street* à penser : « Finalement l'Europe est en train d'emprunter une voie plus à gauche que M. Clinton. »

Si ces observateurs ont raison, alors l'Europe est partie pour avoir une monnaie unique qui sera faible, explique l'éditorialiste du *Times* de Londres. « Quoi qu'il arrive dimanche, le prochain gouvernement français ne respectera pas les critères de Maastricht. (...) L'euro de Séguin serait un euro faible ; l'euro de Jospin encore plus faible. » C'est, selon le *Times*, une des conséquences de l'impasse politique dans laquelle Jacques Chirac s'est laissé enfermer.

M. Chirac « est peut-être le moins efficace des cinq [présidents de la

V<sup>e</sup> République], écrit William Rees-Mogg. Non seulement il n'a pas été capable de faire la politique pour laquelle il avait été élu, mais il s'est trompé en organisant des élections anticipées et il a affaibli, peut-être même détruit, son propre gouvernement. S'il doit cohabiter avec un Parti socialiste qui n'a pas changé, le reste de son mandat peut être un échec prolongé, voire fatal. »

On ne sait si le quotidien s'en réjouit ou s'en désolait, mais il conclut que la Grande-Bretagne serait bien folle de rejoindre l'Union monétaire : « Si nous voulons une monnaie faible, nous pouvons nous débrouiller tout seuls, comme nous l'avons souvent fait dans le passé. »

**Daniel Vernet**

## EN VUE

■ **Heinrich Harrer**, alpiniste autrichien de renom, âgé de quatre-vingt-quatre ans, s'est souvenu, mercredi 28 mai, qu'il s'était engagé dans les SS, en 1938. Il devait former à l'éducation physique les membres de l'organisation, mais la guerre l'en empêcha. En 1944, Harrer s'évada au Tibet, où il devint le professeur de gymnastique du jeune **dalai-lama**. « Je n'insiste pas sur le fait que j'ai la conscience tranquille », a précisé l'ancien nazi, auteur de *Sept ans au Tibet*, publié en 1952, actuellement mis à l'écran par **Jean-Jacques Annaud**.

■ La première barrique de hareng nouveau vendue aux enchères, mardi 27 mai, à la criée de Schevevingue, sera offerte à un poissonnier de La Haye privé d'étal, mercredi, à cause des cérémonies du cinquantième anniversaire du **plan Marshall**. Quant au produit de la vente, il ira à une association de clowns.

■ Un paysan bulgare du village d'Alexandria, qui, samedi 24 mai, labourait son champ, s'est endormi au volant de son tracteur et s'est réveillé en Roumanie. Les gardes-frontières voyant le labourer bâiller et se frotter les yeux, convaincus de sa bonne foi, ont autorisé l'engin à ramener **Ilija Anghelov** dans son pays.

■ **Un Bosniaque** de Sarajevo, profitant des beaux jours, passait le dimanche 25 mai à la campagne, quand des braises tombées du barbecue où rôtitait un agneau entier ont déclenché l'explosion d'un fusil sans recul et d'une arme antichar ensevelis dans son jardin. L'homme et son fils ont été légèrement blessés.

## DANS LA PRESSE

### EUROPE 1

**Alain Duhamel**  
■ Avec le scénario de toutes les incertitudes que constitue nécessairement une cohabitation, le rôle central de la question européenne est le seul point fixe assuré. Le dossier européen va dominer l'année qui nous sépare de la mise en œuvre de l'euro. Les négociations européennes sur la dimension politique, sociale ou militaire de l'Union vont occuper tout gouvernement français. Paris et Bonn jouent un rôle clé, comme toujours, dans cette affaire. Une cohabitation française constituerait donc un élément

nouveau essentiel de l'entreprise. Jacques Chirac et Lionel Jospin n'ont pas, en matière européenne, de convictions incompatibles. Tous deux ont été des maastrichtiens critiques, dès le départ.

### RTL

**Michèle Cotta**  
■ A voir, hier, sur la même tribune de la salle des fêtes de Chambéry, Philippe Séguin et Alain Madelin côte à côte se donnant du « cher Philippe » et « cher Alain », on pouvait avoir le sentiment que dans cet endroit si proche du lac du Bourget, chanté par Lamartine, le temps en une fois de plus avait suspendu son vol. Les deux principaux artisans de l'élection

de Jacques Chirac en 1995, le premier libéral, le second social, se disant tous les deux complémentaires et non contradictoires, se sont donc retrouvés, hier, après un premier tour législatif catastrophique pour demander aux Français, comme ils l'avaient fait il y a deux ans, de donner une majorité à Jacques Chirac.

### LIBÉRATION

**Laurent Joffrin**  
■ C'est dans les vieilles marmites qu'on fait les meilleures soupes. La chiraquie en détresse a donc sorti de son placard la marmite de 1995, celle où se touillent les idées des deux cuisiniers laissés à l'écart pendant deux ans, Séguin et Ma-

delin. Séguin a des idées, mais peu de troupes dans son camp, ce qui l'oblige à des alliances curieuses sur le plan idéologique, hier Pasqua, aujourd'hui Madelin. Le libéral de Redon, lui aussi, se bat sur des idées. Mais ce ne sont pas les mêmes. Tous les artifices rhétoriques du monde n'y peuvent rien. Entre libéralisme et séguinisme, il y a convergence tactique, mais incompatibilité intellectuelle. Ils sont complémentaires ? Comme l'eau et le feu. Il est vrai qu'à gauche Chevenement et Delors se retrouvaient dans la même majorité, tout comme Hue et Kouchner. Mais, si l'on concilie les contraires, on peut aller jusqu'au bout. Si Madelin et

Séguin sont complémentaires, Chirac et Jospin le sont tout autant...

### LE FIGARO

**Antoine-Pierre Mariano**  
■ Au premier tour, chacun a pu exprimer ses mécontentements, ses souhaits, ses humeurs. Au second tour, c'est l'avenir de la France qui va être fixé pour cinq ans et peut-être davantage. Que faire dimanche ? D'abord aller voter. Ensuite empêcher la coalition de gauche d'avoir une majorité. Les Français seraient-ils assez inconstants pour réinstaller le PS et le PC pour cinq ans et risquer de verser irréversiblement dans une société socialiste ?

## VENDREDI 30 MAI

### TF 1

17.05 Melrose Place. Feuilleton. Elimination à tout prix.  
18.00 Sous le soleil. Série. Le soupçon.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 et 20.40 Météo.  
20.00 Journal, L'image du jour.  
20.35 Le Beau Jeu, Le Beau Geste.

### France 2

14.50 Tennis. En direct. Internationaux de France (265 min). 34296943  
19.25 et 3.00 Studio Gabriel.  
19.55 Au nom du sport.  
20.00 Journal, Campagne électorale, Image du jour : Roland-Garros, A cheval !, Météo, Point route.

### France 3

18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.00 Météo.  
20.05 Fa si la chanter. Jeu.  
20.30 Tout le sport. En direct.  
20.35 Campagne officielle pour les élections législatives.  
20.58 Côté court. En direct.

### La Cinquième

17.55 Les Grands Tourments de l'Histoire. Les médias et la guerre du Viêt-nam.  
18.25 Le Monde des animaux. Hello possum.

### Arte

19.00 Les Meilleurs Vœux. Emission spéciale pour les cinq ans d'Arte.  
19.30 7 1/2. Magazine. Spécial Législatives. 4382  
20.00 Brut. Magazine (30 min).  
20.30 8 1/2 Journal.

### M 6

17.30 La Légende de la cité perdue. Série.  
18.05 Highlander. Série. Punition surprise.  
19.00 Caraïbes Offshore. Leçons mortelles [2/2].  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Mister Biz. Les rois de la nuit.  
20.35 Capital 6. Magazine.

### Canal +

17.15 Cyclisme. Tour d'Italie.  
18.15 Surprises Annecy. En clair jusqu'à 20.35.  
18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Jean-Hugues Anglade, Pamela Soo, Jonah Lomu.  
20.30 Le Journal du cinéma. Magazine.

### Radio

#### France-Culture

20.30 Le Banquet. Conversations philosophiques : le présent.  
21.32 Black and Blue. Quand la batterie entre dans la danse : les relations entre drumming et tap dancing.  
22.40 Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jacques Moulinier.  
0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture

#### France-Musique

20.00 Concert Franco-allemand. Donné en direct de Sarrebruck et émis simultanément sur les radios de Berlin, Leipzig et Francfort, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Osmo Vänskä : Vaux-Hall, de Rangström ; Concerto pour piano et orchestre n° 1, de Beethoven, Olli Mustonen, piano ; Symphonie n° 1 Sérieuse, de Berwald.  
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Carter.  
23.07 Miroir du siècle. Le Quatuor à cordes de l'ORTF. 0.00 Jazz-club. (2<sup>e</sup> partie). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

#### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Les solistes du Philharmonique de Berlin.  
22.45 Les Soirées... (suite). Œuvres de Couperin, Mozart, Beethoven. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### 20.45

**LA TÉLÉ S'AMUSE**  
Divertissement. Invités : Jean-Pierre Pernaut, Alain Gillot-Pétré, Alexandre Debanne, Arthur, Julien Courbet, Daniela Lumbruso, Yves Rénier, Philippe Risoli, Jacques Pradel, Vincent Perrot, Philippe Bouvard, Lagaf (140 min). 945479

### 21.20

**INSPECTEUR MORETTI**  
Un enfant au soleil. Téléfilm de Gilles Béhat, avec Alicia Alonso (90 min). 2286932  
Le cadavre d'un inconnu, le visage décheté, est retrouvé dans un parc pour enfants.

### 21.15

**THALASSA**  
Présenté par Georges Pernoud. Les fils du vent (65 min). 1521011  
Sur la côte atlantique du Maroc, quelques planchistes se rassemblent dans ce lieu méconnu. Parmi eux, Rachid qui rêve d'affronter les meilleurs wind-surfers.

### 20.45

**D'AMOUR ET D'EAU SALÉE**  
Téléfilm d'Edwin Baily, avec Eric Berger, Nozha Khouadra (1996, 90 min). 532030  
Un sous-chef de gare a le coup de foudre pour une jeune Algérienne rencontrée sur un quai. Il la perd, la recherche obstinément, et la retrouve...

### 20.45

**LA MANTE RELIGIEUSE**  
Téléfilm de James Keach, avec Jane Seymour, Chad Allen (105 min). 973127  
Le FBI est sur la piste d'une femme à l'identité mystérieuse qui a empoisonné ses cinq premiers maris.

### 20.35

► **MÉMOIRES D'IMMIGRÉS**  
L'héritage maghrébin. Documentaire de Yamina Benguigui. Les pères, les mères, les enfants (155 min). 89945479  
23.10 Flash d'information.

### 23.05

**SANS AUCUN DOUTE**  
Magazine présenté par Julien Courbet. Avec la participation de Marie Lecoq et M<sup>e</sup> Didier Bergès. Thèmes : tous fichés ; les prédictions (110 min). 9330498  
0.55 et 2.00, 3.10 TF 1 nuit.  
1.10 et 3.20, 4.20, 5.10 Histoires naturelles. Manger, être manger ; les premiers chasseurs ; les gardes-pêche ; carnets algériens (50 min). 4400238  
21.10 Le Vignoble des maudits. Série [3/3]. 4.50 Musique. Concert (20 min).

### 22.55

**BOUILLON DE CULTURE**  
Magazine. Retour au Chili, ou la vie culturelle après Pinochet (70 min). 5106672  
0.00 Au bout du compte.  
0.05 Journal, Bourse, Météo.  
0.15 Côté court 2. Magazine.  
0.25 ► La Ballade de Narayama ■■■■ Film de Shohei Imamura, avec Ken Ogata (1983, v.o., 120 min). 3968528  
2.30 Roland-Garros. Résumé du jour.  
3.30 Envoyé spécial. Magazine (rediff.). 5.30 Urti. Documentaire. Audessus de la fragilité. 5.40 Chip et Charly. L'artichaut d'or (10 min).

### 22.20

**FAUT PAS RÊVER**  
Présenté par Sylvain Augier. Invité : Jacques Gamblin. Corée, face à face ; France, le golf des pauvres ; Madagascar, les roues de l'infortune (60 min). 5308450  
23.20 Journal, Météo.  
23.45 Science 3. Documentaire. Les couloirs secrets de la pyramide (55 min). 4825547  
0.45 Libre court. 1, 2, 3 lumières (20 min). 8646783  
1.00 Musique graffiti. Magazine. 1.10 La Grande Aventure de James Oudin. Feuilleton (60 min).

### 22.15

**GRAND FORMAT : SAN CLEMENTE**  
Film documentaire de Raymond Depardon et Sophie Ristelhueber (1980, N., 100 min). 517585  
L'hôpital psychiatrique de San Clemente est situé dans une île de Venise, en face du Lido. Tourné par Raymond Depardon et une amie photographe, ce documentaire est un témoignage sur l'évolution de cet asile, à travers la parole des malades, hommes et femmes de tous âges.  
● Lire page 30.  
23.55 Paris, Texas ■■■ Film de Wim Wenders, avec Harry Dean Stanton (1984, v.o., 140 min). 9310498  
Une première partie, très étonnante, sur le temps qui s'étire, l'espace, le vide.  
2.15 Le Dessous des cartes (rediff., 10 min).

### 22.30

**LE CAMÉLÉON**  
Chute libre. Série (55 min). 42943  
Jarod, professeur de parachutisme, met à jour un véritable complot.  
23.25 L'Assassin de mes nuits. Téléfilm de Richard A. Colla, avec Victoria Principal (100 min). 3802566  
1.05 Best of groove.  
2.05 Jazz 6 (rediff.). 2.55 Les Tribus du nord. Documentaire. 3.20 Rites et croyances. Documentaire. 3.45 E = M 6 (rediff.). 4.10 Turbo (rediff.). 4.40 Mister Biz (rediff., 25 min).

### 23.20

**MORTAL KOMBAT**  
Film de Paul Anderson, avec Christophe Lambert, Robin Shou (1995, 94 min). 6301108  
0.55 Casse-tête chinois pour le judoka Film de Maurice Labro (1967, 105 min). 19189561  
2.40 East Side Story. Documentaire de Dana Ranga. L'histoire du musical socialiste (50 min). 1045580  
3.30 La Maman et la Putain ■■■ Film de Jean Eustache (1972, N., 210 min). 98243851

### TV 5

20.00 Médecins de nuit. La décapotank.  
21.00 Bon week-end.  
21.55 Météo des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Elections législatives. Magazine.  
23.00 Taratata (France 2 du 29/5/97).  
0.15 Grand tourisme. Magazine.  
0.30 Soir 3 (France 3).

### Paris Première

20.00 et 0.55 La Semaine 20 h Paris Première.  
21.00 Ici Londres. Magazine.  
21.55 La Semaine du J.T.S.  
22.30 Il Tabarro. Opéra en un acte de Giacomo Puccini. Enregistré au Metropolitan Opera de New-York en 1994 (30 min). 9201585  
23.00 I Pagliacci. Opéra en deux actes de Ruggero Leoncavallo. Enregistré au Metropolitan Opera de New-York en 1994 (115 min). 69804856

### France Supervision

20.30 Vive le Bal. D'Olivier Altman.  
22.00 Récital Félicity Lott. Concert enregistré au château de Maisons-Laffitte (90 min). 32100030  
23.30 La Digue de la Ciénaga Grande. De Carlos Rendón Zipagauta.

### Ciné Cinéfil

20.30 Mon cow-boy adoré ■ Film de George Marshall (1950, N., v.o., 90 min). 5969301  
22.00 La Mégère apprivoisée (The Taming of the Shrew) ■■■ Film de Sam Taylor (1929, N., v.o., 70 min). 60610498

### Ciné Cinémas

21.00 M. Butterfly ■■■ Film de David Cronenberg (1993, v.o., 100 min). 14908672  
22.40 Affaire non classée ■ Film de Michael Apted (1990, 110 min). 78895011  
0.30 Docteur Cyclops ■■■ Film d'Ernest B. Schoedsack (1940, v.o., 75 min). 40593783

### Festival

19.20 Le Voyageur. Décharge interdite.  
19.50 Le Voyageur. En toute confiance.  
20.30 Jeanne d'Arc. Téléfilm de Pierre Badel avec Cécile Magnat, Didier Sandre [1/3] (85 min). 70383081 [2/3] (90 min). 75453856 [3/3] (95 min). 44174189

### Série Club

20.15 L'île aux naufragés. And Then There Were None.  
20.40 Le Club. Magazine.  
20.45 Two. Coincé entre deux causes.  
21.35 et 1.30 Rancune tenace.  
22.30 Alfred Hitchcock présente. L'extraterrestre.  
23.00 Ellery Queen : A plume et à sang. Le portrait mystérieux.  
23.45 Lou Grant. Les clandestins.

### Canal Jimmy

20.00 The Muppet Show. Invité : Rudolf Noureev.  
20.30 Star Trek. Un tour à Babel.  
21.20 Elvis : Good Rockin' Tonight. Let it Burn (v.o.).  
21.45 Destination séries.  
22.15 Chronique du front.  
22.20 Dream On. Secret de famille (v.o.).  
22.50 Seinfeld. La mangue (v.o.).  
23.15 Sex Machine.  
0.00 La Semaine sur Jimmy.  
0.10 New York Police Blues. Casse et cassettes (v.o.).  
0.55 Spin City. Un après-midi de chien (v.o., 25 min).

### Disney Channel

19.30 et 23.30 L'Incorrigible Cory.  
20.10 Juste pour rire. Téléfilm (50 min). 4009276  
21.00 Davy Crockett.  
21.45 Le Relais Cherokee. Téléfilm (45 min). 220856  
22.30 Sport Académie.  
23.00 La Rédac.

### Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.  
20.55 Nos meilleures années. L'héritage. L'inconnu.  
22.30 Murphy Brown. Education sexuelle.  
23.00 Coups de griffes. Chantal Thomass (60 min).

### Eurosport

11.00 et 23.00 Tennis. En direct. Internationaux de France (3<sup>e</sup> tour), à Roland-Garros (480 min). 73036943  
19.00 Football. En direct. Festival espoirs de Toulon (Groupe B) : Croatie - Mexique (105 min). 7698363  
20.45 Football. En direct. Festival espoirs de Toulon (Groupe B) : Maroc - Pays-Bas. 2<sup>e</sup> mi-temps (75 min). 4425217  
22.00 Pole Position. Magazine.  
20.05 et 23.35 Suivez le guide.  
22.00 Itinéraire d'un gourmet. Magazine.  
22.30 L'Heure de partir (50 min).

### Muzzik

21.00 Cassandra Wilson à Montréal. Concert enregistré au Festival international de jazz de Montréal en 1995 (65 min). 509972818  
22.05 The Zawinul Syndicate. Concert enregistré lors du Festival Sons d'hiver en 1997 (120 min). 504922011  
0.05 Danu au Festival interceltique de Lorient. Concert (45 min). 504469306

### Chaînes d'information

**CNN**  
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00 World News. 21.00 IMPACT/Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.  
**Euronews**  
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economica. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Artissimo. 0.45 Cinema. 1.45 Visa.

### LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

### LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.  
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.  
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

### Les films sur les chaînes européennes

**RTBF 1**  
21.20 La Folle Histoire de l'espace. Film de Mel Brooks avec Mel Brooks, John Candy, Daphne Zuniga. Comédie.  
**RTL 9**  
22.40 Black Emmanuelle en Orient. Film de Joe D'Amato (1976, 85 min). Avec Laura Gemser. Erotique.  
**TSR**  
21.25 Total Recall. Film de Paul Verhoeven (1990, 120 min). Avec Arnold Schwarzenegger, Rachel Ticotin, Sharon Stone. Fantastique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection de câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :  
► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■■ Ne pas manquer.  
■■■ Chef-d'œuvre ou classique.  
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## Au sabre d'Epinal

par Pierre Georges

IL Y A, il y aura toujours Charles Pasqua pour nous faire rire. Quand la situation est grave, mais pas désespérée, Charles, dit Bouche-à-feu, n'opère plus dans la dentelle. Il bastonne, assène, canonne, tempête. Il fait feu de tout bord, flèche de tout bois. Il exagère, il en rajoute, en fait des kilos, des montagnes, des tonnes. Il use de toutes les ficelles, de toutes les formules. Il ne croit pas vraiment toujours à ce qu'il dit. Ce qui l'autorise à le dire avec d'autant plus de sincérité.

Sur le champ de bataille, Charles sabre d'abord et réfléchit ensuite. Trois jours qu'on le piste, au travers de ses fureurs et de ses mots. Et c'est pure merveille. Un soir, il annonce la banqueroute, la dèche, la fin des haricots avec le retour des « socialistes-communistes ». Avec plein de « s » pour bien souligner le pastis national qui ne manquerait pas de suivre. Les « socialistes-communistes » donc vont, s'ils reviennent, faire, parole de Charles, fonctionner à plein « la planche à billets ». Un peu vieillotte, l'image de la « planche à billets » portée au rouge ou au rose. Mais toujours parlante dans nos campagnes. Planche à billets et Angélus de Millet, vice et vertu sont les mamelles pasquaiennes du troisième millénaire. Le lendemain, dans un estaminet du 18<sup>e</sup> arrondissement, il tombe sur la coalition des durillons de comptoir, dissertant sur les mérites comparés du lepnisme et de la majorité sortante en matière de sécurité. Quelle colère ! Quelle fausse colère ! Tout un art de l'emportement. Photographes, caméramen, moteur ! Le numéro d'acteur s'annonce grandiose,

Pasqua dans la Terreur du zinc et du ring : « Mais est-ce que vous savez d'où nous venons ? Vous savez le bordel que les autres nous ont laissé ? » Plus de nom, plus de mot même pour le dire. Les « autres » sont désormais une adversité à vocation anonyme. Et à irresponsabilité illimitée.

Un autre jour, ou le même, car il se démène, Charles Pasqua est à Tours. Une ville qu'on dit civilisée. C'est comme s'il était à Miami avec vue sur La Havane. « Notre pays a une originalité : il possède un des deux partis communistes orthodoxes. L'autre est à Cuba ». Comme s'il était Mangeclous déguisé en Bayard sur le boulevard national du crime, de la délinquance, de l'immigration sauvage et autres joyeusetés attribuées aux « autres ». Loi Pasqua ou plus loi Pasqua ? « Il faut savoir ce que l'on veut ! »

Et ainsi de suite. Charles Pasqua fait campagne. Feu à volonté. A gros boulets ferrés ! D'un comique achevé. Un sergent-major pour imagerie Pellerin d'Epinal dans les Vosges. Là précisément où il compte un ami de longtemps, le promis. Et, désormais, par alliance, un compagnon de plus. Car la grande famille gaulliste, dans ses entreprises de sauvetage en mer, vient de faire un adepte supplémentaire. Alain Madelin a eu en effet, hier, une parole merveilleuse : il a évoqué la nécessité d'un sursaut « comme en 1958 ». Alain Madelin, gaulliste, gaullien presque ! Funérailles, Charles ! N'étaient les nécessités de la guerre aux « autres », ce serait à bouffer son sabre. Ou à pleurer de rire, à s'en faire péter la sous-ventrière !

## TGV-Nord : la SNCF porte plainte contre plusieurs groupes de BTP

Le juge Halphen aurait découvert de graves complicités internes

À LA SUITE des révélations de l'Express sur d'éventuelles complicités de cadres de la SNCF dans l'affaire des ententes illicites entre groupes de BTP sur le chantier du TGV-Nord (Le Monde du 29 mai), la compagnie ferroviaire va saisir le tribunal administratif de Paris. Elle s'estime victime des agissements des trente et un groupes de BTP condamnés, le 29 novembre 1995, par le Conseil de la concurrence à payer 388 millions de francs d'amendes. Le préjudice pour la SNCF serait de l'ordre de 750 millions de francs, selon L'Express.

Dans un communiqué publié mercredi 28 mai à la suite de la parution de l'hebdomadaire, la SNCF a annoncé que « la saisine concernera les marchés (46 sur un total de 93) qui présentent un écart important entre les sommes effectivement payées et celles qui auraient dû l'être dans une situation "normale" de concurrence ». La SNCF affirme avoir « dès 1995 procédé à une profonde modification de ses procédures de passation et de contrôle des marchés ». Par ailleurs, « une équipe spécialisée a procédé, à partir de septembre 1996, à une analyse en interne très détaillée permettant de passer au crible chacun des marchés en cause et de mesurer précisément le préjudice subi ».

Jusqu'à présent, les trois présidents qui se sont succédé à la SNCF depuis 1995 n'ont pas jugé néces-

saire de diligenter une enquête pour déterminer s'il y avait eu, au-delà de « négligences », des complicités à l'intérieur de l'entreprise. Les révélations du Figaro du 29 mai pourraient amener la compagnie à le faire rapidement. Le quotidien, se fondant sur des éléments d'un dossier d'instruction actuellement mené par le juge Eric Halphen, affirme l'existence d'« un réseau extrêmement actif de corruption, dans le cadre de la construction de lignes TGV, qui implique un grand nombre de responsables de la SNCF ». Le président de la SNCF, Louis Gallois, n'était pas joignable jeudi 29 mai au matin, et personne n'acceptait de commenter ces informations explosives au siège de l'entreprise.

« IL FALLAIT PAYER »

Le Figaro cite le cas de Bernard Wilhem, un petit entrepreneur lorrain qui a travaillé soit en direct avec la SNCF soit, le plus souvent, avec les groupes de BTP en contrat avec elle. Entendu par le juge Halphen et la brigade financière, M. Wilhem « explique le plus simplement du monde que, pour obtenir des marchés auprès de la SNCF, il fallait payer. Un aveu qui lui a valu une mise en examen pour corruption active et passive et un séjour en détention provisoire ». Le Figaro cite une liste de pièces à conviction qui étaient la thèse de l'existence de corrompus parmi les cadres

de la SNCF : « Un chèque de 120 000 francs au nom du responsable du TGV Méditerranée qui, selon Bernard Wilhem, a dû toucher sur la période environ 1,5 million. Un autre, adjoint au chef de section sur le TGV Nord, se serait fait offrir une Mercedes de 270 000 francs, de l'ordre de 400 000 à 500 000 francs en liquide, le paiement de son loyer de 5 000 francs à Boissy-Saint-Léger et une Clio à son épouse. » M. Wilhem met en cause le responsable des études pour le TGV Nord qui aurait émis « des notes d'honoraires de plusieurs centaines de milliers de francs » et dont l'épouse « sera elle-même rémunérée en tant que secrétaire » d'une des sociétés de M. Wilhem.

Réagissant à chaud jeudi matin, Le sénateur Hubert Haenel, auteur de plusieurs rapports sur la SNCF et administrateur de l'entreprise, demande « la réunion immédiate du conseil d'administration, afin de porter plainte contre X et de demander une enquête judiciaire et parlementaire ». Pour sa part, Bernard Thibault, le secrétaire des cheminots CGT, estime que « si ces faits étaient avérés, on ne pourra pas éviter le débat de la responsabilité de l'Etat qui, en laissant la SNCF financer par elle-même ses investissements, ne pouvait que favoriser ce type de dérive ».

Pascal Galinier

## Les protestants rappellent au pape la Saint-Barthélémy

LES ÉCOLIERS le savent : c'est dans la nuit du 23 au 24 août 1572 qu'ont éclaté, à Paris, les massacres de protestants de la Saint-Barthélémy.

my. Or, l'été prochain, c'est exactement à la même date que Jean Paul II a choisi de venir célébrer, sur l'hippodrome de Longchamp, devant plusieurs centaines de milliers de catholiques, la messe de clôture des Journées mondiales de la Jeunesse, organisées par la France.

Ce choix est évidemment involontaire, et il ne s'agit là que d'un - malheureux - concours de circonstance. Mais, sans vouloir relancer une polémique analogue à celle qui précéda, en 1996, la commémoration, par le pape à Reims, du baptême de Clovis le jour (22 septembre) de la naissance de la République, les protestants craignent que la mémoire de la Saint-Barthélémy ne passe par pertes et profits. Ils s'apprentent à célébrer en grandes pompes, en 1998, le quatre centième anniversaire de la signature par Henri IV de l'édit de Nantes, destiné précisément à réparer les fractures du massacre de 1572.

« Plus jamais ça » : sur ce thème, à propos du double événement parisien du souvenir de la Saint-Barthélémy et des Journées mondiales de la jeunesse, de jeunes protestants viennent d'écrire au pape. Sous la plume du pasteur Guillaume de Clermont, responsable du département jeunesse de la Fédération protestante de France, ils lui demandent, à l'occasion de sa venue à Paris, de « faire mémoire de la tragédie de la Saint-Barthélémy » et d'« y associer les drames actuels », en Irlande, en Algérie, au Tibet, en Yougoslavie, au Zaïre, largement dus à l'intolérance religieuse ou ethnique.

Ils ont aussi souhaité que de jeunes juifs, musulmans, orthodoxes et bouddhistes s'associent à une « charte du vivre ensemble », rendue publique mercredi 28 mai. Déjà, le Fonds social juif unifié, la Mosquée de Paris, l'Organisation mondiale de la jeunesse orthodoxe (Syndesmos) et l'Union des bouddhistes de France se sont associés à

cette initiative interreligieuse sans précédent. Les signatures doivent être remises au pape le 24 août prochain.

De son côté, l'Eglise catholique de France prépare, pour la veille de la visite de Jean Paul II, une manifestation de pardon et de réconciliation à laquelle elle souhaite voir se joindre les protestants.

Henri Tincq

Jean-Yves Nau

## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 29 mai, à 10 h 15 (Paris)

### FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20351,30	+2,32	+5,11
Hong Kong index	14556,50	+0,11	+8,21

### Tokyo. Nikkei sur 3 mois



### OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 28/05	Var. en % 27/05	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2583,17	-3,63	+11,55
Londres FT 100	....	....	+5,91
Zurich	....	....	+29,50
Milan MIB 30	....	....	+2,38
Francfort Dax 30	3660,87	-0,37	+26,73
Bruxelles	....	....	+12,42
Suisse SBS	....	....	+37
Madrid Ibex 35	....	....	+29,90
Amsterdam CBS	....	....	+25,54

Tirage du Monde daté jeudi 29 mai 1997 : 512 460 exemplaires.

1 - 3

# FORMAT EUROPE

TOUT EN CARTES

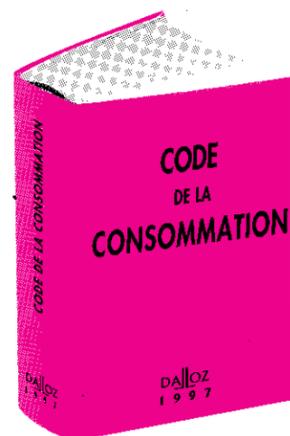
NUMÉRO SPÉCIAL

# EURO:

# CE QUE LES PARTICULIERS ET LES ENTREPRISES DOIVENT SAVOIR

En vente chez votre marchand de journaux : 13 F

À consulter sans modération



Cette deuxième édition est principalement marquée par les deux lois du 1er et du 5 juillet 1996 sur l'équilibre des relations commerciales et la promotion du commerce et de l'artisanat. En addendum, est reproduite la partie Réglementaire de la codification, publiée au JO du 3 avril 1997.

DALLOZ